

« Initiatives » : Spécial bac + 2

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14885 - 6 F

MERCREDI 15 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNIE

La Russie malade de la politique

On savait l'économie de la Russie malade, mais sa santé politique n'est pas meilleure. Des ministres qui claquent la porte, des démissions en cascade, des députés qui s'invectivent autant dans les couloirs qu'à la tribune : le spectacle que donne depuis une semaine le Parlement de Russie est certes moins déstabilisant que celui que donnaient les « Soviets suprêmes » de l'ère Brejnev, mais tout de même désolant, compte tenu des problèmes qui se posent au pays.

Sans aller jusqu'à évoquer le triste précédent de la Constituante de 1917, on ne peut que constater le retard que prend la Russie par rapport à ses anciens satellites. A la différence des Parlements d'Europe centrale, qui reflètent tous, malgré leurs faiblesses, la situation de l'après-communisme, celui de Moscou, élu en 1990, comporte encore de nombreux aspects du Parti communiste, qui, s'ils ont troqué la bannière de Lénine pour celle du populisme et parfois de la démagogie patriotique, n'en sont pas moins hostiles à beaucoup des changements survenus. Et d'abord à une réforme économique traumatisante, qui tarde à porter ses fruits.

FACE à cette fronde, M. Boris Eltsine dispose de deux atouts. D'abord de sa popularité toujours très grande, de la légitimité supérieure que lui donne son élection triomphale à la présidence du pays l'an dernier et sa résistance au putsch d'août 1991 : à défaut de pouvoir dissoudre le Parlement - ce que la Constitution lui interdit - il aurait de fortes chances de sortir vainqueur d'un affrontement avec lui, en utilisant l'arme du référendum.

Son second atout est l'aide occidentale, ces 24 milliards de dollars récemment promis par le groupe des Sept et dont M. Jacques Attali vient de rappeler, au nom de la BERD, que leur versement dépend d'une poursuite ferme et conséquente des réformes. Sans doute cette aide est-elle passablement humiliante, au point que certains députés s'indignent de voir le pays « gouverné par les Américains ». Il reste que tout le monde en a besoin, les « conservateurs » comme les autres, et que les premiers ont encore moins de recettes à proposer pour stabiliser l'économie.

Le danger serait plutôt de voir Boris Eltsine acheter la compréhension de son Parlement par des promesses impossibles à tenir et des repêchages de façade, voire par des alliances risquées dont M. Gorbachev a donné l'exemple naguère avant d'en faire les frais. On n'en est pas là, puisque le président russe a, au contraire, maintenu son soutien à ses ministres les plus attaqués. Mais il n'a pas coupé pour autant les ponts avec des « alliés » douteux, ni désempoigné les propos bellicistes de son vice-président, M. Routskoï, à l'adresse des Ukrainiens et des Moldaves.

Il lui faudra pourtant choisir un jour, et sans doute bientôt, entre ses divers « amis ».

Lire page 3

L'article de notre correspondant JAN KRAUZE

M0147 - 0415 0 - 6.00 F



La destitution du ministre grec des affaires étrangères

Le conflit sur la Macédoine provoque une crise à Athènes

« L'affaire macédonienne » a provoqué une crise en Grèce, où le ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, a été destitué, lundi 13 avril. Hostile à la reconnaissance de la Macédoine ex-yougoslave, ou du moins d'une République indépendante qui porte ce nom, M. Samaras est en conflit avec le premier ministre conservateur, M. Constantinos Mitsotakis. La Communauté européenne devrait, dans le courant du mois de mai, mettre fin à ce qu'on appelle à Skopje un « boycottage diplomatique ».

Skopje avide de reconnaissance

SKOPJE

de notre envoyé spécial

« CEE : pute ». Pour direct que soit le commentaire, apparu sur un mur de Skopje au lendemain d'un nouveau refus de la CEE de reconnaître la Macédoine ex-yougoslave, ses auteurs ne s'y sont pas moins pris avec une certaine discrétion. Ecrite en cyrillique, la peinture rouge, l'insulte était prudemment placée dans un recoin sombre ; un peu à l'image de la discrétion avec laquelle a été hissé le drapeau rouge frappé de l'étoile jaune à la frontière gréco-macédonienne. Les Macédoniens hésitent, en effet, entre des sentiments contradictoires, ne savent plus sur quel pied danser, après plusieurs mois d'une indé-

pendance qu'ils sont les seuls, de tous les sécessionnistes de l'ex-Fédération yougoslave, à avoir obtenue sans coup férir. C'est qu'ils sont aussi quasiment seuls - hormis une reconnaissance turque et une autre, non dénuée d'ambiguïté, de la part de la Bulgarie - à savoir qu'ils sont indépendants, la CEE reportant de mois en mois une reconnaissance à laquelle la Grèce s'oppose obstinément.

Rancœur, espoir, résignation, révolte intérieure : autant de réactions qui se mêlent et s'entrelient sans qu'aucune l'emporte encore d'une façon décisive.

YVES HELLER

Lire le suite et les articles de FLORENCE HARTMANN et de DIDIER KUNZ page 4

Vive émotion après le non-lieu rendu en faveur de l'ancien milicien

La Cour de cassation est saisie de l'affaire Paul Touvier

La chambre d'accusation de Paris a rendu, lundi 13 avril, un arrêt de non-lieu général au bénéfice de Paul Touvier. Chef du service de renseignements de la Milice dans la région lyonnaise durant la seconde guerre mondiale, celui-ci, âgé de soixante-dix-sept ans, était inculpé depuis mai 1989 de crimes contre l'humanité. Il ne devrait donc pas comparaître devant une cour d'assises. Le procureur général de Paris, M. Pierre Truche, a aussitôt formé un pourvoi devant la Cour de cassation contre cet arrêt qui a suscité émotion et indignation.



Lire les extraits de l'arrêt de la chambre d'accusation et les articles de LAURENT GRELSAMER, pages 9, 10 et 13, ainsi que la chronique de BERTRAND POIROT-DELPECH, page 7.

Affront

par Bruno Frappat

Il en va des décisions de justice comme des crimes : à qui profitent-elles ? Ordinairement, quand des magistrats rendent un jugement, ils le font avec le souci primordial des victimes. Défunts ou survivants meurtris.

Avec l'arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris sur l'affaire Touvier, nous en avons dans une nouvelle logique qu'on peut ainsi résumer : le doute doit tellement profiter à l'accusé qu'il n'a même pas à être jugé.

Au-delà de la personne de l'ancien milicien, l'arrêt du 13 avril contribue à renforcer la cohorte noire de tous ceux qui, un demi-siècle après l'horreur nazie, s'évertuent soit à en atténuer la réalité soit même à la nier.

Lire la suite page 10

La gauche de l'an 2000

Le PS ne s'est pas doté d'une nouvelle majorité
Le débat sur la « rénovation » ne fait que commencer

par Patrick Jarreau

Les épisodes politiques les plus écœureux, les plus « politiciens », sont, parfois, ceux dont les enjeux sont les plus décisifs pour l'avenir. Le congrès socialiste d'Épinay-sur-Seine, en 1971, point de départ de la conquête du pouvoir dix ans plus tard, s'était joué sur une obscure affaire de mode d'élection des instances dirigeantes et avait suscité des commentaires sévères sur les affrontements d'hommes, l'absence de débat d'idées, etc. Sans qu'on puisse, assurément, lui prêter une portée comparable, la réunion du comité directeur du

PS, les 11 et 12 avril, avait le caractère de ces empouilles pour initiés, bien éloignées des préoccupations du citoyen, mais à travers lesquelles se disputent, pourtant, des choix qui ne sauraient le laisser indifférent.

L'arrivée de M. Laurent Fabius à la tête du PS, en janvier, l'échec des élections régionales et cantonales de mars, puis le changement de gouvernement du début de ce mois allaient-ils aboutir à la prise en main du PS par son nouveau premier secrétaire, avec l'appui de M. Michel Rocard, contre M. Lionel Jospin ?

Lire la suite page 8

Les orphelins de La Cinq

L'association de défense de la chaîne défunte revendique 1,4 million de membres. Peuvent-ils se mobiliser ?

par Yves Mamou

Un téléspectateur frustré peut-il devenir méchant ? En d'autres termes, la disparition d'une chaîne de télévision peut-elle amener des centaines de milliers de téléspectateurs à manifester leur mécontentement ? Des précédents ont eu lieu. Le 7 mars 1990, près de 10 000 Réunionnais ont mis à sac Saint-Denis-de-la-Réunion pour protester contre les menaces d'écran noir qui pesaient sur Têl Free-DOM, une station de télévision locale qui émettait sans autorisation depuis 1986. Chauffés à blanc plusieurs jours auparavant par le

docteur Camille Sudre, président de Têl Free-DOM devenu depuis président du conseil régional, des milliers de Réunionnais étaient allés manifester pour protéger « leur » chaîne, qui mélangeait à longueur de journée films de série B, débats très libres sur les problèmes locaux, films de karaté ou pornographiques.

Le 8 décembre 1984, à Paris, près de 100 000 jeunes de quinze à dix-sept ans avaient (calmement) défilé dans Paris pour défendre NRJ, station qui sur la bande FM diffusait la musique de leur classe d'âge.

Lire la suite page 21

INITIATIVES

Bac + 2 : transformer l'essai

Les chefs d'entreprise, confrontés à une pénurie de salariés qualifiés, réclament davantage de bac + 2. Après une stabilisation pendant une décennie, le nombre des bac + 2, créés en 1982 pour les BTS et en 1986 pour les DUT, n'a cessé de croître et devrait encore augmenter de 50 000 places d'ici à 1995. L'engagement actuel tend à voir des offres réduites. Embauchés en masse, du même âge, les bac + 2 déforment les pyramides des âges. Autant de raisons aux cadres moyens et inhibées aujourd'hui profession intermédiaire, cette catégorie est porteuse d'une revendication majeure : avoir des perspectives de carrière et pouvoir devenir cadre.

pages 1 à XXII

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ Technologie contre handicaps ■ L'espace français change de main ■ Le syndrome de Superphénix ■ Transports de vie

pages 11 et 12

DÉBATS

Pour ou contre Disney

Pierre Marín, président de l'Institut français d'urbanisme, critique la façon dont a été conçu et financé Euro Disney, projet, dit-il, « sans intérêt public » pour la France. Michael Eisner, PDG de Walt Disney Company, explique que l'on a tort de s'effrayer d'un « impérialisme américain » qui n'existe plus.

page 2

Cartier

12, AVENUE MONTAIGNE, PARIS. 4720.06.73

Démision

du chef du Labour

M. Kinnock a tiré les conclusions de l'échec électoral des travaillistes

page 3

Pâques à Salzbourg : querelle de chefs et de labels

A trois mois du Festival d'été, « le public le plus riche du monde » se rend à Salzbourg et s'offre une semaine de manifestations musicales haut de gamme dans la ville de Mozart. Ce festival au financement privé, créé en 1967 par Karajan, est entièrement assuré par la Philharmonie de Berlin. C'était le fief de Deutsche Grammophon. Cette hégémonie est désormais contestée.

page 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

DÉBATS

Pour ou contre Disney

La mariée n'est pas si belle...

par Pierre Merlin

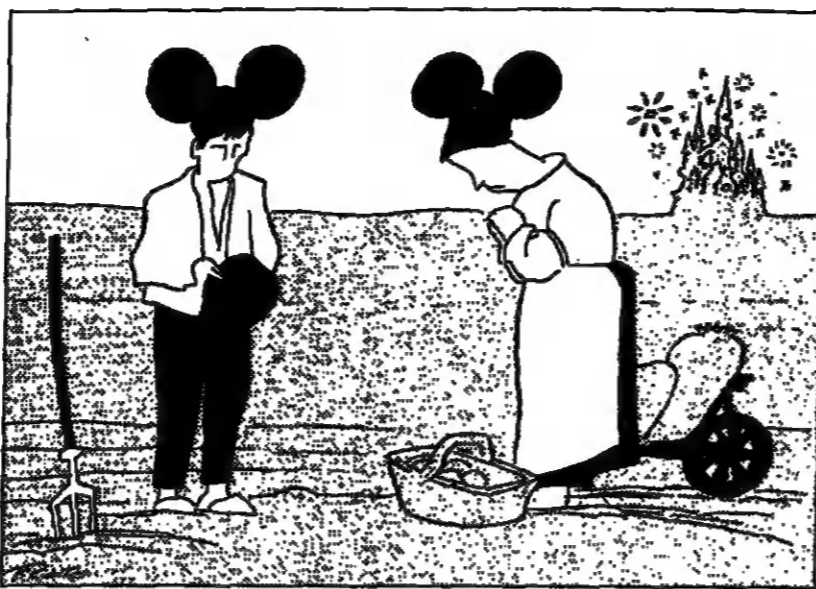
EURO DISNEY a ouvert le 12 avril, comme prévu. La société Euro Disneyland a investi 22 milliards, comme prévu. Un prolongement spécial du RER a été mis en service, après deux échangeurs sur l'autoroute A 4, comme prévu. Une gare TGV est en construction, comme prévu. Douze mille emplois ont été créés, comme prévu. Quatre milliards de devises rentreront chaque année, comme prévu. C'est un remarquable succès pour les gouvernements qui, de 1984 à 1987, ont négocié avec la société Disney. Une belle revanche sur Barcelone, préface à Paris pour les Jeux olympiques.

Au-delà de ce cocorico poussé avec un accent américain, quelques esprits grincheux trouvent que la mariée est moins belle qu'on ne le dit. Déjà, en mars 1987, l'économiste Alain Lipietz avait évoqué un « projet sans intérêt public » (1). Il montrait que les Américains investiraient peu, mais l'Etat français beaucoup, pour des retours en devises surevaluées et pour des emplois moins nombreux qu'annoncé. Qu'en est-il au moment de l'ouverture ?

Un peu moins de 3 milliards ont été officiellement dépensés par l'Etat, le département de Seine-et-Marne, l'établissement public d'aménagement et le syndicat d'agglomération nouvelle des portes de la Brie pour les infrastructures et les transports. Mais ce n'est là que la face visible de l'iceberg. La Caisse des dépôts et consignations a prêté 4,8 milliards à 7,85 % sur vingt ans, avec 2,5 % de bonification d'intérêt et cinq ans de différé d'amortissement : cela représente un avantage financier de près de 2 milliards en vingt ans.

La société Disney a obtenu que le gouvernement modifie la loi pour réduire à 5,5 % (au lieu de 18,6 %) la TVA sur les parcs de loisirs : ce sont au moins 200 millions par an de cadeau fiscal.

La société Euro Disneyland a aussi obtenu le droit d'amortir ses



installations en dix ans au lieu de vingt pour ce genre d'investissement : comme il s'agit d'une société en nom collectif, donc « transparente », ses actionnaires pourront déduire ce déficit de leur résultat. C'est donc le contribuable français qui paiera en définitive une large part de cet investissement « privé ».

Au total, ces avantages représentent au moins 10 milliards, à ajouter aux 3 milliards d'infrastructures.

Montage astucieux

Il faut ajouter la valeur du temps que perdront les usagers du RER et surtout de l'autoroute A 4 du fait de la surcharge de ces infrastructures. Lipietz les évaluait à 1 milliard par an. C'est excessif. Notre évaluation (sommaire) nous conduit à huit mille heures par jour, soit 150 millions par an. Il

faudrait y ajouter les coûts sociaux (bruit, pollution, accidents) occasionnés par le surcroît de circulation, qu'on peut évaluer (2) à 150 millions par an également. Ces 300 millions annuels correspondent à un investissement de 3,3 milliards (avec un taux de 9 %).

Le montage financier est astucieux : Euro Disneyland, « société pivot » en nom collectif, réalise les investissements et récupère le droit de les exploiter sous forme de crédit-bail à une société en commandite par actions. Le loyer de ce crédit-bail, très inférieur à l'amortissement en dix ans des investissements, dégage des pertes fiscales déductibles par les entreprises constitutives.

La société en commandite par actions perçoit les recettes, assume les dépenses (y compris le loyer) et dégage un bénéfice pour ses actionnaires. Parmi ceux-ci, les capitaines américains sont très minoritaires. La société Disney n'apporte que 1 200 millions. Elle reçoit 10 % des droits d'entrée, 6 % de droits sur tous les produits vendus et 49 % des profits de la société Euro Disney.

On peut estimer que la société Disney recevra, dès la première année, 200 millions sur les droits d'entrée, 100 millions sur les ventes et 100 millions de bénéfices. Ceux-ci sont évalués à 200 millions dès 1992, 1,12 milliard en 1996 et 5,7 en 2016.

Mais un profit supplémentaire viendra de l'opération immobilière. L'Etat a utilisé la procédure de « programme d'intérêt général » pour acquérir 1 948 hectares à 11,10 F le mètre carré. Euro Disneyland en a racheté 600 pour la première tranche et a trente ans pour racheter le reste au prix coûtant (terrain et viabilisation). Il pourra le commercialiser : 750 000 mètres carrés de bureaux, 320 hectares de zones d'activité, un centre commercial de 100 000 mètres carrés, 5 000 logements, etc. Avec le RER, le TGV, l'autoroute, c'est, grâce aux investissements de l'Etat français, une plus-value prévisible d'au moins 10 milliards.

OPA culturelle

12 000 emplois créés en 1992, 30 000 prévus en 2000. Parmi les 12 000 de la première tranche, 70 % sont occupés par des Français, mais 90 % sont non qualifiés, rémunérés un peu au-dessus du SMIC (6 000 F x 13 mois en moyenne). En contrepartie, les employés devront parler américain, ne porter ni barbe ni moustache, une seule baguette, pas de boucle d'oreille de plus de 2 cm, indiquer s'ils sont membres d'une association, etc. Le ministère du travail a opposé des « remarques » à ces violations de la loi de 1982 sur les libertés individuelles dans l'entreprise.

Euro Disneyland s'est à peine plus soucieuse des 400 entreprises (des sous-traitants surtout) qui lui réclament 850 millions de dépenses. EDL se réfugie parfois derrière les cahiers des charges léonins qu'elle a imposés, avec ensuite candidelement « n'avoir pas eu le temps matériel d'établir les avenants ».

Aucune inquiétude pour la culture française et européenne : M. Fitzpatrick, président d'EDL, n'a-t-il pas épousé une Française et n'a-t-il pas étudié Villon ? Pinocchio n'est-il pas italien, Peter Pan anglais et Cendrillon française ? Pourtant, bien que la convention précise que « la langue française sera utilisée de façon prédominante dans le parc, plus particulièrement pour la signalétique », celle-ci est

essentiellement en américain. La délégation à la langue française a protesté en vain.

Par ailleurs, une loi spéciale - du 19 août 1986 - prévoit, en cas de litige, le recours à un tribunal international, la société Disney refusant par avance les tribunaux administratifs français.

Curieusement, ni Euro Disneyland ni les pouvoirs publics ne s'étaient souciés du logement des employés. On a construit, dans les cinq communes voisines, 390 logements (plus 100 en cours). On espère atteindre 2 000 en 1995. Pourtant, déjà 116 millions d'aide du « 1 % logement », et des accords. Euro Disneyland propose aux habitants de Marne-la-Vallée de sous-louer des chambres à 1 600 F par mois (payés par les employés). Ne va-t-on pas voir poindre des marchands de sommeil ?

Malgré ce faible souci du logement du personnel, celui-ci représentera, aux élections municipales de 1995, autant que la population d'origine. Et si Euro Disneyland prenait le pouvoir dans les communes, et donc au Syndicat d'aménagement de la ville nouvelle (SAN) ? Heureusement, celui-ci s'organise autour de son président, M. Charles Boetto, pour être « la ville qui accueille Disney » et non « Disneyville ».

Bref, l'Etat français a investi au moins 13 milliards (plus d'1 million par emploi créé !), les Français supporteront d'énormes coûts sociaux. Les souscripteurs d'actions, les banques plus encore, la société Disney surtout réaliseront d'importants profits. Des emplois, dont une partie se sentira créée ailleurs, le seront ici. Faut-il pour cela mobiliser deux gouvernements, créer un établissement public cyniquement baptisé « Epa-France », modifier plusieurs lois, torturer le code de l'urbanisme en initiant une nouvelle procédure, le PLE (programme d'intérêt étranger), mettre à mal le code du travail, détourner du logement social les prêts bonifiés de la Caisse des dépôts ?

Chacun jugera. Permettez à un professeur d'urbanisme de rêver : les Français (et les Européens) ne sont pas si bêtes. Il n'y aura pas le nombre de visiteurs attendus. Disney retournera à Los Angeles. Et lui fera plancher ses étudiants sur la réhabilitation de la friche Disney. Avec jubilation.

Pierre Merlin est professeur à l'université Paris-I, président de l'Institut français d'urbanisme.

(1) Alain Lipietz, « Un projet sans intérêt public ? », *Etudes*, n° 34, mars 1987.

(2) Pierre Merlin, *Géographie, économie et planification des transports*, Paris, PUF, 1991.

«L'impérialisme américain est mort»

nous déclare Michael Eisner, le PDG de Walt Disney Company

« Michael Eisner, vous êtes président-directeur général de Walt Disney Company : existe-t-il, selon vous, un conflit entre la culture française et la culture Disney ? »

« Dans les négociations que nous avons eues avec les instances gouvernementales françaises, qu'elles soient locales, régionales ou nationales, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des conservateurs, les contacts ont été constructifs et les différends résolus sans affrontement. Nous n'avons pas eu de problèmes. »

« Il y a eu dans la presse française quelques articles sur notre code vestimentaire, mais parmi les douze mille « membres de la distribution » que nous avons recrutés, nous n'avons pas rencontré d'objections. On a aussi fait état d'entreprises qui voulaient réviser le montant de leur offre initiale. Sur l'ensemble du chantier, c'est une petite fraction. »

« J'ai traité avec beaucoup d'officiels qui ont des enfants ou des petits-enfants et leur attitude à mon égard, et vis-à-vis de Disney a été très positive. Il y a beaucoup de chômage en France, et nous avons embauché plusieurs milliers de personnes : le parc va attirer des milliers de touristes d'Allemagne, d'Angleterre, d'Espagne, d'Italie... »

« Comment réagissez-vous au qualificatif de « Tchernobyl culturel » par lequel certains ont caractérisé les conséquences de votre installation en France ? »

« Nous savons que cela ne correspond pas à ce que les gens pensent, toutes nos études indiquent le contraire. Il y a toujours un intellectuel extrémiste, qu'il soit Français, Américain ou Anglais pour lancer une petite expression bien journalistique sur l'impérialisme américain, mais regardons la réalité en face : l'impérialisme américain est mort ! Nous ne sommes même plus capables d'exporter des voitures ou de l'acier, la seule chose qui nous reste, ce sont nos produits culturels. »

Une importance que nous n'avons pas

« Le monde n'est plus centré autour de l'Amérique, nous le savons et les Français le savent aussi. Nous produisons du divertissement, nous vendons du pop-corn, nous embarquons les gens dans des balades et nous leur racontons des contes de fées, alors, quand on nous donne une importance que nous n'avons pas, et qu'on nous accuse de fomenter une destruction culturelle, ça me fait sourire. »

« Ainsi vous ne regrettez pas d'avoir choisi Paris ? »

« J'aime la France et étant originaire de New-York, j'aime les confiseries. Ça me plaît quand quelqu'un écrit un article virulent, même si je le trouve idiot. Sinon la vie serait ennuyeuse. J'ai l'habitude des gens qui vous hurlent dessus, qui essaient de vous piquer votre taxi. »

« Quelle est la spécificité d'Euro Disney par comparaison avec les parcs de Californie, de Floride ou du Japon ? »

« Voilà huit ans que je suis dans la société, et je peux dire qu'Euro Disney est le meilleur de tous nos parcs, et j'en connais que nous ne sommes qu'un. Nous avons porté un soin extrême aux détails, tant et si bien que maintenant je regrette de n'avoir pas dit « non » plus souvent (plus on soigne les détails, plus on dépense d'argent). Nous avons renoncé au Tomorrowland des autres parcs, car ce « pays de demain » vieillit vite et devient le « pays d'hier ». Et le futur que les gens veulent voir aujourd'hui est très différent de celui des années 50. Nous l'avons remplacé par Disneyland, et nous présentons un futur tel que le XIX^e siècle l'imaginait, Jules Verne par exemple, qui par bonheur est français. »

« Euro Disney est une chose complexe, venue des Etats-Unis, qui sont eux-mêmes une extension de l'Europe. Walt Disney a pris les contes de fées européens et les a américanisés. « Disney-jeu » : ça donne l'Europe mais avec un vernis américain. Pas question pour nous d'abandonner la saveur européenne d'origine, ni le revêtement Disney, et nous avons voulu éviter toute arrogance xénophobe ou chauvine. Nous proposons un retour, en délicatesse, d'une culture qui a été empruntée. »

« Et la prochaine étape ? »

« Elle est prévue pour 1995 avec les studios de tournage, d'au-

tres hôtels, des centres de conférences, des bureaux. Marne-la-Vallée devient une destination internationale. »

« Après une année 1991 difficile pour votre société, n'est-ce pas le pire moment pour vous lancer dans un tel investissement ? »

« Je suis comme un médecin qui ne peut pas trop s'angoisser avant chaque opération ! Certes, nous n'avons pas répété en 1991 les performances astronomiques de l'année précédente, mais étant donné la récession mondiale et la guerre du Golfe, on ne s'en est pas trop mal tiré. »

A nous d'apprendre le français

« En 1991, 22 % des recettes de Disney provenaient de l'étranger, avec Euro Disney cette proportion va augmenter. Quel changement cela implique-t-il pour votre entreprise ? »

« Nous avons toujours été une compagnie internationale. Walt Disney se rendait souvent en Europe. Nous allons recréer toutes nos opérations européennes à Marne-la-Vallée, et quitter d'autres pays. Les sociétés américaines hésitent à déménager de Grande-Bretagne à cause de la langue, mais il me paraît logique d'être au centre de l'Europe. A nous d'apprendre le français, ce n'est pas si difficile que ça. »

« Comment devien-on l'héritier de Walt Disney ? »

« Je viens d'une culture où la famille est essentielle. Disney est une société orientée vers la famille. Et mon milieu convient mieux à l'entreprise que celui de Walt Disney qui venait d'une famille d'immigrants très pauvres, qu'il a quittés dès qu'il a pu. Pour moi c'est la contrainte : ma famille est toujours là. Au niveau émotif, j'étais naturellement fait pour ce poste-là. Je crois que l'échec de la famille représente la moitié des problèmes de ce pays. »

« En cette année d'élection présidentielle, où vont les contributions de la société Disney ? »

« « Fifty-fifty » : pour chaque dollar d'entreprise qui va à un démocrate, un dollar est versé à un républicain. Individuellement il y a parmi nous des démocrates convaincus, un peu moins de républicains. »

« Et vous ? »

« Je suis très libéral, mais en affaires je suis tout à fait conservateur. J'ai penché pour Tsongas (1) à un moment. »

« On reproche souvent à votre société ses méthodes conservatrices, son attention maniaque aux détails. »

« Avoir le souci des détails, protéger ses propriétés intellectuelles, vérifier que tout est propre, que les gens sont gentils et n'ont pas les cheveux bleus ou mauves, s'assurer que les femmes ne rivalisent pas pour être à la mode en créant du coup une impression d'infériorité chez nos visiteurs, tout ça n'a rien de politique, c'est notre façon de parvenir à la qualité. Nous sommes un théâtre et tant que nos « acteurs » sont sur scène, ils doivent présenter l'image que nous voulons projeter. Je suis du genre démocrate « égalité pour tout le monde » ; mais je tiens compte des réalités du business, de la création d'emplois, de la croissance économique. Le libéralisme, c'est très bien, mais ce n'est pas dans le chaos qu'on produit un résultat comme Euro Disney. »

« C'est vous qui avez lancé l'expression « décennie Disney » ? »

« Bon, on peut sûrement donner des noms plus significatifs aux années 90 ! Je n'ai pas voulu dire qu'à leur prochaine rencontre, MM. Bush et Mitterrand doivent cogiter sur la décennie Disney ! C'est une expression interne qui définit notre stratégie. »

Propos recueillis par CLAUDE MULLARD

(1) Paul Tsongas, l'un des candidats démocrates, à la présidence des Etats-Unis s'est récemment retiré de la course à la Maison Blanche.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-28-89
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé
au « Monde »
12, r. M. Gumbou
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 417
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Représentations sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-28-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs usuelles CEE
3 mois	460 F	572 F	720 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هنا من الأخبار

ETRANGER

GRANDE-BRETAGNE : après la nouvelle défaite électorale de son parti

M. Neil Kinnock renonce à ses fonctions à la tête du Labour

M. Neil Kinnock a annoncé, lundi 13 avril, qu'il renonçait à ses fonctions à la tête du Parti travailliste. Ce départ, qui sera effectif en juin prochain, provoque déjà une âpre campagne électorale à l'intérieur du Labour autour des deux candidats à sa succession, M. John Smith et M. Bryan Gould.

LONDRES

de notre correspondant

C'est un homme visiblement fatigué, et apparemment aigri par la défaite, qui a annoncé, lundi, sa démission. Le chef du Labour a

souhaité que sa succession soit assurée rapidement, c'est-à-dire avant le congrès annuel du parti, en octobre prochain. Il va proposer au comité national exécutif que des élections internes se déroulent dans la deuxième quinzaine du mois de juin. Sa démission - immédiate - suivie par celle du « numéro deux » du parti, M. Roy Hattersley - prendra effet à l'issue de ce scrutin. M. Kinnock entend cependant continuer à exercer un rôle « actif » au sein des instances dirigeantes du parti.

Revenant sur les circonstances de la victoire des conservateurs, M. Kinnock a largement attribué celle-ci aux « attaques » menées

contre son parti par la presse : « Je ne fais, et ne recherche aucune excuse, et n'exprime aucune amertume », a-t-il souligné, lorsque je dis que la presse conservatrice a permis au parti tory de gagner encore une fois, alors qu'il n'aurait pas pu obtenir la victoire par lui-même, sur la base de son bilan, de son programme ou de sa réputation. » M. Kinnock a cité lord MacAlpine, ancien trésorier du Parti conservateur, qui, dans le *Sunday Telegraph*, avait affirmé que les « héros » de cette campagne électorale sont Sir David English, directeur du *Daily Mail*, Sir Nicholas Lloyd, directeur du *Daily Express*, et Kelvin MacKenzie, directeur du

Sun, trois journaux populaires favorables aux Tories.

Avant même que la démission de M. Kinnock ne soit officielle, la campagne pour sa succession battait son plein. M. John Smith et M. Bryan Gould, respectivement chancelier de l'Échiquier et responsable de l'environnement du « cabinet fantôme », devaient faire acte de candidature mardi 14 avril. Depuis quelques jours, leurs partisans se livrent à une sourde lutte d'influences. M. Smith part bon favori, à la fois en raison de ses qualités personnelles, de sa réputation et de sa notoriété, et aussi parce qu'il est le candidat des plus importants syndicats : dans le collège électoral qui doit désigner le

successor de M. Kinnock, 40 % des votes reviennent aux syndicats, 30 % aux parlementaires, et 30 % aux représentants de la « base » (les militants des circonscriptions).

« Centre droit » et « centre gauche »

M. Smith bénéficie, en outre, du fait qu'il est écossais : la solidarité des quarante-neuf parlementaires écossais du Labour (sur deux cent soixante-et-onze) jouera probablement. Si, schématiquement, M. Smith peut être qualifié de candidat de « centre-droit » du parti, M. Bryan Gould représente le « centre-gauche » et sera soutenu à ce titre par l'aile gauche. Ses amis

soulignent que le chancelier du « cabinet fantôme » est associé à la défaite, voire responsable de celle-ci, en raison de ses propositions en matière d'impôts et rapellent ses échecs de santé (une crise cardiaque en 1988).

L'ancien chef du service de presse du Parti travailliste, M. Colin Byrne, a, pour sa part, publié une lettre ouverte dans le *Guardian*, où il dénonce une « conspiration » ourdie par les amis de M. Smith, accusé de ne pas avoir apporté à M. Kinnock tout le soutien que celui-ci était en droit d'attendre.

LAURENT ZECCHINI

L'homme d'une double métamorphose

LONDRES

de notre correspondant

Peu de dirigeants politiques auront accumulé autant de critiques, d'insultes, et peut-être de haines. Mais rarement aussi un homme à ce point détesté de ses ennemis et si peu aimé de ses amis aura réussi à s'imposer avec tant de force. Neil Kinnock a entraîné son parti, malgré lui, dans une succession de remises en question idéologiques déchirantes, provoquant l'adhésion sans jamais susciter l'enthousiasme : la course de sa « cote de sympathie » dans l'opinion est restée désespérément négative. En septembre, un sondage indiquait que 38 % des partisans potentiels du Labour renonceraient à soutenir celui-ci simplement parce qu'ils « n'aiment pas M. Kinnock ». Neil Kinnock a toujours été accusé d'être dépourvu de ce sens de la gravité indispensable à un candidat au poste de premier ministre. Dans bien des années de l'établissement, ce Gallois extraverti était jugé trop peu « british » : on lui pardonnait difficilement ses jugements à l'emporte-pièce, par exemple ce qu'il disait de « pauvres types » dont il gratifiait, à la Chambre des communes, un adversaire politique.

Le Parti conservateur a exploité cette image, grossissant le trait, mettant en doute ses capacités à gouverner. Pendant la campagne

électorale, des affiches et des tee-shirts à son effigie avaient été distribués par ses adversaires : un visage déformé par l'écroulement des bras qu'il s'agitait autour de la tête, et ce commentaire : « Il y a encore un « dérangé » en liberté. Votre avenir dans ses mains ? »

Pourtant, Neil Kinnock a corrigé et fini tout ce qui, dans son apparence - y compris vestimentaire - et son discours, pouvait prêter le flanc à la critique, nourrir le doute. Dans les derniers jours de la campagne, la transformation semblait achevée : il avait acquis cette stature d'« homme d'Etat » tant recherchée. Presque aveugle de commentaires, il n'offrait guère de prise à des adversaires habitués à exploiter ses « gaffes » légendaires. Pour un peu, on pouvait croire que le premier ministre sortant... c'était lui, et non le trop « charmant » John Major.

Fils d'ancien ministre

Neil Kinnock est né le 28 mars 1942, à Tredegar, dans le sud du pays de Galles. Son père est un ancien mineur et sa mère est infirmière. Depuis toujours, les Kinnock sont « gusules noirs » ou travailleurs dans les aciéries. Le chef du Parti travailliste répète souvent qu'il fut le « premier de nombreuses générations de Kinnock à entrer à l'université. Il poursuit donc des

études à Cardiff, obtenant un diplôme d'enseignement en histoire et en relations industrielles. C'est pendant ces années universitaires qu'il rencontra sa femme, Glenys. Tous deux militent au sein de la Campagne pour le désarmement



nucléaire (CND), hostile à la force de frappe britannique.

En 1970, il est élu, à vingt-huit ans, membre du Parlement, représentant une circonscription galloise. Classé parmi les gauchistes du parti, il négociera son mandat parlementaire pour se consacrer au travail à la base, moins gratifiant en l'avenir. C'est une carrière d'apprenti qui lui permet de tisser un réseau de relations et d'amitiés au sein du parti. L'URSS est encore la « patrie du

socialisme », un mot et une référence que l'on ne craint pas de répéter dans les discours : en 1982, la notion même de socialisme démocratique ne figure pas dans le programme électoral du Labour. Au cours de ces années 70, il est l'ami de Tony Benn, figure emblématique de la tendance gauche du parti, dont il se séparera par la suite, avant de se marginaliser. En mars 1979, les conservateurs reviennent au pouvoir. De cette époque date l'ascension fulgurante de Neil Kinnock au sein du Parti travailliste et son ambition de prendre la direction du parti. Ce sera chose faite le 2 octobre 1983, trois mois après la défaite électorale cuisante du Labour, dont le leader, Michael Foot, est désemparé. Neil Kinnock, lui, a quarante et un ans. Il incarne un possible renouveau, apparaît comme un homme de compromis entre les « barons » et les militants.

Largué par le « suffrage universel », le Labour est escaqué. Prisonnier de son dogmatisme, il n'a pas évolué avec les aspirations nouvelles d'une société qui, sous l'impulsion de Mrs Thatcher, est devenue une nation de propriétaires. Neil Kinnock comprend qu'une remise en question profonde s'impose. Avec courage et persévérance, il s'attelle à cette tâche. Au nom du « réformisme », il renoue avec les vieilles lunes du socialisme

toute une série de vérités d'antan. En huit années, que de chemin parcouru ! Abandonnées les demandes pour le démantèlement de l'arsenal nucléaire et exiger la fermeture des bases américaines de Grande-Bretagne ; oubliées les diatribes contre la Communauté européenne, ce « club capitaliste » ; acceptées, pour l'essentiel, les privatisations massives opérées pendant les années Thatcher ; amendées, les offensives lancées par la « Dame de fer » contre le mouvement syndical...

La métamorphose du Parti travailliste semble achevée au début de l'année 1992 : le Labour recueille 40 % des intentions de vote dans les sondages. Le parti qui émerge de cette chrysalide est devenu respectable et Neil Kinnock, artisan de son renouveau, ne craint pas de reconnaître ses « erreurs de jugement ». Il explique que ces changements ont été dictés par l'évolution du monde et que les idées - la redistribution des richesses - par exemple - demeurent présentes. Mais, pour ses adversaires, les revirements du Labour font de son chef un « homme sans principes », « apte à gouverner », et c'est cette vérité-là qui s'imposera. Le chef du Labour abandonne ses fonctions avant de toucher au but, comme ses prédécesseurs Hugh Gaitskell et Michael Foot.

L. Z.

Le palais de Buckingham a annoncé le divorce de la princesse Anne

Moins d'un mois après l'annonce de la séparation du prince Andrew et de son épouse Sarah, le palais de Buckingham a fait savoir, lundi 13 avril, que la princesse Anne, âgée de quarante et un ans, deuxième enfant et unique fille de la reine Elizabeth II, va divorcer du capitaine Mark Phillips. La nouvelle n'est pas, à proprement parler, une surprise : le couple, « qui s'est mis d'accord pour mettre fin à son mariage », selon le communiqué, était officiellement séparé depuis l'été 1989.

La princesse et celui qui n'était alors que lieutenant des dragons de la Reine s'étaient rencontrés à la fin des années 60 lors d'un concours d'équitation, leur passion commune. Ils s'étaient mariés le 14 novembre 1973, en l'église de Westminster, et étaient restés en bons termes après leur séparation. Ils vivaient dans deux habitations séparées de la même propriété du sud-ouest de l'Angleterre, cadeau de la reine après leur mariage. La discrétion de la princesse Anne, en même temps que son dévouement apparemment inaltérable, lui vaut d'être très admirée par les Britanniques. Son divorce n'enlève aucun droit à ses enfants, neuvième et dixième dans la ligne de succession au trône. Ils devront rester avec leur mère, mais leur père pourra leur rendre visite autant qu'il le désire. - (AFP)

Précision. - Dans nos premières éditions du 14 avril, quelques erreurs se sont glissées dans la liste du nouveau gouvernement britannique. MM. Michael Heseltine, ministre du commerce et de l'industrie, John Macgregor (transports) et John Wakeham (leader de la Chambre des lords) ont changé de portefeuille. D'autre part, M. Gillian Shephard, présentée comme nouveau membre du gouvernement, a, elle aussi, changé de portefeuille.

RUSSIE : la crise politique

Les partisans de M. Eltsine envisagent un référendum

De nouvelles péripéties dans l'affrontement qui oppose le gouvernement et les parlementaires russes depuis une semaine au Congrès des députés du peuple de Russie ont marqué la journée du lundi 13 avril. Les menaces de démission du gouvernement se sont faites plus précises, tandis que les partisans du président Eltsine semblent se diriger vers un référendum, qui pourrait bien tourner au plébiscite.

MOSCOU

de notre correspondant

La crise politique qui agite les sphères dirigeantes de la Russie s'est aggravée lundi 13 avril, même si pour l'essentiel les différents acteurs se sont contentés de broder sur un scénario désormais bien familier : le gouvernement menace de démissionner si les députés persistent à prétendre lui dicter sa politique économique. Seul manquait au tableau M. Boris Eltsine, absent depuis plusieurs jours des séances du Congrès des députés de Russie. Mais il est précisément tout à fait dans son rôle de prendre du recul au moment où, comme prévu, il apparaît comme l'ultime recours, le héros seul en mesure de peser sur le dénouement.

La journée avait donc commencé par l'annonce « officielle » de la démission, ou plus exactement de l'offre de démission d'un gouvernement qui refusait « de s'engager sur la voie du populisme irresponsable » indiquée par le Congrès (nos dernières éditions du 14 avril). De toute évidence, cette déclaration solennelle prenait par surprise le présidium du Soviet suprême, qui avait cru être parvenu la veille à un compromis avec les représentants de l'exécutif. Deux représen-

tants éminents de ce présidium reprochaient aussitôt au gouvernement de « dramatiser inutilement la situation », et d'« exercer un chantage sur les députés », tandis qu'un autre voulait espérer que les ministres ne se comporteraient pas comme « des demoiselles qui perdent leurs nerfs », alors même « qu'absolument rien ne les menace ».

Cela dit, le présidium avait bien compris le message et le danger, et, tandis que les députés entamaient comme si de rien n'était l'examen du projet de Constitution, lui-même préparait une opération de réconciliation, d'autant plus logique que plusieurs membres du gouvernement avaient expliqué que leur démission serait reconsidérée si les élus faisaient preuve de bonne volonté. En fin d'après-midi, on proposa donc aux députés de voter une résolution affirmant leur soutien à la politique de réformes radicales menées par M. Eltsine. C'était là en fait une manière déguisée de corriger la « déclaration sur la politique économique » votée à la fin de la semaine précédente, et qui avait provoqué la colère du gouvernement.

Les écarts de langage de M. Khasboulatov

Cette nouvelle tentative de compromis n'était-elle pas du goût de tout le monde ? C'est en tout cas à ce moment que survint un incident, provoqué par le président du Parlement, M. Rousslan Khasboulatov, mais immédiatement exploité par le gouvernement, et qui renvoya chacun sur ses positions. Depuis la tribune, M. Khasboulatov avait recommandé l'adoption de cette résolution d'apaisement, mais il n'avait pu s'empêcher de dénoncer le « chantage » exercé sur un Congrès qui « a peur de personne », de rappeler que lui-même

était « non seulement juriste, mais économiste », et qu'il avait eu bien du mérite à éviter à de multiples reprises au gouvernement d'être « taillé en pièces » par les élus. Sur quoi, avec une fausse indulgence et sur un ton paternaliste, il ajouta que tout cela était dû au manque d'expérience du gouvernement : « Les gens ont perdu la tête... »

Le « secrétaire d'Etat » Guennadi Bourboulis (par ailleurs premier vice-premier ministre démissionnaire) se leva alors comme un ressort, et d'un geste impétueux intima l'ordre à tous les autres représentants du gouvernement de quitter la salle à sa suite. Immédiatement, M. Bourboulis se précipita sur les micros pour proclamer son indignation : « Nous ne permettrons pas qu'on insulte le gouvernement, qu'on insulte le peuple, manière comme une autre de faire valoir que c'est le gouvernement, et non le Parlement, qui représente aujourd'hui ce « peuple ». Et M. Bourboulis ne manqua pas l'occasion de redire tout le mal qu'il pensait de M. Khasboulatov. Nul n'ignore que les deux hommes se haïssent, et que, d'une manière plus générale, le conflit politique actuel est aussi, sinon surtout, un conflit de personnes.

Déjà, dans les couloirs du Congrès, des députés proches du pouvoir recueillaient des signatures au bas d'un texte réclamant la démission de M. Khasboulatov, coupable « d'ambition débridée, de grossièreté, de nullité... ». L'incident a incontestablement affaibli la position du président du Soviet suprême, qui joue un jeu d'équilibre fort délicat, mais est desservi par un tempérament ombrageux, de nombreuses maladresses, sans parler d'un handicap considérable : il est tchétchène, ce qui dans la Russie d'aujourd'hui n'est pas très recommandable.

Le soir même, devant les micros de la télévision centrale, M. Khas-

boulatov a présenté des excuses pour son langage de la veille (qui était en réalité plus irrespectueux qu'insultant, puisqu'il a utilisé le terme familier de « rebelle », qui peut se traduire, selon les circonstances, par les gars, les types ou les gamins...). Mais cela n'a bien entendu pas suffi à M. Bourboulis, et mardi matin les membres du gouvernement bouclaient ostensiblement la réunion du Congrès, tandis que les députés se lançaient dans une nouvelle tentative de ratioculation de leurs relations avec l'exécutif, cette fois sur le plan des institutions et du délai accordé à M. Eltsine pour présenter un plan de réorganisation du gouvernement.

Mais c'est peut-être trop tard pour eux : l'équipe au pouvoir semble en effet gérer le déroulement de cette crise à son avantage, et l'orientation vers un dénouement dont le Parlement a tout à craindre : un référendum qui non seulement permettrait d'instituer un régime présidentiel mais serait également un véritable plébiscite en faveur de Boris Eltsine. La direction du mouvement Russie démocratique envisage déjà la convocation pour le 22 avril d'une « assemblée de citoyens » qui donnerait le départ d'une campagne pour un tel référendum. Dès dimanche, une manifestation de soutien à Boris Eltsine doit se tenir sur la place du Manège.

JAN KRAUZE

GEORGIE : visite de M. Genscher. - L'Allemagne est devenue lundi 13 avril le premier pays de la CEE à établir des relations diplomatiques avec la Géorgie, à l'occasion de la visite officielle du ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, à Tbilissi. - (AFP, Reuters.)

BULGARIE : diminution de la population. - La population bulgare est passée de plus de 9 millions à 8,6 millions de personnes en deux ans, en raison de l'émigration, du taux de mortalité infantile et de la baisse du taux de natalité, selon des statistiques officielles publiées, lundi 13 avril, à Sofia. - (UPI.)

BIBLIOTHÈQUE

IDÉES

L'école du désenchantement

de Paul BÉNICHOU

par PAUL BÉNICHOU

RPI

Milton Gallimard

Paul BÉNICHOU

L'école du désenchantement

BIBLIOTHÈQUE

IDÉES

GALLIMARD

EUROPE

Skopje avide de reconnaissance

GRÈCE : victime de l'« affaire macédonienne »

M. Antonis Samaras, ministre des affaires étrangères, a été limogé

ATHÈNES

de notre correspondant

Le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, a limogé, lundi 13 avril, son ministre des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, avec lequel il était en conflit sur l'épineux dossier de la reconnaissance de la République ex-yugoslave de Macédoine, et il a pris personnellement en charge son portefeuille. Le chef du gouvernement tenait ainsi de sortir de l'impasse provoquée par l'intransigeance de M. Samaras (le Monde du 9 avril) à propos de la Macédoine voisine, que les partenaires européens de la Grèce ainsi que les États-Unis voudraient bien reconnaître le mois prochain. Une reconnaissance qu'Athènes a, jusqu'à présent, réussi à empêcher.

M. Mitsotakis a annoncé le départ de M. Samaras après une réunion consacrée à la question macédonienne qui a regroupé, autour du président Constantinos Karamanlis, les chefs des grandes formations parlementaires — la Nouvelle Démocratie (conservateurs, au pouvoir), le PASOK (socialistes), la Coalition de gauche et de progrès et le Parti communiste (KKE). A cette occasion, ils ont réaffirmé que « la Grèce reconnaîtrait l'indépendance de l'Etat de Skopje (nom donné par les Grecs à la Macédoine ex-yugoslave) seulement si l'appellation de cet Etat ne comprendra pas le mot « Macédoine ». Les communistes se sont dissociés de cette déclaration, estimant que la question du nom « ne résout pas les problèmes dans les Balkans ».

Le gouvernement « ne peut avoir deux politiques » : après avoir annoncé que, « au vu des circonstances difficiles que le pays affronte sur les questions nationales et particulièrement sur la question de Skopje », M. Mitsotakis a déclaré avoir décidé de se charger « personnellement » du ministère des affaires étrangères pour que « la

Grèce suive efficacement et de façon responsable la politique que le peuple demande ». Il a nommé pour le remplacer son conseiller diplomatique, M. Yiannis Tsoumis, qui passe pour être favorable à un compromis avec Skopje.

En termes particulièrement vifs, M. Samaras (quarante et un ans), qui a reçu le soutien de plusieurs députés conservateurs, a critiqué « la décision sans précédent » prise à son encontre et a demandé au gouvernement d'adopter une ligne dure prévoyant l'emploi du veto dans les réunions communautaires et la fermeture de la frontière avec « la République de Skopje ». De son côté, M. Mitsotakis, qui dispose d'une majorité réduite (152 sièges sur 300), a décidé d'organiser un vote de confiance au Parlement vendredi. L'opposition socialiste a, quant à elle, réclamé des élections anticipées pour sortir de la crise.

DIDIER KUNZ



Suite de la première page

En plus d'une certaine humiliation ressentie par beaucoup, un sentiment domine toutefois à Skopje : la crainte de déchirements intérieurs et d'agressions extérieures — soigneusement évités jusqu'à présent — si cette situation équivoque perdure. « L'Europe fait tout pour qu'il y ait des troubles ici », juge le numéro deux du régime macédonien, M. Stojan Andov, le président du Parlement, qui s'étonne de ce que « l'Europe a montré qu'elle ne reconnaît pas ceux qui faisaient la guerre et non ceux qui avaient choisi une voie pacifique et démocratique ». « On ne peut attendre. On ne peut pas qu'il y ait la guerre ici », assure ce proche du président Kiro Gligorov, qui se laisse, cependant, aller au doute : « Nous allons bien voir si on peut conserver paix et démocratie jusqu'en mai, date supposée d'une nouvelle tentative de reconnaissance des Douze. A ces propos, d'autres, plus directs, font écho au sein de la population : « La Serbie a fait la guerre, la Croatie

également et, aujourd'hui, c'est au tour de la Bosnie-Herzégovine d'être plongée dans la guerre. Or toutes les trois ont été reconnues internationalement. La Macédoine, elle, est parvenue à éviter tout conflit, et elle reste au bas de la communauté internationale. Donc, on ne peut qu'en déduire que celle-ci attend que le sang coule avant d'agir ».

Des voisins intéressés

« Si l'on n'obtient pas la reconnaissance, il y aura la guerre », estime, pessimiste, un diplomate, proche collaborateur du ministre macédonien des affaires étrangères, M. Denko Maleski, pour qui « la reconnaissance est nécessaire pour trois raisons, la première étant la présence de voisins intéressés à mener une politique interventionniste en Macédoine, à savoir l'Albanie, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. De plus, sur le plan intérieur, existe le danger d'une montée des extrémismes — macédoniens et albanais — que ne peut qu'encourager le flou de la situation actuelle. Enfin, le blocus imposé, de fait, actuellement, par les Serbes et les Grecs handicape gravement l'économie macédonienne, qui se trouve dans une situation telle que l'asphyxie du pays risque d'entraîner des troubles sociaux, dont les extrémistes savent profiter ». Or, selon ce diplomate, une reconnaissance internationale de la Macédoine « permettrait de consolider le pouvoir à Skopje, de stabiliser la situation ici et de court-circuiter les ambitions des voisins ». Dans le cas contraire, estime encore ce diplomate — dont l'opinion est largement partagée par des journalistes et des hommes politiques macédoniens, — « l'équivoque entretenue par une non-reconnaissance peut encourager n'importe quelle aventure, sur le plan aussi bien intérieur qu'extérieur, et présenter la Macédoine comme un « territoire libre » offert au premier venu ».

Si le régime de M. Gligorov, qui a longtemps milité en faveur du maintien en vie de la Fédération yougoslave, est l'instigateur d'une confidence, ce régime a réussi à éviter, jusqu'à présent, que la Macédoine ne connaisse le sort des trois autres Républiques sécessionnistes de l'ex-Yugoslavie — Slovaquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, — le ciel macédonien n'en est pas, pour autant, exempt de nuages sombres. Ainsi, du « problème albanais », celui d'une communauté représentant entre 20 % et 30 % des quelque deux millions d'habitants du pays et divisée sur son avenir, les uns réclamant une égalité totale entre Macédoniens slaves et Macédoniens albanais au sein d'une « République de citoyens et non d'une République basée sur la nationalité », les autres, au contraire, plaçant pour « une autonomie politique et territoriale » des Albanais de Macédoine (surtout, mais pas uniquement, concentrés dans l'ouest de la République). Les uns et les autres, d'ailleurs, expriment un sentiment de frustration face à l'attitude des autorités de Skopje, qui, selon leurs dires, ne répondent à aucune des deux attentes, notamment en matière d'éducation, et font encore trop sentir un « nationalisme institutionnel macédonien ».

Le gouvernement de M. Gligorov se défend de ces accusations en arguant du « brevet de bonne conduite » que lui a décerné la commission d'arbitrage de la CEE, présidée par l'ancien ministre français de la justice, Robert Badinter, concernant le statut accordé aux minorités de Macédoine — les Albanais participant ce statut avec les minorités turque, serbe, rom peu-

plant la République. « Le problème chez les Albanais, c'est qu'ils ne veulent pas se considérer comme une minorité », se plaint notamment le président Gligorov, qui souligne que « les Albanais bénéficient pourtant d'une pleine égalité [avec les Macédoniens slaves] en plus d'une protection culturelle ».

Quoi qu'il en soit, il est quasiment impossible d'évaluer la proportion d'autonomistes et d'intégrationnistes au sein de la communauté albanaise. Les résultats d'un référendum organisé en janvier dernier par les deux principaux partis albanais, le Parti de la propriété démocratique (PPD, 17 députés) et le Parti populaire démocratique (PPD, 5 députés), ont ainsi donné lieu à contestation, ces partis ayant affirmé que 99 % des Albanais avaient voté en faveur de l'autonomie, tandis que nombreux sont ceux, au sein même de la communauté albanaise, à mettre ce chiffre en doute et à parler, au contraire, d'un échec total de la consultation.

Pour ou contre l'autonomie

Il n'en reste pas moins que le PDP et le PPD continuent à étudier, au sein d'une « Assemblée albanaise » forte de trente-six membres — députés et représentants des communes à majorité albanaise, — les voies et moyens d'une « autonomie politique et territoriale » qu'exhument totalement les dirigeants de Skopje, considérant qu'il s'agit du prélude à un partage de la Macédoine et à la création d'une « Grande Albanie ».

« Une demande d'autonomie albanaise mène au séparatisme, et l'on ne peut pas accepter une proposition qui inclut le partage de la Macédoine », assure M. Petar Gosev, ancien chef du Parti communiste macédonien et aujourd'hui l'un des responsables du Parti social-démocrate soutenant le président Gligorov.

De l'avis même de dirigeants du PDP, la direction de ce parti est divisée entre partisans de l'autonomie — qui seraient majoritaires — et ceux d'une intégration plus poussée des Albanais. Favorable à cette deuxième solution, un troisième parti albanais vient de se créer, l'Alliance démocratique des Albanais-Parti libéral. Ses promoteurs, hostiles à toute idée d'autonomie, souhaitent « une Macédoine unie, appartenant à tous ses habitants, quelle que soit leur origine, et dépassant un passé révolu pour regarder uniquement vers l'avenir ».

Pour l'instant, tous, tenants de l'autonomie ou de l'intégration totale, affirment « vouloir continuer dans la voie du dialogue » avec les autorités de Skopje pour régler le problème de l'avenir de la communauté albanaise.

Idées de terrorisme

Se plaignant toutefois d'un « manque de confiance » réciproque, certains parlementaires d'origine albanaise craignent une montée du mécontentement et, redoutant que le nombre d'« irrédentistes » — ou extrémistes — albanais n'augmente devant un blocage des discussions. Déjà, assure M. Eshref Aliu, président du groupe parlementaire albanais à l'Assemblée de Skopje, « des discussions se font jour, ici ou là, entre les députés [albanais] qui n'arrivent à rien, et des activistes commencent à demander que l'on change de méthode, disant qu'il ne sert à rien de parler avec les Macédoniens [slaves] ».

S'il n'existe pas encore de grand danger dans l'immédiat, comme

l'estime M. Aliu, ce problème reste cependant assez « chaud » dans la région, pour être porteur de risques de conflit, comme le prouvent certaines tentatives de manipulation. L'une des dernières en date a été l'annonce, très récemment, par la presse serbe de la proclamation d'une « République autonome albanaise » de Macédoine. Fondée sur des déclarations qu'aurait faites un député albanais et que celui-ci a démenties, cette annonce s'est révélée totalement fautive. Elle n'en a pas moins semé, un temps, la confusion, tant au sein de la communauté albanaise que parmi certains dirigeants macédoniens, qui ont immédiatement multiplié les mises en garde contre toute velléité de séparatisme.

L'éventualité d'une montée du nationalisme extrémiste macédonien est également prise en compte par les dirigeants de Skopje, qui ont, pour la plupart, fait leur carrière politique dans les institutions communistes — yougoslaves ou communistes — fédérales ou locales. L'instrument pourrait en être, malgré toutes les dénégations de ses dirigeants, le VMRO (ou ORIM, Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne) qui, né en 1893 pour, à l'origine, libérer la Macédoine de la tutelle ottomane, a marqué son époque — notamment l'entre-deux-guerres — par les méthodes terroristes de ses célèbres commandants.

Bien que les dirigeants de cette formation, la première de Macédoine avec 38 députés sur 120, aient troué la bombe et le revolver contre la cravate, le costume et l'attaché-case, certains ici les soupçonnent de n'avoir pas abandonné les vieilles traditions violentes de l'ORIM même ni trahi leurs anciennes amitiés bulgares — Sofia a bien reconnu la République de Macédoine mais pas le peuple macédonien... Calomnies, répond son jeune chef, M. Ljubco Georgievski, selon lequel le VMRO a rompu avec ce passé-là, n'épouse pas « les idées de terrorisme » de son ancêtre et entend « continuer à jouer le jeu parlementaire ».

Si la démocratie parlementaire est en danger, rétorque M. Georgievski à ses détracteurs, c'est à cause des « communistes » qui dirigent tous les jours, selon lui, la Macédoine et qui n'auraient rien fait, sur le plan politique comme sur le plan économique, pour libéraliser la République. Le président du VMRO ne note « aucun changement par rapport à l'ancien système communiste » et déplore que « les anciens cadres [communistes] occupent toujours les mêmes places ». « Le temps d'élections anticipées est arrivé », dit-il, ce en quoi il rejoint les sociaux-démocrates (ex-communistes, 32 sièges) de M. Gosev. Persuadés que le VMRO est en perte de vitesse et ne renouvellera pas son succès de novembre 1990, ceux-ci proposent que des élections aient lieu en juin.

D'ici là, les dirigeants de Skopje espèrent bien que l'Europe aura vaincu cette « peur irrationnelle de la Grèce » — selon l'expression de M. Gligorov — qui a, jusqu'à présent, empêché la reconnaissance internationale de la Macédoine. En attendant, les Skopjotes continuent à passer leurs soirées rivés à leurs postes de télévision, à regarder anxieusement les images de guerres civiles venues de Bosnie-Herzégovine et à espérer qu'elles ne seront pas, à leur tour, emportées par la tourmente.

YVES HELLER

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Le cessez-le-feu est resté lettre morte

Le premier accord de cessez-le-feu conclu dimanche 12 avril à Sarajevo sous l'égide de la Communauté européenne est resté lettre morte, ce qui a suscité les critiques des États-Unis et de l'Allemagne contre les Serbes.

BELGRADE

de notre correspondante

Les combats se sont poursuivis, lundi 13 avril, malgré les dispositions de l'accord de la veille prévoyant l'interdiction des activités des formations paramilitaires et des tirs isolés ainsi que l'arrêt des bombardements contre la capitale et les autres villes de la République. Sarajevo a été le théâtre de nouveaux affrontements. Les combats à l'artillerie lourde se sont poursuivis toute la journée aux abords de deux casernes du quartier périphérique de Stojilica, à proximité de l'aéroport, tandis que

des combats de rue éclataient dans un quartier neuf de la ville. Mais l'événement qui a marqué la journée de lundi s'est produit à Visegrad, dans l'est de la Bosnie, près de la frontière avec la Serbie. Après que les milices serbes eurent pris le contrôle des villes à majorité musulmane de Bijeljina et de Zvornik, dans la vallée de la Drina, un Musulman, Murat Sabanovic, avait miné jeudi dernier le barrage de la centrale hydro-électrique de Visegrad, menaçant de le faire sauter si les forces serbes s'en prenaient à la ville.

En dépit des affrontements qui s'étaient produits les jours suivants, il n'était pas passé à l'acte. Toutefois, après une nouvelle attaque au mortier lundi, Murat Sabanovic a ouvert, pendant près de quatre heures, deux vannes du barrage sur la Drina. Les eaux ont endommagé la partie basse de la ville, mais, grâce aux mesures de sécurité prises ces derniers jours, la catastrophe a pu être évitée. La Drina aurait, en effet, pu inonder plusieurs villes de Bosnie et de Ser-

bie, mettant en danger la vie de plusieurs centaines de milliers de personnes. La situation est restée très tendue dans le reste de la vallée de la Drina, où les incidents se sont multipliés, de même que dans le sud de la République, en Herzégovine, dont le chef-lieu, Mostar, a été le théâtre de combats de rue.

Cependant, les autorités serbes de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine », qui ont fait sécession après la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine, insistent sur un pouvoir parallèle dans les régions qu'elles considèrent comme leurs, ainsi que dans les « territoires libérés ». A Zvornik (59 % de musulmans et 38 % de Serbes) — à la frontière avec la Serbie, — elles ont établi un gouvernement provisoire et annoncé la tenue de prochaines élections locales. A l'entrée de la ville, un panneau indiquait lundi « République serbe de Bosnie-Herzégovine ».

FLORENCE HARTMANN

Le Monde

UNE SEMAINE AVEC L'EXPOSITION DE SÉVILLE

du mercredi 15 avril (daté 16) au mardi 21 avril (daté 22)

● LE MONDE ARTS ET SPECTACLES :

Mercredi 15 avril (daté jeudi 16). Le projet culturel et architectural de l'Exposition. Avec un guide et un plan. 12 pages entièrement consacrées à SÉVILLE 92.

● LE MONDE DES LIVRES :

Jeudi 16 avril (daté vendredi 17). Entretiens avec des écrivains espagnols et une sélection de livres.

● LE MONDE SANS VISA :

Vendredi 17 avril (daté samedi 18). Le nouveau visage de Séville.

● LE MONDE RADIO TÉLÉVISION :

Samedi 18 avril (daté dimanche 19 - lundi 20). La télévision espagnole.

● LE MONDE HEURES LOCALES :

Samedi 18 avril (daté dimanche 19 - lundi 20). Comment fonctionnent les « autonomies » espagnoles.

● LE MONDE DE L'ÉCONOMIE :

Lundi 20 avril (daté samedi 21). Le poids économique de l'Exposition et les retombées en Andalousie. L'économie de l'Espagne.

● LE MONDE SCIENCES-MÉDECINE :

Mardi 21 avril (daté mercredi 22). Les sciences et les technologies mises en avant à l'Exposition. La tentative de créer un microclimat dans le cadre de l'Exposition.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les accusations contre M^{me} Winnie Mandela

Le président de l'ANC se sépare de sa femme « à la suite de tensions nées de divergences »

Après trente-quatre ans de mariage, M. Nelson Mandela a annoncé, lundi 13 avril, qu'il se séparait de son épouse Winnie, « à la suite de tensions nées de divergences » (nos dernières éditions). Le président du Congrès national africain (ANC) a précisé que cette décision n'était pas due aux « allégations dans les médias » contre sa femme. Mais de nouveaux articles de presse, témoignages et révélations venaient de relancer la polémique sur les activités de M^{me} Winnie Mandela et sa mise en cause dans plusieurs meurtres.

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Condamnée à six ans d'emprisonnement, le 14 mai 1991, par la Cour suprême de Johannesburg, pour l'enlèvement de quatre jeunes Noirs à Soweto, le 29 décembre 1988, et complicité de coups et blessures volontaires, M^{me} Mandela avait été libérée sous caution avant de faire appel du jugement. Au terme d'un procès riche en rebondissements, où les disparitions de témoins à charge succédaient aux déclarations contradictoires, M. Nelson Mandela, qui apportait un indéfectible soutien à son épouse, avait déclaré que « le dernier mot [n'avait] pas été dit » et qu'il était « sûr que le nom de Winnie [serait] bientôt complètement lavé ».

Persuadé que « la femme du chef » ne pouvait pas être condamnée, M. Mandela avait même griffonné, à l'avance, pendant la dernière audience, alors que la cour délibérait, un rapide communiqué qu'il s'apprêtait à lire à la presse. Troublé à l'annonce du verdict de culpabilité, il avait furtivement

remis dans sa poche le morceau de papier.

M. Mandela n'a plus aujourd'hui les mêmes certitudes. Les Mandela vivent séparés depuis le mois de novembre. Winnie vit dans la maison de Soweto, et Nelson dans un quartier résidentiel, au nord de Johannesburg. D'abord fondée sur des raisons de sécurité — des menaces de mort pesaient sur M. Mandela — la séparation fut consommée lorsque celui-ci apprit que Winnie entretenait une liaison avec un jeune avocat noir, M. Daluxo Mpofo.

Il y a huit jours, M. Mandela était déjà prêt à annoncer officiellement leur séparation. Mais la réapparition soudaine des témoins à charge disparus, et de fracassantes déclarations associant Winnie à des affaires d'assassinats, l'avaient fait revenir sur sa décision. Dans un premier temps, le président de l'ANC n'a pas voulu donner l'impression d'accroître les allégations publiées par la presse. Très attaché à celle qui fut « la mère de la nation », il a d'ailleurs déclaré, en annonçant finalement leur séparation, qu'elle avait été pour lui un « pilier indispensable » durant ses vingt-sept années de détention, qu'il se séparait d'elle « sans réminiscence », et que son amour pour elle « demeurerait entier ». Les traits tirés, il a ajouté devant les caméras : « Elle peut compter sur mon soutien indéfectible dans ces moments éprouvants pour elle ».

Des accusations très graves

C'est une altercation entre M^{me} Xoliswa Falati et Winnie Mandela qui a fait rebondir l'affaire. Considérées comme complices par la justice, condamnées à la même peine de prison, les deux femmes en sont presque venues aux mains lorsque Winnie a mis à la porte son ancienne amie, qui

vivait chez elle. De colère, M^{me} Falati a alors confié à un journaliste britannique du *Sunday Times* de Londres qu'elle avait menti au cours du procès pour protéger Winnie.

M^{me} Falati soutient que M^{me} Mandela avait ordonné l'enlèvement et les sévices infligés aux quatre jeunes Noirs — dont un adolescent de 14 ans, Stompie Mokheisi, retrouvé mort, la gorge tranchée. M. Jerry Richardson, ancien entraîneur du Mandela Football Club, qui fournissait des gardes du corps à M^{me} Mandela, a été condamné, le 8 août 1990, à la peine capitale pour le meurtre de l'adolescent. M^{me} Falati a également expliqué au *Sunday Times* que Winnie avait dressé une liste de cinq personnes qu'elle voulait faire assassiner, dont l'ancien secrétaire général de l'ANC, M. Cyril Ramaphosa. De graves accusations, que M^{me} Falati a ensuite démenties, prétendant n'avoir jamais parlé au journaliste.

L'ANC consternée

Entre-temps, M^{me} Polo Mokheisi et Katiza Cebekhulu, qui devaient témoigner au cours du procès de M^{me} Mandela mais s'étaient volatilisés avant la première audience, seraient rentrés en Afrique du Sud. L'un d'eux avait, à plusieurs reprises, déclaré avoir été enlevé et détenir des informations compromettantes à propos du meurtre d'un médecin de Soweto qui avait examiné le jeune Stompie avant son assassinat, au domicile de M^{me} Mandela.

Un autre co-accusé de Winnie Mandela, son ancien chauffeur, M. John Morgan, condamné à un an de prison avec sursis, a admis, dans une interview au *Sunday Times*, un hebdomadaire sud-africain, avoir lui aussi menti lors du procès afin de protéger M^{me} Mandela. Ses déclarations remettent en

cause tout le système de défense de cette dernière. Selon lui, « M^{me} Mandela n'était pas à Brandfort » le 29 décembre 1988, mais bien à son domicile où elle aurait donné « les premiers coups » aux jeunes qui venaient d'être enlevés. M. Morgan affirme également qu'elle lui a ordonné de se « débarrasser » du corps mutilé du jeune Stompie, ce qu'il a refusé de faire. La police, qui prend au sérieux ces nouveaux éléments, a ouvert son enquête sur le meurtre du médecin. Elle serait également disposée à rouvrir celle concernant l'assassinat de Stompie Mokheisi.

Cette succession de révélations a plongé l'ANC dans la consternation. Des divisions se sont dessinées au sein du Comité national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'organisation, dont M^{me} Mandela est l'un des membres. De vieux compagnons de route de M. Mandela lui ont enjoint de prendre clairement ses distances vis-à-vis de son épouse afin de « limiter les dégâts ». « L'ANC n'a commis aucun de ces méfaits. Ils n'ont pas été perpétrés en notre nom. Nous ne sommes pas en cause. Mais les gens vont commencer à croire que nous sommes impliqués si nous ne nous dédoublons pas de Winnie », estimait-il y a peu un membre du NEC.

FREDERIC FRITSCHER

□ L'Afrique du Sud accueillera la Coupe du monde de rugby en 1995. — La prochaine Coupe du monde de rugby aura lieu en 1995 en Afrique du Sud. L'International Rugby Board a accepté, lundi 13 avril, la candidature de ce pays contre le Canada et la Nouvelle-Zélande. L'Afrique du Sud est progressivement réintégrée au sein du monde sportif international à la suite de l'abolition officielle de l'apartheid. — (Reuters.)

AMÉRIQUES

PÉROU : renonçant à prendre des sanctions

L'Organisation des Etats américains appelle le président Fujimori « à rétablir l'ordre démocratique »

Les ministres des affaires étrangères des trente-quatre pays membres de l'Organisation des Etats américains (OEA), réunis lundi 13 avril à Washington, ont « vivement déploré » les atteintes à la démocratie résultant du « coup d'Etat civil » perpétré par le président péruvien Alberto Fujimori, le 5 avril. Ils ne se sont toutefois pas prononcés en faveur de sanctions, comme ils l'avaient fait après le putsch d'Haiti, qui avait renversé le 30 septembre 1991 le président Jean-Bertrand Aristide.

La motion adoptée à la quasi-unanimité a appelé le président Fujimori « à rétablir d'urgence l'ordre constitutionnel démocratique » au Pérou, dont le Parlement a été dissous et les juges de la Cour suprême destitués. Elle prévoit l'envoi à Lima, à une date indéterminée, d'une mission, dirigée par le secrétaire général de l'OEA, M. Jono Banaa Soares, pour tenter d'établir un dialogue « entre les différents composantes politiques

du pays. De leur côté, les pays membres du groupe de Rio (cette fois d'Amérique latine et des Caraïbes) ont décidé de suspendre la participation du Pérou à leur organisation.

Peu avant la réunion de l'OEA, M. Fujimori, accusé par le secrétaire d'Etat américain James Baker de « détruire la démocratie sous prétexte de la sauver », avait, dans une déclaration télévisée, annoncé que le référendum sur la réforme de la Constitution qu'il entend préparer aurait lieu « dans les six mois ». A Lima, deux attentats à la voiture piégée commis lundi par les guérilleros du Sentier lumineux contre un commissariat de police et des bâtiments militaires ont fait au moins cinq morts et une trentaine de blessés. Avant ces attentats, les autorités avaient reconnu que les violences du mouvement « maoïste » avaient fait une quarantaine de morts depuis le 5 avril. — (AFP, Reuters, AP.)

□ COLOMBIE : une vingtaine de morts dans des affrontements entre l'armée et la guérilla. — Neuf guérilleros et deux militaires ont trouvé la mort, lundi 13 avril, dans des combats qui les ont opposés à la troupe, s'est-on appris de source officielle. Cinq membres des Forces armées révolutionnaires (FARC) ont été abattus près de Roriva, au sud-ouest de Bogotá. A 700 kilomètres de la capitale, les militaires ont tué quatre guérilleros de l'Armée de libération nationale (ELN). Par ailleurs, huit policiers ont été tués et huit autres blessés lundi dans une embuscade tendue par la Coordination Simon Bolivar à Saldana, dans le sud-est du pays. — (AFP.)

□ ÉTATS-UNIS : menaces contre M. Ronald Reagan. — Un militant anti-nucléaire, M. Richard Springer, a menacé, lundi 13 avril à Las

Vegas (Nevada), l'ancien président Ronald Reagan en brandissant au-dessus de sa tête une statuette en cristal qu'il a ensuite brisée sur un piédestal. M. Reagan n'a pas été blessé par les éclats. M. Springer est le fondateur d'un groupe anti-nucléaire dénommé « Le Centième Sings », rassemblée à Las Vegas pour protester contre un prochain essai nucléaire américain.

□ VENEZUELA : saisie de centaines de milliers de décalcomanies et de barres de chocolat imprégnées de LSD. — La police vénézuélienne a annoncé qu'elle avait saisi ces derniers jours plus de 800 000 décalcomanies et quelques barres de chocolat imprégnées de LSD, qui étaient destinées à des enfants, dont au moins trois ont été intoxiqués. Selon la police, le LSD proviendrait de Colombie. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

ALBANIE

Formation du nouveau gouvernement

La télévision albanaise a annoncé, lundi 13 avril, la composition du nouveau gouvernement proposé par le premier ministre, M. Alexander Meksi, et approuvée par le président Sali Berisha, après la défaite des communistes aux élections législatives de mars. Ce cabinet de dix-huit membres comporte seulement trois personnalités extérieures au Parti démocratique, la formation victorieuse : un membre du Parti social-démocrate, un du Parti républicain et un indépendant.

La ministre des affaires étrangères, M. Alfred Samaj, quarante-cinq ans, est un médecin, d'une famille de prisonniers politiques. Le ministre de l'Intérieur, M. Baskim Kopliku, cinquante ans, qui aura la lourde tâche de rétablir l'ordre dans un pays au bord de l'anarchie, est un ancien ingénieur, devenu député et maire de Durres ; il parle l'anglais, le français et l'italien. Le ministre de l'économie et des finances, M. Genc Ruli, trente-six ans, a été professeur d'économie à l'université de Tirane. — (AFP.)

IRAN

Confirmation de la défaite des « radicaux » aux élections législatives

Selon des résultats quasi définitifs (portant sur 193 des 196 circonscriptions), 132 candidats ont été élus au premier tour des élections législatives et plus d'une centaine d'entre eux peuvent être considérés comme des « modérés » ou proches de ceux-ci. Ces modérés paraissent assurés en outre d'un succès écrasant à Téhéran, dont les résultats ne sont pas encore officiels, étant généralement en bonne position pour le second tour. D'autre part, huit opposants ont été graciés et ramis en liberté, à l'indiqué, lundi 13 avril, l'agence officielle IRNA. Ces personnes, parmi lesquelles figure le fils de l'ancien premier ministre, M. Mehdi Bazargan, avaient été arrêtées lors de la publication, en juin 1990, d'une lettre ouverte dénonçant le non-respect des droits fondamentaux. — (Reuters.)

MALI

M. Konaré largement en tête au premier tour de l'élection présidentielle

M. Alpha Oumar Konaré, le candidat de l'Alliance pour la démocratie au Mali (parti issu du mouvement qui a contribué à la chute du général Moussa Traoré), est arrivé largement en tête lors du premier tour de l'élection présidentielle du dimanche 12 avril, en remportant, selon des résultats quasi définitifs, 45,19 % des suffrages exprimés.

Au deuxième tour, le 26 avril, M. Konaré devrait affronter M. Tiéssou Konaté, l'un des deux candidats se réclamant de l'Union soudanaise-Rassemblement démocratique africain, qui, avec 14,03 % des voix, l'a emporté sur M. Mountaga Tall, du Comité national d'initiative démocratique (11,97 %). Selon ces premiers chiffres, qui portent sur 3 927 des 4 115 bureaux de vote, le taux de participation a été de 24,07 %. — (Reuters.)

EN BREF

□ CORÉE DU NORD : le maréchal Kim Il-sung promu généralissime. — A la veille de son quatre-vingtième anniversaire, le 13 avril, le maréchal Kim Il-sung, président nord-coréen, s'est vu décerner, lundi 13 avril, le titre de généralissime. Le dernier dirigeant communiste à avoir reçu ce titre était Staline, en 1945. D'autre part, un responsable du PC nord-coréen, M. Kim Yong-gun, a déclaré à des hommes politiques japonais que Pyongyang avait l'intention d'ouvrir ses installations nucléaires secrètes aux inspections de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). — (AFP, Reuters.)

□ CÔTE-D'IVOIRE : 52 manifestants de 18 février ont été libérés. — Cinquante-deux personnes, arrêtées lors de la marche de l'opposition qui s'était achevée, le 18 février, à Abidjan par de violents affrontements, ont bénéficié d'un non-lieu et ont été remises en liberté, a

indiqué, lundi 13 avril, l'un de leurs avocats. Une trentaine de militants et de dirigeants de l'opposition ont été condamnés dans le cadre de cette affaire. — (AFP.)

□ INDE : trente et un morts dans des affrontements au Cachemire. — Trente et une personnes, dont dix-huit civils, ont péri, dimanche 12 avril, au Cachemire à l'occasion d'affrontements entre forces de l'ordre indiennes et militants séparatistes. A Sopore, au nord de Srinagar, douze civils ont été tués dans des échanges de tirs lors d'un enterrement. Des affrontements ont par ailleurs eu lieu dans trois districts à la suite d'attaques lancées par des séparatistes contre des militaires en opération ; onze militants, deux soldats et six civils ont péri. — (AFP, UPI.)

□ Reprise de la guérilla en Assam. — Un attentat à la bombe qui a fait dix morts, dont huit soldats indiens, le 11 avril près de la ville de Guwahati, a marqué la reprise de

la guérilla du Front uni de libération de l'Assam (ULFA). D'idéologie maoïste, celui-ci avait accepté en janvier une trêve, qui devait permettre des négociations avec New-Delhi. Une centaine de rebelles avaient effectivement rendu les armes. Mais une importante fraction du mouvement a décidé la reprise des combats. L'ULFA avait lancé la guérilla en 1979. Une très importante opération de l'armée indienne en 1991 l'avait mis en difficulté. — (AFP, Reuters.)

□ PHILIPPINES : quarante morts dans une embuscade tendue par les rebelles communistes. — Quarante personnes — dix-neuf soldats et vingt et un guérilleros — ont été tués, samedi 11 avril, au cours d'un accrochage entre rebelles communistes et militaires dans la ville de Sagada, au nord de Manille. Selon l'armée, les soldats sont tombés dans une embuscade tendue par la Nouvelle Armée populaire (NPA). — (Reuters, UPI.)

FRET SNCF.

Chaque jour des solutions pour bien vous aiguiller.



Des trains rapides et des horaires fiables.

Des entrepôts équipés partout en France.

Un réseau européen de 380 000 km.



SNCF, le progrès ne veut que s'il est partagé par tous.

DIPLOMATIE

Lors de la première journée de sa visite d'Etat

M. Mitterrand a souligné la « communauté de valeurs et d'intérêts » entre la Turquie et l'Europe

M. François Mitterrand devait achever mardi 14 avril, à Istanbul, une visite d'Etat de deux jours en Turquie commencée à Ankara. Lundi, le président de la République avait souligné la « communauté de valeurs et d'intérêts » entre la Turquie et l'Europe.

ANKARA

de notre envoyée spéciale

Dès le premier jour, la visite de M. Mitterrand en Turquie aura donné lieu à une saine clarification, au moins pour ce qui est des rapports entre ce pays et le Vieux Continent. Les Turcs sont en Europe, aux yeux du président français, et cela fait partie de ces choses qui vont mieux quand elles sont dites publiquement et sans ambiguïté. « La Turquie relève de l'espace européen, si ce n'est au sens géographique exact, du moins dans ses aspirations économiques, culturelles, militaires et politiques (...). L'Europe se définit comme une vaste communauté de valeurs et d'intérêts qui ne saurait être limitée par des conceptions géographiques ou par des préjugés culturels », déclarait lundi soir le chef de l'Etat, lors du dîner qui lui était offert au palais de Çankaya par le président Turgtut Ozal.

De telles affirmations auraient été évidemment exclues avant le retour de ce pays à un régime civil. Elles heurtent encore sans doute tous ceux pour qui l'Europe est d'essence chrétienne. M. Mitterrand n'est pas de ceux-là. Il a précisé dans un entretien diffusé dimanche par la presse turque, et il a rendu hommage lundi soir à la façon dont ce pays « a su, à sa manière, régler le difficile problème de la coexistence de la religion et de l'Etat ».

Demande

d'association renforcée

M. Mitterrand n'était pas venu annoncer aux Turcs leur entrée dans la Communauté. Les dirigeants d'Ankara font d'ailleurs désormais preuve, sur ce point, de plus de réalisme, et le dialogue en est facilité. Des considérations purement démographiques excluent, par exemple, qu'on fasse bénéficier la Turquie de la libre circulation des travailleurs, et ce n'est pas ce que demandent les gouvernants d'Ankara.

Is réclament en revanche — M. Ozal l'a rappelé — un renforcement des accords d'association qui les lient à la Communauté, et qui ont connu, depuis 1964, bien des vicissitudes. Ils demandent aussi à être associés aux projets de défense européenne qui prendront corps dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et ne veulent pas être abandonnés sur le flanc sud-est d'une alliance atlantique en voie de dépeçage, tandis que se bâtit sans eux une Europe de la sécurité.

M. Mitterrand leur a donné l'assurance qu'il plaiderait leur cause sur ce point auprès des Douze : « Quelles que soient les conclusions du conseil européen de Lisbonne sur l'élargissement de la Communauté, il demeurera qu'un système européen est en voie de constitution, que la Turquie y jouera un rôle éminent et qu'il convient dès maintenant d'améliorer les éléments clés tels que l'association à l'UEO dans le domaine capital de la sécurité ». La Turquie fait partie, en outre, d'autres instances européennes, dont la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), au sein de laquelle elle a recherché, récemment, à propos du conflit du Haut-Karabagh, une concertation particulière avec la France. Le président Ozal et le premier ministre Süleyman Demirel ont d'autre part défendu, au cours de leurs entretiens avec M. Mitterrand, l'idée d'initiatives communes franco-turques, non seulement politiques, mais industrielles, en direction des nouvelles Républiques soviétiques d'Asie centrale. Cette idée, qui vise à allier la technologie et les capacités d'investissement françaises à l'accès privilégié de la Turquie à ces marchés pour des raisons culturelles et linguistiques, a été bien reçue du côté français.

La communauté de vues est moins évidente sur l'autre thème dominant de cette première journée : le problème kurde. Les dirigeants turcs souhaitent s'en expliquer, et M. Ozal y a consacré une longue partie de sa conversation avec le président français. « Ceux qui ont recours aux armes contre la démocratie trouveraient la même réplique dans toutes les sociétés démocratiques », disait le président turc lundi soir dans une allusion aux opérations armées du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le Sud-Est.

Il aura entendu de la bouche de M. Mitterrand l'essentiel de ce qu'il attendait : la condamnation du « terrorisme aveugle » et le rejet de la revendication d'un Etat kurde indé-

pendant de nature, aux yeux du président de la République (et pas seulement aux siens), à provoquer un séisme aux conséquences incalculables, non seulement dans les quatre pays concernés (Turquie, Irak, Iran, Syrie), mais dans toute la région. Mais M. Mitterrand n'en a pas moins insisté sur « le respect des droits les plus élémentaires de l'homme et du citoyen, le droit d'écouter, de pouvoir s'exprimer, de pouvoir pratiquer sa langue », que l'Etat turc doit à ses ressortissants kurdes. Dans son entretien avec la télévision turque, il avait assimilé le problème kurde à un problème de « minorités » comme il s'en pose beaucoup d'autres en Europe.

Cela fut mal compris dans un pays où l'on qualifie de minorité quelques milliers de juifs ou d'Arméniens mais pas dix millions de Kurdes musulmans qui, pour peu qu'ils ne vivent pas dans leur région, soumise à l'état d'exception, jouissent des mêmes droits que les Turcs. La Turquie, elle, peut-être, pourrait effectivement s'approprier la vieille conviction méditerranéenne selon laquelle le maintien

de l'Etat unitaire peut être assuré par le respect des droits particuliers des communautés qui le composent.

Mais cela est de l'ordre des principes et ne règle pas le grave problème auquel est actuellement confronté ce pays, celui de l'enfermement de la répression et de la violence. Ce n'est certes pas à M. Mitterrand de le régler, et il ne pouvait guère être très directif dans ses interventions publiques. Il n'a pas fait explicitement référence à l'état d'exception sous couvert d'absence, dans l'est du pays, une très sévère répression.

Mais réclamer les mêmes droits élémentaires pour tous était une façon de le condamner. Il a aussi, selon son porte-parole, M. Mustelli, fait valoir que la Turquie « serait mieux à même de plaider sa cause en Europe si elle parvenait à régler ce problème par le dialogue ». C'est ce que les Allemands disent à Ankara avec une certaine véhémence depuis quelque temps.

CLAIRE TRÉAN



La France, premier investisseur étranger

ISTANBUL

de notre correspondant

Une poussière fine et blanche recouvre la cimenterie d'Ankara, construite en 1926. Propriété depuis 1989 de la Société des ciments français qui l'avait acquise, avec quatre autres cimenteries, pour un prix total de 103 millions de dollars, cette vénérable institution se prépare à entrer dans le vingt et unième siècle, rajoutée et modernisée.

Preuve de la confiance qu'ils accordent au marché turc malgré l'imbroglio légal entourant la privatisation de ces cinq usines, les Ciments français ont signé en février un accord prévoyant un investissement supplémentaire de 70 millions de dollars. Cette entreprise est l'une des 110 françaises installées en Turquie. L'essor spectaculaire des relations économiques entre les deux pays depuis 1980, après la « période de glaciation » du début des années 80, a coïncidé avec le boom économique des « années Ozal », au cours desquelles la Turquie s'est éveillée à la société de consommation et s'orientait vers une économie libé-

rale. Le rétablissement dès 1994 des relations politiques, à l'initiative de M. Mitterrand, a fourni aux entrepreneurs français la base stable nécessaire à la sécurité de leurs investissements.

Outre un marché intérieur de 60 millions d'habitants, encore largement inexploité, la Turquie, par sa position géographique, est un tremplin possible pour le Proche-Orient, les Balkans, le Caucase et l'Asie centrale. Un groupe d'hommes d'affaires français prévoit prochainement un voyage en Azerbaïdjan pour explorer les possibilités offertes par ces nouveaux marchés.

Aujourd'hui, la France est au premier rang des investisseurs étrangers en Turquie, dans des domaines aussi variés que les cosmétiques, l'aviation, l'industrie pharmaceutique, l'installation de lignes électriques, la distribution de gaz et l'industrie automobile.

Les usines Renault, installées à Brousse depuis plus de vingt ans, fournissent 35 % du marché automobile, avec une production qui atteint 100 000 véhicules chaque année. Peugeot, qui souhaite également s'établir en Turquie, est actuellement

en pourparlers avec le gouvernement turc. Dans le domaine du ciment, trois compagnies françaises — Lafarge, Coppel, Vicat et Ciments français — détiennent près de 20 % de ce marché de 60 millions d'habitants.

Une tradition culturelle

Ces dernières années, les industriels français se sont vu attribuer la plupart des grands contrats — satellite Turck (Aérospatiale, 2 milliards de dollars), radars militaires (Thomson), école d'aviation civile d'Eschschir, rattachement du réseau gazier d'Ankara et d'Istanbul, installation des lignes électriques du barrage d'Atatürk, fourniture d'Airbus à la compagnie nationale Turkish Airlines — au grand dam de leurs rivaux étrangers qui critiquent les crédits de financement très favorables accordés par le gouvernement français.

Ces succès reposent avant tout sur la stratégie à long terme adoptée par les entrepreneurs français, basée sur la coopération industrielle, le transfert de technologie et la formation de cadres et de techniciens turcs. Cette

politique a pour but de moderniser l'industrie turque et de l'amener à s'intégrer, en tant que partenaire égalitaire, aux consortiums industriels européens. Diplomates et entrepreneurs français soulignent la qualité des ressources humaines turques; les ouvriers sont travailleurs et apprennent aisément, d'où des niveaux de qualité qui, dans certains domaines, n'ont rien à envier à la production française.

Les échanges commerciaux ont également progressé pour atteindre, en 1990, 12 milliards de FF. La visite du chef de l'Etat vise également à renforcer des liens culturels qui remontent au seizième siècle. En 1968, le général de Gaulle avait visité le célèbre lycée Galatasaray, bastion de la culture française en Turquie. Durant son séjour, M. Mitterrand signera un accord qui a une importance sentimentale particulière, offrant l'assistance de la France pour l'établissement de l'université francophone de Galatasaray, où sera formée une partie des francophiles de la future élite turque.

NICOLE POPE

Après la remise de ses lettres de créance au chef de l'Etat chinois

« L'idéologie ne doit plus jamais affecter nos relations »

déclare le nouvel ambassadeur de Russie à Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

Du poste de vice-ministre soviétique des affaires étrangères à celui d'ambassadeur de Russie pro-occidentale dans une Chine encore communiste, il y avait un grand pas. Il fallait sans doute un personnage de l'acabit de M. Igor Rogatchev, qui fut la cheville ouvrière de la normalisation entre Moscou et Pékin pour le franchir. Il vient de remettre ses lettres de créance au chef de l'Etat chinois, et a aussitôt inauguré une habile politique du sourire envers la presse étrangère.

Invité, lundi 13 avril, par le Club des correspondants de presse étrangers de Pékin, M. Rogatchev s'est félicité du cours que prenaient les

relations sino-russes, en dépit des divergences idéologiques. « Nous sommes d'accord avec la Chine pour ne plus jamais laisser l'idéologie affecter nos relations entre Etats. Cette erreur, dans le passé, a mené à la catastrophe », souligne-t-il. Il se dit confiant dans le rétablissement d'une coopération pleine et entière entre son pays et la Chine. « Nous avons restauré tous les liens qui existaient auparavant, y compris entre ministères de la défense ».

Mais aucun accord n'a encore été formalisé concernant les ventes d'armements et les transferts de technologie. La Russie, en tout état de cause, respectera les traités internationaux conclus par l'ex-Union soviétique. Le diplomate reste vague, en revanche, sur les offres de services

faites par la Chine aux scientifiques de feu l'URSS. Pas d'accord conclu, là non plus.

Une conférence

sur le modèle d'Helsinki

Les négociations en cours sur le tracé de la frontière occidentale entre la Chine et les Républiques de l'ancienne Union n'ont pas été affectées par le démantèlement de celle-ci, non plus que les autres aspects de la normalisation, tels que la diminution des dispositifs militaires à la frontière. Au reste, « les officiels de qualité et la qualité des forces russes en Extrême-Orient sont encore bien plus importantes que dans la partie chinoise correspondante », a-t-il reconnu. M. Rogatchev s'est par ailleurs refusé à voir d'un œil négatif une pénétra-

tion économique chinoise massive en Asie centrale. « Nous nous en félicitons, tant il y a de périleries ».

Sur les droits de l'homme, M. Rogatchev a estimé « très nécessaires » que soit réunie une conférence « de tous les pays d'Asie et du Pacifique » afin d'aborder « tous les problèmes » de la région. Il a toutefois jugé qu'il ne fallait pas négliger les caractéristiques propres aux sociétés de cette partie du monde.

Fils d'un sinologue diplomate, lui-même expert de la Chine, où il a été plusieurs fois en poste, M. Rogatchev est visiblement, ici, chez lui : il a effectué son premier séjour sur le terrain, dans le Xinjiang et en Mandchourie, à l'âge de (...) deux mois. Jouant de son physique d'acteur de cinéma, il cherche à donner l'image d'une nouvelle diplomatie, prête à ouvrir ses dossiers sur les cadavres que reculent les piscards (voir encadré). Mais, alors qu'il se livre à ce jeu plus prudent de ne pas faire à Pékin de commentaires sur le dilemme que pose la sortie du communisme : réforme politique ou économique d'abord. « Les Chinois ont trouvé leur voie. Nous cherchons encore la nôtre... »

FRANCIS DERON

À Pékin propose un « sommet » avec la Corée du Sud. — A l'occasion de la visite à Pékin du ministre sud-coréen des affaires étrangères, la Chine a proposé, lundi 13 avril, une réunion au sommet entre les deux pays, qui n'entretenaient pas de relations diplomatiques. Recevant M. Lee Sang-ok, le premier ministre chinois Li Peng a déclaré : « Comme nous sommes dans la même région, je pense qu'il est nécessaire que nos dirigeants aient des contacts directs les uns avec les autres. » — (AFP, Reuter.)

A la veille de l'entrée en vigueur des sanctions de l'ONU

Les Etats-Unis ont jugé inacceptables les ultimes propositions de Tripoli

La Libye a proposé de remettre à Malte ses deux ressortissants accusés d'être impliqués dans l'attentat de Lockerbie, pour y être interrogés avant d'être, éventuellement, extradés vers les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne. « A-t-on appris, lundi 13 avril, de sources diplomatiques à l'ONU.

Cette offre a été faite moins de 48 heures avant l'entrée en vigueur le 15 avril à 0 heure (à New York, 6 heures à Paris) — de la résolution 748 du Conseil de sécurité des Nations unies qui prévoit notamment, à l'encontre de la Libye, un embargo sur les liaisons aériennes et les fournitures à caractère militaire.

Si elle était acceptée par Malte, où le numéro deux libyen, le commandant Jalloud, s'est rendu dans la nuit de dimanche à lundi, et aussitôt mise à exécution, cette mesure pourrait conduire certains membres du Conseil de sécurité à demander une réunion d'urgence de cette instance afin de reconsidérer les sanctions. « Ce n'est pas acceptable », a cependant déclaré un responsable américain sous le couvert de l'anonymat, soulignant que Tripoli devait remettre les deux hommes à la justice américaine ou britannique, payer des compensations aux familles des victimes de l'attentat contre l'avion de la PanAm et renoncer à soutenir le terrorisme.

Un Comité composé des quinze membres du Conseil de sécurité sera chargé de veiller à l'application de l'embargo et de déjouer des dérogations pour des raisons humanitaires. Présidé par la Hongrie, il aura notamment à examiner les rapports que les Etats-membres de l'ONU devront adresser au secrétaire général avant le 15 mai, sur les mesures concrètes qu'ils auront prises pour appliquer les sanctions sur la liste desquelles figurent, outre l'embargo aérien et militaire, la fermeture des bureaux de la compagnie aérienne libyenne, la réduction « significative » des effectifs et du niveau des missions diplomatiques libyennes.

Le Quai d'Orsay a de nouveau conseillé, lundi, aux Français se trouvant encore en Libye de quitter le pays. Sur les 470 qui y résident, il n'en reste plus que 259 travaillant pour des entreprises françaises. — (AFP, Reuter.)

L'AELE et la CEE parapent l'accord sur la création de l'Espace économique européen

L'Association européenne de libre-échange (AELE) et la Communauté économique européenne (CEE) devaient parapent, mardi 14 avril à Bruxelles, l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), qui doit créer dès le 1^{er} janvier 1993 une zone de libre-échange entre les dix-neuf nations composant les deux organisations sur un marché d'environ 380 millions d'habitants. La signature du traité doit intervenir dans le courant du mois de mai.

Une décision de la Cour européenne de justice avait levé, samedi, la dernière hypothèque sur cet accord, en affirmant sa compatibilité avec le traité de Rome. La Cour avait rejeté une première version du traité, le 14 décembre dernier, et refusé la création d'une juridiction indépendante, car elle estimait seule compétente pour trancher les litiges au sein de la CEE.

Selon la nouvelle version du traité, les litiges au sein de l'EEE seront examinés par une commission conjointe, dans le respect des jurisprudences de la Cour européenne de justice. Cette dernière gardera le dernier mot en cas de désaccord au sein de la commission mixte. — (AFP.)

À l'accord de Genève sur la Libéria est un « piège à rats », selon M. Taylor. — Le chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), M. Charles Taylor, a démenti, lundi 13 avril, avoir signé le communiqué final de la récente rencontre de Genève, destinée à mettre fin à la guerre civile (le Monde du 9 avril). Il a qualifié l'accord de « piège à rats », estimant qu'il était dirigé contre lui. — (AFP.)

POLITIQUE

Le traité de Maastricht et le débat sur le choix de la procédure

L'opposition juge inacceptable un éventuel recours à l'article 11 pour réviser la Constitution

Le choix de la procédure retenue par le président de la République pour réviser la Constitution avant la ratification des accords de Maastricht continue de susciter des prises de position dans les milieux politiques. La menace d'un recours à l'article 11 en cas de blocage parlementaire, c'est-à-dire à un référendum direct sans l'accord des Assemblées, comme l'avait fait le général de Gaulle en 1962, est jugée inacceptable par plusieurs porte-parole de l'opposition.

M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF) est « favorable » à la réforme constitutionnelle. M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, s'est déclaré « favorable », lundi 13 avril, à la ratification des accords de Maastricht. « Si le Parlement ne donne pas son accord, la ratification sera impossible, a cependant souligné l'ancien président de la République. Il n'y

aura aucun moyen pour le président Mitterrand de continuer le combat. Rappelant que la procédure de révision de la Constitution, c'est-à-dire le vote des deux Assemblées, suivi, ou non, d'un référendum, M. Giscard d'Estaing a jugé « inacceptable » l'article 11 de la Constitution, qui prévoit un référendum direct sans passer par le Parlement. Il a ajouté : « Si y a la majorité des trois cinquièmes (dans les deux Assemblées), je crois qu'il faut mieux éviter la procédure lourde et coûteuse du référendum. »

M. Simone Veil (UDF) : « Beaucoup de joie et de satisfaction » à l'écoute des propos de M. François Mitterrand. « Je crois qu'il est trop tard maintenant pour envisager un référendum et je le regrette », a-t-elle dit. Il aurait fallu débattre de Maastricht depuis des mois, et familiariser les Français avec ces institutions européennes qui sont pour eux très abstraites. Ce qu'il faut, c'est un très bon débat au Parlement qui soit repris par les médias.

M. Laurent Fabius (PS) : « Il faut choisir une formule qui permette au Parlement de dire son mot ». M. Laurent Fabius, premier secrétaire du Parti socialiste, a estimé, lundi 13 avril, au Club de la presse d'Europe 1, à propos de la révision constitutionnelle préalable qu'impose la ratification des accords de Maastricht, que « ce qu'il faut, c'est choisir une procédure qui permette au Parlement de dire son mot ». « La procédure la plus expédiente, celle qui vient directement à l'esprit, c'est le Parlement, (mais) s'il y a des difficultés ou des impossibilités sur un sujet majeur qui engage notre avenir », selon M. Fabius, il est possible de recourir à une « consultation du peuple ». Favorable à « un grand débat » parlementaire, M. Fabius a indiqué qu'il était « concevable » qu'une seule commission puisse préparer le « travail plein » des parlementaires.

M. Alain Juppé (RPR) : le RPR « ne pose pas de conditions ». M. Alain Juppé (RPR), secrétaire général du RPR, a indiqué, lundi 13 avril, que son mouvement « ne pose pas de conditions » à l'occasion du débat sur la révision constitutionnelle préalable à la ratification des accords de Maa-

stricht. M. Juppé a indiqué qu'il a « un doute » sur la question de savoir si cette ratification « permet de faire l'Europe sans dégrader la France ». « Il faut regarder, il faut des garanties, il ne faut pas un débat au Parlement, c'est en fonction de ce débat que nous déciderons », a conclu M. Juppé.

M. Alain Madelin (UDF-PR) : en cas de blocage au Parlement, le référendum « serait au coup de force constitutionnel ». M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF, indique dans un entretien au Quotidien de Paris du 14 avril que « l'opposition tient les clés de la ratification », parce que « la révision constitutionnelle qui doit précéder la ratification exige qu'un texte identique soit voté à l'Assemblée et au Sénat », où l'opposition est majoritaire. « Le président de la République devra accepter les modalités de réforme constitutionnelle que proposera l'opposition, déclare-t-il. S'il devait y avoir blocage, la responsabilité en incomberait au chef du gouvernement et au président. Ce dernier a laissé entendre qu'il pourrait, dans ce cas-là, s'adresser directement aux Français. Or il n'en a pas les moyens, sauf à utiliser l'article 11. Ce serait un coup de force constitutionnel auquel l'opposition s'opposerait. »

M. Bernard Bosson (CDS) : l'opposition peut déjouer « le piège de M. Mitterrand » en écartant « oui » à Maastricht. M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, indique, dans le Figaro du 14 avril, que « l'UDF, qui a toujours eu comme ciment la construction européenne, doit voter Maastricht ». « Je ne doute pas que le RPR qui, avec le général de Gaulle, a accepté le traité de Rome, qui, avec Jacques Chirac, a ratifié l'Acte unique, vote Maastricht, ajoute-t-il. Si l'opposition veut dire non au piège tendu par François Mitterrand, la solution est simple. [elle] doit dire oui massivement à Maastricht. »

M. Alain Fohrer (Union centriste) demande la réunion à Matignon des responsables des principales parties. M. Alain Fohrer, président du Sénat, a adressé à M. Pierre Bérégovoy, le 10 avril, soit avant l'intervention télévisée de M. François Mitterrand, une lettre rendue publique le 13 avril dans laquelle il demande la réunion à Matignon, dans un proche délai, des « représentants des principales formations politiques de notre pays, les pré-

sidents des groupes parlementaires, les présidents des commissions concernées, pour entreprendre avec eux une concertation de fond » sur le projet de révision constitutionnelle qu'impose la ratification des accords de Maastricht. « Seule une concertation permettra d'éviter toute exploitation partisane », assure M. Fohrer.

M. Jean Foyer, ancien ministre, exclut le recours à l'article 11. M. Jean Foyer, qui était ministre de la justice lors du référendum de 1962 sur la révision de la Constitution, a affirmé que le recours à l'article 11, utilisé à l'époque par le général de Gaulle, était à exclure. « Le général de Gaulle n'a jamais eu l'intention de servir de l'article 11 comme d'une voie de recours contre une décision parlementaire hostile à sa réforme constitutionnelle », a-t-il dit, à l'occasion de la conférence de presse tenue lundi 13 avril par M. Caradot et M. Séguin (lire page 8). Politiquement, ce ne serait pas non plus possible. Je vois difficilement le chef de l'Etat, après un rejet de son texte par le Parlement, recourir au référendum de l'article 11. »

M. de Villiers veut créer « un véritable mouvement politique »

Dans sa lettre mensuelle d'avril, M. Philippe de Villiers, député UDF de Vendée, membre du Parti républicain et adversaire résolu du traité de Maastricht, annonce sa décision de faire de son mouvement d'idées Combat pour les valeurs « un véritable mouvement politique ayant pour mission de faire émerger une génération neuve de vérité et de conviction ». Au terme d'un tour de France d'un an, qui a eu, lundi 13 avril, Lyon pour étape (lire ci-contre), le congrès constitutif de ce parti se tiendra le 18 mai à Paris, où seront présentés les quarante premiers délégués départementaux. « Les gens qui se sont engagés ou qui vont s'engager à nos côtés », écrit M. de

Villiers, (...) ne sont pas des gens de circonstances ou des demi-coqueluches médiatiques. (...) Ils sont de véritables résistants spirituels aux totalitarismes nous qui envahissent notre univers quotidien. (...) L'enjeu est immense pour la génération qui vient. Il ne s'agit plus de rassembler la droite contre les socialistes. C'était le combat des années 80. Il s'agit, pour demain, de réconcilier tous les Français sur quelque chose qui est très au-dessus de nous, bien avant nous, loin après nous, une œuvre de temps (...), une idée nécessaire à la civilisation, un trésor aujourd'hui négligé, un gisement de sagesse et de vertus éternelles, bref une idée neuve à aimer : la France. »

Philippe de Vendée en terre lyonnaise

LYON

de notre bureau régional

Tout en les remerciant d'être venus, M. Philippe de Villiers avait, d'entrée, prévu les quatre membres des Renseignements généraux présents au fond de la salle : « Tout va aller très vite. » Il leur faudrait donc un mégaphone pour prendre note de son discours afin de transmettre « le message à leurs chefs, qui le feront suivre au président de la République. »

Il est vrai que ce lundi 13 avril, à la Bourse du travail de Lyon, le député (UDF-PR) de Vendée, seul dans une salle, deux heures durant, une oraison au défilé, illustrée de ces quelques

phrases qu'il aime d'ordinaire citer. Ainsi, à propos de la dernière prestation de M. François Mitterrand à la télévision, il parle de « l'éclat qui s'est levé avec l'opposition, parfois vif, parfois sourd, mais toujours présent ». M. de Villiers cresse aussi la salle dans le sens de son humour et propose une devinette : « Quelle est la différence entre Tapie et Bérégovoy ? L'un est en prison, l'autre au gouvernement. » Ou il emprunte au registre du « Bâtiste Show » pour décrire l'embarras du président de la République face à la chute du mur de Berlin et conclut le sketch en prenant l'accent de son terroir.

La salle est ravie. Plus de deux mille personnes ont acquiescé 40 francs pour assister à cette réunion du « Combat pour les valeurs »,

annoncée par des publicités passées dans la presse locale. Quelques élus lyonnais se sont glissés dans l'assistance. Aucun meeting de la récente campagne pour les élections régionales n'avait réuni autant de monde à Lyon. Ce qui a permis à M. de Villiers d'affirmer que son « mouvement » est « le cœur battant de l'opposition ».

Le député de Vendée a un maître-mot : « Les forces morales ». Celles de la famille, « ces valeurs paternelles-bourgeoises », « le communisme étant mort », reviennent, portées par les vents de l'Est. Celles de la nation, qui permet de « maintenir la paix », parce que les « ensembles multiculturels ne sont pas tenables », comme le prouvent, selon lui, le Liban, l'Irlande ou Montfermeil.

« Nous ne nous laisserons plus terroriser », a expliqué M. de Villiers. Nous croyons à nos principes, nous croyons aux valeurs fondatrices de notre civilisation, et nous le disons. »

Pour éviter l'écueil de la corruption médiatique, « réhabiliter la politique », « proposer une alternance durable », M. de Villiers réclame que les grands sujets — l'Europe, l'immigration, le code de la nationalité — fassent l'objet de référendums.

En attendant, il s'en tient à un slogan : « En 83, Mitterrand doit partir. » Et s'il regrette que « l'opposition soit bien morte sur les valeurs », il se propose d'en être « l'égérie », « le courant profond », invitant l'assistance à diffuser ce message.

BRUNO CAUSSE

DIAGONALES

« M. ON cher Papy, Tu connais la nouvelle ? Ton vieux ami Touvier est blanchi ! La Cour de Paris est formelle : si un Allemand fusille des juifs, c'est un crime contre l'humanité, mais si c'est un Français, allez, circulez et qu'on ne vous y prenne plus ! Super, non ? »

Tu as tort de revenir, dans ta dernière lettre, sur les voyous qui t'ont enfoncé trois semaines en 1944 pour ton courageux article de 1941 sur le « fièvre allure » des Panzer. C'est toi qui te punis en ruminant ces vieilleries dans ta retraite cénobite. Rouvre plutôt ta TSF et les journaux. Je t'assure : les idées qui t'ont conduit à Vichy et qui m'ont amené à l'OAS sont en train de recouvrer le droit de cité dont les ont privées les excès regrettables du Reich et la fin de notre empire colonial.

Les judéo-maçons font encore jouer les toiles iniques qui nous interdisent de dénoncer leur invasion. Mais il redevient possible de déplorer leur sombre existence comme on ne l'a plus fait depuis cinquante ans. Il suffit de s'en prendre en même temps aux Arabes, à propos de qui on n'est pas en défaut.

Non seulement il est admis à nouveau de fustiger l'égalitarisme, la tolérance, le droit du sol et autres sottises de réveurs cosmopolites, mais le révisionnisme gagne du terrain. Les sondages tenant lieu de vérité, on peut espérer que 51 % des Français nous tiendront quittes bientôt des noies que nous a cherchées l'épuration de 1945. Touvier gracié et Papon ministre : c'était un premier pas. Désormais, Touvier est innocent et l'ancien SS Gauchet peut se présenter aux élections françaises sans que l'opinion s'émoue, hormis les étourdis pédonneurs que tu appelles si drôlement « la race des signaux », et qui sont en voie d'extinction. A preuve : le trentième anniversaire des noyades d'Algériens en plein Paris est passé comme une lettre à la poste.

Nous avons craint, toi au Mouvement, que la déconfiture des coccos ne nous prive de l'épouvantail qui nous a tant servi dans le passé. Pas du tout. Bien que les socialistes se soient dressés contre eux dès 1920, et qu'ils aient contribué à leur dégringolade finale, les bouts-de-chemin de 1936, de 1945 et de 1981 suffisent à les rendre complices de tous les crimes staliniens. La FEN a beau se couper du Parti, nos mises en garde contre « l'Université française, dernier bastion du marxisme » sont reprises par la droite dite classiste et marchent à fond sur les parents d'élèves.

Lettre à un ami de Touvier

A notre tour, les joies de l'épuration ! Quant à la « laïque », qui a sapé le moral national en 1940 et dont Vichy n'arrivait pas à bout, elle est à genoux, si je puis dire, et c'est l'école des curés, tiens-toi bien !, qui passe pour défendre le libre arbitre !

L'effondrement de l'Est nous arrange. Il déculpabilise en douce les idéologies racistes et antisémites qui ont été les premières à se dresser contre l'URSS, sous la bannière noire. L'ex-Union soviétique n'espérant plus qu'en l'aide US, le PC nous laisse seuls champions de l'anti-américanisme, toujours payant en ces temps de « aikido » yankees et de Disneyland. La fin de l'empire rouge rend suspecte toute idée de supranationalité. Elle profite aux nationalistes à travers l'Europe, et contre son unité. Le souvenir de la résistance au pacte de Varsovie nous aidera à galvaniser les rejets de Bruxelles l'aparté et de Maastricht la fumée.

Dans sa haine du pouvoir socialiste, la droite « classique » préfère que ce pouvoir nous a fabriqués de toutes pièces. C'est évidemment faux, puisque nos parties frères progressent dans les pays voisins les plus libéraux. Notre force, en France, c'est que les modérés nous vomissent pour des raisons plus tactiques qu'idéologiques. Les olivages entre pétainistes et gaullistes s'écroulent. Quand ils reviendront ensemble au pouvoir, avec ou sans nous, je ne serais pas surpris qu'ils transfèrent enfin les cendres du Maréchal à Douaumont. Sur l'immigration et les « valeurs », ils reprennent déjà nos thèmes et propositions, dont la plupart remontent à Vichy. Nous nous gardons bien d'en réclamer la paternité. L'important est que nos idées passent. L'opinion sait bien qu'il y a un lien de continuité. Le moment venu, elle préférera l'original aux copies.

Sur la construction européenne, les partisans de toutes obédiences ont commis une bourde monumentale qu'ils ne peuvent nous cacher nationalistes et ce qu'elle entraîne. Aucun partisan de l'unité politique et monétaire ne s'est souvenu de ne plus être étrangers les uns aux autres sans devenir pour autant compatriotes. Laisser entre-

dre qu'on est « moins étrangers » à l'intérieur des Douze qu'en dehors, c'est encourager une discrimination de plus en plus ethnique et raciale. L'Europe des marchés et de la circulation cosmopolite, en menaçant la patrie du terroir et l'identité du clocher, favorise nos dénonciations et, en sous-main, les vieux fantasmes antisémites. Maastricht travaille pour nous, comme repoussoir. Et le Ciel est avec nous puisque, à l'heure même où ce petit batave surgit dans l'Histoire, la terre y tremble ! C'est un signe, comme le sida passe pour un signe de morale imminente. Le peuple est mûr pour de tels défis.

Nous avons échoué, il y a cinquante ans, parce que Hitler en faisait trop. Cesse, cher Papy, de pleurer l'occasion perdue. La situation nous est plus favorable que dans les années 30. Aucun dictateur ne compromet nos espérances en les exagérant. Les classes moyennes, qui sont notre chance, n'ont jamais été si nombreuses. La classe ouvrière est réduite et étrangère, donc sans voix. La crise économique et le chômage, nos autres chances, montent à vue d'œil. La plupart des journaux confisqués en 1944 par les résistants leur ont été retirés un à un, en particulier par un des nôtres, ancien casseur de bouteilles juives en 40. Jamais n'a resurgi si fortement le culte de la glèbe et des morts, notre spécialité, de même que la crainte ancestrale, si propice à nos thèmes, du mélange des sexes, des sangs, des races, des nations, des pensées...

Nos adversaires sont nuls. Ils ne savent que répéter le vieux slogan de Brecht : « Azzanion à la tête immonde ! » Ils multiplient les colloques dans une langue de bois qui valorise, par contraste, le parler cru de notre populisme. Des services par la décision du « tous pourris ! », ils s'empêchent dans les idées reçues ou les nuances qui nous ont toujours profité : « l'histoire ne se répète pas », « s'agit-il VRAIMENT de fascisme ? » Pendant ce temps, on réédite Chardonne, on va révéler le journal inédit du collaborateur Drieu, des néo-hussards réhabilitent Brasillach, l'antiparlementarisme et la chevalerie. Ne manque pas ce grand retour inespéré, Papy. Tends l'oreille, sous ton cher manuscrit. La revêtille, le brame anti-intellectuel, l'hymne à la décadence et au désastre annonciateurs de renouveau vif, les cimetières sous la lune ; tout ce qu'on aime ! »

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

QUEL PROJET POUR LA FRANCE ?

160 pages, 98 F.

L'EXCEPTION FRANÇAISE

Christian Saint-Etienne

L'information et la réflexion de l'auteur sont à la hauteur de son ambition : proposer un nouveau modèle réaliste à une société française en péril. Il attribue cette langue à l'inspiration du mode de pensée des élites françaises à un monde qui a beaucoup changé.

Le Nouvel Économiste

« Tous ceux qui pensent que le débat politique actuel tend à endormir l'opinion... liront avec profit l'Exception Française. »

Ernest-Antoine Sillière, Le Figaro

« Surmonter la contradiction entre notre fonds culturel et l'ordre libéral triomphant : l'entreprise est excitante. »

Gérard Mottet, L'Expansion

« La démonstration est implacable. »

Jean-Michel Lamy, Les Échos

ARMAND COLIN

POLITIQUE

Le débat sur la révision de la Constitution

M^{me} Garaud et M. Séguin combattront de «toutes leurs forces» le traité de Maastricht

M^{me} Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou, et M. Philippe Séguin, député RPR d'Alsace (Voges), ont réaffirmé, lundi 13 avril, leur hostilité au traité de Maastricht qui comporte, selon eux, d'«inacceptables abandons de souveraineté dans des domaines essentiels». Ils se sont déclarés «prêts à se battre de toutes leurs forces» contre cette «mutation radicale» qui «risque de braver les États-nations» au profit d'un «super-Etat fédéral». «Nous sommes convaincus que le référendum s'impose absolument car la souveraineté, c'est le peuple tout entier», ont ajouté M^{me} Garaud et M. Séguin, qui présentaient à la presse un ouvrage collectif de l'Europe en général et de la France en particulier (Le Pré aux Clercs), auquel a collaboré un groupe de parlementaires et d'experts dont l'objectif est de «dissiper l'obscurité d'un texte présenté comme technique alors qu'il est aussi et surtout politique».

Evoquant la révision constitutionnelle rendue nécessaire par la ratification du traité de Maastricht, M. Séguin a indiqué que le «débat constitutionnel sera essentiel» car, une fois cette étape franchie, «l'irréparable aura été commis» et la ratification «ne sera plus qu'une formalité». L'ancien ministre de M. Jacques Chirac s'est déclaré en outre hostile à tout amendement au traité, celui-ci étant «à prendre ou à laisser».

Enfin, il a exclu le recours à un référendum direct, en vertu de l'article 11 de la Constitution, pour procéder à la révision de la Constitution. «On ne peut pas passer de l'article 89 de la Constitution à l'article 11 sous prétexte de commodité», a-t-il souligné. En évoquant dimanche François Mitterrand, on a pu comprendre qu'«alors même que les deux assemblées se seraient prononcées contre la révision constitutionnelle, le président de la République aurait encore, à ce moment-là, la possibilité de porter

l'affaire devant le peuple. C'est absolument impossible.

De son côté, M^{me} Garaud a fustigé ceux qui «peignent l'histoire à la couleur de leur rêve». «L'Europe est un rêve» a-t-elle ajouté, précisant que les deux derniers présidents de la République «sont d'accord avec cette vision». L'Europe en construction, selon elle, placera la France en position d'«associé minoritaire au sein d'une société financière sans même minorité de blocage», tandis que les «majorités qualifiées» seront «évidemment germaniques». «Prétendre arrimer l'Allemagne à l'Europe grâce à Maastricht, a-t-elle poursuivi, c'est arrimer un paquebot avec un châtier».

Compte tenu de la «gravité» du débat, M^{me} Garaud n'exclut pas des «actions communes» avec les autres courants hostiles au traité de Maastricht. «Nous nous battons avec les alliés qu'on trouve et les moyens qu'on peut», a-t-elle assuré.

La procédure envisagée dans les autres pays de la CEE

■ BELGIQUE : les négociations sur la formation du gouvernement s'étant prolongées, le nouveau premier ministre, M. Jean-Luc Dehaene, n'a pas encore fixé de date pour le débat de ratification par le Parlement. Mais il existe, en Belgique, un large consensus sur l'Europe parmi les partis traditionnels (socialistes, sociaux-chrétiens et libéraux) et l'issue du vote ne fait guère de doute. Pour ce qui concerne le droit de vote des étrangers, la réforme constitutionnelle qui s'impose doit être adoptée à la majorité des deux tiers du Sénat et de la Chambre des représentants. Aucun référendum n'est prévu.

■ DANEMARK : à la suite d'un accord entre le gouvernement de centre droit et l'opposition social-démocrate, les Danois se prononceront le 2 juin par référendum sur les accords de Maastricht. Une légère majorité d'électeurs est favorable au «non».

■ ESPAGNE : aucune date n'est fixée pour la ratification par les Cortes. Mais le Tribunal constitutionnel sera préalablement consulté, et la plupart des spécialistes estiment que la modification de la Loi fondamentale pourra se faire avec l'accord des deux Chambres à une majorité des trois cinquièmes.

■ GRÈCE : faute d'obstacles constitutionnels, la ratification du traité de Maastricht devrait se faire sans difficulté. Les principaux partis - Nouvelle Démocratie (conservateur), PASOK (socialiste) et Coalition de la gauche et du progrès (communiste) - ont seulement demandé qu'avant le vote de l'Assemblée nationale à Athènes, les accords soient préalablement adoptés par le Parlement européen de Strasbourg.

■ IRLANDE : c'est, en principe, en juin que les Irlandais seront appelés à se prononcer par référendum sur l'union politique et économique européenne.

■ ITALIE : aucun référendum n'est prévu. Le Parlement se réunira pour ratifier le traité de Maastricht et approuver les amendements nécessaires à la Constitution. Tous les grands partis sont favorables aux accords européens, et l'issue du vote ne fait aucun doute.

■ LUXEMBOURG : le gouvernement souhaite voir le débat sur la ratification s'engager avant le mois de juillet. D'ores et déjà, il est acquis que le traité sera approuvé, mais la discussion sur le droit de vote des étrangers est animée, puisque le Luxembourg est le pays qui comprend proportionnellement le plus grand nombre d'immigrés : quelque cent mille pour une population totale de quatre cent mille habitants.

■ PAYS-BAS : le Conseil d'Etat doit d'abord formuler un avis avant que la procédure de ratification ne soit formellement ouverte. Celle-ci pourrait durer plusieurs mois. Les Néerlandais sont prêts à des transferts importants de compétences, à conditions que ceux-ci n'approfondissent pas le déficit démocratique de la Communauté. La ratification devrait être facilitée par le dernier vote favorable du Parlement européen.

■ Rectificatif. - Le président du conseil général de la Dordogne, dont la démission a été annoncée vendredi 10 avril, est M. Alexis Félix, et non M. Alain Félix, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde daté 12-13 avril.

■ Erratum. - M. Alain Lambert, maire d'Alençon, candidat sans succès à la présidence du conseil général de l'Orne, est UDF-PR et non PS comme indiqué par erreur dans le Monde daté 5-6 avril.

La gauche de l'an 2000

Suite de la première page

Quoi qu'en disent M. Fabius et ses amis, il est bien clair que l'urgence de «mettre fin aux divisions» du PS et la volonté de «dépasser les courants», affirmées par le premier secrétaire après les scrutins régionaux et cantonaux, se rapportaient à la situation créée au congrès de Rennes, en mars 1990, par la rupture de ce qui était jusqu'alors le courant mitterrandiste. Celle-ci avait été produite par l'opposition de M. Jospin au choix de M. Fabius comme premier secrétaire, deux ans auparavant, et par la volonté du vaincu de prendre sa revanche.

En apparence, cette querelle des chefs est dépourvue d'intérêt, hormis les conséquences pratiques qu'elle a eues sur l'état du parti censé assumer la responsabilité des affaires du pays. En réalité, depuis qu'elle était apparue en 1983, M. Fabius était premier ministre et M. Jospin premier secrétaire, cette confrontation d'ambitions est portée par une alternative politique née des contraintes auxquelles le PS a eu à faire face une fois au pouvoir. Exprimée sous diverses formes - maintien du PS ou évolution vers un «parti démocrate à l'américaine», «parti de militants» ou «parti de supporters», socialisme «à la française» (intégrant l'existence d'une composante «révolutionnaire» longtemps incarnée par le PCF) ou social-démocratie de type nordique - le dilemme est issu du tournant de 1983.

Présenté par M. Jospin, à l'époque, comme une «parentèle» destinée à préserver les acquis du «changement» et les conditions d'un redémarrage ultérieur, le choix du maintien du franc dans le système monétaire européen, avec les conséquences économiques et sociales qui en découlaient, avait été compris astreintement par M. Fabius. Nommé premier ministre l'année suivante, le député de la Seine-Maritime avait fait de la «modernisation» (économique) et du «rassemblement» (annonciateur de l'ouverture) politiques les deux axes d'une reconquête réussie en deux temps : remontée significative

À MON AVIS DANS "PARTI SOCIALISTE" Y A UN MOT DE TROP.



l'ancien ministre de l'éducation à disparaître politiquement ou à repartir au combat comme un chef de courant parmi les autres, sans héritage, sans «filiation» protectrice. L'acte de naissance de cette nouvelle période dans la vie de M. Jospin et dans celle du PS est son article du Monde, que préparait, intellectuellement, son livre de l'an dernier, l'invention du possible. Le baptême a eu lieu au comité directeur.

Au terme d'une journée et d'une nuit de débats, M. Fabius n'aura pas obtenu le congrès qui lui aurait permis de se faire élire premier secrétaire, à l'automne, sur la base du vote des militants. Il peut se prévaloir légitimement de la sagesse qui l'a amené à se satisfaire d'une procédure de «renouveau» moins éclatante, étant entendu qu'il échappe à la menace d'un congrès ordinaire aussitôt après les élections législatives (il est reporté à décembre 1993). Il n'est pas le diviseur du PS. Au contraire, il rassemble, à l'exception de M. Jean-Pierre Chevènement, fermement cantonné dans l'hérésie anti-européenne.

L'habileté de M. Jospin

M. Jospin a habilement transformé une démarche de rupture en tactique d'intégration. Il a empêché ce que constituait sans lui, c'est-à-dire contre lui, une majorité liée par la tentative Bérégovoy et dont auraient été exclus les laïcs-pour-compte du changement de gouvernement. Il est vrai que les alliés de l'ancien ministre de l'éducation nationale se sont éloignés de lui, même si M. Mauroy s'est laissé trapper en extrémisme pour élaborer la formule du compromis final. Il est vrai, aussi, que certains amis de M. Jospin hésitent à le suivre dans la voie où il s'est engagé et regimbent devant ce que M. Pierre Moreau, trésorier du parti, a appelé, sur Radio-1, «un système où la communication est bloquée (...) dans des structures de courant qui s'incarnent uniquement à travers des (...) «grands chefs». Cependant, chez les fabusiens aussi, la réédition de la confrontation avec M. Jospin a suscité des inquiétudes, la puissante fédération du Pas-de-Calais redoutant la perspective d'une nouvelle bataille de congrès.

M. Rocard, qui était prêt à tout miser sur son alliance avec M. Fabius à condition que celui-ci lui concède la parité des forces dans la nouvelle majorité qui se serait ainsi formée, a contribué à convaincre le premier secrétaire que mieux valait, dans ces conditions, un compromis avec M. Jospin. Associés dans une perspective de «renouveau» du PS pour laquelle ils partagent, à peu de chose près, les mêmes idées, MM. Rocard et Fabius n'en ont pas fini avec M. Jospin, qui envisage l'avenir autrement. Le débat sur la nature et les contours de la gauche de l'an 2000 commence à peine.

PATRICK JARREAU

La nomination des directeurs de cabinet

JUSTICE

M. Charles Barbeau auprès de M. Michel Vauzelle

M. Charles Barbeau, conseiller d'Etat, a été nommé directeur du cabinet de M. Michel Vauzelle, nouveau garde des sceaux, ministre de la justice.

Il né le 23 décembre 1932 à Valenciennes (Nord), M. Barbeau est licencié de lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Auditeur au Conseil d'Etat, puis chargé de mission au cabinet du secrétaire général pour l'administration en Algérie (1960-1961), M. Barbeau a été affecté de 1964 à 1966 au Bureau international du travail (BIT) à Genève. Maître des requêtes au Conseil d'Etat depuis 1967, il a été conseiller technique au cabinet de M. Joseph Fontanet, ministre du travail, de l'emploi et de la population (1968-1971), avant de devenir directeur de la population et des migrations dans ce même ministère. Préfet de la Corrèze de 1974 à 1976, M. Barbeau a été directeur de la réglementation et du contentieux au ministère de l'intérieur de 1977 à 1979, puis directeur de la police nationale et de la justice militaire (1979-1984). Chargé en 1984 d'entreprendre une mission de réflexion sur les structures de l'administration centrale auprès de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, M. Barbeau, qui a été l'assistant de M. Joxe en Nouvelle-Calédonie, en 1984, a été nommé directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation (1984-1986). Après avoir réintégré le Conseil d'Etat, il en est devenu directeur général de la gestion de 1989 à 1991.

M. Gilbert Santel reste directeur du cabinet de M. Delebarre. M. Gilbert Santel a conservé ses fonctions de directeur du cabinet de M. Michel Delebarre, nommé ministre de la fonction publique et des réformes administratives. Après avoir été conseiller technique à plusieurs reprises, puis directeur du cabinet de M. Louis Besson en mars 1989, M. Santel était devenu directeur du cabinet de M. Delebarre, alors ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, en novembre 1991.

Une municipale partielle

VOSGES : Charmes (7 tours). L. 3.106; V. 2.033; A. 33,83 %; E. 1.977.

Liste divers droite conduite par M. Marcel Martin, 927 (46,88 %); liste du PS conduite par M. François Lallemand, 566 (28,62 %); liste divers droite conduite par M. Jean Felten (RPR), maire sortant, 484 (24,48 %).

[La liste du maire sortant, M. Jean Felten, RPR, est nettement battue. M. Marcel Martin s'attribue 28 sièges sur 27 au conseil municipal. M. François Lallemand en obtient 4 et M. Felten 3. L'élection avait été provoquée par la démission de quinze conseillers qui protestaient contre le gestion «autocratique» du maire sortant. Au premier tour, les résultats étaient les suivants : L. 3.106; V. 2.065; A. 33,83 %; E. 1.978. Liste de M. Martin, 927; liste de M. Lallemand, 579; liste de M. Felten, 462.

Ra 1989, au second tour de scrutin, la liste de M. Felten, avec 727 voix (32,64 %), avait obtenu 19 sièges, celle de M. Bouchet, div. d., avec 624 voix (27,50 %), 4 sièges, celle de M. Lallemand, avec 615 voix (27,10 %), 4 sièges et celle de M. Robert Aul, avec 303 voix (13,35 %), 2 sièges.

■ M. Philippe Serré (UDF) élu maire de Sens. - Le conseil municipal de Sens (Yonne) a élu maire, lundi 13 avril, M. Philippe Serré (UDF), trente-quatre ans, en remplacement de M. Etienne Braun (UDF), soixante-sept ans, qui avait reconqué à son mandat après sa défaite aux élections cantonales contre le candidat RPR, M. Patrick Chevalier-Vanier (le Monde du 3 avril).

[Avocat, conseiller municipal depuis 1983, M. Serré était premier adjoint au maire de Sens depuis 1989. Après l'échec de M. Braun aux élections cantonales et sa démission de son mandat de maire, il avait présenté sa candidature à sa succession en estimant que la défaite du maire de Sens s'agissait pas «la crédibilité du conseil municipal». Conseiller général de Sens-Ouest depuis 1988, M. Serré est également, depuis le 3 avril, vice-président du conseil général de Yonne.]

Le Monde

HORS-SÉRIE



156 pages - 45 F

Le Monde a réuni en un seul volume l'ensemble des enquêtes parues récemment dans le supplément «Heures locales» sur les vingt-six régions françaises. Une véritable radioscopie des régions, avec leurs singularités géographiques et économiques, leurs atouts et leurs handicaps à la veille de l'ouverture du grand marché européen. Avec le résultat complet des élections régionales ; les scores de chaque liste, département par département et dans les 600 villes de plus de 15 000 habitants.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : LA FRANCE DANS SES REGIONS

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Localité : _____
France métropole (seulement) Nb. ex. _____ x 50 F (port inclus) : _____ F.
Bulletin à découper et à envoyer avec votre règlement à
« Le Monde » : service vente au numéro, 15, rue Falguière 75501 Paris Cedex 15 (France)
Pour être servi, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque postal ou bancaire.

هنا من النسخ

L'AFFAIRE TOUVIER

Emotion et indignation

La chambre d'accusation de Paris présidée par M. Jean-Pierre Henne a rendu, lundi 13 avril, un arrêt de non-lieu général au bénéfice de Paul Touvier. Celui qui fut le chef du service de renseignements de la Milice dans la région lyonnaise, inculpé depuis mai 1989 de crimes contre l'humanité, ne devrait donc pas comparaître devant une cour d'assises. Agé de soixante-dix-sept ans, Touvier est désormais libre de tout contrôle judiciaire.

Le procureur général de Paris, M. Pierre

Truche, a aussitôt formé un pourvoi devant la Cour de cassation contre cet arrêt. Les avocats des parties civiles se joindront naturellement au pourvoi du procureur général. Dans une déclaration commune, les conseils des victimes indiquent que « la bataille juridique commencée dans l'affaire Touvier en 1973 et qui a permis la condamnation de Klaus Barbie continue ».

D'innombrables réactions ont été enregistrées tant dans le monde politique que dans les mouvements associatifs. M. Laurent Fabius, pre-

mier secrétaire du Parti socialiste, a indiqué au « Club de la presse d'Europe 1 » : « Le fait que Touvier soit un assassin, ce qu'en termes ordinaires on appelle une ordure, n'est pas contesté ».

M. Louis Mexandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, devait rendre, mardi 14 avril, un hommage solennel aux victimes des exactions commises par le milicien Touvier au Mémorial de la déportation, dans l'île de la Cité, à Paris.

Après avoir fait part de son émotion, le maire de Lyon, M. Michel Noir (ex-RPR), a mis en cause sans le nommer sur France-Inter un magistrat de la cour d'appel de Paris, affirmant qu'il est « membre actif du Comité de soutien à Paul Touvier, ce qui est tout de même inquiétant ».

Mais selon nos informations, il ne s'agit pas de l'un des trois magistrats formant la chambre d'accusation qui a rendu l'arrêt de non-lieu.

Les juges justifient le non-lieu par des « invraisemblances »

Au terme d'un arrêt de 215 pages, la chambre d'accusation de Paris a accordé, lundi 13 avril, un non-lieu général à l'ancien milicien Paul Touvier. L'ensemble des charges criminelles retenues contre lui par le juge d'instruction Jean-Pierre Gatti et le ministère public ont en effet été effacées par le président Jean-Pierre Henne et ses deux conseillers, MM. Yves Chagny et Jean-Paul Duperray.

Dans plusieurs arrêts rendus en 1989 et 1990, la chambre d'accusation avait pourtant signalé qu'il était reproché à Touvier « d'être impliqué dans quatre affaires très graves, voire d'y avoir personnellement participé, et ce dans l'exercice, ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions à la Milice ». Cela ne l'empêchait pas aujourd'hui de balayer ces « affaires très graves » avec, parfois, des mots d'une grande dureté renvoyant nombre de parties civiles, victimes de tortures ou de déportation durant la seconde guerre mondiale, à leurs « affabulations » ou à « leurs invraisemblances manifestes ».

Les trois juges n'ont finalement retenu comme « solide » que le dossier du massacre de Rillieux-la-Pape. Mais c'est pour l'écarter aussitôt dans la mesure où la définition juridique du crime contre l'humanité (un crime commis dans l'exécution d'un plan concerté accompli au nom d'un Etat pratiquant de façon systématique une politique d'hégémonie idéologique) ne pourrait s'appliquer à ce crime, le seul avoué par Paul Touvier.

Nous examinons ci-dessous les dossiers criminels que le juge d'instruction avait retenus au terme de son information et les motivations de non-lieu avancées par la chambre d'accusation :

— Le massacre de Rillieux-la-Pape.

Des miliciens fusillèrent le 29 juin 1944, au lendemain de l'assassinat du ministre de l'Information Philippe Henriot, sept otages juifs sélectionnés au petit matin par Touvier dans la prison dont il était le responsable.

La chambre d'accusation note que le simple fait « d'avoir donné des instructions est suffisamment probatoire d'une complicité d'assassinat par aide et instructions ». Les juges concluent néanmoins au non-lieu en arguant que les conseils des parties civiles et le ministère public n'ont retenu dans le massacre de Rillieux-la-Pape qu'une « affaire entre Français » et que celle-ci n'entre pas dans le cadre de la définition du crime contre l'humanité. La chambre d'accusation développe longuement la thèse selon laquelle la Milice, à laquelle appartenait Paul Touvier, ne pratiquait pas une « politique d'hégémonie idéologique » (lire d'autre part les extraits de l'arrêt). De même la chambre d'accusation exclut que Touvier ait été un « agent de l'Etat allemand ».

Du coup, la chambre d'accusation assure dans sa conclusion : « On ne peut soutenir que le massacre de Rillieux puisse s'inscrire dans un plan concerté d'extermination. Il s'agit d'un événement tragique qui a pour cause immédiate l'exécution de Philippe Henriot à Paris. Tout montre qu'il ne peut s'inscrire dans un plan méthodique d'extermination froidement exécuté, mais constitue essentiellement une réaction criminelle et à chaud, spectaculaire, féroce, et relativement improvisée ».

■ L'affaire Touvier dans « Gollas ». — La revue chrétienne Gollas consacre dans son dernier numéro un cahier spécial à l'affaire Touvier sous le titre « Le jeu de la mémoire et de l'oubli ». Ce trimestriel qui se qualifie de « journal catho tendre et grinçant » publie également une enquête sur « la véritable histoire des évêques sous l'Occupation ». Gollas, 267 pages, 100 F.

— L'attentat contre la synagogue de Lyon.

Le 10 décembre 1943, trois hommes font irruption dans la loge du gardien de la synagogue du quai de Tilsitt, à Lyon. L'un d'eux y reste en faction tandis que les deux autres se dirigent vers le temple où ils jettent deux grenades en direction des fidèles. M. Rosa Vogel, la fille des gardiens du temple, affirme reconnaître formellement sur une photographie de Paul Touvier datant de 1938 l'homme qui est resté faire le guet à l'entrée de la loge. « Il était grand, blond... Je l'ai reconnu dès que sa photo a été publiée dans le journal la Tribune juive en 1973 », déclare M. Vogel au juge d'instruction.

Dans son analyse des charges, la chambre d'accusation confronte les diverses dépositions de M. Vogel avec le témoignage du grand rabbin Kaplan, qui ce soir de décembre 1943 officiait à la synagogue du quai de Tilsitt. La première avait treize ans, le second était âgé de quarante-huit ans soulignant les juges qui assurent ne pas vouloir, ni pouvoir opposer les deux témoins de l'attentat mais notent tout de même : « Il est remarquable que sur un certain nombre de points importants, le grand rabbin Kaplan ne fait pas crédit aux déclarations de M. Vogel ».

Parmi ces « points importants », la chambre d'accusation retient le fait que contrairement à M. Vogel, le grand rabbin n'a jamais su qui avait commis cet attentat et qu'il met en doute plusieurs hommes aient pu faire leurs prières sous la porte d'entrée de la synagogue, ce qu'affirme M. Vogel. En conclusion, la chambre d'accusation rend une décision de non-lieu après avoir indiqué que « les souvenirs de M. Vogel sont marqués par des insuffisances, des incertitudes, des inexactitudes et des invraisemblances manifestes ».

— L'assassinat des époux Basch.

Victor Basch, ancien président de la Ligue des droits de l'homme, est assassiné par la Milice le 10 janvier 1944 en compagnie de son épouse Hélène dans la banlieue lyonnaise. Tous deux sont octogénaires. L'instruction du juge Gatti mettait en évidence la complicité de Touvier en raison des déclarations du témoin Louis Macé, délégué régional du service des sociétés secrètes de Vichy à la Libération, et de la participation de Touvier à une réunion préparatoire à ces assassinats.

La chambre d'accusation étudie longuement les nombreuses dépositions de Louis Macé, toujours vivants. Notant que les réponses actuelles de l'ancien collaborateur sont aussi « peu nettes que possible », les juges rejettent son propos. Louis Macé, pressé de questions lors de l'instruction, avait indiqué : « A mon corps défendant, je maintiens mes déclarations de 1943, même si elles m'ont été extorquées ». La chambre d'accusation rejette aussi les témoignages de la secrétaire de Touvier, Gilberte Duc, et de son chauffeur Feuz, sans les examiner plus avant. En conclusion, les juges notent que les conseils des parties civiles « procèdent davantage par affirmations que par démonstration ».

— La déportation de Jean de Filippis.

Résistant, Jean de Filippis est arrêté le 16 janvier 1944 par des miliciens, conduit dans les locaux de la Gestapo et torturé. Il entend ses tortionnaires appeler leur chef « Monsieur Paul » et « chef Paul ». Déporté à Mathausen, Jean de Filippis est rapatrié le 24 mai 1945.

Les juges de la chambre d'accusation insistent sur le « caractère extrêmement tardif » de la plainte de M. de Filippis — en 1989 — et considèrent qu'elle « s'inscrit incontestablement dans un contexte à la fois procédural et

médiatique ». Sur le fond, ils relèvent avec surprise que la partie civile affirme avoir participé à une importante action de résistance en mai 1940, avant l'Appel du 18 juin, et ils notent qu'elle ne connaît pas les noms des principaux responsables de la collaboration lyonnaise. Tout en déclarant que le récit de M. de Filippis est « plausible », les juges considèrent qu'ils sont dans l'impossibilité de contrôler les « dires » du plaignant.

— L'assassinat de Lucien Meyer et la déportation d'Elisette Meyer et de M. Claude Bloch.

Deux miliciens arrêtent le 29 juin 1944 dans la région lyonnaise trois membres d'une même famille : Claude Bloch, alors âgé de seize ans, sa mère Elisette Meyer et son grand-père Lucien Meyer. Conduits dans les locaux de la Gestapo, Lucien Meyer succombe sous la torture tandis que Claude Bloch et sa mère sont détenus jusqu'à leur déportation à Auschwitz. Elisette Meyer est exécutée à son arrivée au camp. Claude Bloch, aujourd'hui partie civile, reconnaît Paul Touvier comme l'un des deux miliciens venus les arrêter à leur domicile.

A nouveau, la chambre d'accusation relève le caractère tardif (1989) du dépôt de plainte de M. Claude Bloch. Les juges prononcent un non-lieu en s'appuyant essentiellement sur le fait que les reconnaissances de Paul Touvier par le plaignant — sur album photographique ou lors d'une confrontation — ont un « caractère probatoire très limité ». Quarante-cinq ans séparent les faits de l'instruction, souligne la chambre d'accusation. D'autre part, les juges considèrent que le rôle de la milice dans ce dossier n'est pas prouvé. Au contraire, ils

font valoir qu'une affaire dans laquelle Francis André, collaborateur notoire au service de la Gestapo, est impliqué « pourrait correspondre à l'affaire Bloch ».

Ainsi la chambre d'accusation présidée par M. Jean-Pierre Henne réduit-elle à néant, sauf rebondissement devant la chambre criminelle de la Cour de cassation, une course-poursuite engagée par la justice contre Paul Touvier en 1946...

L. G.

OFFRE SPÉCIALE TWA.

Volez vers Boston
ou Los Angeles avec TWA
et prenez la route
pendant 1 semaine
gratuitement.

(ou profitez de vols intérieurs gratuits).

Boston
3190 F*

+ voiture ou vols A.R. New York gratuits.

Los Angeles
4835 F*

+ voiture ou vols A.R. San Francisco gratuits.

Achetez avant le 25 avril un aller-retour vers Boston ou Los Angeles, TWA vous offre le choix entre une semaine de location de voiture Alamo gratuite ou un vol aller-retour gratuit Boston/New York ou Los Angeles/San Francisco.

Votre voyage doit s'effectuer entre le 1^{er} mai et le 30 juin pour Boston et entre le 2 et le 30 juin pour Los Angeles.

N'attendez pas! Renseignez-vous dès aujourd'hui sur cette offre exceptionnelle auprès de votre agent de voyages ou de TWA au 47206211.



Offre applicable à tous les tarifs Paris/Boston et Paris/Los Angeles. Promotion voiture : sur la base de 2 personnes minimum - Taxes, options et carburant en sus - sous réserve de disponibilité. *Tarifs semaine valables jusqu'au 15 juin 1992. Séjour 7 jours min., 21 jours max. Offre soumise à l'approbation gouvernementale et soumise à des conditions particulières de vente et de transport.

L'AFFAIRE TOUVIER

L'arrêt de la chambre d'accusation

Myopie

par Laurent Greilsamer

EN qualifiant voilà trois ans Paul Touvier de «villain», la chambre d'accusation de Paris nous signifiait déjà à quel point il n'est pas «convenable» de remuer toutes ces vieilles histoires... Le non-lieu général prononcé lundi enfonce le clou, s'il en était besoin. Il rebâtit l'ancien responsable milicien et son cortège de victimes, défuntes ou survivantes, dans la «maison» glauque de notre histoire.

Pour arriver à ce tour de force, les trois juges de la chambre d'accusation exhortent le régime de Vichy de toute attache avec la politique d'hégémonie idéologique de Berlin. Les voilà sur le terrain des historiens professionnels («entreprise hardie», notent-ils eux-mêmes), et par définition sur celui, encore plus glissant, de la politique. Ne révisent-ils pas l'histoire des années 40 en assurant que l'Etat français, pourtant fondé sur la collaboration avec l'Allemagne nazie, ne fut en rien son complice? Ne vont-ils pas très loin dans l'évocation en notant tout à trac qu'«aucun des discours du maréchal Pétain ne contient de propos antisémites», oubliant l'incipit de la première loi portant statut des juifs, le 3 octobre 1940: «Nous, maréchal de France, chef de l'Etat français, le conseil des ministres entendu, décrétons...»?

Ce dernier exemple nous rappelle au moins que sous le vernis de l'impeccable langage juridique se glissent parfois des monstruosi-

tés. Aujourd'hui libre, bénéficiant d'un large non-lieu, Touvier reste, de son avoué même, le responsable de la fusillade des sept otages juifs de Rillieux-la-Pape, ou encore l'ordonnateur d'une descente punitive meurtrière dans les locaux de l'imprimerie clandestine du journal Combat. Que peut l'oubli imposé face à cette mémoire-là?

Et qui croira les juges lorsqu'ils affirment que la Milice, cette police supplétive du régime de Vichy qui committait tant de crimes en son nom, ne fut pas vraiment son bras armé? Comment expliquer alors que son chef, Joseph Darnand, qui promit fidélité à Hitler, fut promu secrétaire d'Etat au maintien de l'ordre?

Voilà du coup la chambre d'accusation contrainte de nous expliquer savamment que Touvier Paul, inspecteur national de la Milice, ne fut en rien un agent de l'Allemagne nazie. N'est-ce pas oublier un peu vite que ce milicien-là fut précédemment condamné à mort par contumace, en 1946 et 1947, pour intelligences avec une puissance étrangère? La chambre d'accusation dévoile ici sa myopie. Les juges exhibent leur étrange regard sur les historiens américains et français qui, depuis quinze ans, ont dûment établi la molle complicité de Vichy avec Berlin. Mais la chambre d'accusation manifeste plus sûrement encore ses réticences à voir la société française, sous la forme d'un jury populaire, juger son passé.

Affront

Suite de la première page

S'il s'est trouvé des enseignants pour mettre en doute l'existence même des chambres à gaz, s'il s'est trouvé des tribuns politiques pour faire du génocide un sujet de plaisanteries pour fin de banquet, s'il circule en 1992 des publications ouvertement nazies, ne se recrutent des militants qui ne rêvent que places et bottes, faut-il s'étonner qu'il se soit trouvé des juges — trois — pour disculper et Touvier, et Vichy? Et puis, ne s'était-il pas trouvé, en 1971, un président de la République, Georges Pompidou, pour le gracier? Et, durant des décennies, des dizaines de prêtres, moines et évêques pour l'aider à échapper à la justice de son pays?

Si Paul Touvier paraît décidément le criminel le mieux protégé de France, à quel faut-il l'attribuer, dont on trouverait l'écho dans l'arrêt de la cour d'appel? Tout simplement à ce tabou de la collaboration qui, passé la période de l'épuration brève, a empêché le pays de juger son propre comportement. Avec une détermination rare, les trois magistrats font assaut de rhétorique spéculative pour expliquer en quoi le régime de Vichy n'avait rien à voir avec le régime nazi. Sans passer de crimes contre l'humanité — et donc imprescriptibles — ceux qui furent commis au nom d'un Etat «pratique une politique d'hégémonie idéologique». Or, décide l'arrêt, il suffit de constater que, dans les faits, l'Etat vichyssois, quelles qu'aient pu être ses faiblesses, ses lâchetés et ses ignominies, ne peut être considéré comme ayant jamais appartenu à cette catégorie. Tant pis pour le statut des juifs!

Dans la partie politico-historique de leur arrêt, les magistrats utilisent un argument suppositif: ils reconstruisent que la Milice avait «une visée hégémonique», mais

ajoutent: «Si le mouvement avait cette visée, c'est que l'Etat n'était pas totalitaire, et qu'il ne pratiquait pas lui-même une politique d'hégémonie idéologique». Autrement dit, si une milice existait aujourd'hui et déclarait qu'elle avait des visées démocratiques, cela voudrait dire que la V-République n'est pas démocratique!

Tout cela revient à dire aussi que Touvier aurait eu à répondre de ses crimes s'il avait été allemand, mais qu'étant français, et massacreur de juifs français, il est seulement passible aujourd'hui d'une vieillesse tranquille. On imagine aisément comment, en Allemagne, sera ressentie cette distinction.

Si la Cour de cassation, désormais saisie, devait confirmer cet arrêt spéculatif, il faudrait tirer un trait sur toutes les affaires en cours mettant en cause le comportement de certains responsables français durant l'Occupation (Bousquet, Papon). Ce serait conclure par une lâcheté les dossiers d'une période d'ignominie. Il ne faut pas sous-estimer le soulagement qu'en ressentirait une petite partie de la population française. Si l'on devait absoudre Touvier — sans même le juger! — combien tranquilles seraient tous ceux qui, moins criminels que lui, ont contribué, sous l'Occupation allemande, au climat de délation, de petits coups de main à l'occupant, aux mille et un accommodements avec le nazisme quotidien. Si les pires crimes n'en sont pas, la reste ne relève que de faiblesses sans sanction.

On veut croire qu'il se trouvera, et dans des délais point trop longs, une cour suprême pour réconcilier la justice avec elle-même et lever l'affront que viennent de subir le morale, et l'histoire, et la simple humanité.

BRUNO FRAPPAT

Ouverture d'une information judiciaire contre Maurice Papon et René Bousquet

Une information judiciaire pour crimes contre l'humanité a été ouverte, mardi 14 avril, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux contre René Bousquet et Maurice Papon.

René Bousquet, qui était secrétaire général de la police de Vichy sous l'Occupation allemande, est déjà inculpé de crimes contre l'humanité dans un autre dossier instruit à Paris. Maurice Papon, qui était secrétaire

général de la préfecture de la Gironde, est inculpé depuis 1988 de crimes contre l'humanité pour avoir participé à des déportations de juifs en 1942.

Désormais, l'instruction contre Maurice Papon et son supérieur de l'époque René Bousquet devrait porter sur les 1 643 déportations de juifs bordelais, dont 223 enfants, entre le 13 juillet 1942 et le 13 mai 1944 (le Monde du 8 avril).

«La Milice, auxiliaire des services publics...»

Nous publions ci-dessous un large extrait de l'arrêt de la chambre d'accusation concernant le rôle de la Milice et l'Etat vichyssois.

«C'est une entreprise hardie que de vouloir, en 1992, au vu de la considérable bibliographie se rapportant à la période 1940-1944, définir une fois pour toutes le rôle des hommes et des institutions dans une période aussi trouble et mouvementée de notre histoire.

«L'époque offre matière à d'innombrables controverses, et il n'est pas du ressort de la chambre d'accusation de les trancher.

«Cependant, comme la chambre a le devoir de statuer sur le point de savoir si la qualification de crime contre l'humanité peut être envisagée, voire retenue, la première question qui se pose à elle est de déterminer si l'Etat dont Touvier proclame, encore maintenant, avoir été le serviteur, était ou non un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique.

«L'Etat en question, ou tout au moins ses maîtres à penser, voulait qu'on l'appellât l'Etat français, par opposition à l'expression République française: c'est dire que, après l'armistice de juin 1940 et la dévolution consentie au maréchal Pétain des pouvoirs les plus étendus, on se trouvait, à l'évidence, en présence d'un nouveau régime dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne se voulait pas le continuateur de la III^e République. On parlait d'«ordre nouveau», la devise nationale était devenue «travail, famille, patrie». On proclamait les bienfaits du «retour à la terre».

Dans cet Etat vichyssois régnait donc une certaine «idéologie», si l'on entend par là un système plus ou moins cohérent d'idées censées représenter la philosophie des dirigeants, et principalement, dans les premières années, alors qu'il était encore en possession de tous ses moyens, celle du maréchal Pétain, «chef de l'Etat».

Cette «idéologie» est d'ailleurs, à strictement parler, plutôt une constellation de «bons sentiments» et d'animosités politiques, qu'un système d'idées rigoureusement enchaînées.

On y aperçoit une nostalgie de la tradition, du monde rural d'autan et de l'artisanat, un attachement au christianisme, une propension à la contrition devant les maux du temps, une méfiance à toute épreuve à l'égard des personnalités politiques jugées responsables de la décadence.

Il s'agit en vérité des idées, sentiments et tendances d'un univers politique très complexe, dans lequel vont se produire des luttes d'influence parfois acharnées, les options et les ambitions des uns et des autres n'étant pas les mêmes.

Sans entrer dans l'énumération des factions et des clans, la plupart des partisans haut-placés du maréchal Pétain ont en commun, au début tout au moins du régime, la conviction que la victoire de l'Allemagne est possible, ce qui ne veut pas dire qu'ils la souhaitent tous, mais ils ont tendance à prévoir cette éventualité et à y parer. Ce faisant, bien entendu, ils ont une méconnaissance totale de l'idéologie national-socialiste allemande qui, en cas de victoire, ne laisserait aucune place à quelque négociation que ce soit.

Certains partisans du «Maréchal» sont tout simplement opportunistes ou «attentistes» comme les qualifiaient à l'époque certains de leurs adversaires. Ils ne sous-estiment pas la faiblesse britannique, la puissance des Etats-Unis et la capacité de résistance de l'URSS, mais ils pensent que rien n'étant joué, mieux vaut survivre dans une France asservie, en faisant, en attendant des jours meilleurs, toutes concessions utiles aux Allemands: dans le meilleur des cas, ils espèrent d'une sorte d'état de nécessité, mais ce sont souvent des cyniques ayant, à l'occasion, des comportements révoltants.

D'autres éléments sont beaucoup plus engagés, et ils vont, au fil du temps, prendre une importance croissante. Il s'agit d'hommes qui sont animés par la faiblesse antisémite, un antisémitisme plus ou moins véhément, une aversion affirmée pour la franc-maçonnerie, et souvent, au moins, par des sympathies pour le système national-socialiste allemand dont certains se rallient aux thèses raciales.

Pour eux, la révolution nationale doit s'organiser autour d'un parti — et d'un parti unique — qui,

comme en Allemagne, infiltre tous les rouages de l'Etat, voire se substitue à ses rouages traditionnels.

Ils sont d'ailleurs eux-mêmes divisés, en proie à des déchirements d'ambition personnelle, et beaucoup se comportent comme des aventuriers et des joueurs qui «misent» sur une victoire allemande de plus en plus problématique.

Quoi qu'il en soit, on ne peut dire que règne à Vichy une idéologie précise. La politique de collaboration est, à l'origine, une politique pragmatique, que tout à la fois les Allemands et ceux qui leur sont dévoués vont tenter de renforcer.

Il y a certes un courant antisémite puissant qui va chercher à s'emparer de certains leviers de commande de l'Etat, et réussir à faire adopter des mesures légales et administratives de discrimination, voire d'exclusion à l'encontre de citoyens français ou étrangers d'origine juive.

Mais on n'arrivera jamais, sous la France de Vichy, à la proclamation officielle que le juif est l'ennemi d'Etat, comme ce fut le cas en Allemagne.

Aucun des discours du maréchal Pétain ne contient de propos antisémites.

Ce n'est pas dire que la pratique des administrations vichyssoises fut exempte d'antisémitisme, mais le problème qui est soumis à la Cour est de savoir si l'on peut affirmer qu'il existait à Vichy une politique d'«idéologie» gouvernementale d'hégémonie idéologique.

Cette expression s'applique parfaitement au Reich d'Adolf Hitler: depuis son avènement, le Führer, par ses actes, sa rhétorique, progressivement ou brutalement, a instauré une doctrine fondée sur un parti unique, l'élimination des opposants, le racisme et la doctrine de l'espace vital. Le Reich allemand est hégémonique parce qu'il entend assurer sa suprématie dans tous ses domaines, et son ambition n'est pas seulement territoriale: il s'agit d'une hégémonie idéologique parce qu'il ne tolère pas d'autre doctrine que celle professée par le parti unique, qu'il veut imposer partout, dans son propre territoire, et dans tous les territoires conquis, annexés ou placés sous «protectorat», — avec cette conséquence qu'il ne supporte pas, au sein de cet espace, comme pouvant y vivre normalement, c'est-à-dire dans le régime juridique ordinaire de l'ensemble de la population, la présence d'hommes ou de femmes jugés racialement différents de la race dominante, inférieurs à cette dernière, dangereux et haineux et, à ce titre, sujets à discrimination, persécution, voire extermination.

Une composante de l'Etat vichyssois

Il est manifeste que si le régime de Vichy secretait, par la force des choses, une certaine politique, il ne s'agissait en aucune manière d'une politique d'hégémonie idéologique, au sens qui vient d'être indiqué à propos de l'Allemagne nazie.

Si l'univers politique de Vichy était, comme on l'a dit, complexe, l'action politique fut variable, complexe, empirique, inspirée par les circonstances, et les dirigeants eurent de moins en moins prise sur les événements, au fur et à mesure que la pression allemande se renforçait, que de vastes territoires échappaient à l'autorité de l'Etat français, que l'autorité morale du gouvernement s'effondrait, — le prestige personnel et patrimonial du «Maréchal» ayant toutefois longtemps survécu à cette déchéance, — que l'audience du général de Gaulle et de la Résistance augmentait, que la défaite allemande devenait inéluctable et la «collaboration» dérisoire.

A aucun moment le régime de Vichy n'eut la vocation ni l'occasion d'asseoir une domination quelconque et d'imposer une idéologie conquérante.

Cela observé, il est probable que beaucoup de ses dirigeants ont vu, avec soulagement, l'Allemagne nazie attaquer l'URSS, à la fois parce qu'ils estimaient qu'en cas de victoire du Reich, les Allemands seraient bien trop occupés à l'Est pour abuser de leur situation de vainqueurs à l'Ouest, et parce qu'ils haïssaient le «bolchévisme».

Chez beaucoup de partisans de l'Etat vichyssois, l'invasion de l'URSS par les armées allemandes a certainement dérangé une partie des prévisions qu'ils nourrissaient encore contre l'ennemi d'hier: la lutte contre l'idéologie communiste devenait, à leurs yeux, primordiale.

Sauf chez certains membres de

la milice, ou bien entendu certains partisans fanatiques de la collaboration ayant choisi d'adhérer aux thèses hitlériennes, cette propension ne s'est jamais organisée en idéologie au sens propre, c'est-à-dire en un système d'idées exprimant dogmatiquement tout à la fois philosophie d'un groupe et programme d'action.

Le nazisme, comme le communisme d'ailleurs, a une idéologie. La volonté de résister au «bolchévisme», leitmotiv de maints discours vichyssois ne révèle en soi aucune idéologie de ce type.

Comment se situe la milice dans cet ensemble?

Incontestablement, la «milice française» a des liens avec l'Etat français. Association instituée par une loi n° 63 du 30 janvier 1943, et reconnue d'utilité publique, elle a pour chef statutaire le chef du gouvernement. Son secrétaire général, Joseph Darnand, accède par la suite aux fonctions de secrétaire général au maintien de l'ordre, le 30 décembre 1943, puis de secrétaire d'Etat à l'Intérieur le 13 juin 1944.

Peut-on parler d'une «idéologie» milicienne?

La réponse ne peut qu'être nuancée et variable selon les cas. Si l'on se réfère aux prises de position personnelles de certains de ses dirigeants, comme Joseph Darnand, la réponse est négative. Ce dernier, intégré dans les rangs de la Waffen SS en 1943, prête serment de fidélité et d'obéissance à Hitler et, ipso facto, adhère à l'idéologie national-socialiste.

Faiblesses, lâchetés et ignominies

En dehors de ce cas extrême, et de tous les cas analogues, il est hors de doute que les miliciens, tout au moins les plus convaincus, s'inspirent des objectifs proposés par le «SOL» (le Service d'ordre légionnaire, qui, dans la chronologie de l'Etat vichyssois, précède la Milice), au nombre desquels figurent «la lutte contre la dissidence gauchiste, pour l'unité française, contre le bolchévisme, pour le nationalisme, contre la lèpre juive, pour la pureté française, contre la franc-maçonnerie paternelle, pour la civilisation chrétienne».

En ce qui concerne l'antisémitisme, il va de soi qu'il s'agit d'un thème semblable à l'un de ceux qu'affectionnait le parti nazi. Ce n'est pas pour autant qu'il y avait adhésion sans réserve à l'idéologie nazie. La référence à la civilisation chrétienne, la lutte pour l'unité française et le nationalisme, tout cela pouvait être toléré provisoirement par le national-socialisme allemand; à long terme, il y aurait eu incompatibilité radicale.

Si l'on se réfère plus amplement aux antécédents de la Milice (on n'a cité supra que le SOL) et aux textes qui la concernent, on aboutirait à des conclusions fort incertaines sur l'existence d'une idéologie proprement milicienne.

La terminologie de l'époque est aussi vague que la pensée politique: «La Milice française est composée de volontaires» mot-clé, très usé, physiquement aptes, non seulement à soutenir l'Etat nouveau par leur action, mais aussi à concourir au maintien de l'ordre intérieur».

La mission de la Milice en ce domaine est définie en des termes qui lui donnent tout au plus un rôle d'auxiliaire des services publics, sans révéler une volonté au service d'un plan. Il s'agit de «dissuader et suivre les symptômes d'agitation, repérer les «foyers de propagande antinationale», s'associer à la «répression des menées factieuses» et collaborer pour garantir en toute circonstance le fonctionnement des «services publics».

Ceci indiqué, il est vain d'entrer plus avant dans des investigations sur l'existence hypothétique d'une idéologie milicienne dès lors que, naître ou non d'une véritable idéologie, la Milice se présente comme et n'est réellement qu'un des forces composantes de l'Etat vichyssois.

A cet égard, le livre Paul Touvier et l'Eglise (il s'agit du rapport des historiens, travail présidé par René Remond), qui a été versé aux débats, contient des formulations significatives. A propos de la création de la Milice, le 30 janvier 1943, et du discours alors prononcé par Joseph Darnand, les auteurs indiquent qu'il avait alors «émergé une garde prétorienne qui se mettait sans doute au service d'un régime autoritaire, mais en estimant avoir le droit de l'orienter politiquement» (p. 64).

Plus loin, les historiens obser-

vent que «les miliciens, au titre de la Milice et du secrétariat au maintien de l'ordre, colonisent, sous le regard attentif et bienveillant de Kurt Oberg — le «chef suprême de la SS et de la police en France», — l'appareil d'Etat vichyssois...» (p. 65).

Ils relèvent qu'«au nom d'un projet idéologique cohérent la Milice s'attaque à la Résistance, à toute la Résistance», et que, «dans le même temps, la Milice développait un projet politique tendant à transformer l'Etat autoritaire qu'était Vichy en un Etat totalitaire» (p. 67).

En note 1 de la même page 67, les historiens indiquent, à propos du «plan de redressement» signé en septembre 1943 par Joseph Darnand et Marcel Déat notamment, et adressé directement aux responsables du Reich, que «les tendances totalitaires, fondées sur une Milice parti hégémonique, étaient formulées on ne peut plus clairement» mais que «l'occupant ne donna pas suite à pareille offre d'emploi pour des raisons d'ordre tactique... car le Reich préférait continuer d'utiliser à son profit Philippe Pétain et le gouvernement de Vichy».

Plus loin, les auteurs indiquent (p. 69): «On ne s'étonnera pas que la Milice ait pu susciter chez nombre de Français une véritable haine, car cette police, de plus en plus politique, aux visées hégémoniques affirmées, servait surtout de rabattre à l'occupant, au SD et à la SS».

(...) Le mouvement milicien avait sans doute une «visée hégémonique», cherchant à établir un Etat totalitaire: il est bien évident qu'il s'agit de ce mouvement qui avait été créé, c'est que l'Etat n'était pas totalitaire, et qu'il ne pratiquait pas lui-même une politique d'hégémonie idéologique.

En d'autres termes, la Milice, ou tout au moins certains de ses éléments, avait sans doute la volonté de s'emparer de l'appareil d'Etat, ce qui n'était qu'un projet qui n'a pas été réalisé, et de devenir le parti unique du pays, ce qui n'a pas été réalisé non plus.

En conséquence, on ne peut, sans jouer sur les mots, affirmer que l'Etat vichyssois, du seul fait qu'il suscitait la convoitise de partisans aux prétentions hégémoniques, fut, à quelque moment que ce fut, un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique.

Il fut certainement un Etat autoritaire qui devint, dans une période proche de son agonie, l'objet d'une tentative d'investissement par des éléments dont les plus actives auraient voulu instaurer en France le règne du parti unique, qui aurait été, alors, un parti hégémonique dans l'Etat.

Il est parfaitement vain de se demander si, au cas où ce projet avait été mené à bien, l'Etat vichyssois aurait pu devenir un Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique.

Il suffit de constater que, dans les faits, l'Etat vichyssois, quelles qu'aient pu être ses faiblesses, ses lâchetés et ses ignominies, ne peut être considéré comme ayant jamais appartenu à cette catégorie.

Par conséquent, dans la mesure où l'on rattache les agissements de Paul Touvier aux responsabilités qui étaient les siennes dans la Milice, le crime contre l'humanité ne saurait être constitué du fait que si la Milice avait des liens évidents avec l'Etat vichyssois, elle n'était, quels que fussent ses desseins proches ou les desseins de ses dirigeants, qu'une des forces composantes de cet Etat qui ne peut, sauf à fausser les données les moins contestées de l'Histoire, être qualifié d'Etat pratiquant une politique d'hégémonie idéologique.

NOUVELLES COLLECTIONS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 690 F
PANTALONS 895 F VESTONS 1 795 F
3 000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES
MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone: 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Technologie contre handicaps

Les chercheurs proposent des moyens de plus en plus perfectionnés pour venir en aide aux malchanceux de la vie

«UNE brève histoire de l'homme est un «best-seller» vendu à 4 millions d'exemplaires aux Etats-Unis et traduit en une douzaine de langues. Cette théorie sur l'homme pour fort brillante, a été rédigée par un homme qui, il y a une décennie, avait été relégué dans un établissement pour handicapés et considéré comme un demi-mort. En effet, l'auteur, Stephen Hawkins, un quinquagénaire américain, atteint depuis vingt ans d'une sclérose amyotrophique qui l'a privé de la parole et raccourci ses bras, le paralyse. Mais le cerveau est intact et fonctionne vite. Un autre handicapé, celui-ci, est un «bidonvillais» pour traduire la pensée de M. Hawkins, construire des phrases et les exprimer à haute et intelligible voix. Tels sont les miracles que l'on peut attendre des ordinateurs et des appareils à synthèse vocale.

Les avancées technologiques de ces dernières années ont apporté un formidable espoir à tous ceux qui, de naissance ou par accident, souffrent d'une déficience. Il n'est plus un handicapé, si durement frappé qu'il ait été, qui ne puisse grâce à leur aide accomplir aujourd'hui ce qu'il ne pouvait accomplir autrefois, sortir, au moins partiellement, de l'isolement et de la dépendance.

L'une des premières libertés, celle de se déplacer, est rendue à des personnes qui sont les infirmes moteurs. Pratiquement toutes les marques automobiles ont adapté leurs voitures aux besoins des paraplégiques. Quant aux constructeurs de «voitures», ils n'en sont plus à l'état de «manettes» qui ont connu les espoirs de 14-15. Les modèles d'aujourd'hui sont multiples et chaque année plus performants.

Qu'il s'agisse de polyvalents, d'intérieur ou d'extérieur, les «voitures» sont de plus en plus considérablement allégées. Pour les sportifs, on a mis au point des modèles super-légers en tungstène ou fibre de carbone, dotés de roulements à billes qui permettent de participer aux championnats de tennis ou de s'aligner victorieusement sur les mar-

Pour les grands invalides, le fauteuil électrique à commande électronique, avec ses batteries rechargeables, ses roues interchangeables, ses performances, est devenu une autonomie. Certains modèles sont capables de grimper des pentes accidentées et qu'on peut placer, à la demande, leur passage en position horizontale ou verticale, ce qui permet aujourd'hui à un immobilisé de saisir un objet ou une étagère inaccessible.

On peut même apercevoir dans les

laboratoires du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) un fauteuil «intelligent». Muni de capteurs électroniques, il peut exercer une pression sur une touche, traverser les portes, en longeant le corridor et évitant (1).

Debout sans l'aide de quiconque

Mais quel est le paraplégique qui n'a pas rêvé de redevenir tout simplement un pion ? Un appareillage permet de le faire. Les ingénieurs, neurologues et biomécaniciens ont mis au point un squelette articulé en matériaux composites, lequel se glisse le handicapé. En jouant des épaules et du tronc, il parvient grâce à une discrète cabine à se mettre debout. Il s'appuie sur un déambulateur à faire avancer alternativement ses jambes. Les muscles de celles-ci sont à la demande et en cadence stimulés par des électrodes placées sur la peau, aux points moteurs (2). En une centaine d'heures, un paraplégique apprend à coordonner ses mouvements, peut se tenir debout sans l'aide de quiconque et vaquer à des tâches domestiques durant une partie de la journée.

Pour ceux qui sont privés de l'usage de leurs bras et de leurs mains, le douloureux problème quotidien de bien manipuler les objets et les appareils. Les problèmes ne sont pas nouvelles mais elles se perfectionnent sans cesse. Voici, par exemple, la «main» myoelectrique, avec ses muscles artificiels, elle est animée par les contractions des muscles du bras opposé qui sont transmis à un moteur électrique alimenté par une batterie de poche.

Le savoir-faire accumulé par les atomistes dans la télé-manipulation des produits radioactifs a conduit les chercheurs du CEA de Fontenay-aux-Roses (3) à fabriquer beaucoup mieux. Ils ont inventé le robot Master. Plusieurs exemplaires de cette «main» sont utilisés dans des ateliers de fabrication pour handicapés lourds. Ils ont 1,30 m, pèsent 35 kilos, en fonte d'aluminium et plastique. Master est l'équivalent d'un bras humain dont les muscles seraient remplacés par six moteurs électriques. Chacun des mouvements qu'il est capable de faire (il y en a des milliers puisque le bras a 6 degrés de liberté) a été codé en équations et, grâce à la puissance de calcul d'un ordinateur, celles-ci sont traduites en commandes coordonnées envoyées à ses moteurs.

Le robot peut être commandé par une manette, un clavier, un interrupteur à pied, un mouvement de la tête transmis par ultra-sons et même par



La pratique du ski est possible pour les paraplégiques avec un matériel adapté

une simple injonction vocale. L'ordinateur interprète l'ordre et déclenche l'un des programmes qu'il a en tête. Le bras se déplace et grâce aux deux doigts placés à son extrémité peut, par exemple, saisir une cuillère et l'apporter de la bouche du paraplégé. L'ordinateur à tout instant la bonne exécution du mouvement. Master est assez doué pour introduire une cassette dans un magnétophone, attraper un livre sur une étagère, remplir un verre et faire le plein d'un réservoir. Il peut même son maître puis repasser l'objet sur la table. Les progrès de cet engin prodigieux sont énormes et ce jour n'en a encore effleuré le début, l'énorme potentiel.

Moins spectaculaires mais d'usage beaucoup plus courant sont les dispositifs mis en œuvre au Théâtre de Chaillot, à Paris, par Frédéric Leduc, un jeune spécialiste, pour que les aveugles et les sourds profitent des représentations (4). Aux malvoyants, on leur a fait entrer non seulement un programme en braille mais des feuilles en plastique sur lesquelles les décors de chaque scène ont été imprimés en relief par thermofor- mation. En outre, le spectateur reçoit un casque récepteur qui infiltre dans lequel il entend la règle lui décrivant les scènes, les déplacements et les déplacements des acteurs. Une oreille d'écoute est disposée dans le casque lui-même.

Une «bourse» électronique prénommée Lise

Pour certains enfants malentendants profonds, dont les langues maternelles sont inopérantes, un autre «miracle» est en train de se produire. Des chercheurs parisiens ont mis au point une oreille artificielle qui, dès l'âge de trois ans, peut remplacer l'organe déficient. Par voie chirurgicale, de minuscules électrodes sont placées dans le nerf auditif. Celui-ci peut ainsi transmettre au cerveau les messages sonores captés à l'extérieur par un

micro (5). C'est en fait dans le domaine de la communication que les avancées technologiques utilisées par les déficients sensoriels sont les plus spectaculaires. On trouve, par exemple, sur le marché un appareil émetteur-récepteur à fréquence à piles qui permet à un écolier sourd d'entendre le cours du professeur - celui-ci portant le même appareil accroché à sa veste - tout en écoutant les bruits d'ambiance. Dans les appartements, on trouve une «bourse» électronique prénommée Lise (6). Il s'agit de boutons branchés sur une centrale prise de courant. Ils captent les bruits, les transmettent en impulsion qui, en empruntant le réseau électrique, parviennent à un cadran lumineux que le sourd garde à portée de main. Sonne-t-on à la porte, le cadran pleure-t-il dans un berceau, la cocotte-minute siffle-t-elle ? La maman s'assure que le feu est allumé dans le living voit s'allumer un cadran lumineux correspondant.

Ce dispositif à quelques autres, permet de faciliter la vie domestique des handicapés, sont installés dans les appartements sociaux construits en plein centre de Châteaubery (7). Ils servent à la fois de démonstration et à plusieurs firmes françaises et étrangères montrent qu'elles proposent de plus en plus de voir ainsi un lit pour paralyse

quatre membres. Une sorte de tuyau en pipe monté au bout d'un flexible permet au tétraplégique de commander par de petites aspirations la mise en marche du télé, la réclamer ou même l'ouverture de sa porte d'entrée. L'impulsion pneumatique est transmise à un boîtier muni d'une membrane souple qui elle-même déclenche un interrupteur électrique. Sur un écran placé au pied du lit défille alors la liste des actions qui peuvent être mises en route. Par aspirations successives, l'usager peut enclencher, les arrêter et les reprendre à son gré.

Mais comment un paralyse peut-il téléphoner ? Un appareil baptisé Tétravox (8) permet au labo des télécommunications de Lannion pour voir. L'accoureur de son fauteuil, le handicapé dispose d'un micro qui transmet à un micro-ordinateur surmonté d'un écran permettant de vérifier que le message a été bien comprise. L'ordinateur puise dans sa mémoire les numéros de téléphone pré-enregistrés. Il met en route un téléphone sans main qui appelle le correspondant. La communication peut s'engager sans que le tétraplégique ait fait le moindre geste. L'ensemble a été expérimenté pour obtenir à l'impulsion quelle voix, ce qui a nécessité le travail de cent intonations différentes pour obtenir une voix passe-partout.

D'autres dispositifs électroniques similaires comme le Tétravox (9) d'aujourd'hui à leur maître mais sont capables de comprendre une certaine gamme de mots. Cela permet au handicapé de faire fonctionner sur simple injonction et par transmission infrarouge tous ses appareils électroniques : chaînes hi-fi, télé, etc. et même les portes et les fenêtres à condition que ces huisseries aient été équipées de récepteurs électroniques.

MIMI AMBROISE-RENDU
Lire la suite page 12

- (1) et (3) CEA, Commissariat, BP 6, Fontenay-aux-Roses Cedex. Tél : 46-34-91-18.
- (2) Deltamobile, 24, rue Maré-Séguin, 75018 Paris. Tél : 46-07-42-22.
- (4) Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris. Tél : 43-05-14-30.
- (5) IFIA, 7, rue Rougemont, 75017 Paris. Tél : 40-22-01-99.
- (6) SMS Audio électronique, 16, rue de la Bourne, 68100 Colmar. Tél : 33-38-55-14-30.
- (7) SMS Audio électronique, 16, rue de la Bourne, 68100 Colmar. Tél : 33-38-55-14-30.
- (8) et (9) CNFPLH, 38, boulevard de la République, 75011 Paris. Tél : 45-48-57-09.

L'espace français change de main

Dans le gouvernement de M. Bérégovoy, les affaires spatiales reviennent au ministre de la recherche, M. Curien, qui n'aura pas trop de temps pour préparer la conférence spatiale européenne de novembre prochain en Espagne

En récupérant la politique spatiale qui lui avait un peu échappé pendant environ quatre ans, M. Hubert Curien, désormais ministre de la recherche et de l'espace, reprend un domaine qui lui fut pas en son temps un très actif président du Centre national d'études spatiales, épaulé par deux ministres généraux de choc, MM. Yves Fassin et René d'Almeida, puis, tant que ministre, un négociateur infatigable lorsqu'il fallut, en janvier 1985, à Rome, signer le traité de coopération de l'espace spatiale pour les quinze ans à venir.

Sept ans ont passé depuis la conférence interministérielle où les Européens avaient pris des décisions ambitieuses sans véritablement s'engager financièrement. Aujourd'hui, M. Curien revient aux affaires spatiales. Avec plaisir. « M. Paul Quilès, dit-il, devenant ministre de l'intérieur et de la sécurité publique et quittant par conséquent le ministère technique où il était en charge de l'espace, l'espace retourne à un ministère technique. Celui de la

recherche, le président de la République ayant voulu le souvenir de mon mandat pour un autre ».

Le passé du ministre de la recherche et de l'espace est un peu complexe. En effet, pendant les quatre ans, son passage fut trop pour régler les problèmes. L'année qui s'écoulera sera guère facile. Car, l'espace a longtemps été une vitrine et un exemple de ce que pouvait être une bonne coopération européenne, il a aujourd'hui des implications politiques, ont d'autres urgences, une image moins brillante que par le passé, même si l'opinion publique reste favorable à l'effort spatial.

Les raisons ? Elles sont multiples. À commencer par le fait que les pionniers où la spectaculaire, comme la conquête de la Lune, l'ont encore recetté. Et puis, il y a surtout que l'espace rentre désormais dans le rang et, comme n'importe quelle activité industrielle, les effets d'activité budgétaire qu'il a une rigueur budgétaire qui défie la sur l'Europe. La dernière conférence interministérielle

Munich, en novembre 1981, pour laquelle M. Paul Quilès, ministre de l'espace des gouvernements Pompidou et Cresson, s'est dépensé pour compter, en fut d'ailleurs la parfaite illustration.

Soixante pour cent d'augmentation en cinq ans

Loin du Ministère de l'Environnement, les grands programmes spatiaux (station habitée Columbus au centre spatial Hermès) et de leur financement ont plusieurs années, les ministres de l'Europe ont «saucissonné» les budgets et ont accordé des crédits pour maintenir un grand projet des représentants français. Un demi-décennie donc que cette conférence interministérielle, avec l'annonce d'une augmentation de 60 % d'engagement des programmes de satellites en 1985 de données à l'Agence spatiale européenne. Mais les années à venir s'annoncent difficiles.

Un défi qui ne s'annonce pas M. Curien. « Ce qui me rend optimiste, dit-il, c'est que, le dernier mandat, dans une conférence de l'espace, l'Europe de l'espace

européenne et le monde de l'Europe s'enrichissent. Tous les Etats-membres de l'Agence spatiale européenne n'ont pas le même de la France qui, en 1981, a cinq milliards de francs, sous le règne de M. Quilès, le son budget a augmenté de plus de 60 % : 6 491 MF en 1988, 6 453 MF en 1989, 7 187 MF en 1990, 7 929 MF en 1991 et 8 403 MF en 1992.

Certes, une telle manne a permis de lancer le développement de l'Agence spatiale européenne, de poursuivre les projets spatiaux et de la traduction de la coopération spatiale. Mais la mission franco-russe Antares, la mise en chantier des nouvelles d'observation Spot-4 et ERS-2 et d'engager les programmes de satellites en 1985 de données à l'Agence spatiale européenne. Mais les années à venir s'annoncent difficiles.

Nul doute qu'avant de rendre-vous espagnol les Européens se réexaminent dans le détail le calendrier des programmes Hermès et Columbus, avec peut-être à la clé une révision

m'a paru reprendre de la cohérence et du sens. L'Europe a, en fait, le volontaire de son rôle politique spatiale européenne et de l'Agence spatiale européenne. Les nouvelles américaines et soviétiques ont été l'outil spatial de l'ex-Union soviétique ? Cela va être la politique de la NASA et de son nouvel administrateur ? »

Tous les ministres qu'il y a eu ont eu quelque chose à dire sur le sujet. L'Agence qui s'annonce « cruciale » et les responsables de l'Europe spatiale n'auront pas trop des quelques mois qui leur sont pour préparer la conférence spatiale européenne de novembre prochain en Espagne sur le sujet. Si les ministres paraissent d'accord à maintenir une présence européenne dans l'espace, les ministres clairs sur la façon d'y parvenir parce que gènes financiers.

Nul doute qu'avant de rendre-vous espagnol les Européens se réexaminent dans le détail le calendrier des programmes Hermès et Columbus, avec peut-être à la clé une révision

la la Défense des ambitions européennes. Peut-être même la ministre de la Défense s'en sera-t-elle à s'interroger sur les implications de son rôle en charge de l'espace français et sur les implications (Délegation générale de l'espace, Comité de l'espace et Centre national d'études spatiales) pour disposer de son rôle de négociation de fin d'année de l'Agence spatiale européenne fortes et transparentes.

D'autant plus fortes, qu'il va falloir, selon M. Curien, regarder les activités spatiales européennes avec une plus grande attention, sans se raconter d'histoires. Il y a malheureusement d'un paquet de programmes sans fin de pouvoir les financer d'une façon normale. Cela n'est pas évident, n'est-ce pas ? Mais, ajoute-t-il, n'oublions pas que, au-delà des problèmes financiers, qui est important c'est de savoir ce que l'on veut faire et ce que l'on peut faire.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

SCIENCES • MÉDECINE

Le syndrome Superphénix

Depuis juillet 1990, le surgénérateur de Creys-Malville est à l'arrêt. Après la vague verte des élections régionales, le gouvernement prendra-t-il le risque de remettre en route cette installation contestée ?

FAUT-IL redémarrer Superphénix ? Pour les Verts, dont c'est l'une des priorités, pas question de relancer ce réacteur surgénérateur à la taille industrielle (1 200 MW), construit sur les bords du Rhône, à Creys-Malville (Isère), à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon. « Trop dangereux, disent-ils, en raison de la présence de plutonium dans le cœur et de milliers de tonnes de sodium liquide pouvant donner lieu à des incendies catastrophiques. Et puis Superphénix a battu tous les records de panne et de bricolages. »

A l'appui de leur refus, la longue série de pannes et de redémarrages du réacteur. Mis en service en septembre 1985, couplé au réacteur de la DSN, Superphénix a connu un premier arrêt en 1987 après la découverte d'une fuite de sodium sur le système de transfert du combustible nucléaire (barillet). Remis en service en avril 1989, il a été nouveau stoppé en septembre pour un réarrangement du système de refroidissement.

Une série noire pourrait s'arrêter là. Mais il n'en est rien et la détection, fin avril 1990, peu après la remise en service du réacteur, d'une fuite de sodium dans le circuit secondaire de la machine entraîne, quelques jours plus tard, un nouvel arrêt suivi d'un redémarrage en juin et d'un nouvel arrêt en juillet 1990, consécutif à la pollution (phénomènes d'oxydation) du sodium liquide au refroidissement du réacteur.

Vers une pénurie d'uranium

Il n'en faut pas plus pour que les opposants à Superphénix se remobilisent, tant en France qu'en Suisse, et tentent de bloquer l'installation. Ils ont pour eux une bonne raison : la pénurie d'uranium. Les réserves mondiales d'uranium sont estimées à 27,5 milliards de tonnes (prix 1986) qui n'auraient fonctionné qu'un peu plus d'un siècle à un rythme de consommation actuel. Or, on s'attend à une augmentation de la demande. Faut-il s'en étonner ? C'est tout à fait normal, plaident les ingénieurs, qui expliquent qu'en

peut pas demander à un réacteur prototype, de surcroît unique au monde, de « tourner » comme une machine à vapeur. Les ingénieurs de la DSN, qui ont construit à Creys-Malville des dizaines d'exemplaires et pour lesquels on dispose d'un retour d'expérience français et étranger sans égal.

Alors ? « Il faut redémarrer, dit M. Pierre Bacher, directeur délégué à l'équipement à la DSN. Nous sommes convaincus qu'on aura besoin tôt ou tard des surgénérateurs. Bien sûr, la France n'en aura pas besoin seule. Le problème est mondial. Aujourd'hui, avec un peu plus de 300 gigawatts de puissance installée dans le monde, il n'y a pas vraiment de tension sur le marché de l'uranium. Mais, si on passe à 500 GW, on aura besoin de surgénérateurs. On ne peut pas attendre 2020 ou 2030, il y aura pénurie de matière première et le recours aux surgénérateurs, qui brûlent le combustible nucléaire avec un rendement de 40 %, sera indispensable. »

Pour répondre à ce défi énergétique, les surgénérateurs doivent être développés à l'échelle industrielle, à l'échelle des énergies renouvelables, en particulier celles relatives au solaire, et la mise en place de technologies énergétiques plus efficaces, la cogénération. Aussi, dans cette perspective, M. Bacher souhaite préparer, « C'est maintenant qu'il nous faut acquiescer de l'expérience et des compétences. »

« C'est maintenant, insiste-t-il, qu'il faut préparer le dossier d'un surgénérateur moderne, car, entre Superphénix et les réacteurs rapides que l'on construira peut-être en petite série en 2020-2030 en Europe, il faudra avoir un premier modèle de ces futurs réacteurs. » Et d'ajouter que « dans ce domaine, il serait bon, dans les programmes de recherche et de développement, de faire appel à l'expertise des Japonais. »

Il faut donc redémarrer, disent les promoteurs de Superphénix. Redémarrer, mais sous réserve bien sûr d'un avis favorable rendu par le groupe permanent de la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) et

soumis à la direction de la sûreté de la centrale. Redémarrer, mais plus de six cents personnes, auxquelles s'ajoutent les personnels des équipes de soutien, interviennent sur le réacteur. Redémarrer parce qu'il y a encore 10 térawatts/heure d'énergie « stockée » dans le cœur et les recharges de Superphénix.

450 millions de francs de frais fixes

Redémarrer aussi parce qu'un arrêt d'un an pour une installation de ce type coûte 450 millions de francs de frais fixes (2) et que les intérêts des emprunts et les remboursements des prêts courent toujours « quoi qu'il se passe ». Redémarrer enfin parce que, d'une manière ou d'une autre, d'autres pays poursuivent leurs efforts sur cette filière : les Japonais, qui s'apprêtent à mettre en service leur réacteur de Monju, toujours validé par l'Autorité de sûreté nucléaire, les Britanniques, qui ont lancé un programme de recherche avec les installations EBR-II et FFTF.

Toutes ces bonnes intentions sont louables. Mais la remise en service de Superphénix ne serait-elle pas le signe d'une mauvaise gestion des programmes de recherche et de développement ? Les Américains, discrètement mais fermement, en maintenant leurs programmes de recherche avec les installations EBR-II et FFTF.

Il y a eu d'abord l'affaire du barillet et de ses fuites de sodium qui ont mis à la fois en évidence des problèmes de conception et de qualité de matériel. Une erreur excusable ou égaré au niveau de connaissances techniques que l'on avait au moment de la conception de Superphénix. Dix ans plus tard, en effet, on aurait sans doute fait autrement et évité ce délicat dispositif.

Résultat : des mois d'arrêt pour Superphénix, des opérations de démantèlement délicates et la reconstruction, pour environ 400 millions de francs (3), d'un nouveau poste de transfert du combustible opérationnel depuis la fin du mois de décembre 1991. Du coup, l'annulation, en mai 1991, par le conseil d'Etat d'un

arrêté relatif au fonctionnement provisoire de Superphénix, sans son barillet, pour une durée maximale de « 325 jours équivalents pleine puissance » n'est plus d'actualité.

Le réacteur est resté à l'arrêt, mais le bel ordonnancement du programme. En avril 1990, une nouvelle fuite de sodium de 10 à 30 litres par heure était découverte sur le circuit secondaire et « parfaitement maîtrisée ». Les équipes de conduite de la centrale.

Les deux mois plus tard, les mêmes équipes éprouvaient des difficultés à identifier la pollution accidentelle du sodium du réacteur oxydé par une entrée d'air intempestive dans le circuit de refroidissement de la machine. « Nous avons fait une erreur d'appréciation des mesures, reconnaît M. Jean Duboulet, chef adjoint de la centrale. Nous avons bien détecté quelque chose, mais nous pensions qu'il s'agissait d'une pollution momentané du sodium. »

Plus tard, il nous a fallu quinze jours, aidés par les spécialistes du sodium, pour faire passer le sodium oxydé par une entrée d'air intempestive dans le circuit de refroidissement de la machine. « Nous avons fait une erreur d'appréciation des mesures, reconnaît M. Jean Duboulet, chef adjoint de la centrale. Nous avons bien détecté quelque chose, mais nous pensions qu'il s'agissait d'une pollution momentané du sodium. »

Trois semaines pour interpréter les faits

L'explication n'a pas entièrement satisfait les autorités de sûreté, et le patron de la DSN, M. Michel Laverie, ne s'est pas privé de le faire savoir. « Déjà, lors de la fuite du barillet, il avait fallu trois semaines, disaient-ils, pour interpréter les données et arrêter le réacteur. Cela fait beaucoup. C'est trop long », reconnaît M. Pierre Franck Chevet, responsable des réacteurs de puissance à la DSN, qui s'élève à ces détails de l'exploitation à réagir à l'évolution anormale d'un paramètre.

Conséquence : la filière des réacteurs de puissance de la DSN, qui s'élève à ces détails de l'exploitation à réagir à l'évolution anormale d'un paramètre.

opérationnel à la fin de 1992. Parallèlement, nous avons amélioré le système de maintenance, « rectifié » le nouveau poste de transfert du combustible et fait installer de nouveaux systèmes de mesure, notamment des détecteurs d'air dans le circuit argon de la machine. »

Mais cela ne suffit pas. Et, pour que les dossiers de sûreté de Superphénix puissent faire l'objet d'un examen approfondi de la part du groupe permanent chargé de son avis à la DSN pour le redémarrage du réacteur, les autorités de sûreté ont demandé que soient réalisés des travaux de sûreté. La première relative à certains liens de sodium. Superphénix en contient 3 000 tonnes - fait suite à des interrogations soulevées par le terrible incendie qui avait ravagé la centrale solaire d'Almeria.

Un phénomène mystérieux

« Le problème, explique M. Chevet, est de savoir quelles peuvent être les conséquences d'un jeu de sodium pulvérisé dans la brèche d'une conduite de plusieurs dizaines de centimètres de diamètre. Ces feux libèrent en effet plus d'énergie que les feux en nappe et il est important de savoir comment ils peuvent réagir sur les structures avoisinantes. Pour ces raisons, nous avons vérifié les fabrications, contrôlé le nouveau état des boucles de sodium, installé de nouveaux systèmes de détection et renforcé ainsi notre première ligne de défense en profondeur. »

La deuxième série d'études est relative à un problème plus mystérieux : le fantôme de Phénix. A plusieurs reprises, le réacteur de Marcoule a connu, en 1989, soudaines baisses de réactivité, un ralentissement bref des réactions de son cœur, suivi d'un arrêt. L'origine de ce phénomène ? Inconnue. Toute la science des experts français et étrangers n'a pas permis de construire le vrai scénario de cette affaire.

On a cru à la formation d'une bulle d'argon qui aurait perturbé la belle neutronique du cœur. Puis, tous calculs faits, il a fallu aller à l'autre bout du spectre : les neutrons. Des observations de chaînes informationnelles des phénomènes électromagnétiques.

L'on a fait intervenir des causes aussi diverses que l'activité solaire ou que la « spiration » du cœur de Phénix animé de petits mouvements radiaux verticaux pouvant perturber légèrement son fonctionnement.

Bref de quoi stimuler l'imagination des ingénieurs et leur donner quelques migraines. Car, si l'on n'a pas découvert la véritable origine de ce phénomène, il était important pour des raisons de sûreté de démontrer que tous les scénarios envisagés conduisant à une baisse de réactivité du réacteur ne pouvaient pas donner lieu à une hausse de réactivité. « Tout bien pesé, affirme M. Chevet, on a pu montrer que, dans toutes les hypothèses, la sûreté du réacteur n'était pas remise en cause. »

D'où l'autorisation qui a été donnée aux équipes du CEA de redémarrer Phénix à faible puissance en espérant enregistrer le phénomène, s'il se produit à nouveau, grâce aux nombreux capteurs dont il a été équipé. Finalement, les experts se sont livrés à des réflexions similaires sur Superphénix et ont montré que, dans ce cas, la sûreté de l'installation n'était pas remise en cause. L'ensemble des scénarios envisagés. Alors, que faire ? Redémarrer ou maintenir l'arrêt ?

La réponse est entre les mains du groupe permanent, qui aura à formuler prochainement son avis pour le compte de la DSN. Cette dernière se livre alors vers le gouvernement pour savoir quelle décision à donner. Mais, dans le contexte actuel, les politiques ne risquent-ils pas, du fait des résultats obtenus par les écologistes, de dire, comme pour les essais nucléaires dans le Pacifique, que, qu'il soit urgent d'attendre ? Avec toutefois le souci de la sécurité de la centrale nucléaire, qui veut que toute installation nucléaire immobilisée depuis plus de deux ans fasse l'objet de nouvelles procédures d'autorisation. Or, l'échéance est en juillet.

J.-F. A.

(1) Des surgénérateurs.
(2) Parts des recettes pour non-production d'électricité non comprise.
(3) Les compagnies nucléaires ont payé la plus grande part.

Technologie contre handicaps

page 11

Le vieux système braille lui-même a vu ses possibilités décuplées par l'intervention des ordinateurs. Ainsi, ce que les spécialistes appellent le « lecteur de braille électronique » permet aujourd'hui à un aveugle de lire n'importe quel texte - livre, rapport, lettre, etc. - par l'ordinateur qui lui est adjoint. Le malvoyant promène ses doigts sur une plaquette percée de trous. Commandée par un dispositif photo-électronique, ses impulsions de l'ordinateur, les points plastiques jaillissent, oriflèvent, forment une phrase en alphabet braille, puis s'effacent pour laisser surgir une nouvelle série. Le lecteur de braille électronique souhaite par le lecteur. Une simple disquette contient l'équivalent de vingt volumes de dictionnaire ou un dictionnaire en ligne sur feuille. L'appareil peut aussi lire des textes en synthèse ou en langage. L'usager quelques dizaines de vision, l'inscrivant sur un écran (10).

La firme IBM enfin a adapté ses micro-ordinateurs aux handicaps. Une batterie de ces ordinateurs électroniques en démonstration-vente place Vendôme, à Paris (11). Handicapés, par exemple, la voix d'un tétraplégique, le tape son courrier sous sa dictée. Les la

lettre enveloppe. Le « reader », lui, dialogue à voix avec un aveugle et peut lui lire le journal. L'ordinateur lui fait remplir une feuille de braille.

Tous ces bijoux technologiques ne rêvent pas la plupart en stade expérimental. Utilisés, ils ont démontré leur efficacité. Ils ont permis de travailler à l'Ageph (12), peuvent équiper des postes de travail des entreprises mais leur prix les met hors d'atteinte. L'immense majorité des handicapés, les laboratoires poursuivent néanmoins leurs recherches. Les inventions pourront être passées en revue lors du Salon Automatique qui se tiendra l'an prochain à Paris (13). On y attend plus de 140 exposants et 300 visiteurs.

Sur ce marché, apparemment limité, c'est qu'il y a beaucoup de monde. Les handicapés sont 3 millions en France, qui souffrent de handicaps. Ils éprouvent des difficultés à faire tel ou tel geste de la vie quotidienne. La haute technologie ne deviendra accessible aux grands handicapés de la vie que si elle sert au plus grand nombre.

MARC AMBROISE-RENDU

(10) Agnès, 5 rue Guilleminot, 75014. Tél. : 43-20-53-21.
(11) Centre de handicapés, 3, place Vendôme, Paris. Tél. : 40-15-53-05.
(12) Ageph (Fonds pour l'insertion professionnelle des handicapés), 14, Delambre, 75014 Paris. Tél. : 43-33-19-89.
(13) Automatique, 83, rue Michel-Ange, Paris. Tél. : 43-39-41-45.

Transporteurs de vie

L'identification d'un gène essentiel aux fonctions végétales ouvre de nouvelles perspectives agronomiques

ON connaît le rôle des canaux ioniques, ces petites structures biochimiques qui assurent la circulation des ions de part et d'autre des cellules vivantes. On les avait jusqu'ici trouvés dans les membranes des cellules animales, et dans la plupart des pathologies humaines du système nerveux, cardiaque ou musculaire. Au point que leur étude mobilise désormais des dizaines d'équipes dans le monde et tous les moyens de la recherche moderne, comme le montage des récentes Journées internationales de la biologie organisées par la direction des sciences du vivant du CEA sur le thème des « récepteurs, canaux ioniques et leurs ligands » (le Monde du 11 décembre 1991).

De l'animal au végétal, la frontière vient d'être franchie. Pour la première fois, une équipe de Montpellier et de Gif-sur-Yvette (1) est parvenue à identifier un transporteur d'ion minéral sur une plante supérieure : une protéine capable de prélever du potassium à partir du sol qui ouvre de nouvelles perspectives agronomiques, puisque ces travaux, publiés dans un prochain numéro de Science (2), pourraient à long terme permettre une utilisation des engrais et la mise au point d'herbicides plus spécifiques. Les plantes, comme les animaux, ne peuvent vivre sans minéraux. Il leur faut un apport permanent de calcium, de sodium, et surtout de potassium. Elles neutralisent les charges électrostatiques à l'intérieur des cellules, contrôlent le potentiel électrique de leur membrane, cet ion positif, le plus abondant du milieu cellulaire, exerce en effet des fonctions vitales

dans tous les tissus de la plante. Croissance et turgescence des cellules, ouverture et fermeture des stomates, orientation des tiges, les racines à la pointe des feuilles, le potassium intervient à tous les niveaux de la vie végétale, grâce à des protéines membranaires spécialisées qui se chargent de le répartir dans tout l'organisme.

Une activité de longue date

« L'activité de ces protéines, qui est déterminée par différents facteurs d'environnement (régulation de croissance, lumière, pression hydrostatique), a été prouvée de longue date grâce aux données expérimentales de l'électrophysiologie », précise Sentenac, chercheur à l'INRA de Montpellier. Il est en effet possible, depuis plusieurs années, d'enregistrer les infimes courants électriques (on millesime de milliampère d'ampère) traversant les canaux ioniques, grâce à une technique qui vaut à ses deux

inventeurs, Erwin Neher et Bert Sakmann, le prix Nobel de médecine 1991.

Mais les transporteurs d'ions minéraux, extrêmement spécialisés et très efficaces, sont présents en très petites quantités dans les membranes cellulaires. Ce qui explique qu'aucun d'entre eux n'ait pu jusqu'alors être identifié, chez les plantes, au niveau moléculaire. Pour y parvenir, les chercheurs français ont fait appel à un mutant de levure dont les transporteurs de potassium étaient défectueux. En introduisant à l'endroit de la levure des fragments de gènes issus d'une plante supérieure (3), ils ont identifié, selon une technique dite de « complémentarité hétérologue », celui qui restaurait l'aptitude de la levure à absorber le potassium.

Surprise : le gène qui gouverne la synthèse de ce transporteur d'ion végétal se révèle très proche, par sa structure, de celui des canaux à ions présents dans le système des mammifères. « Ces systèmes de transport proviennent

d'un gène ancestral très ancien, présent avant la divergence des végétaux et des animaux », souligne-t-on au laboratoire de Montpellier, où les chercheurs vont maintenant chercher à élucider le mécanisme de fonctionnement de la protéine correspondante. Une « clé » d'autant plus précieuse que les équipes américaines de l'université de l'Illinois (Evanston, Illinois), en employant une méthodologie similaire, viennent d'identifier dans la plante un deuxième transporteur de potassium.

« Comme dans les cellules animales, le transport d'ions minéraux dans les cellules végétales est sous le contrôle d'un grand nombre de protéines membranaires différentes, dont la connaissance moléculaire, selon toute vraisemblance, ouvrira à de multiples perspectives agronomiques », conclut M. Sentenac. Les plantes impliquées dans la fonction essentielle, « greffées » dans des plantes de culture par manipulations génétiques, pourraient notamment permettre une utilisation plus rationnelle des engrais phosphatés. Ou encore la mise au point de nouveaux herbicides, capables d'inhiber de façon spécifique le transport du potassium dans les plantes indésirables.

CATHERINE VINCENT

(1) Laboratoire de biochimie et de physiologie végétales de Montpellier (Ecole nationale supérieure d'agronomie, INRA, CNRS) et Centre de génétique moléculaire de Gif-sur-Yvette (CNRS).
(2) A paraître dans Science daté 1^{er} mai.
(3) Il s'agit de l'espèce *Arabidopsis thaliana*, mauvaise herbe devenue plante modèle des généticiens du fait de la très petite taille de son génome haploïde (100 millions de paires de bases).

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

2. - **PROCHE-ORIENT** : reprise des négociations israélo-arabes. Israël présente un document de travail sur les territoires occupés qui est en retard par rapport aux accords de Camp David. Le 3, les Palestiniens proposent un projet de gouvernement autonome dans les territoires occupés, rejeté le 4 par Israël. Le 17, Israël choisit de renoncer aux garanties bancaires américaines à un prêt de 10 milliards de dollars plutôt que d'arrêter la colonisation des territoires occupés (4, 5, 6, 18, 19, 26).

3. - **MAROC** : le roi Hassan II annonce une prochaine révision de la Constitution qui sera soumise à référendum. Des élections législatives auront lieu avant le 9 octobre (5).

3. - **ÉTATS-UNIS** : les primaires de la Géorgie, dans le Maryland et l'Utah. Chez les républicains, ils sont remportés par George Bush, qui reste néanmoins désavoué par un élu de l'électorat au profit de Buchanan. Chez les démocrates, Bill Clinton remporte sa première victoire dans le Maryland et l'Utah. Le 5, le sénateur Bob Dole se retire de la course à l'investiture du Parti démocrate, suivi par Tom Harkin le 6 (3, 4, 5, 6, 7, 11).

4. - **ALGÉRIE** : le Front islamique du salut (FIS) dissout le 12 le ministre de l'Intérieur dans le bilan officiel des affrontements entre islamistes et l'ordre depuis janvier : 101 morts et 414 blessés. Le 22, des centaines de prisonniers sont transférés au Sahara. Le 29, le gouvernement dissout une partie des assemblées locales dominées par le FIS (4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 18, 19, 24, 31).

5. - **ISRAËL** : mort de Menachem Begin, premier ministre de 1977 à 1983 (4, 5, 10, 11).

9. - **LIBAN** : publication du bilan officiel de la guerre. Entre 1975 et 1990, le conflit a fait 144 240 morts, 17 415 disparus et plus de 197 506 blessés (11).

10. - **ÉTATS-UNIS** : « super primaires » dans les états où il n'y a pas de caucus. George Bush vainqueur des

huit « primaires » républicaines à un tour de scrutin de 70 % des suffrages. Il est élu à l'investiture. Chez les démocrates, Bill Clinton l'emporte sur Paul Tsongas. Le 17, M. Bush et C. Clinton remportent les primaires dans l'Illinois et le Michigan. Le 19, Paul Tsongas se retire de la course à la présidence (10, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 20, 21).

11. - **GRANDE-BRETAGNE** : John Major annonce que des élections générales auront lieu le 9 avril. La veille, Norman Lamont, chancelier de l'Échiquier, a présenté le projet de budget. Le 16, le Parlement est dissout (12, 13, 18, 20, 21, 26 et 1/TV).

12. - **AFGHANISTAN** : après le rejet du plan de paix de l'ONU par le Parti islamique afghan, la recrudescence des troubles ethniques met le régime en difficulté. Le 18, les rebelles islamiques prennent la ville de Mazar-i-Sharif. Le 26, l'ONU annonce vouloir accélérer le règlement politique (2, 3, 14, 18, 20, 21, 26, 29-30, 31, 1/TV).

13. - **TURQUIE** : un séisme d'une magnitude de 6,3 détruit une partie de la ville d'Erzincan dans l'est du pays. Le bilan est de plus de mille morts. Le 3, une catastrophe minière à Kozlu avait fait près de quatre cents morts (5, 6, 15-16, 17, 19).

13-15. - **ÉGLISES ORTHODOXES** : rencontre réunie à Athènes les quatorze patriarches et chefs d'églises orthodoxes dans le monde (6, 17).

13-15. - **CHOMBOGE** : l'opération de paix de l'ONU débute officiellement avec l'arrivée à Phnom Penh du chef de l'APRONUC. Le 30, les 370 000 réfugiés cambodgiens à Thaïlande commencent à rentrer au pays (17, 21, 31).

17. - **AFRIQUE DU SUD** : le succès du référendum (68,7 % des voix) sur la question de la sécession des 29 millions d'électeurs blancs au référendum sur la politique de réformes ouvre la voie à l'accélération de la politique de partage du pouvoir du président De Klerk (7, 10, 11, 14, 15-16, 17, 18, 19, 20, 21).

17. - **PROCHE-ORIENT** : un attentat à la bombe détruit l'ambassade d'Israël à Buenos-Aires. Le bilan est de 23 morts et plus de

Mars 1992 dans le monde

La chronologie par le dimanche (du mardi au dimanche) de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

18. - **CHINE** : le bureau politique, réuni les 9 et 10, relance les projets de réformes économiques inspirés par Deng Xiaoping. Dans les débats à l'Assemblée nationale populaire, les partisans des réformes prennent le dessus (10, 13, 14, 17-18, 19, 21, 23, 28).

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

21-22. - **TURQUIE-ALBANYE** : les forces gouvernementales et séparatistes kurdes font quelque cinquante-cinq morts. Le 27, l'Allemagne interrompt les livraisons d'armes à la Turquie, ce qui provoque une polémique entre les deux pays. Une crise en Allemagne où le ministre de la défense, Gerhard Stoltenberg, démissionne le 31. Il

est remplacé par Volker Rühe (24, 25, 27, 28, 29-30, 31, 1/TV, 1/TV).

22. - **ALBANIE** : la victoire de l'opposition - le Parti démocratique - conduit par Sali Berisha, aux deuxièmes élections législatives libres scelle la fin du communisme (21, 24, 25, 26).

23. - **LIBYE** : Tripoli annonce de livrer deux Libyens soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat à la bombe contre le vol de la Pan Am, au-dessus de Lockerbie, en Écosse, en décembre 1988. Le même jour, Washington, Londres et Paris suspendent leur demande de sanctions contre la Libye, déposée au Conseil de sécurité de l'ONU le 10 janvier 1992 (11 mars). Le 25, la Libye fait volte-face et refuse de livrer deux agents. Le 31, le Conseil de sécurité vote la résolution 748 imposant à la Libye de livrer les auteurs d'ici au 15 avril, sous peine d'un embargo pétrolier et d'autres sanctions (21, 23, 31, 1/TV).

29. - **ISRAËL** : le 29, David Lévy, ministre des Affaires étrangères, annonce qu'il a le chef du gouvernement Itzhak Shamir, menace de démissionner (1-2, 3, 31).

30. - **BRESIL** : le gouvernement présente un référendum collectif au président Collor de Mello (1/TV, 1/TV).

23-24. - **ALBANYE** : un incident dans la centrale nucléaire « Lenin » près de Saint-Petersbourg, entraîne une fuite de gaz radioactifs (25, 26).

23. - **FRANCE-ESPAGNE** : onze membres de l'ETA militaire sont arrêtés au Pays basque français, à Bidart. Parmi eux figurent trois dirigeants de l'organisation séparatiste, dont leur chef présumé, Francisco Mugica-Garmendia, dit « Artapalo » ou « Pacho » (2, 5, 9, 31, 1/TV).

29. - **ISRAËL** : le 29, David Lévy, ministre des Affaires étrangères, annonce qu'il a le chef du gouvernement Itzhak Shamir, menace de démissionner (1-2, 3, 31).

30. - **BRESIL** : le gouvernement présente un référendum collectif au président Collor de Mello (1/TV, 1/TV).

23-24. - **ALBANYE** : un incident dans la centrale nucléaire « Lenin » près de Saint-Petersbourg, entraîne une fuite de gaz radioactifs (25, 26).

23. - **FRANCE-ESPAGNE** : onze membres de l'ETA militaire sont arrêtés au Pays basque français, à Bidart. Parmi eux figurent trois dirigeants de l'organisation séparatiste, dont leur chef présumé, Francisco Mugica-Garmendia, dit « Artapalo » ou « Pacho » (2, 5, 9, 31, 1/TV).

29. - **ISRAËL** : le 29, David Lévy, ministre des Affaires étrangères, annonce qu'il a le chef du gouvernement Itzhak Shamir, menace de démissionner (1-2, 3, 31).

30. - **BRESIL** : le gouvernement présente un référendum collectif au président Collor de Mello (1/TV, 1/TV).

23-24. - **ALBANYE** : un incident dans la centrale nucléaire « Lenin » près de Saint-Petersbourg, entraîne une fuite de gaz radioactifs (25, 26).

23. - **FRANCE-ESPAGNE** : onze membres de l'ETA militaire sont arrêtés au Pays basque français, à Bidart. Parmi eux figurent trois dirigeants de l'organisation séparatiste, dont leur chef présumé, Francisco Mugica-Garmendia, dit « Artapalo » ou « Pacho » (2, 5, 9, 31, 1/TV).

29. - **ISRAËL** : le 29, David Lévy, ministre des Affaires étrangères, annonce qu'il a le chef du gouvernement Itzhak Shamir, menace de démissionner (1-2, 3, 31).

30. - **BRESIL** : le gouvernement présente un référendum collectif au président Collor de Mello (1/TV, 1/TV).

23-24. - **ALBANYE** : un incident dans la centrale nucléaire « Lenin » près de Saint-Petersbourg, entraîne une fuite de gaz radioactifs (25, 26).

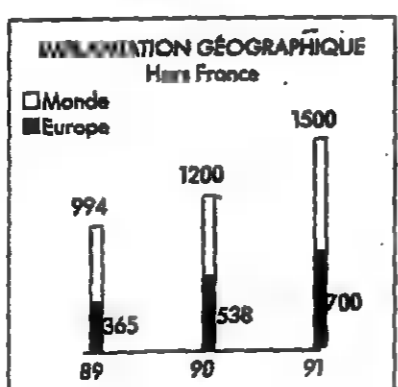
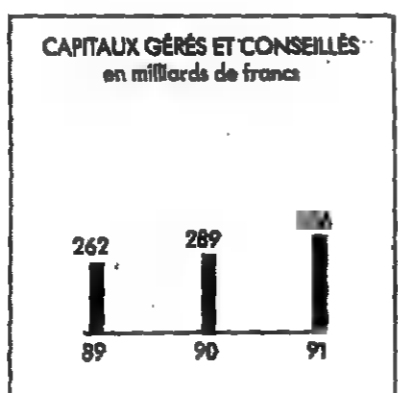
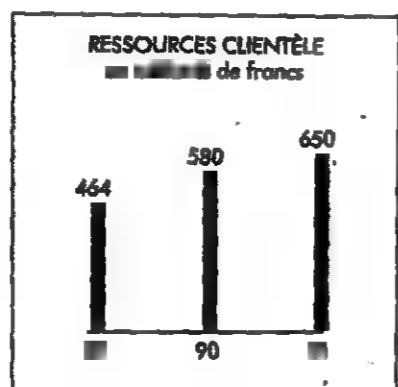
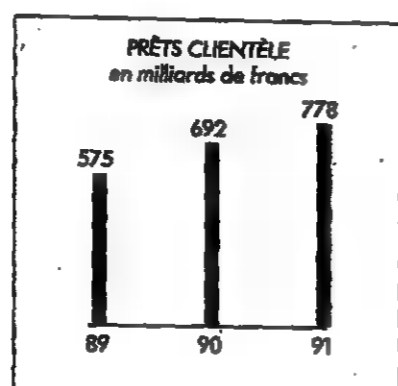
LE GROUPE CREDIT LYONNAIS EN 1991

Résultat brut d'exploitation: 13,3 milliards de francs

Résultat net global: 4,1 milliards de francs

Avec une activité en forte expansion, le Crédit Lyonnais confirme son dynamisme.

Le résultat brut d'exploitation en hausse sensible traduit le nouveau développement de la capacité bénéficiaire du groupe. Il permet, après l'excellente année 1990, de maintenir un bon niveau de résultat net tout en doublant les provisions sur risques clientèles.



NOUVELLE PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ

En dépit du ralentissement de la conjoncture économique, le Crédit Lyonnais a enregistré une forte progression de ses activités:

en milliards de francs	
■ Total de bilan	1587 + 8,5%
dont 25% ■ Europe (hors France)	
■ Prêts clientèle	778 + 12,4%
■ Ressources clientèle	650 + 12,1%
dont ■ Europe (hors France)	214 + 23,4%
■ Capitaux gérés et conseillés	356 + 23 %
■ Participations industrielles et commerciales	38 + 55 ■
■ Marchés: 1 ^{er} ■ France pour les augmentations de capital, les offres publiques et les introductions en bourse, 1 ^{er} pour les émissions obligataires libellées en francs.	

RÉSULTAT NET GLOBAL DE 4,1 MILLIARDS DE FRANCS APRÈS 9,6 MILLIARDS DE FRANCS DE PROVISIONS

Le développement des activités s'accompagne d'un nouvel élargissement de la capacité bénéficiaire du groupe permettant, dans un environnement marqué par l'aggravation des risques, d'absorber un accroissement important des dotations aux provisions, tout en dégageant un bon niveau de résultat net:

en milliards de francs	
■ Produit net bancaire	46,3 + 13,5%
■ Résultat brut d'exploitation	13,3 + 14,2%
dont en Europe (hors France)	4,7 + 62 %
■ Dotations nettes aux provisions sur risques clientèle	9,5 + 125 %
■ Résultat net global	4,1 - 10,6%
dont part du groupe	3,2 - 14,7%

NOUVEAU RENFORCEMENT DES FONDs PROPRES ET DE LA COUVERTURE DES RISQUES

en milliards de francs	
■ Fonds propres durs	50 + 10,6%
■ Fonds propres et assimilés	67,9 + 10,2%
■ Fonds propres et assimilés + provisions	7,3% (7,1% en 90 et 6,3% en 89)
Actifs	
■ Fonds propres et assimilés + provisions	14,9% (15% en 90 et 13,3% en 89)
Prêts à la clientèle	

STABILITÉ DU DIVIDENDE

■ Actif net estimé par titre	1362 francs contre 1333 francs à fin 90
■ Résultats distribués	807 millions de francs +6%
■ Dividende proposé par titre (avoir fiscal inclus)	34,50 francs

en millions de francs	1989	1990	1991	Variation 91/90
Produit net bancaire global	35236	40830	46333	+ 13,5%
Résultat brut d'exploitation	10154	11661	13314	+ 14,2%
Dotations nettes aux provisions	6294	6490	9601	+ 48 %
Résultat net global	3494	4562	4078	- 10,6%
dont part du groupe	3130	3707	3162	- 14,7%



GROUPE CREDIT LYONNAIS

CULTURE

CITROËN ZX ELLE GAGNE, ET C'EST POUR VOUS.



1^{er} AU RALLYE DE TUNISIE

Plus de 2500 km de plateaux arides en plaines désertiques, à travers steppes, sables et pierres... 7 jours d'endurance, 7 jours de souffrance, 7 jours de résistance... la preuve par 7. La preuve que la CITROËN ZX Rallye Raid allie puissance et fiabilité, la preuve que les équipes CITROËN associent le talent des pilotes à la maîtrise des ingénieurs. La CITROËN ZX

a montré sur le sable ce qu'elle peut vous offrir sur la route.

RÉSULTAT

1^{er}
Pierre LARTIGUE
Michel PERIN
2^e
Philippe WAMBERGUE
Michel VANTOUROUX
Mats JONSSON
Fred GALLAGHER



CITROËN

CITROËN ZX

COMMUNICATION

Agitation au « Figaro » après la publication d'un Livre blanc

M. Hersant jette tout son poids dans les négociations

M. Robert Hersant est sorti de sa réserve et a repris la situation du journal en mains, en incitant le vice-PDG du journal, M. Philippe Villin, à « aller du lest » dans les négociations avec la rédaction. Après avoir rencontré les chefs de service du journal dans la matinée, M. Villin a déclaré, en préface à l'assemblée générale de la rédaction du lundi 13 avril, qu'il tenait son titre de patron de la gestion et de la rédaction du Figaro de M. Hersant lui-même, et qu'il était prêt à apporter « des éléments sur le métier et l'emploi des secrétaires de rédaction ».

M. Villin a voulu ainsi marquer de l'« inéquité » de l'assemblée signée le 12 mars par le Livre CGT, qui introduisait une quarantaine d'ouvriers dans les négociations parisiennes du journal (le Monde du 1^{er} du 8 avril).

Mais le vice-PDG du Figaro a aussi tenté de calmer la groupe en indiquant qu'il ferait le point sur les

« plus difficiles » avec la direction de la rédaction, afin d'aboutir à « des d'ici à jeudi soir ».

Toutefois, pour la centaine de journalistes présents à cette assemblée générale, les préoccupations étaient autres. Elles se sont focalisées sur le Livre blanc réalisé par des militants syndicaux, qui réclame la fois une véritable politique salariale critique le poids de la publication dans certaines pages du Figaro (le Monde du 14 avril).

Le Livre blanc a semé la confusion dans les échanges et créé un « climat à la Mal 68 » dans l'assemblée générale, selon l'expression de plusieurs journalistes. « On a évité tout juste la clash », soupire un membre de la Société des rédacteurs. Celle-ci, tout en se targuant du fait que beaucoup d'éléments contenus dans le Livre blanc émanent de sa propre lettre interne, a cependant tenu à préciser solennellement que

le texte, présenté sous le titre le Livre blanc de la rédaction du Figaro, n'est en aucune manière représentatif de l'ensemble du journal. Il n'a en effet été ni conçu, ni rédigé, ni adopté par des représentants mandatés à cet effet par la rédaction. L'accord avec le Livre CGT est bien loin, l'assemblée générale s'est déroulée sans voter la grève ni prendre parti, le désaccord des chefs de service, sur ce Livre blanc. Les négociations entre la direction du Figaro et les syndicats doivent reprendre jeudi 16 sur l'accord du 27 mars et les conditions de travail de la rédaction.

L'accord entre le groupe Hersant et le Livre CGT sur les secrétaires techniques demeure en effet crucial. Le Syndicat de la presse parisienne (SPP) a réaffirmé le 13 avril le « principe de solidarité » qui lie ses membres, et a indiqué « que toute négociation d'entreprise ne peut être opposable par l'un d'entre eux sans l'objet d'une information préalable ».

bureau du SPP, qui s'assurera de sa cohérence avec la négociation globale en cours. D'autre part, les « accords en cours de négociation doivent être en concordance avec les nouveaux accords régionaux ». L'accord entre M. Villin et la CGT entre donc dans ce cadre. Le Syndicat national des journalistes et la Société des rédacteurs de France-Sol ont, de leur côté, tenu un conseil ce jour-là. Le tribunal de grande instance de Paris a fixé l'assemblée à la réunion du Figaro dans la salle des syndicats.

Y.-M. L.

Il s'agit donc d'une concertation entre chaque titre et le syndicat professionnel. Les accords d'entreprise doivent s'inscrire explicitement dans un accord global et, compte tenu des spécificités de chacun des titres, aucun élément particulier d'un accord d'entreprise ne peut être opposable lors de la négociation d'un autre accord d'entreprise. — J. L.

A la Réunion Télé Free-DOM réémet SAINT-DENIS

de notre correspondant

Plus de deux mois après l'interdiction de la saisie de ses émetteurs, Télé Free-DOM a repris discrètement ses émissions, lundi 12 avril, à 20 h 30. Après l'entrevue « diabolique » de M. L. le ministre DOM-TOM, M. Louis Le Pen, qui avait souhaité un « élargissement du paysage médiatique » et que Télé Free-DOM y avait sa place dans le cadre légal (le Monde du 9 avril), il se veut de toute évidence, accentuer leur pression sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Le jour même de la reprise de Télé Free-DOM, la seconde chaîne de télévision privée, Antenne Réunion, a célébré son premier anniversaire. Son directeur, M. Christophe Ducaze, a déclaré qu'elle avait « une part de contenu son déficit à 3,1 millions de francs pour un chiffre d'affaires qui approche les 9 millions de francs ».

AUX DIJOUX

Les orphelins de La Cinq

Suite de la première page

LA encore, un média en danger avait lancé un SOS à ses « clients », lesquels ont donné le mot à la sortie du lycée pour mettre au défi une politique gouvernementale. C'est dit, les exemples manquent pas. Quand le gouvernement de M. Jacques Chirac a, en 1986, supprimé TV 6 d'un trait de plume sans accorder la fréquence à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (la future M6), aucun mouvement de masse n'est venu empêcher la suppression. Pourtant, plusieurs jours durant, les expropriés de l'antenne avaient tenté de contrôler leur destin. En pure perte.

Quel impact aura-t-il en appel de M. Jean-Claude Bourret, directeur vedette de La Cinq et président d'une association qui recueille 80 kilos de courrier de la part de ses 1,4 million d'adhérents revendiqués ? Nul ne peut le savoir. Primo parce qu'aucun appel à manifestation n'a jamais été lancé, secundo, parce que personne ne peut prévoir avec assez de précision le pouvoir réel d'un média sur une population.

La rédaction - c'est à porter à son crédit - n'a jamais tenté de jouer avec le feu. Bien qu'utilisant largement l'antenne pour tendre à l'audience de La Cinq, les journalistes n'ont jamais tenté d'entraîner leurs collègues vers la voie d'une quelconque manifestation politique.

Même l'organisation d'un journal télévisé en plein air à la fin du mois de mars a plus servi à tester la popularité d'une action qu'à chauffer une foule pour le pousser à l'assaut d'un quelconque édifice.

Qui perçoit
quoi ?

Yves Mamou, style Télé Free-DOM ou journaliste associatif style La Cinq, la question se pose : qu'est-ce qui pousse tout à coup une foule d'individus à se rassembler ? Les recherches menées par des chercheurs qu'en Europe ne manquent guère d'une grande utilité. Tout au long des années 60 et 70, la télévision et la radio ont été perçues comme de puissants instruments de propagande. Qui avait le contrôle de l'antenne, croyait-on, disposait du contrôle des esprits. Depuis, les diagnostics se sont affinés. Au point d'être complexes de perspective. Aujourd'hui les chercheurs estiment que l'influence d'un média repose sur plusieurs facteurs : une confiance globale des auditeurs-télespectateurs, laquelle est tempérée par une perception sélective du message. Autrement dit, chacun n'entend que ce qu'il veut entendre.

Livres anciens
sur les
**PROVINCES
DE FRANCE**
Catalogues par Provinces
Librairie GUÉNÉGAUD
10, rue de l'Odéon
75006 Paris
Tél. : 43-26-07-91

Il faut ajouter à cela les pressions exercées par une certaine compréhension, le pouvoir en place du côté de celui qui reçoit un message. C'est à dire ce qu'affirment toutes les recherches modernes en matière de communication. Comme l'écrit M. Roland Cayrol dans la récente réédition de son livre les Médias (PUF), « il ne suffit pas que des messages soient émis pour que le public les perçoive ». Il faut de surcroît que de nombreuses recherches ont montré que l'information manque souvent son but et qu'une part notable de la population n'est même pas informée sur des sujets pourtant abordés dans les journaux, à la radio et à la télévision. Même si l'on a un système totalitaire, l'esprit d'un individu n'est jamais prêt à accepter la moindre pression ni à se laisser à la moindre suggestion. En revanche, si des individus isolés se regroupent pour réagir à un appel, ils qu'ils l'ont bien voulu.

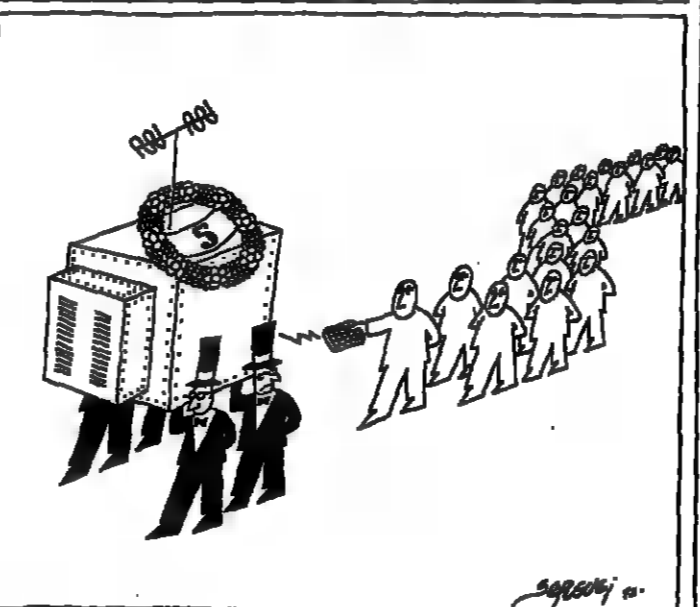
Les fractions les plus déshéritées de la population réamonnissent les médias manifestent un intérêt à la sauvegarde d'un média auquel ils s'identifient. D'autres griefs et frustrations ne sont-ils pas la condition nécessaire pour nourrir une action ? Quant aux 100 000 abonnés qui sont descendus dans la rue pour NRJ, avaient-ils seulement le sentiment de défendre un droit à une expression musicale et médiatique ? Ils exprimaient-ils autre chose ? La réponse est sans doute complexe. Le public de La Cinq est-il capable d'autant d'enthousiasme ? Ou plutôt, une télévision généraliste comme La Cinq - qui s'adresse à un empilement de publics fort variés - peut-elle susciter des réactions aussi homogènes ? Rien n'est sûr.

« L'Amo »
d'une chaîne

Si l'on en croit le sondage réalisé par Télérama en février 1992, sur « chaînes publiques-chaînes privées », il ne semble pas que les Français portent une attention particulière aux diffuseurs en tant que tels. Les Français ne se guère de différence entre les chaînes publiques et privées et un quart des sondés ont répondu que TF1 appartient au secteur public. Un peu plus de personnes interrogées ignorent l'appartenance de La Sept, tandis qu'un autre tiers considère la France 3 comme une chaîne franco-allemande comme un diffuseur privé. En fait, pour les télespectateurs, la télévision apparaît comme un phénomène global, un continuum d'images sur lesquelles chacun surfe à sa guise grâce à la télécommande. Le zapping est même si répandu que chaque télespectateur « fabrique sa huitième chaîne à partir des chaînes existantes », estime Télérama.

M. Carlo Freccero, philosophe et ex-directeur des programmes de La Cinq, ne démentirait pas cette analyse, lui qui expliquait (Médias-pouvoirs, avril-juin 1988) qu'au

« Rectificatif. - La musique du générique du journal La Cinq due à Richard Strauss, et non à Richard Wagner, comme indiqué par erreur dans l'article paru en dernière page du Monde du 12-13 avril.



d'une télévision généraliste, l'étude de marché remplace « tout type d'idéologie ». Parce que la télévision commerciale n'a à vaincre que son manque à des annonceurs publicitaires, elle n'est pas la plus large possible. Une chaîne ne peut donc viser le plus large public qu'en évitant toute idéologie trop marquée avec une franchise de l'audience. L'écran « devient alors un miroir qui reflète les idées et l'imaginaire du public », écrit M. Freccero.

Cette thèse est « borisocroïenne » est cependant vivement contestée par M. Monique Dagnaud, chercheur aujourd'hui membre du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Dans un rapport rendu au CSA le 10 juin 1991, M. Dagnaud estime que les médias ont malgré tout « une âme ». Bien que les grilles de programmes à une juxtaposition de programmes rentables, chacune d'elles « est une fresque idéologique pensée pour signaler une identité ». D'où les magazines pour TF1, la musique pour FR3... Preuve que les stratégies s'attachent à dégager une identité, les chaînes à une chaîne, et une chaîne seulement, existent.

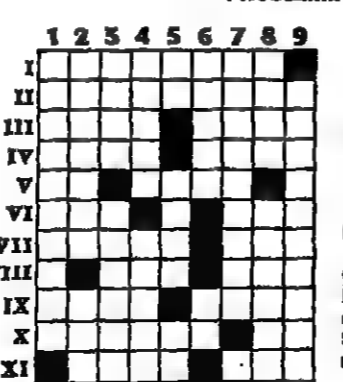
Audience, le journal de Médias, le 12 avril. L'Institut spécialisé dans les mesures d'audience a cherché à saisir « en situation de pleine concurrence » (c'est-à-dire en situation de pleine réception de toutes les chaînes par un particulier) des manières extérieures qui caractérisent le zapping et ne fréquenteraient qu'une chaîne. Ce groupe d'individus existe, même s'il est minoritaire.

A partir d'un panel de 2 377 individus plus de quinze ans, Médias a constaté qu'un peu moins d'un cinquième des télespectateurs français (18,60 %) ne regardaient qu'une chaîne et une chaîne seulement, un jour moyen. Sur cette catégorie de population, les fidèles exclusifs de La Cinq ne sont que 8,4 %, soit une cinquième des personnes sur l'ensemble du panel. Ils suffisent pour mener une révolution à leur manière, la chaîne en elle-même. Une chaîne qui avait lieu un jour prochain. Alors, une fois l'écran noir installé, le public va-t-il rester immobile ? Ou se dissoudra-t-il au gré du flux des autres chaînes ?

YVES MAMOU

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5768



HORIZONTALEMENT

1. Des hommes qui peuvent être trop las. — 2. En un peu trop. — 3. Donne de la satisfaction. Plein de feu. — 4. Faire sauter. — 5. Bande d'étoiles. — 6. Jardin suspendu. — 7. Méduse pour la mer. — 8. Ville du Nigeria. — 9. Etre dans l'ignorance de ce qu'on va gagner. — 10. Plus. — 11. On peut y aller de sang, former un barrage. — 12. Pays pour les poètes. Présente sur un plan. — 13. Trouver l'endroit. — 14. Fixer. — 15. Donner pour nourrir. Grand, pour les bonnes œuvres.

Solution du problème n° 5767

Horizontalement
1. Candida. — 2. Lieudit. — 3. Ost. — 4. Estoc. — 5. Pasé. — 6. V. Ténis. — 7. Néon. — 8. Muer. — 9. Embolla. — 10. Tu. — 11. Bonnet. — 12. Il. — 13. Eul. — 14. Enlevé. — 15. Do. — 16. Sue. — 17. Bata.

Verticalement

1. Clopinettes. — 2. Aisé. — 3. Emu. — 4. Noblesse. — 5. Lés. — 6. V. — 7. Disséminés. — 8. Attendant. — 9. Ode. — 10. Eude. — 11. Déclaration.

GUY BROUTY

Organisateur de la manifestation étudiante anti-nazis en 1940 Le journaliste communiste François Lescure est décédé

Le journaliste François Lescure, membre du Parti communiste, est mort dans la nuit du 12 au 13 avril à l'hôpital Tenon, à Paris, des suites d'une hémorragie cérébrale. Membre du Mouvement des lycéens antifascistes, puis militant du PCF à la fin des années 30, devenu ensuite secrétaire parisien de l'Union des étudiants communistes (UEC), il fut ensuite vice-président de l'UNEF en 1940-1941 et à ce titre l'un des organisateurs de la grande manifestation du 11 novembre 1940, place de l'Étoile à Paris.

Résistant, condamné à mort par le régime de Vichy, il fut libéré par l'occupant, il fut arrêté et torturé par la Gestapo en 1944, puis de nouveau arrêté en Espagne puis en Algérie. Journaliste à l'Humanité en 1946, il sera ensuite rédacteur en chef de France-Matin avant de travailler à nouveau au quotidien communiste. François Lescure était âgé de 60 ans et onze ans.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Financière Truffaut Groupe Worms & Cie

Le Conseil d'Administration de FINANCIÈRE TRUFFAUT s'est réuni le 8 avril 1992 sous la présidence de M. Edouard SILVY, pour arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1991.

	1991	1990	VARIATION
Résultat net social	32,8 MF	28,9 MF	+ 13,5 %
dont plus-values nettes à long terme	12,1 MF	11,1 MF	+ 10,0 %
Dividende net	17,4 MF	16,0 MF	+ 9,0 %

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Mixte convoquée pour le 3 juin 1992, à 15 heures (au 50, boulevard Haussmann, 75009 PARIS), la distribution d'un dividende net de 13 F par action (plus avoir fiscal de 3 F), contre 5,50 F (plus avoir fiscal de 2,75 F) pour l'exercice précédent. Il sera mis en paiement le 3 juin 1992.

Le Conseil d'Administration a également décidé de procéder à une attribution gratuite d'une action nouvelle (naissance 1^{er} janvier 1992) pour dix anciennes, par incorporation d'une partie de la prime d'émission, portant ainsi le capital de 100 754 200 F à 111 829 620 F.

Le Président a fait part au Conseil de l'évolution des résultats en 1991 des principales participations de la Société, qui ont augmenté significativement leurs chiffres d'affaires et leurs résultats.

FINANCIÈRE TRUFFAUT, après avoir en 1990 porté sa participation dans KENZO à 25 %, a acquis 20 % du capital de LANCEL en juin 1991. D'autre part, la Société a procédé au rachat de ses participations dans TF1, et dans ses participations BLENHEIM, JEAN-LOUIS SCHERRER et VISTA ALBRE.

A la fin du mois de mars 1992, FINANCIÈRE TRUFFAUT a participé à une opération de rachat du Groupe LANCEL. FINANCIÈRE TRUFFAUT conserve une participation de 30 % dans LANCEL SA, holding qui regroupe toutes les sociétés du Groupe LANCEL, aux côtés des dirigeants, après avoir été le maître de sa participation d'origine.

FINANCIÈRE TRUFFAUT, à la suite de ces opérations, dispose à ce jour d'une trésorerie de plus de 300 millions de francs.



compagnie
foncière
internationale

Le Conseil d'Administration de la CFI - COMPAGNIE FONCIÈRE INTERNATIONALE - qui s'est réuni le 9 avril 1992 a arrêté les comptes sociaux et consolidés de l'année 1991. Les résultats sont aux annexes des comptes consolidés. Le Conseil a convoqué le 24 juin 1992 à 15 heures.

RÉSULTATS 1991

Comptes consolidés
Malgré une légère baisse au niveau du résultat courant qui s'élève à 222 MF contre 238 MF en 1990, le résultat net consolidé s'élève à 103 MF contre 118 MF. Cette progression est due pour l'essentiel à une amélioration du résultat exceptionnel (augmentation des plus-values de cessions et réduction des provisions sur investissements).

Comptes sociaux
Le résultat net social s'élève à 160,5 MF contre 151 MF l'exercice précédent.

Cette diminution provient pour l'essentiel de la baisse du résultat exceptionnel, élément variable par nature. Ce résultat principal est le résultat de l'effet combiné de deux facteurs : l'augmentation de l'importance des provisions qu'il a été jugé prudent de constituer pour des opérations immobilières gérées par des filiales et principalement à l'étranger.

Déclaration
Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Mixte la distribution d'un dividende de 13 F par action qui représentera avec l'avoir fiscal un revenu global de 19,50 F.

PERSPECTIVES 1992

Le Conseil d'Administration a également analysé les documents de gestion prévisionnelle relatifs à l'exercice 1992. Les résultats, tant au niveau social que consolidé, devraient être en progression en raison, d'une part, des résultats incomplets de la mise en place d'une stratégie d'arbitrages d'actifs plus dynamique et, d'autre part, de la restructuration des méthodes de gestion, enfin, du développement de synergies nouvelles au niveau du Groupe.

VIE DES ENTREPRISES

Cédées par le conglomérat Hanson

Les piles British Ever Ready sont reprises par l'américain Ralston Purina

Soixante-dix ans après leur séparation, la maison britannique Ever Ready retrouve l'américain Ralston Purina. En 1914, en effet, le fondateur de la compagnie outre-atlantique scinda son empire en deux, créant la partie américaine et la partie britannique. Depuis, les deux sociétés ont évolué séparément.

Le lundi 13 avril, le conglomérat britannique Hanson Plc a annoncé la vente de sa filiale British Ever Ready Ltd, premier producteur britannique de piles électriques, à la société américaine Ralston Purina Co., déjà propriétaire d'Eveready aux États-Unis. La transaction a été faite pour 1,3 milliard de dollars (1,25 milliard de francs). La transaction, qui ne concerne pas, selon Hanson, Ever

ready South Africa, doit encore recevoir l'aval des autorités britanniques. Mais elle devrait permettre à Ralston Purina, premier fabricant mondial de piles, de poursuivre une politique de croissance externe entamée en 1986, justement, avec le rachat d'Eveready (marque Ucar) en France.

Politique qui a été poursuivie, en 1988, par la reprise en France de la Compagnie financière (Cofina), alors contrôlée par les groupes Bouygues et Tapie et propriétaire des marques Wonder et Mazda.

Récemment encore, le géant américain (9,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires) reprenait la division piles de Tudor en Espagne et au Portugal, devenant du jour au lendemain numéro un dans la péninsule ibérique. La Grande-Bretagne était le

seul pays européen où Ralston Purina n'avait pas encore de position forte. Il n'y occupait en effet que 3 % du marché. Avec la reprise de British Ever Ready, le masque devrait être comblé. Un représentant de la société américaine en Europe, M. Costa Bacouris, a déjà annoncé que celle-ci envisageait d'enrichir la gamme de sa nouvelle filiale avec ses propres produits. Un enrichissement souhaité, apparemment, par les dirigeants actuels de la société britannique qui ont, selon Hanson, donné leur accord à la transaction. Le conglomérat britannique n'avait en effet aucune intention de se développer dans le secteur des piles, qui ne représentait pour lui qu'une activité mineure, alors que ses résultats connaissent une détérioration.

P.-A. U.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

Victoire : recul de 1,7 % du bénéfice net en 1991. Le groupe d'assurance Victoire, filiale à 51 % de la Suez, a enregistré en 1991 une baisse de 1,7 % de son bénéfice net consolidé par rapport à 1990. Le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 9,7 % à 1,4 milliard de francs. Le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 9,7 % à 1,4 milliard de francs. Le chiffre d'affaires consolidé est en progression de 9,7 % à 1,4 milliard de francs.

Yves Saint Laurent : en baisse de 7,5 %. Le groupe de luxe Yves Saint Laurent a publié ses résultats pour 1991. Le chiffre d'affaires s'élève à 3,061 milliards de francs, en hausse de 2 % sur 1990. Le résultat d'exploitation est de 512 millions de francs contre 521 millions en 1991. Le résultat net s'élève à 233 millions de francs pour 252 millions de francs l'année précédente. Selon le communiqué de la société, le résultat net n'a pas bénéficié, comme en 1990, de 16 millions de francs de profits de

change exceptionnels réalisés au titre de la gestion de la dette.

58 millions de francs de pour Orlyval. La fréquentation insuffisante de la ligne de métro automatique Orlyval, qui circule entre la ligne B du RER et l'aéroport d'Orly, a fait sentir ses effets dans ses comptes. Intérieur de deux tiers aux prévisions, le trafic n'a pas permis d'approcher l'équilibre d'exploitation. Le revenu d'exploitation est déficitaire de 15,2 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 10,7 millions. Avec le rajout des frais financiers, le déficit atteint 58,1 millions de francs pour un exercice budgétaire de trois mois seulement.

SALAIRES

General Motors réduit de 31 % le salaire de son PDG. Robert Stempel, le président de General Motors (GM), a vu son salaire amputé de 31 % en 1991, année au cours de laquelle le groupe a accusé une perte de 4,5 milliards de dollars, a indiqué lundi le premier constructeur automobile mondial. M. Stempel, cinquante-huit ans, a également touché 1 million de dollars en 1991 et n'a reçu aucune autre prime pour la seconde année consécutive. Il avait gagné 1,77 million de dollars en 1989 et 1,44 million en 1990. De son côté, le président de Chrysler, Lee Iacocca, a gagné 2,9 millions de dol-

lars en 1991 et Harold Posing, le patron de Ford, a été payé 1,14 million de dollars.

MÉTHODES

Rover (automobiles) : le japonais fait école. Les 32 000 salariés de la firme automobile britannique Rover, filiale du groupe aéronautique British Aerospace, ont voté lundi, à une très courte majorité, en faveur de l'adoption de méthodes de production à la japonaise. Les échanges d'une nette réduction des possibilités de grève, ce projet, très radical, prévoit notamment l'effacement des lignes de montage entre les ouvriers, l'encadrement, supprime le pontage horaire et promet une certaine garantie de l'emploi.

Ford : 3 milliards de dollars pour moderniser les usines. Le constructeur américain Ford a annoncé lundi qu'il allait consacrer environ 3 milliards de dollars (16,5 milliards de francs) sur trois ans à la modernisation de ses usines. Le plan de modernisation prévoit un investissement de 900 millions dans l'usine canadienne d'Oakville, près de Toronto (Ontario), pour la production d'un nouveau modèle de mini-voiture à la fin 1993. « Compte tenu de l'importance du marché des véhicules utilitaires en Amérique du Nord, nous voulons être certains de disposer des capacités et des produits pour en profiter », a souligné un dirigeant du groupe automobile américain. Ford compte également investir 650 millions dans son usine de Louisville (Kentucky) spécialisée dans la production de camionnettes (pick-up) et environ 1 milliard dans l'équipement d'une nouvelle usine de moteurs de camionnettes, à Windsor (Ontario), dont la production débutera en 1995.

ACCORDS

Matsumoto annonce une joint-venture en Chine. La compagnie japonaise Matsumoto Electric Industrial Co. Ltd. a annoncé lundi 13 avril qu'elle avait accepté de former une joint-venture avec trois sociétés chinoises pour produire des « téléphone pages » (téléphone d'appel) à Pékin. Dotée d'un capital de 2,5 millions de dollars (18 millions de francs), la société mixte appartenant à 50 % à la filiale de la Matsumoto Electric Industrial Co. (25 % chacune), la reste sera détenue par trois sociétés chinoises : la China National Telecommunications Industry, la China National Postal and Telecommunications Administration, et Beijing Telecommunications Components Factory. La joint-venture devrait être mise sur pied en juin prochain, sous réserve de l'accord des autorités chinoises.

Mitsui et ATT exploiteront conjointement des composants électroniques. La société japonaise Mitsui a rendu public lundi 13 avril à Tokyo un accord conclu avec la société américaine ATT prévoyant la création d'une joint-venture de composants électroniques utilisés dans les téléphones portables. Les composants produits par les deux sociétés seront vendus aux États-Unis et de nouvelles sociétés américaines et japonaises pourraient à l'avenir rallier cet accord.

VENTES

Le gouvernement mexicain cède la banque Banorte au secteur privé. Le gouvernement mexicain a vendu la banque Banorte à un groupe d'hommes d'affaires mexicains pour un peu plus de 1 milliard de pesos (2,1 milliards de francs). Le groupe, mené par M. Rodolfo Esquer, a payé près de quatre fois la valeur du capital comptable de l'établissement. Banorte, qui compte 3 000 employés et 74 succursales au Mexique, est la 15^e banque vendue par le gouvernement, sur un total de 18.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS : 14 avril

Timor

La Bourse de Paris amorçait une timide reprise mardi dès les premiers échanges profitant de la bonne tenue de Wall Street la veille et du léger raffermissement de la place de Tokyo quelques heures auparavant. L'indice CAC 40 après avoir ouvert en hausse de 0,10 % s'appréciait de 0,59 % en fin de séance.

En début d'après-midi, la progression était de 0,53 %. Les intervenants demeuraient toujours sur la réserve en raison de la situation en Russie et de la nouvelle tension sur les taux d'intérêt à court terme en Allemagne. De plus, l'annonce d'une hausse de 0,25 % des prix de détail en France pour mai a été considérée comme peu satisfaisante.

Aussi, dans ce contexte morose, le seul note positive et dynamisante pour le marché aura été l'annonce d'une nette réduction du déficit de Michelin, plus importante que prévu.

La perte nette hors intérêts minoritaires est en effet revenue à 899 millions de francs contre 4 811 milliards en 1990. De plus, dans un communiqué, le groupe avance également un résultat courant excédentaire de 780 millions de francs contre une perte de 1 135 milliards. « L'objectif d'acquiescence du résultat courant au cours des derniers mois de l'année est largement dépassé », souligne le communiqué, puisque le résultat est positif pour l'ensemble de l'année. Le titre s'est donc vivement apprécié, gagnant près de 8 % au cours de la séance et retrouvant enfin ses niveaux antérieurs de l'année. Depuis le début de l'année, l'indice a progressé de 18 %.

Wall Street a surtout été soutenu par des achats de valeurs étrangères en fin de séance. Le signal de la hausse a été la baisse des taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trois ans, principal baromètre du marché obligataire. Le rendement moyen a treize semaines de 7,88 % vendredi soir à 7,85 % lundi après-midi.

VALEURS	Cours de 10 avril	Cours de 14 avril
Alcatel	275	275
Amstel	275	275
Banque	275	275
Chemin de fer	275	275
Compagnie	275	275
Electricité	275	275
Industrie	275	275
Logement	275	275
Matériel	275	275
Mécanique	275	275
Métallurgie	275	275
Mines	275	275
Motricité	275	275
Navigable	275	275
Optique	275	275
Papier	275	275
Textile	275	275
Transport	275	275
Verre	275	275
Yves Saint	275	275

LONDRES, 14 avril

Poursuite de la progression. Le marché britannique a confirmé, lundi 13 avril, son amorçage de la veille au Stock Exchange. L'indice général a gagné 18,4 points, soit 0,7 % à 2 891 points. Après avoir gagné près de 10 points en séance, l'indice a perdu 1,8 point à la clôture. Les investisseurs ont été attirés par la détermination des marchés asiatiques, à la baisse pendant la nuit, à avancer pendant la séance. Le marché des actions a été soutenu par la hausse de 1,342 milliard de livres sterling.

L'euphorie a été la plus vive depuis le début de l'année, qui a été provoquée par une hausse de 135 points de l'indice à la fin de l'année dernière.

TOKYO, 14 avril

Sans conviction. Le marché de Tokyo a terminé, mardi 14 avril, sur une note mitigée. L'indice Nikkei a gagné 1,18 %, à 17 471 points. Le marché a été soutenu par la hausse des actions étrangères représentées environ 250 milliards d'actifs.

Des investisseurs programmés, à ce terme boursier, et une hausse aux États-Unis ont favorisé la progression du marché. Le marché est resté étroit et indécis, la plupart des investisseurs continuant de s'interroger sur l'orientation du marché ces prochains jours, notamment les professionnels. Selon un analyste, « personne n'est vraiment convaincu que le marché va être le creux de la vague ».

VALEURS	Cours de 13 avril	Cours de 14 avril
Alcatel	275	275
Amstel	275	275
Banque	275	275
Chemin de fer	275	275
Compagnie	275	275
Electricité	275	275
Industrie	275	275
Logement	275	275
Matériel	275	275
Mécanique	275	275
Métallurgie	275	275
Mines	275	275
Motricité	275	275
Navigable	275	275
Optique	275	275
Papier	275	275
Textile	275	275
Transport	275	275
Verre	275	275
Yves Saint	275	275

PARIS : 14 avril

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	275	275	Amstel	275	275
Amstel	275	275	Banque	275	275
Banque	275	275	Chemin de fer	275	275
Chemin de fer	275	275	Compagnie	275	275
Compagnie	275	275	Electricité	275	275
Electricité	275	275	Industrie	275	275
Industrie	275	275	Logement	275	275
Logement	275	275	Matériel	275	275
Matériel	275	275	Mécanique	275	275
Mécanique	275	275	Métallurgie	275	275
Métallurgie	275	275	Mines	275	275
Mines	275	275	Motricité	275	275
Motricité	275	275	Navigable	275	275
Navigable	275	275	Optique	275	275
Optique	275	275	Papier	275	275
Papier	275	275	Textile	275	275
Textile	275	275	Transport	275	275
Transport	275	275	Verre	275	275
Verre	275	275	Yves Saint	275	275

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 - Cotation en pourcentage du 13 avril 1992
Nombre de contrats : 90 712

COURS	10 avril	11 avril	12 avril	13 avril
Dernier	108,18	108,40	108,42	108,42
Précédent	108,34	108,52	108,52	108,44

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
109	0,24	0,79
109	1,06	1,38

CAC 40 A TERME

COURS	Avril	Mai	Juin
Dernier	1 976	1 993	1 985,50
Précédent	1 989	2 006	1 993,50

CHANGES

Dollar : 5,5850 F =
Mardi 14 avril, l'évolution d'une marge étroite, les investisseurs se montrant prudents. L'attente de la publication des statistiques de ventes de détail aux États-Unis. A Paris, le billet vert baissait à 5,5850 F, au-dessous de la cotation officielle de 5,5850 F.

FRANCOFORT	13 avril	14 avril
Dollar (en DM)	1,36	1,36
TOKYO	13 avril	14 avril
Dollar (en yen)	133,05	133,05

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (14 avril) : 97,78 - 10 %
New-York (13 avril) : 3,98 %

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES								
	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS			
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert		
\$ E-U	3	7/8	3	15/16	4	1/16	4	3/16
Yen (100)	163	7/8	163	7/8	163	1/16	163	5/8
Scd	9	13/16	9	11/16	9	1/16	9	5/8
Deutschmark	6	9/16	9	7/16	9	11/16	9	11/16
Franc suisse	3	9/16	8	7/16	9	9/16	8	7/16
Franc espagnol	11	15/16	12	9/16	11	5/16	11	1/8
Livre sterling (1000)	9	7/8	10	5/16	10	7/16	10	1/8
Peseta (100)	12	1/16	12	3/16	12	1/16	12	7/16
FRANC FRANÇAIS	9	7/8						

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 299 15 sur RTL

Mardi 14 avril :
Christian Forester,
recteur de l'Académie du Césail.
« Le Monde Initiatives » du
15 avril publie une enquête sur
les bac + 2.

Mercredi 15 avril :
Gérard Asaria,
président des publications
Condensat.

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de séance par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 20h15 sur RTL
Mardi 14 avril : Christian Forestier, directeur de l'Académie de Créteil.
Mercredi 15 avril : Gérard Assaï, président des publications Condorast.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE LEBON

Les comptes sociaux ont été arrêtés par le Conseil du 11 avril 1992 avec un bénéfice de 37,1 millions de francs. Ce résultat tient compte d'une diminution de 36 millions de francs des produits sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'une diminution de 23 millions de francs environ de plus-values sur cessions de participations. Dans l'environnement économique actuel, il n'a pas paru souhaitable d'accroître la vente de participations en vue de négociations.

Le bénéfice consolidé s'élève à 8,1 millions de francs, après 23,5 millions de francs d'amortissements d'écarts d'acquisition (dont 19 millions de francs de plus-values sur cessions de participations) et 31 millions de francs de provisions.

L'affaire STOFILIS, co-obligés des sociétés de la Cour d'Appel, nous a coûté 10,6 millions de francs. Dans un souci de prudence, les sommes reçues n'ont pas été prises en compte dans les résultats de l'exercice, l'un de nos adhérents s'étant pourvu en Cassation.

Un dividende de 14 F (21 F avec avoir fiscal), identique à celui de l'exercice précédent, sera proposé à l'Assemblée Générale.

LE LIVRET PORTEFEUILLE

SICAV DIVERSIFIÉE INTERNATIONALE

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1991
L'assemblée générale réunie le 2 avril 1992 a décidé, sur proposition du conseil d'administration, de fixer le dividende de l'exercice clos le 31 décembre 1991 à 22 F net par action.

DECOMPOSITION DU DIVIDENDE (en francs)	NET	CREDIT	IMPOT
actions françaises non libérées	12,37	0,37	0,39
actions françaises	3,53	1,62	1,70
créances négociables	3,46	-	-
autres actifs	2,64	1,29	1,32
TOTAL	22,00	3,28	3,41

Ce dividende détaché le 10 avril 1992 a été mis en paiement le 11 avril 1992 (possibilité de réinvestissement jusqu'au 15 juillet 1992).

PERFORMANCE 1991 (dividende réinvesti) : + 15,40 %
Valeur l'action au 31/12/91 : 673,31 F.

GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS

CAISSE D'ÉPARGNE, BUREAUX DE POSTE

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 AVRIL

[illegible]

COMPTANT

(sélection)

[illegible]

Actions

Agencies (see fn.)	388	556	Ins/Morale	8300	8200
Applications/ Hires	1211	1520	Intox	442	442
Arrest	630	530	Lowest Fin. Ctr.	360	...
Bans C. Europe	1034	1035	Lawst. Fin.	2870	...
B. Hypoth. Europe	...	...	L. Dis. Summary	1478	...
B.V.I. (see fn.)	245	244	L. Ex. Summary	475	...
Bus/Sys (C. & ...)	476	476	Loc. Vac.	1725	...
Medicare	2800	...	Louisa	290	...
Milestones Insured	...	...	Louis	570	...
Money Quant.	2450	...	Madison Bld.	34	38
B.T.P.	65 20	84 80	Mag. Litig.	...	181
Cardinals	500	...	Magnet	...	...
Caroline Lycans	496	486	Mkt. Delays	489	489
Case Pooled	120	1 05	M. R. (see fn.)	...	...
CECF Program	728	721	Ontario	...	...
Consumer Policy	365	365	Oriz. Ctl.	436	...
Consumer Policy	66	66	Oriz. Dev.	675	675
Consumer Inv.	95	85	Palin Movement	1301	1300
CCP FDR	210 20	...	Pat. M. (see fn.)	840	...

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/34	COURS DES BILLETS	
			achat	vente
Etats-Unis (1 unit.)	5 599	5 539	5 850	5 850
Ecu	8 211	8 223	...	...
Allemagne (100 DM)	338	...	328	348
Autriche (100 S)	...	...	15 9	16 9
Italie (1000 L)	300	310	...	...
Pays-Bas (100 f)	4	4 488	4 750	4 750
France (1000 F)	4	...	810	810
Denemark (100 kr)	87 701	...	9 4	10 2
Gde-Bretagne (1 £)	2	2 906	3 300	3 300
Grèce (1000 dr)	2	...	382	382
Suède (100 kr)	270	370 520	372	372
Canada (100 C\$)	83	80	82	80
Israël (100 N)	86	...	46 8	46 8
Portugal (100 esc)	48	...	51 5	51 5
Espagne (100 pes)	8	...	5 6	4 4
Portugal (100 esc)	3	4 655	4 950	4 950
Canada (10 C\$)	4	4 142	4 280	4 280
Japon (100 ¥)	4 162	...	...	...

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/4
100 francs (en barre)	61200	61000
100 francs (en lingot)	61450	61000
100 francs (200)	351	348
100 francs (10)	444	.....
100 francs Suisse (20)	350	348
100 francs Latins (20)	348	347
100 francs	444	436
100 dollars	2080	2080
100 dollars	1005	1020
100 dollars	580	.....
100 pesetas	2285	2280
100 Roubles	363	363

SICAV

(selection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS	
Cours préc.	Dernier cours	Evolution Précé	Pasquet net	Evolution Précé	Pasquet net	Evolution Précé	Pasquet net
Etrangères							
A.G.	448 50	447		France	482 25	488	
Am. Rep. Sec.	10000	10000		France Perm.	108 70	108	
Am. Rep. Sec.	632	629		France Region.	1248 45	1212 00	
Am. Rep. Sec.	94 10			Franch-Associations			
Am. Rep. Sec.	570	570		Franch-Capit.	41 28		
Am. Rep. Sec.	10000	10000		Franch-Ind.	237 83	234 32	
Am. Rep. Sec.	70 20			Franch-Ind. et Ch.	838 08	812 28	
Am. Rep. Sec.	8 25	8 25		Franch-Ind. et Ch.	14622 36	14546 61	
Am. Rep. Sec.	907			Franch-Ind. et Ch.	102 15	103 28	
Am. Rep. Sec.	988	338		Franch-Ind. et Ch.	1322 81	1325 81	
Am. Rep. Sec.	514			Franch-Ind. et Ch.	1414 75	1416 75	
Am. Rep. Sec.	1070			Franch-Ind. et Ch.	102154 77	102154 77	
Am. Rep. Sec.	79 80			Franch-Ind. et Ch.	13887 87	13823 36	
Am. Rep. Sec.	284 10			Franch-Ind. et Ch.	841 63	831 21	
Am. Rep. Sec.	385 60			Franch-Ind. et Ch.	150 68	148 27	
Am. Rep. Sec.	137			Franch-Ind. et Ch.	283 86	278 47	
Am. Rep. Sec.	21 50	21 50		Franch-Ind. et Ch.	2225 84	2222 51	
Am. Rep. Sec.	88			Franch-Ind. et Ch.	1287 55		
Am. Rep. Sec.	9 85			Franch-Ind. et Ch.	6535 36		
Am. Rep. Sec.	401	411		Franch-Ind. et Ch.	1171 17	1171 17	
Am. Rep. Sec.	18 10			Franch-Ind. et Ch.	2814 08	2814 08	
Am. Rep. Sec.	294 30			Franch-Ind. et Ch.	965 94	947 8	
Am. Rep. Sec.	150	150 30		Franch-Ind. et Ch.	565 83	549 35	
Am. Rep. Sec.	584 30	585 30		Franch-Ind. et Ch.	1111 83		
Am. Rep. Sec.	22			Franch-Ind. et Ch.	1068 05	1068 05	
Am. Rep. Sec.	87	87 10		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	105 10			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	88 50	79		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	7 80	7 80		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Hors-cote							
Am. Rep. Sec.	315			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	90 30			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	10 20			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	600	600		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	400			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	325	325		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	70 10	70		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	20			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	72 40	72		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	460	460		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	150			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	1200			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	300			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	22			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	215 80	215 80		Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	850			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	135			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	
Am. Rep. Sec.	218 80			Franch-Ind. et Ch.	1065 05	1065 05	

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comité

10 FOLLIES (A., v.o.) 1 Mac.
7. (43-29-79-89).

OHARU, FEMME GALANTE
UR (Brit., v.o.) : Escorial, 13-
-04).
O FOLLIES (A., v.o.) : Mac-

Le Monde

En Allemagne

Les terroristes de la RAF voudraient négocier l'arrêt des attentats

Un document portant la signature de la Fraction armée rouge (RAF), parvenu, lundi 13 avril, aux autorités allemandes, propose l'arrêt de toute libération des plus anciens détenus et de la détention en commun des autres. Adressé au bureau de l'agence France-Presse à Bonn, ce document a été remis aux spécialistes de la police criminelle fédérale, qui cherchent, tout d'abord, à vérifier l'authenticité.

BERLIN

de notre correspondant

L'existence de la RAF remonte à près de vingt ans. Son histoire, Andreas Baader, l'un des fondateurs, a été racontée en 1977 dans deux livres. Les terroristes de la prison de Stammheim, près de Stuttgart, après l'échec à Mogadiscio, en Somalie, d'un détournement d'avion pour obtenir leur libération. En réponse, la RAF avait écrit Hans Martin Schleyer, le président du patronat allemand. D'année en année, malgré ces échecs, la RAF a réussi à se perpétuer. Elle est responsable de la mort de deux personnes, dont le dernier revendiqué a été, l'année dernière, celui de M. Rüdiger Rohwedder, président de la Treu-

hand, l'organisme chargé de gérer et de privatiser le patrimoine de l'ancienne RDA.

L'effondrement des régimes communistes de l'Europe de l'Est a sérieusement ébranlé non seulement la logistique du mouvement, mais aussi sa base idéologique. La disparition de l'Allemagne de l'Est a permis l'arrestation de bon nombre d'anciens terroristes qui vivaient sous la surveillance de la police et de la révélation ont permis à mieux savoir le mouvement. Une vingtaine de terroristes sont actuellement en prison. Le dernier noyau dur comprendrait entre vingt et trente personnes.

Le document reconnaît la poursuite des attentats après l'effondrement du communisme. C'est une erreur. La proposition de négociation fait suite à une série d'initiatives engagées en Allemagne pour tenter de désamorcer le terrorisme. Le ministre de la justice, M. Klaus Kinkel, avait lui-même évoqué, en janvier, la possibilité de réductions de peine pour les détenus les plus anciens. Le regroupement des terroristes prisonniers en une vieille revendication pour laquelle les détenus ont subi plusieurs reprises des grèves de la faim.

HENRI DE BRESSON

Devant la cour d'assises de Paris

Fouad Salah a plaidé à la place de ses avocats

Fouad Salah a plaidé lui-même sa culpabilité devant la cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, qui jugent depuis le 2 avril ce Tunisien, militant pro-iranien, et trois autres personnes accusées d'avoir participé aux attentats commis dans la région parisienne en 1985 et 1986.

Omar Agnau, jeune étudiant marocain, a stocké des explosifs. Mais son défenseur, Me Bernard Fau, insiste sur le caractère marginal de son rôle et rejette la responsabilité sur celui qui lui a remis une pleine valise de C4, un plastique utilisé ensuite par les poseurs de bombes. « Il n'était qu'un pion, le jouet, l'instrument de l'attaque », estime l'avocat, ajoutant qu'un « mauvais défenseur », Me Hermande Constant, ne développe la même argumentation pour dire : « Il a été subjugué par Baader, dont il est le pantin. » Me Michel Tulliez considère qu'Abdelhamid Bouhassira, également étudiant marocain, a subi « l'emprise importante (...) l'ascendant (...) la pression » de Fouad Salah.

Mais la logique logique d'après la cour n'a pas le même raisonnement. Il n'évoque ni la valise ni les attentats. Elle accepte un instant de jouer le jeu judiciaire en plaçant la place de ses avocats, et pour imposer ses propres règles. Ce n'est pas une plaidoirie, c'est une homé-

lie brumeuse, principalement constituée de lectures déclamées sur un ton monotone.

Faut-il voir une tentative de justification de ses actes quand il évoque « les victimes qui ont souffert de la terre à combattre l'Occident » ? Mais la logique devient vacillante quand il cite péle-mêle le maréchal Bugeaud, Ernest Renan, Spartacus, Krishnas, Albert Schweitzer, « grand théologien », et Richard Coeur de Lion, qu'il appelle « Cœur de Loup ». Reprenant son cahier, il lit sur un ton chantant, comme s'il s'agissait d'un psaume : « Les peuples restent souvent opprimés. » Au milieu de quelques phrases du Coran, il parle aussi de « ses meilleurs amis » : Max Fédot et André Olivier, deux membres d'Action directe, et de ce surveillant-chef de la prison, « français et communiste ».

Salah s'interrompt, laisse quelques minutes, puis évoque saint Matthieu, avant de produire une image de Jeanne d'Arc, « une femme qui a donné l'exemple. Elle défendit son pays contre l'agresseur ». Une référence entendue ailleurs, qui n'est pas nécessairement fortuite, car Salah se lance ensuite dans une interminable lecture de l'ouvrage « L'homme moderne », de Julius Evola, auteur italien qui a été cité par les terroristes d'extrême droite.

Derrière l'apparente confusion se dessinent des liens étranges, déjà constatés à plusieurs reprises, entre le terrorisme islamique et l'extrême droite. En 1987, Habib Gerdji, membre de l'ambassade d'Iran, enlevé après une courte entrevue chez le juge Bouloir, n'avait-il pas auparavant apporté son soutien financier à une librairie spécialisée dans la diffusion d'ouvrages consacrés aux thèses issues du nazisme et du fascisme ?

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Un coup de poing

Deux enfants qui s'aiment, ont vingt ans, ils vont se marier, sortent, le 18 mars 1991, d'un cinéma à Gien, montent dans leur RS et se font faucher à un feu rouge par un camion de pompiers, de plusieurs tonnes, qui les écrase sous deux tons. Pascal mourra après dix-neuf jours d'agonie, Véronique pendant son transport à l'hôpital. Deux familles tristes. Et une maman, celle de Pascal, qui, après s'être effondrée à un Georges Sarrault, secrétaire d'Etat aux transports, plein de compassion, justement indigné, m'écrit en appelant au secours. Au secours ? Mais c'est trop tard !

En bien, non, suite à ce drame où le tribunal de Montargis ne voit, en fait, qu'un normal, qu'une affaire, c'est Roger Guiton, mari, le père du petit, il a le cœur serré par son malheur.

Son crime ? Il a frappé le capot Moray, responsable d'un tragique accident, condamné à mort ? A 1000 heures d'amende, il a été libéré sans permis.

Pas cher payé, pour deux vies ! Encore chaviré par la violence au cimetière le jour de la Toussaint, Roger le rencontre dans la rue peu après.

Prise de bec, bousculade, le coup de poing. Il n'avait encore jamais levé la main sur personne. Les gendarmes viennent le chercher, le gardent à la prison pendant des heures. Et mercredi dernier, le voilà, à son tour, dans la box des accusés.

Qu'on lui reproche ? D'avoir appliqué la loi du talion en se défendant ? On ne peut pas dire qu'il n'est pas fierement vengé : Tu se tué mon gars et sa fiancée, tiens, attrape ! Faut-il clémence, justice, la encore, entre nous ! Le jugement ? Mien en déblatère au 18 avril. Mien d'étonnement. Faut pas moins d'une semaine pour décider du verdict à infliger à cet irresponsable assez bête pour en vouloir à celui qui l'a débarrassé de son fils. Et quel fou pour lui reprocher la queue au lieu de se tenir sur son cœur.

DEMAIN : un magazine du « Monde »

Terres de France

Avec le prochain numéro du Monde (jeudi 16) sera diffusé gratuitement le magazine Terres de France (Le Monde Voyage) qui, pour sa centième édition, présente un choix de lieux de vacances, à travers l'Hexagone.

Il regroupe des reportages de la rédaction du Monde Soléil dans les Pyrénées, les hôtels Dieu de Bourgogne, les volcans d'Auvergne, le vignoble bordelais, les châteaux de la Loire, l'Oruro, la Provence du Gironde, la Cotentin du Barbery d'Aureville, etc., un guide sur les vacances de la région.

des collections régionales proposent des suggestions pour découvrir ou redécouvrir la France, avec des informations culturelles et des conseils à suivre ou en voir. Egalement dans ce numéro, une enquête sur l'usage de vingt grandes villes pour y dénicher des trésors cachés.

Un supplément illustré par un grand de la BD, Jacques Tardi, un photographe, Jean-Pierre Favreau. Une section des livres exposés, du 14 avril au 20 juin, dans le hall du Monde, 18, rue Falguère, Paris, de 10 heures à 18 heures.

SOMMAIRE

DÉBATS

Pour ou contre Disney : « La marie n'est pas si belle... », par Pierre Morin : un message pour la PDG de Walt Disney Company 2

ÉTRANGER

Grande-Bretagne : après la nouvelle élection, le parti travailliste renonce à ses fonctions de la Chambre des Communes 3
Bosnie-Herzégovine : la cessation de la violence 4
Afrique du Sud : M. Nelson Mandela se sépare de sa femme 5
La Turquie : M. Turgut Özal en Turquie 6
Pérou : l'organisation des Etats américains appelle la président Fujimori à rétablir l'ordre démocratique 5
L'Union soviétique : l'ambassadeur de France à Moscou et l'ambassadeur de l'Union soviétique à Paris 6

POLITIQUE

Le projet de loi relatif à la procédure de révision de la Constitution 7 et 8
Diagonales : « Lettre à un ami de Touvier », par Bertrand Poirot-Del 7

SOCIÉTÉ

L'affaire Touvier, commentaires et réactions 9-10

SCIENCES • MÉDECINE

Technologie contre handicaps
L'espace français change de mains : le syndrome Superphénix
Transporteurs de vie 11 et 12

CULTURE

Musiques : l'ouverture du festival de Salzbourg ; Kevin Ayers : en jambes 14

Photographie : Les Rencontres d'Arles 14
Design : l'Italie perd ses marques 15

CHRONOLOGIE

1992 dans le monde 16

ÉCONOMIE

Le premier rapport des gouverneurs des banques centrales : la politique monétaire ne peut assurer la convergence des économies européennes 18
L'assemblée annuelle de la BERD 18
Bruxelles propose une aide de 1 milliard de francs pour promouvoir le revenu D2 Mac 19
Le spectaculaire rétablissement économique de l'Argentine 20
Les marchés prud'hommes du 11 avril 20
Vie des entreprises 22

COMMUNICATION

M. Hérault jette son poids dans les négociations avec les journalistes du Figaro 21

Services

Abonnements 2
Annonces classées VIII à XXII 13
Marchés financiers 22 et 23
Météorologie 25
Mots croisés 21
Radio-télévision 26
Spectacles 24

La télématique du Monde : 15 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1992 a été tiré à 532 421 exemplaires.

Une élection cantonale partielle

VENDEE : canton de Chamoulay (2^e tour)
L. 11 027 ; V. 6841 ; A. 7441 ; E. 6279.

Maurice Bedon, div. d. adj. m. 3901 (62,12 %) ; ELU.

Lac Coutant, FN, 2378 (37,87 %).

M. Bedon succède à Nicole Joubert (UDF), décédée, dont le siège n'était pas vacant. Les résultats des 22 et 29 mars dernier.

Le 29 septembre 1988, Nicole Joubert avait été élue conseillère générale de la commune de Chamoulay, sous le patronage de la UDF-PR, contre Chantoussier, sénateur, alors président du conseil général, qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat. Elle avait été élue au second tour avec 3 351 voix (56,36 %) contre 2 494 (43,63 %) à Lac Coutant (PS) sur 5 795 suffrages exprimés, 6 176 votants (soit 23,33 % d'abstention) sur 10 695 inscrits.

Au premier tour de cette partielle, les résultats étaient les suivants : L. 11 027 ; V. 6841 ; A. 7441 ; E. 6279.

Maurice Bedon, 3 222 (45,74 %) ; Lac Coutant, 1 740 (24,29 %) ; Louis-Marie Barbaric, div. d. 1 401 (21,01 %) ; Sylvie Soudet, FN, 281 (4,02 %) ; Louis Lavoie, PC, 281 (4,02 %).

M. Barbaric, qui avait la possibilité de se maintenir au second tour, avait décidé de se retirer sans donner de consigne de vote.

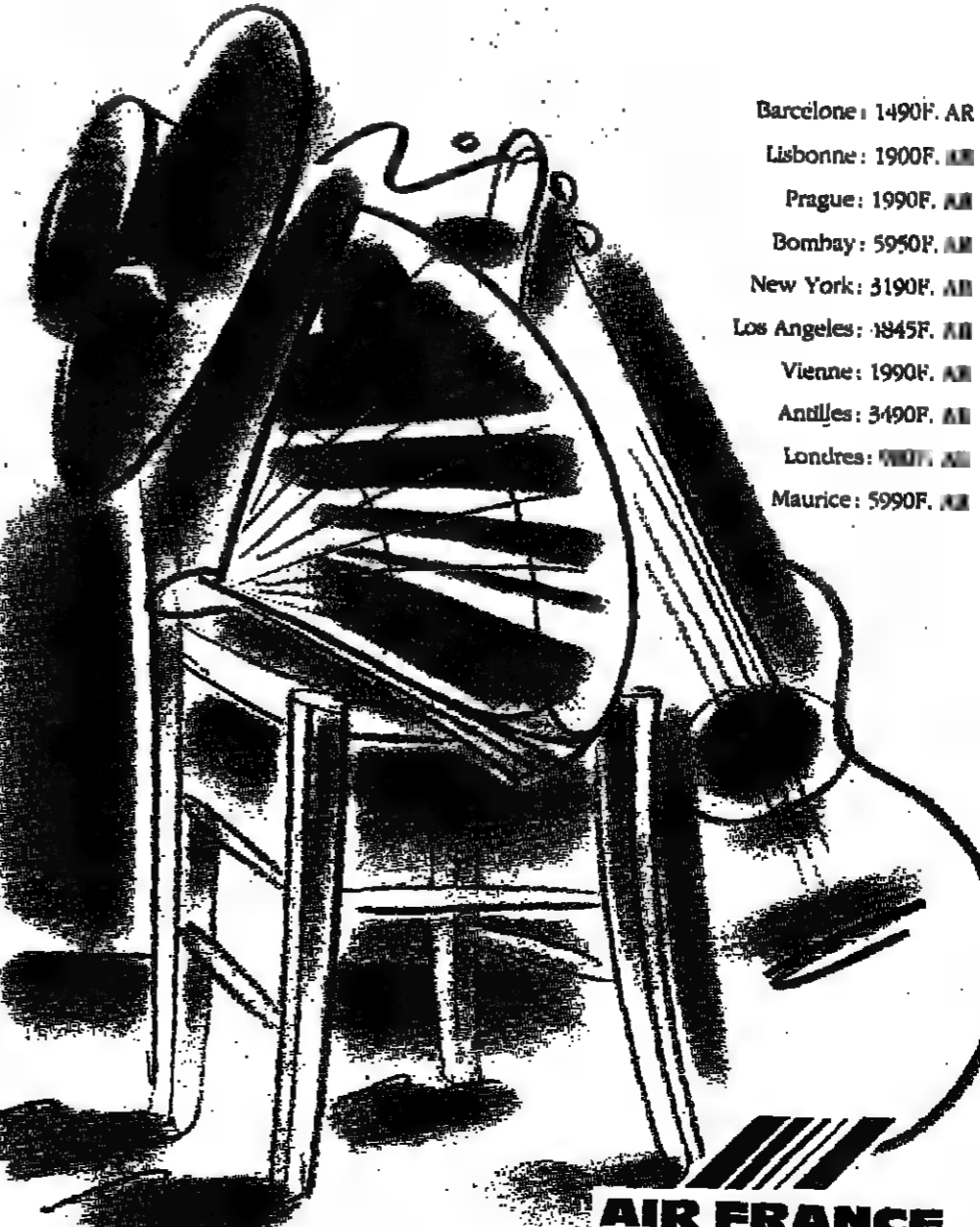
MODE, SOYONS "REALISTES"

Le luxe au prix du luxe, c'est inabordable... Le luxe aux prix Rodin, vous pouvez vous le permettre. Quelques précisions utiles : Le luxe, depuis 30 F le mètre, ou plus, si vous le souhaitez vraiment.

La mode, depuis 30 F le mètre (et parfois moins encore).

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Madrid: 1690F. AR Embarquement immédiat



Barcelone: 1490F. AR
Lisbonne: 1900F. AR
Prague: 1990F. AR
Bombay: 5950F. AR
New York: 3190F. AR
Los Angeles: 1845F. AR
Vienne: 1990F. AR
Andlès: 3490F. AR
Londres: 1990F. AR
Maurice: 5990F. AR

Tarif aller-retour applicable au départ de Paris le 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Sujets à la réglementation de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignements auprès de votre agence de voyages ou de l'agence Air France.

15 pages d'offres d'emploi

Le Monde

INITIATIVE S

Bac + 2 :

transformer l'essai



CREÉS en 1963 pour les BTS, en 1966 pour les DUT, les bac + 2 ont fait l'affaire d'une génération. Trente ans, déjà, pourrait-on dire. En réalité, « toujours plus » serait plus exact. Après une stabilisation, pendant une décennie, leur nombre n'a cessé de croître, et il devrait encore augmenter de 50 000 places d'ici 1995. Confrontés à une pénurie de salariés qualifiés, les chefs d'entreprise ne réclament davantage. Leur sort est au cœur de tous les débats sur l'évolution de l'Université et sur la gestion des ressources humaines. Mais, pour autant, cette catégorie qui avait assimilé autrefois une certaine image, qui s'intitule désormais, avec d'autres professions intermédiaires, continue de porter une revendication majeure : avoir des perspectives de carrière et donc pouvoir devenir cadre. Pis, il y a des employeurs pour s'inquiéter, qui se demandent ne qu'ils en feront demain...

Tels sont les paradoxes : les ambiguïtés d'un public à la fois choyé et méprisé. Les besoins, reconnus, aboutissent à créer une situation sociale délicate, mais explosive, comme l'a révélé la grève de la SNCF en 1993. Ceux qui se sont engagés dans la filière découvrent, dans leur vie professionnelle, l'existence d'un mur presque infranchissable. Et ceux qu'ils ne pensent ni ne veulent en rester là, se persuadent vite de la nécessité de compléter leur qualification, soit par le biais de la formation continue, soit en poursuivant leur parcours dans les universités ou dans les grandes écoles. Des enquêtes le disent : 47 % des DUT, 29 % des BTS veulent entreprendre des études supérieures. Trois à quatre sur dix, dans une population qui compte 400 000 personnes de moins de 35 ans, aspirent à la promotion de cadre, même pour le salaire que pour la reconnaissance sociale que le statut implique.

APRÈS des débuts contestés, les IUT ont pourtant gagné leurs lettres de noblesse : tout le monde reconnaît leur utilité. Au contraire, on reprocherait plutôt aux élèves d'enfreindre les principes d'origine pour contourner les classes préparatoires. Ce que les intéressés réfutent, le plus souvent, en se déclarant adeptes d'une stratégie pragmatique et par étapes, l'obtention d'un diplôme bac + 2 ayant pour avantage de leur offrir un parachute, à l'opposé de l'objectif du tout ou rien.

Aujourd'hui, les responsables de l'éducation nationale assignent à ces établissements d'autres fonctions, plus ou moins avouées. Il s'agit d'éviter l'engorgement de l'Université ou de la réserver aux plus motivés, tout en démontrant que BTS et DUT ont, sur le marché du travail, une valeur indiscutable. Ce qu'ils peuvent affirmer sans crainte, les taux de placement dans un emploi stable étant respectivement de 74 et de 57 %, six mois après la sortie. Progressivement, les bac + 2 sont même devenus la vitrine de la saine collaboration avec le monde de l'entreprise et de recteurs ont pu, localement, faire preuve d'initiatives qui ont fait apparaître de nouveaux partenaires au développement économique. Le programme « Université 2000 » va d'ailleurs leur donner même si, en la

implantations prévues dans certaines villes, s'apparentent à un saupoudrage de circonstance. Du côté de l'entreprise, et de l'avenir professionnel, les éléments du dossier sont encore plus contrastés. Certes, la qualification des bac + 2 est parfaitement adaptée. Certes, encore, on évalue à 100 000 le nombre des techniciens qui manquent. Et il n'y a pratiquement plus une branche professionnelle qui n'ait annoncé une intention de faire des efforts. En conséquence, les salaires des débutants sont rarement négligeables et les carrières rapides, au moins pour ceux qui exercent dans les bureaux auprès des ingénieurs. Les métiers malheureusement nombreux - sont surqualifiés par rapport à leur emploi, et peu de ceux qui par l'obtention de ce niveau de qualification.

EN revanche, l'engouement tend à avoir des effets néfastes. Embauchés en masse, du milieu de la vie, les bac + 2 déforment les pyramides des âges. Les perspectives se bouchent : les formations s'alimentent. Trop fréquemment, l'ambition de la progression de carrière s'efface en une quinzaine d'années, puis s'efface aux portes closes du statut de cadre. Conséquents avec une position précaire, à terme, des branches professionnelles et des grands groupes s'efforcent de trouver des solutions, encore expérimentales, pour dépasser l'état. Les déformations hiérarchiques sont allongées, on essaie de mettre en place une grille unique de salaire, on organise des promotions plus nombreuses, formation à l'appui.

Bien entendu, le sort des bac + 2 dépend aussi de la façon dont tous ces écueils seront surmontés. Parce que leur place est stratégique, qu'ils sont devenus indispensables aux mutations en cours, ils ne doivent pas être déçus. D'autant que, dans certaines entreprises, on commence à parler sur eux pour assurer la relève, en motivation, des diplômés de grandes écoles habitués de longue date aux succès et, donc, au respect.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II à V.

15 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

Opération spéciale

■ Premier emploi.....	p. VIII
■ Dirigeants.....	p. IX
■ Gestion et finances.....	p. X
■ Juristes.....	p. XII
■ Ressources humaines.....	p. XIV
■ Cadres.....	p. XV
■ Fonction commerciale.....	p. XVI
■ Collectivités territoriales.....	p. XVII
■ Secteurs de pointe.....	p. XVIII
■ Informatique.....	p. XXII

- Ingénieurs de développement
- Ingénieurs spécification mémoire de masse
- Acheteurs composants
- Ingénieurs en informatique industrielle
- Ingénieurs en industrialisation mécanique
- Ingénieurs en organisation industrielle

Rendez-vous page XVIII



**HEWLETT
PACKARD**



MASTERS

Un Master à TELECOM Paris, c'est une formation complémentaire au haut niveau pour aborder votre premier emploi ou vous spécialiser dans le domaine des technologies de l'électronique et de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel.

- CONCEPTION ET ARCHITECTURE DE RESEAUX
- CONCEPTION ET ARCHITECTURE DES SYSTEMES INFORMATIQUES
- DISPOSITIFS ET TECHNIQUES DE COMMUNICATIONS
- IMAGE ET TELEVISION
- IMPLANTATION DE SYSTEMES A HAUTES PERFORMANCES
- INGENIERIE DU LOGICIEL
- INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET SCIENCE COGNITIVE
- SECURITE DES SYSTEMES INFORMATIQUES ET DES RESEAUX
- TELECOMMUNICATIONS ET SYSTEMES AEROSPATIAUX
- TRAITEMENT DU SIGNAL ET RECONNAISSANCE DES FORMES

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'un DEA, d'un DESS ou d'un diplôme étranger équivalent, ou vous exercez les fonctions d'ingénieur depuis plusieurs années.

Vous pouvez présenter une demande d'inscription :

La sélection se fait sur dossier et sur entretien.

Date limite de dépôt de candidature : 1^{er} juin 1992

Masters - Direction Scientifique - Place 429 - T8 : 33 (1) 45 81 76 64

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE TELECOMMUNICATIONS
46, rue Barrault - 75634 PARIS Cedex 13

Les filières courtes, vent en poupe

La rééquilibrage du dispositif post-baccalauréat

Le fait dominant de la dernière décennie en l'absence de politique dans le secteur des IUT. Le système n'a pas évolué. On aboutit à ce paradoxe que des quatre dispositifs d'accueil des bacheliers (IUT, STS, classes préparatoires, DEUG universitaires), le IUT est le seul qui ait vu son nombre d'élèves augmenter de façon importante. Ce constat constitue l'une des principales conclusions du rapport dressé, il y a dix-huit mois, par le ministre Christian Forester sur le IUT, vingt-cinq ans après leur création (1).

De fait, l'ensemble du dispositif d'accueil des bacheliers dans l'enseignement supérieur offre un paysage complexe, marqué par des évolutions divergentes. Quelques chiffres illustrent la situation globale de ces filières importantes entre les années 1970 et 1989, pendant la 80, le nombre des bacheliers a augmenté de 33 %. Dans le même temps, le flux admis au premier cycle universitaire classique (diplôme d'études universitaires générales, DEUG) a progressé de 41 % ; en classes préparatoires aux grandes écoles, de 75 % ; en instituts universitaires de technologie (IUT), de 15 % ; et en sections de techniciens supérieurs (STS), de 238 %.

Ces chiffres lourds témoignent à plus d'un titre. Bien sûr, les premiers cycles universitaires ont toujours la très grande majorité des étudiants (66 % en 1989). Mais leur progression relative est moins rapide, notamment, que celle des « prépas », pourtant considérées comme un secteur protégé et malheureux. De même, l'ensemble des formations courtes à vocation professionnelle (IUT et STS), qui apparaît comme le coup de boutoir auxquels l'université a subi dix ans d'évolutions étonnantes et contrastées.

L'explosion des STS

D'un côté, les effectifs des sections de techniciens supérieurs, répartis dans quelque 1 600 lycées ou établissements publics ou privés, ont véritablement explosé, passant de 68 000 élèves en 1970 à 165 000 à la rentrée 1989. Et le mouvement ne s'est pas ralenti puisqu'en compte tenu de quelque 214 000 élèves en STS, soit un bond de près de 50 000 en deux ans, qui les ont placés au premier rang des filières d'accueil des bacheliers, derrière les DEUG évidemment, mais loin devant les IUT « prépas ».

Pour expliquer ce phénomène, les responsables de la création et de la gestion des STS depuis le milieu des années 1970, qui ont directement confrontés à la situation dans les régions et les entreprises en faveur des formations bac + 2. Et ils l'ont

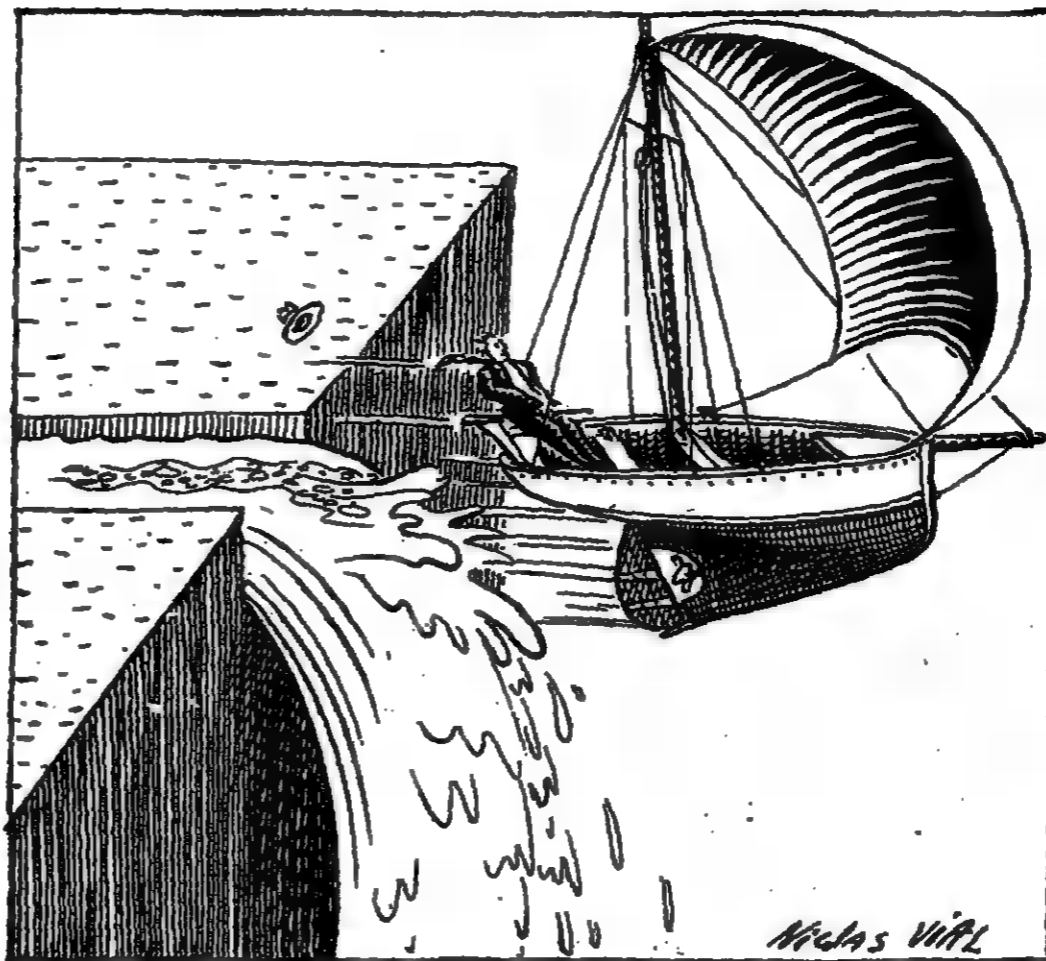
trouvée plus volontiers que les STS représentent un investissement beaucoup moins coûteux que les IUT et qu'elles bénéficient d'une bonne image de marque auprès des provinces du lycée, prêts à intégrer leur établissement en ouvrant des classes post-baccalauréat.

Dans le même temps, c'est à l'inverse, les IUT qui ont échappé à la pression de plus en plus forte qui pesait sur l'enseignement supérieur. Ils comptaient, au total, 33 000 étudiants en 1980 et 68 000 en 1990. Si elle a été sérieusement bousculée au cours des deux dernières années (+ 9 000), cette progression mesurée de la décennie 80 a dans l'ensemble permis aux IUT de maintenir leur qualité pédagogique, de travailler dans des conditions enviables pour les DEUG classiques et d'apparaître plus que jamais comme une filière de premier cycle efficace. De façon significative, d'ailleurs, les IUT attirent de plus en plus de bacheliers généraux (72 % de leurs effectifs cette année contre 63 % il y a dix ans).

Enfin, à ces différences d'évolution entre STS et IUT se sont ajoutées des disparités non négligeables à l'intérieur du monde des IUT. Ces écarts ont longtemps été masqués par la bonne santé globale de la filière et par son image de marque positive auprès des milieux économiques ou des collectivités locales, tant les IUT apparaissent comme des formations homogènes, bien calibrées, associant une formation universitaire suffisamment large et une professionnalisation rapide de leurs diplômés.

Mais Christian Forester pointait, dans son rapport, un certain nombre de dérives et de dysfonctionnements. Ainsi un bon tiers des IUT, en 1990, ne reposaient que sur un ou deux « départements », une base trop étroite pour offrir une plateforme technique et une masse critique convaincante. De même, le rendement des IUT, globalement satisfaisant (plus des trois quarts des étudiants obtiennent leur diplôme en trois ans), peut varier du simple au double d'un département à l'autre. Enfin, les variations de l'ensemble des IUT, en 1990, ont été marquées par la disparition de 12 établissements, pour ce qui est de l'accueil des bacheliers technologiques (filiales I et G). Il est clair, souligne le rapport Forester, que « certaines spécialités ne jouent pas le jeu en accueillant qu'une proportion infime de bacheliers technologiques. Ces différences ne sont plus acceptables ».

Depuis quelques mois, cependant, tout donne à penser que l'incitation à une relance volontariste des IUT et à un pilotage mieux coordonné de l'ensemble des formations courtes à vocation professionnelle a largement débouché. Non seulement le ministère de l'Éducation a pris conscience qu'il disposait là d'un levier efficace de relance en cohérence des filières de formation supérieure, mais il a également compris que le



développement des IUT constitue un formidable instrument d'aménagement du territoire.

Après avoir envisagé de construire le plan « Universités 2000 » de développement de l'enseignement supérieur autour de la « carte » d'universités nouvelles, le ministre, début 1991, d'une douzaine d'établissements, voire d'une quinzaine, le plan a finalement été mis sur une relance volontariste des IUT. Les plans régionaux « Universités 2000 » entérinés entre octobre 1991 et janvier 1992 par trois conseils interministériels d'aménagement du territoire ont ainsi permis la création de 50 000 places supplémentaires en IUT dans les cinq ans à venir, soit une augmentation de 70 % de leurs capacités d'accueil.

Cet effort très important est évidemment destiné à absorber une partie des 350 000 étudiants supplémentaires attendus d'ici à 1995. Mais, au-delà de cette réponse aux besoins quantitatifs immédiats, il s'inscrit également dans un dispositif d'ensemble de remodelage de la carte universitaire de l'après 2000. Celle-ci repose sur une architecture à trois étages. Tout d'abord le renforcement d'un réseau de pôles régionaux à vocation internationale (les « pôles européens »). En second

lieu, la restructuration du potentiel universitaire des grandes villes universitaires des grandes villes universitaires et de réseaux par domaine de discipline ou de recherche.

Enfin, la nouvelle carte vise à développer un maillage beaucoup plus fin de l'offre de formation supérieure dans les villes moyennes. C'est l'une des fonctions du développement des IUT, lesquels présentent l'intérêt d'être des équipements beaucoup plus cohérents et conviviaux que des « antennes » universitaires de premier cycle, déléguées et ancrées, et beaucoup plus visibles que des sections de techniciens supérieurs éparpillées dans les lycées.

Villes moyennes

Les 175 nouveaux départements d'IUT dont l'ouverture est programmée d'ici à 1995 vont en permettre un développement tout azimut vers des villes moyennes comme Rouen ou Vesoul en passant par Châtenaillat, Evreux, Caen, Caen, Beauvais ou Lisieux. Celle-ci repose sur une architecture à trois étages. Tout d'abord le renforcement d'un réseau de pôles régionaux à vocation internationale (les « pôles européens »). En second

départements devaient ouvrir dans les cinq ans.

Invitées par l'État à partager le fardeau financier de l'élaboration du plan « Universités 2000 », les collectivités locales ont rapidement compris l'impact qu'elles pourraient y trouver. Au point que régions, départements et villes ont largement dépassé les espérances initiales du gouvernement. Après des mois de négociation, les collectivités territoriales ont mis dans la balance 16 milliards de francs au total, soit autant que l'État est encore prématuré de dresser un chiffre précis des équipements privilégiés par les régions, les départements et les villes moyennes, mais sur les motivations professionnelles, les formations bac + 2, et en particulier sur les instituts universitaires professionnels.

Ce remodelage géographique de l'offre de formation sur l'ensemble du territoire n'est pas tout. Pour le ministère de l'Éducation nationale, il est évident que le renforcement des filières à bac + 2 est un levier puissant pour rééquilibrer les flux entre les différentes formations de premier cycle.

Le constat dressé par Daniel Bloch, directeur des enseignements

supérieurs du ministère de l'éducation nationale, après avoir présidé le haut comité éducation-économie sans ambiguïté à cet égard. L'objectif consistant à amener 80 % d'une filière d'âge au niveau du bac - environ 20 % d'une génération aux portes de l'enseignement supérieur - correspond à une exigence économique et sociale qui ne pourra guère, pour cette raison, être remise en cause. Tout le problème est donc de savoir si les filières post-baccalauréat offertes à des bacheliers correspondent à la fois à leurs désirs et aux profils de qualification dont la France aura besoin demain.

Une grave distorsion

Comme le souligne Daniel Bloch, les enquêtes réalisées auprès des élèves de lycées montrent qu'environ 55 % d'entre eux souhaitent entreprendre des études supérieures, soit 33 % en IUT ou dans le secteur paramédical ou social, 30 % désirent entreprendre des études longues en DEUG et 10 % en classe préparatoire. Or le nombre de places offertes dans les formations supérieures courtes dans l'enseignement supérieur est aujourd'hui, pris de la moitié des bacheliers qui s'inscrivent en DEUG ne réalisent pas leur premier vœu. Cette distorsion est d'autant plus grave qu'un nombre croissant de ces bacheliers en DEUG viennent de formations technologiques et sont mal préparés à des études universitaires longues et universitaires. Cela explique en partie les taux d'échec en DEUG que tout le monde déplore.

L'objectif du gouvernement est donc de favoriser un développement plus équilibré du dispositif post-baccalauréat. Il s'agit, à moyen terme, d'orienter vers les filières longues (DEUG et prépa) 50 % des flux de bacheliers, 62 % aujourd'hui, et de renforcer d'autant les filières courtes. Le mouvement, on l'a vu, a été largement entamé, depuis le milieu des années 80, avec la démultiplication des STS dans les lycées. Et l'on prévoit encore que le nombre de places en STS devrait atteindre 200 000, pour les deux années, d'ici à 1996.

La relance des IUT devrait compléter le dispositif. Et, au passage, offrir des solutions plus adaptées aux bacheliers du technique. « Si les bacheliers réussissent le supérieur, ils répondent à des besoins économiques, c'est grâce au dispositif qui leur a permis qu'on y parviendra. C'est la seule voie praticable et c'est la question de justice sociale », ainsi Christian Forester.

Gérard Courtols

(1) Voir le Monde du 11 novembre 1990 et le Monde Campus du 8 juin 1991.

« Une ardoise carabinée »

La politique volontariste des formations courtes à vocation professionnelle, vaine de séduisantes incantations ou de la politique d'implantation des IUT. Le rapport Forester soulignait l'émiettement et la balkanisation du dispositif régional, et les établissements de formation courtes, qui ont été directement confrontés à la situation dans les régions et les entreprises en faveur des formations bac + 2. Et ils l'ont

L'Association nationale des présidents d'IUT prend moins en compte le document récent de la concertation IUT, pour donner le soutien de la France en IUT « élites », ou départements « bureaux de tabac », qui sont pernicieux pour l'avenir de l'enseignement supérieur. Les IUT sont des équipements coûteux, notamment en fonctionnement : 32 000 francs par an et par étudiant en moyenne contre 19 000 francs pour les étudiants en DEUG. Or, plus on baille les IUT, plus ça coûte cher, chaque établissement nécessitant un minimum d'encadrement technique et administratif. Il semble bien que, dès à présent, le ministère hésite, pour cette raison, à transformer en établissements de plein exercice des IUT qui ont partout déjà atteint une taille raisonnable.

« L'ardoise va être carabinée », note un observateur particulièrement attentif. Et elle le sera également pour les investissements du plan « Universités 2000 ». Les premiers chiffres financiers un peu précis du coût des opérations retenues démontrent déjà que les enveloppes prévues seront largement dépassées, d'environ 20 %. Cela oblige à réduire d'autant les programmes, soit à les étaler au-delà de 1995.

« 10 à 20 % des sites retenus sont plus de logiques et d'arbitrages politiques que de logiques économiques ou professionnelles », reconnaît un observateur, avant d'ajouter : « La démarche consistant à partir des besoins des branches professionnelles ou des bassins d'emploi, comme ce que préconise le CNPF pour le bâtiment et la chimie, n'a pas été respectée partout. Mais ce grief est aussi vieux que les IUT, et cela n'a pas toujours empêché les établissements de se développer ensuite. »

Non moins problématiques sont les perspectives de financement de ces nouvelles IUT, en dépit de l'appui des collectivités locales. Plus encore que les sections de techniciens supérieurs, les IUT sont des équipements coûteux, notamment en fonctionnement : 32 000 francs par an et par étudiant en moyenne contre 19 000 francs pour les étudiants en DEUG. Or, plus on baille les IUT, plus ça coûte cher, chaque établissement nécessitant un minimum d'encadrement technique et administratif. Il semble bien que, dès à présent, le ministère hésite, pour cette raison, à transformer en établissements de plein exercice des IUT qui ont partout déjà atteint une taille raisonnable.

« L'ardoise va être carabinée », note un observateur particulièrement attentif. Et elle le sera également pour les investissements du plan « Universités 2000 ». Les premiers chiffres financiers un peu précis du coût des opérations retenues démontrent déjà que les enveloppes prévues seront largement dépassées, d'environ 20 %. Cela oblige à réduire d'autant les programmes, soit à les étaler au-delà de 1995.

lement pour les investissements du plan « Universités 2000 ». Les premiers chiffres financiers un peu précis du coût des opérations retenues démontrent déjà que les enveloppes prévues seront largement dépassées, d'environ 20 %. Cela oblige à réduire d'autant les programmes, soit à les étaler au-delà de 1995.

La concurrence des IUP

Enfin, on ne peut pas isoler les filières à bac + 2 de l'ensemble du paysage des formations supérieures. Or, celui-ci est en train de se compliquer sérieusement. Les nouvelles formations d'ingénieur, lancées depuis deux ans après les recommandations du rapport Deacons, sont déjà destinées à ouvrir aux techniciens supérieurs une voie de promotion originale vers le titre d'ingénieur. Mais elles s'inscrivent volontairement dans le dispositif existant organisé autour des deux standards actuels : technicien à bac + 2 et ingénieur à bac + 5.

Beaucoup plus déstabilisante pour les filières courtes est la création, depuis l'automne 1991, des nouveaux instituts universitaires professionnalisés (IUP), débouchant en quatre ans sur un diplôme d'ingénieur-maître.

Comme le souligne M. Mazenod, directeur de l'IUT de Saint-Etienne et vice-président de l'association des directeurs d'IUT, « il y a un besoin indiscutable de formation entre les techniciens supérieurs et les ingénieurs. Mais la formation actuelle des diplômés et des formations risque de brouiller sérieusement le paysage, au lieu d'y mettre de l'ordre : on avait déjà les maîtrises de sciences et techniques, les formations Deacons et les diplômes d'université en trois ans développés par les IUT. Les IUP viennent se superposer à cela, sans oublier le développement rapide des formations privées ».

Et bien des directeurs d'IUT s'interrogent sur l'opportunité de ces nouvelles formations. Les 1 800 heures de formation des IUP correspondent exactement à une maquette d'IUT étendue sur trois années avec des stages en plus. Le risque est grand qu'ils constituent un niveau bac + 4 dévalorisé. Or que le réflexe de toujours plus chez les étudiants visé les IUT de leur finalité, note l'un d'entre eux.

Sur ce terrain, autant qu'ailleurs, il faut que Jack Lang, le nouveau ministre de l'éducation nationale, transforme l'essai ébauché par son prédécesseur.

G. C.

Un réseau en extension

DANS le cadre de la mise en œuvre du plan « Universités 2000 », quarante-huit nouveaux départements d'IUT ouvriront leurs portes à la rentrée 1992, permettant l'accueil de 2 000 étudiants supplémentaires. L'acclimation sera assurée par rapport aux années précédentes : en 1990, une dizaine de départements ont été créés chaque année, puis dix-neuf à la rentrée 1991.

Ces créations sont très symptomatiques des grandes tendances du développement des IUT. Une quinzaine de départements seront ainsi implantés sur des sites existants comportant déjà trois départements ou plus.

À l'inverse, les implantations nouvelles devraient répondre à la volonté du ministère d'étendre le réseau des IUT à des villes moyennes ou de le renforcer dans les zones sous-développées.

(+ 2), Amiens (+ 3), Dijon (+ 1), et surtout la région parisienne. Au total, ce sont, en effet, onze départements nouveaux dont huit ont l'académie de Créteil, qui devraient ouvrir en Ile-de-France et qui permettraient le démarrage d'implantations nouvelles, notamment à Argenteuil, Fontainebleau, Bobigny, Villetaneuse, Montreuil, Le Tremblay, Meaux.

Sur quarante-huit nouveaux départements, une vingtaine seront créés dans des spécialités industrielles et techniques. Le génie civil et le génie mécanique continueront d'accueillir les nouveaux bacheliers. Les IUT secondaires, de nouvelles spécialités commencent à apparaître avec trois départements de génie des télécommunications et réseaux, deux départements de sciences du génie matériaux.

G. C.

déjà

Une filière grippée

L'IDEE est d'une situation paradoxale : la France manque d'ingénieurs, mais la plupart des entreprises ont des difficultés à faire passer les techniciens supérieurs. En 1989, plusieurs ministères ont conclu à la nécessité de mettre en place un système complémentaire de formation des ingénieurs. Au cours de septembre, au sein de la Haute Commission de l'enseignement supérieur, Bernard Descombes, président du Haut Comité de l'éducation nationale, remet à Jean-Joséphine Jospin un rapport dont les grandes lignes d'action seront entérinées en mai par les ministres.

L'objectif ? Créer, grâce à la formation continue, un profil d'ingénieur dont le nombre devrait atteindre, au cours des quinze ou vingt prochaines années, celui des ingénieurs des grandes écoles (environ 14 000 par an). Cinq années d'expérience professionnelle à un niveau bac + 2 sont nécessaires pour bénéficier des formations, baptisées tantôt filière Descombes, tantôt nouvelles formations d'ingénieurs (NFI). Côté formation, un ingénieur technique donne le profil d'intégrer la filière, notamment par le biais des contrats d'apprentissage. Dès la rentrée 1990, cinq formations ont été agréées par la commission des titres d'ingénieur (CTI), dont celle de l'ingénieur (CTI).

Malgré le coût de la formation, jugé « prohibitif » par certains dirigeants d'entreprises, « trop élevé » pour la majorité d'entre eux, hypothèque des débuts de la carrière, la nécessité de remplacer le départ parti en formation souvent une « perte » trop lourde. Autre difficulté : une fois devenu ingénieur, le salarié restera-t-il dans l'entreprise ? De nombreux salariés ont quitté des entreprises de « fidélité » : en cas de départ, pendant une période de trois ans, le salarié s'engage à rembourser les frais de la formation. Ces inconvénients n'ont pas empêché bon nombre d'entreprises d'investir dans un système qui leur permet d'apporter des réponses concrètes à la « pénurie de carrière », précise un dirigeant PME.

En effet, près de 400 000 titulaires d'un brevet de technicien supérieur (BTS) ou d'un diplôme universitaire de technologie (DUT) se retrouvent vers trente-cinq ans à la recherche d'une carrière. La plupart des entreprises séduites par la formule Descombes y voient donc un moyen d'assurer la promotion sociale de techniciens. IBM, Usinor, L'Oréal ou la SNCF ont ainsi obtenu le statut de « partenaire » pour former entre quatre et six ingénieurs Descombes par an. Une génération que les directeurs du personnel surnomment volontiers les « ingénieurs de terrain ».

Ingénieurs de terrain

Après deux ans de fonctionnement du système, les résultats sont mitigés. A la rentrée 1991, trente-deux formations ont été agréées par la CTI, contre dix-huit en 1989. Selon le ministère de l'éducation nationale, 100 % des inscrits suivent ces filières dans le cadre de la formation continue et 40 % en formation initiale.

Par ailleurs, le flou concernant les fonds de l'Etat s'est quelque peu dissipé. En 1991, les 100 millions de francs prévus, 80 ont effectivement été débouqués, une priorité pour le PME. Les fonds de gestion du conge individuel de formation (Fongecif) ont versé une enveloppe de 30 millions de francs ; les aides aux entreprises (30 millions de francs) complétant par ailleurs l'investissement financier en aide pédagogique et en équipement (30 millions de francs).

« Ces filières jouent en partie leur rôle, mais les proportions plus faibles que celles qui étaient prévues », souligne Evelyn Bouchon, du Centre d'études sur la formation des ingénieurs (CEFI). Reste à savoir si la morosité économique actuelle explique, seule, la différence.

Olivier Piot

Des carrières incertaines

Les difficultés d'accès à l'encadrement

CENT vingt et mille élèves IUT ou en section de techniciens supérieurs (STS) en 1990, 180 000 en 1985, plus de 271 000 en 1990 et, très vraisemblablement, il y en aura 300 000 en 1995 : l'explosion démographique des bac + 2 est manifeste et apparemment justifiée. Le taux de chômage de cette catégorie ne reste-t-il pas l'un des plus bas ? Durant la dernière décennie, les entreprises ont eu à leur égard les yeux de Chineuse. Possédant des techniques largement supérieures à celles des bacheliers, les bac + 2 et les DUT présentent l'indéniable avantage d'acquiescer le savoir des premiers par une partie de leur cursus. A l'heure où l'on prône l'entrepreneuriat, le rapprochement de l'atelier et du bureau d'études, sans oublier le très haut niveau de compétence, les bac + 2 techniques répondent parfaitement à l'attente.

Cependant, dix ans après l'entrée des diplômés, les entreprises s'interrogent sur la pertinence de ce niveau de recrutement que sur leur capacité à gérer les carrières de ces centaines de milliers de jeunes gens devenus adultes. Deux faits ont contribué à cette réflexion : la pénurie d'ingénieurs et, surtout, la grève de la SNECMA en 1988, révélant pour la première fois au grand jour la situation des techniciens supérieurs.

Peu ou prou, toutes les grandes entreprises sont concernées. Sans en changer une ligne, nombre d'entre elles pourraient reprendre à leur compte une stratégie que le CNRS a publiée l'an dernier sur la maîtrise de la R&D. Evoquant les besoins techniques recrutés au sein des bac + 2, Jean-Pierre Segal écrit : « Jeunes, parfois sans expérience professionnelle préalable ou plus diplômés que l'encadrement de ligne, lui-même sorti du rang, ces sous-chefs toujours nombreux en fonctions ont dû se confronter à des situations de place d'un monde dont ils ne connaissent pas les règles. Ils ont dans le même temps modifié l'image de la catégorie. (...) manifestant par leurs difficultés d'adaptation les difficultés et les défis d'adaptation qu'il faut à gérer l'insertion d'éléments extérieurs, porteurs d'aspirations et de protestations nouvelles. Beaucoup d'entre eux ont laissé une partie de leurs motivations initiales, pris par les difficultés de l'insertion dans le monde du travail, les difficultés de l'adaptation à la culture d'entreprise, les difficultés de l'adaptation à la culture d'entreprise, les difficultés de l'adaptation à la culture d'entreprise. »

Coefficients et échelons

Pour cela ? Quoi que les entreprises fassent, rien ne pourra leur permettre de recruter des techniciens supérieurs à leur objectif. Pour eux, la promotion est une réalité presque comme un état après quelques années de travail. Les entreprises, résume une étude sur le sujet publiée par l'Institut Entreprise et personnel en 1990, « leur groupe de référence est d'abord celui des cadres alors que les techniciens sortis du rang se définissent davantage par rapport aux cadres ». Et pourtant, « le manque de perspectives et le désir d'être vite justifiés les passages rapides d'un échelon à l'autre, aucune n'étant jugée capable d'offrir une vraie carrière. L'embauche, les rapports avec la hiérarchie qui freinent souvent la progression, enfin les difficultés de la formation continue, tout semble prouver que les bac + 2 et les techniciens supérieurs ne bénéficient pas des avantages d'une gestion de carrière efficace. Ils vivent cela comme un manque, une non-réponse à leur attente, une déception personnelle ».

Tenant compte de multiples avertissements, les grandes entreprises et certaines branches professionnelles commencent à imaginer diverses solutions. La première branche concernée, la métallurgie, a mis au point un plan de développement de la formation continue. Entre le dernier échelon de la grille des non-cadres, le 365, et le premier niveau cadre, les partenaires sociaux de la métallurgie ont créé, voilà deux ans, l'échelon 395, dernière étape avant le statut cadre. Ainsi les techniciens supérieurs, embauchés en principe au coefficient 255 mais relevant du coefficient 270 au bout de six mois, puis du coefficient 285 au bout de dix-huit mois, n'ont plus trois mois quatre coefficients (305, 335, 365 et 395) à gravir avant de passer cadres.

La création de l'échelon 395 est-elle décisive ou ne fait-elle que reculer le problème ?

Les syndicats signataires de l'accord de l'industrie de la métallurgie s'en défendent, mais ne leur donne-t-il pas indirectement raison puisqu'il réfléchit à l'instauration d'une grille unique englobant les cadres et les non-cadres, à l'exception des mêmes avantages qu'aux premiers ?

Certaines entreprises ont déjà pris les devants. Citroën a signé, il y a un an, avec l'ensemble des syndicats de la CGT, un accord prévoyant une grille unique de l'échelon 371. Conséquence : les salariés occupant le 371 (environ mille personnes) peuvent accéder à l'échelon 335, rebaptisé échelon C, pour peu qu'ils aient occupé trois postes de technicien ou d'agent de maîtrise, suivi une formation et obtenu un diplôme. Dès lors, la hiérarchie de tous les avantages liés au statut cadre, en particulier la rémunération (échelon 371 et échelon C), est plus à l'aise.

Preuve que les entreprises tiennent : la SNECMA a également modifié sa grille... mais en rajoutant des échelons. Depuis un accord signé en 1990 par tous les syndicats, sauf la CFDT, deux nouveaux coefficients ont été créés pour accéder à la carrière de cadre : le 395, la maîtrise, le 395, conforme à l'accord de branche, mais aussi un échelon maison, le 421. Par ailleurs, l'accord prévoit que chaque année 20 % des salariés soient pourvus en interne, soit légèrement moins que la moyenne nationale (environ 25 %).

Banque et commerce de détail

D'autres entreprises comme Thomson-CSF, Renault, Alcatel CIT et Rhône-Poulenc ont préféré insister sur les conditions d'accès au statut cadre sans modifier les grilles existantes. Ainsi, en mars 1991, la direction d'Alcatel CIT et trois syndicats (CGT, COC et FO) prévoient trois possibilités d'accès au statut cadre : la promotion par l'acquisition d'un titre d'ingénieur, l'accès à la position cadre pour certains salariés à plus de quarante-cinq ans au coefficient 365 depuis au moins six ans - c'est en fait leur bâton de maréchal - et, entre les deux, la promotion qui fait suite à

formation spécifique. Les candidats âgés d'au moins vingt-huit ans et possédant un niveau bac + 2 peuvent en effet accéder après avoir suivi en alternance de 400 à 500 heures de formation, regroupées autour de quatorze unités de valeur réparties sur deux ou trois ans.

Par ailleurs, la chimie, Rhône-Poulenc vient de lancer une opération originale réservée aux « techniciens et agents de maîtrise de haut niveau » ayant plus de quarante ans. Après avoir suivi trois jours de formation générale et technique pendant deux ans, ces quadragénaires seront recrutés dans les cadres. L'originalité de ce programme, baptisé « Promotech » : les salariés concernés ne changent pas de poste de travail à l'issue de leur formation. Théoriquement, celui-ci évolue progressivement afin que les responsabilités soient élargies. Si à l'heure actuelle cinquante-cinq candidats ont suivi le cursus, Rhône-Poulenc projette d'en former cinq autres d'ici à six mois, soit environ 16 % des agents de maîtrise et des techniciens de haut niveau.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la métallurgie et la chimie ne sont pourtant pas les secteurs où les promotions de cadres sont les plus fréquentes : selon l'Association pour l'emploi des cadres (APEC), la promotion interne des cadres fait partie d'un vaste jeu de gestion des cadres plus que d'un jeu de gestion des hommes. De détail et sans action sanitaire et sociale. Dans le BTP, l'information technique et les études-conseils, la promotion est un phénomène sporadique. Enfin, l'APEC considère que les entreprises industrielles ne sont pas des utilisatrices de cadres de ce type de gestion des cadres.

Frédéric Lemaître

Côté cols blancs Perfectionnement obligé

Une crise de croissance

Des clients pour la formation continue

ALORS qu'ils n'ont guère plus de quarante ans, les diplômés bac + 2 représentent 12 % de la population du tertiaire. Leur place va augmenter, puisque, entre 1983 et 1989, leur croissance a été supérieure à 25 %. Ce constat ressort d'une récente étude du Centre français d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ) intitulée « Le niveau 3 de formation : crise de croissance ? », synthèse de plusieurs travaux réalisés sur ces types de qualification.

Les 1,2 million de titulaires de BTS ou de DUT, qui travaillent dans le tertiaire se répartissent ainsi : 594 000 dans les services marchands, 566 000 dans les services marchands et 50 000 dans les services publics. 26 % d'entre eux sont des professionnels de la santé, 20 % instituteurs ou assimilés, 12 % employés, 10 % techniciens et 9 % sont des professionnels intermédiaires administratifs et commerciaux d'entreprises (PIACE).

Dans les banques, l'apparition de cette qualification a entraîné une forte remontée du niveau du recrutement. En 1983, 46 % des jeunes embauchés au Crédit lyonnais avaient un niveau inférieur au bac. En 1991, ils n'étaient plus que 3 % pour 30 % de bac + 2. Il est vrai que la plupart des bac + 2 trouvent rapidement du travail. Le CERQ, 74 % des BTS et 65 % des DUT obtiennent du travail en moins de six mois et tous ont cessé au bout d'un an. A peu près la moitié d'entre eux ont embauché un emploi à durée indéterminée. Un avantage par rapport à la moyenne de la population.

En réalité, c'est dans l'entreprise que les déceptions commencent. Lors de leur arrivée, les jeunes diplômés se retrouvent dans les banques ou les assurances. Dans la distribution, ils se retrouvent assistants puis chefs de rayon. La plus décevante est leur carrière est loin d'être tracée à l'avance. Pour accéder à l'échelon 395, ils sont contraints de poursuivre leur formation. Les entreprises ont d'ailleurs mis en place des systèmes adaptés. Le Crédit lyonnais, où les bac + 2 sont chargés à leur majorité de particuliers, que les bac + 4 vont confier les entreprises - a ainsi créé trois filières qui permettent en cinq ans d'accéder par exemple au poste de directeur d'agence. « Mais l'écart de salaire ne parvient pas à se combler, reconnaît

Serge Vandaele, responsable du recrutement dans cette banque. Les bac + 2 sont embauchés à 110 000 francs, alors que les bac + 4 le sont à 160 000 francs ».

Le groupe des Docks de France, sensible aux difficultés d'intégration des bac + 2, a aussi instauré des plans de formation. « Ici les possibilités d'évolution sont couvertes », assure Jean Grivard, responsable des ressources humaines. Car le personnel est jugé sur ses performances.

Second diplôme

Dans l'ensemble, les bac + 2 du tertiaire apprécient chez les bac + 2 la double formation générale et technique ainsi que leur capacité d'analyse et de synthèse. Pour mesurer leurs aptitudes d'animation et de gestion, elles recourent à deux types de tests : le premier porte sur leur capacité d'expression écrite et orale, le second sur leur faculté à apprécier les souhaits de la clientèle. C'est sur le niveau des connaissances en informatique que les entreprises semblent le plus dubitatives. En effet, si, dans l'industrie, il y a adéquation entre cette discipline et la spécialité technique, dans le tertiaire, le niveau est plus difficile à apprécier. Mais cette difficulté est aussi liée à l'évolution de l'organisation des entreprises elles-mêmes et à leurs exigences de demain.

En réalité, les possibilités d'évolution de carrière demeurent beaucoup plus faibles que celles des diplômés. « Il y a deux types de situations, analyse Guillon, ingénieur de recherches au CERQ. Dans les secteurs où les diplômés sont nombreux, comme les assurances ou les banques, les bac + 2 sont mis en concurrence. Cela est moins vrai dans les petites structures ».

Cette incertitude sur leur avenir professionnel pousse de nombreux bac + 2 vers les bancs des facultés plutôt que vers les bureaux. Entre 26 % et 41 % d'entre eux en effet poursuivent des études universitaires ou se dirigent vers des écoles de commerce. Avec comme objectif l'obtention d'un second diplôme.

Françoise Chivot

SOUVENT, les bac + 2 retournent à la formation continue après trois, quatre, voire cinq années en entreprise : soit leur propre initiative et en cours du soir qui n'empêchent pas leurs horaires de travail ; soit poussés par leur entreprise, qui croit au développement de leurs potentialités. Ce dernier cas est le plus fréquent. Quelles que soient les motivations et plus conscients aujourd'hui qu'hier des enjeux, ils sont en tout cas nombreux à compléter leur cursus. « On constate une montée en puissance des qualifications », souligne Anne-Marie Trider, chargée de mission au département de l'éducation permanente de l'université Paris-Dauphine. Très vite, les bac + 2 comprennent que pour continuer à progresser dans leur emploi, ou même s'y maintenir, ils doivent reprendre des cours qui débouchent, si possible, sur un diplôme. A Dauphine, cette population est de plus en plus importante. Il est vrai que les possibilités sont nombreuses. Dans le choix des filières d'abord. A côté de l'informatique et de l'électronique, qui attirent toujours autant de candidats, se confirme la percée de formations comme la gestion, la sociologie ou l'ergonomie.

En fait, elles évoluent : le conge individuel de formation, d'apparition récente, et le plan formation, une sorte de contrat tripartite passé entre l'entreprise, le syndicat et l'organisme de formation, sont les deux systèmes les plus utilisés. Dans les deux cas, le retour à l'entreprise est assuré.

Investissement personnel

Reste le choix de l'organisme de formation. Il est légitime en France, mais le choix des bac + 2 se porte essentiellement sur deux poids lourds de la formation : le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et le réseau des centres de formation continue des universités. C'est là où les filières semblent les mieux adaptées.

A 40 % les étudiants du CNAM de Paris sont ainsi des bac + 2. Agés en moyenne de trente et un ans, ils commencent par un cycle B qui, en deux ou trois ans, les amène à un diplôme homologué bac + 4. Ceux qui poursuivent dans le cycle

C (il faut deux ans d'études) obtiendront le titre envié d'ingénieur ou d'économiste. C'est l'informaticien qui reste encore, au CNAM, la filière la plus importante, suivie par l'économie et la gestion, puis par l'électronique.

Les bac + 2 qui se dirigent vers l'université peuvent évidemment y obtenir une licence ou une maîtrise. C'est la majorité des cas. L'université Pierre-et-Marie-Curie-Paris-VI, accueille chaque année 100 à 120 nouveaux bac + 2 ; 80 % d'entre eux s'inscrivent en licence, les autres s'orientent vers des formations techniques qui leur délivrent un diplôme d'ingénieur. Les formules peuvent être assez originales, l'Institut de technologie de l'Université Paris-VI qui, depuis 1981, accueille des bac + 2 en formation continue par alternance.

Globalement, les coûts de formation ne sont pas des obstacles incontournables. Au CNAM, par exemple, les droits d'inscription s'élevaient à 100 francs, plus 100 francs pour chaque valeur. En revanche, l'investissement personnel est beaucoup plus lourd : « Les salariés qui viennent au CNAM », explique Jamila Ouzarha, responsable du département de la formation continue, ont une sacrée volonté. Ils ont des soirées, des examens parfois le samedi. C'est un choix difficile à mener. » Pourtant, les statistiques de l'université ou du CNAM indiquent un taux de réussite aux examens concernant les formations diplômantes qui descend rarement au-dessous des 80 % et qui frôle 100 %. « Ils sont toujours motivés », les étudiants, reconnaît Jean-Hubert Uebbersfeld, directeur de l'IST à Paris-VI. Leur motivation est plus forte. Ils savent que cette formation est leur seconde chance et qu'il n'y en aura pas une troisième ».

Marie-Béatrice Baudet

eslsca

ADMISSIONS SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. par l'Etat. Le diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de l'E.S.L.S.C.A.

Pour la première année, les candidats doivent tituler d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent. La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une maîtrise.

Date des épreuves :	
- 1 ^{re} année (1 session) :	7 et 8 juillet 1992
- inscription le :	15 juin
- 2 ^e année (2 sessions) :	9 et 10 juillet 1992
- inscription le :	23 et 24 septembre 1991
- 1 ^{re} session :	15 juin (1 ^{re} session)
- 2 ^e session :	31 juillet (2 ^e session)
Renseignement - Inscription	
E.S.L.S.C.A.	
1, rue Bougainville - 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-59.	
Etablissement privé d'enseignement supérieur fondé en 1949.	
Diplôme visé par l'Etat.	

TRIBUNE

Comprendre et maîtriser les mutations

Par Alain Chouraqui

N'Y A-T-IL pas, dans l'air du temps, le sentiment croissant que personne ne maîtrise réellement les évolutions économiques, sociales ou technologiques ? Que, bardés de chiffres, de projets et de plans incantatoires, qui les rassurent et qui les trompent à la fois, les décideurs (politiques, patronaux et syndicaux) rencontrent des difficultés inédites à gérer le long terme, le qualitatif, l'interactif ? Que, de leur côté, ceux qui « devraient savoir », chercheurs et experts, désespèrent par le mouvement et la diversité du réel, sont tentés de se replier sur la cohérence interne de leurs modèles explicatifs ? Trop souvent encore, à la myopie de l'action répond l'autisme de la pensée.

À l'analyse, les instruments habituels d'observation d'action semblent aujourd'hui insuffisants pour comprendre et maîtriser à la fois la dynamique et la complexité, l'autonomie et l'interactivité, les tendances à l'évolution à long terme lorsque les données, les règles, les acteurs du jeu se diversifient et changent de plus en plus vite ? Un exemple, dans le domaine du travail : qui doit négocier quoi, à quel niveau(s), pour quelle durée ?

CETTE situation d'incertitude conduit, au plan scientifique, à des travaux autour des théories de la complexité ou du « chaos » ; et, au plan méthodologique, à un rapprochement de deux logiques a priori différentes : des acteurs ressentent plus qu'apparaissent le besoin de mieux s'approprier le savoir, mais aussi de prendre du « recul » par rapport aux engrenages des urgences ; ils se tournent donc vers les chercheurs en sciences sociales, vers leurs méthodes et leur posture critique. Certains chercheurs savent, quant à eux, qu'une collaboration durable avec des acteurs sociaux est un atout pour mieux prendre en compte la complexité, la diversité, la dimension temporelle des réalités sociales, pour faire évoluer problématiques, concepts et résultats. Depuis une dizaine d'années se sont ainsi développées et affinées, dans la plupart des pays européens, des coopérations entre les sciences sociales et les entreprises ou les syndicats. Le besoin des acteurs a rencontré la politique scientifique des pouvoirs publics, au même temps que reculaient les préventions de certains chercheurs à l'endroit de l'ouverture de la recherche à la « demande sociale ».

Le rapprochement recherche - acteurs a aussi été favorisé par les facteurs : au plan théorique, par le projet de ne pas déterminer de la technologie, et par la place croissante qu'elles ont à l'acteur dans l'efficacité productive aux sciences sociales

pour la compréhension des conditions et des conséquences humaines des innovations ; le plan social, par la multiplication des enjeux liés aux changements : emploi, qualifications, organisation et contenu du travail... ; enfin, si décentralisation, négociation et participation sont appelées à avoir une place croissante dans la régulation du travail, il est important que les acteurs concernés acquièrent la capacité de jouer leur rôle. Des points ont donc été établis permettant une meilleure fécondation croisée de la connaissance et de l'action. Des pratiques de coopération fortes, durables et structurées sont aujourd'hui expérimentées ou développées dans différents pays, en vue d'aboutir à de véritables recherches cogérées.

ENTRE chercheurs en sciences sociales et entreprises, les coopérations ont pu porter, par exemple, sur la gestion prévisionnelle de l'emploi, la conception de machines, la fonction sociale dans l'entreprise, la prise de décision... Yves Lichtenberg (1) distingue, à leur propos, le simple « transfert » d'un savoir existant pour résoudre un problème ou préparer une décision et la « recherche conjointe » intégrant l'acteur dans la recherche elle-même. Le recul critique qu'inspire la posture de recherche permet de déplacer, au sens propre, les points de vue, de poser autrement les problèmes, de sortir de certaines impasses conceptuelles. Le processus interactif permet une efficacité « en continu » de la recherche, et non la « fin » seulement. En outre, étant l'occasion d'échanges internes à l'entreprise, la recherche conjointe peut favoriser certains décloisonnements entre services ou entre niveaux hiérarchiques, améliorer le système d'information et de négociation, faire évoluer le « climat » de la connaissance dans l'entreprise et permettre de dégager des règles mieux acceptées parce que fondées sur l'effort d'objectivation de la recherche.

Le partenariat syndicats-recherche s'est développé plus récemment. Finalement, il repose aussi sur des raisons et des enjeux spécifiques aux syndicats : la faiblesse relative de leurs moyens confrontée à des tâches institutionnelles de plus en plus nombreuses, la recherche d'une égalité d'accès à la connaissance et à son élaboration, la conscience d'un savoir spécifique accumulé par les travailleurs et leurs organisations, le souhait de mieux faire valoir leurs critères et leurs valeurs, au même titre que les entreprises, dans les orientations des politiques et des programmes de recherche.

De fait, la coopération syndicats-recherche se développe aujourd'hui dans la Communauté européenne : depuis 1987, se sont multipliées, à l'initiative de la Commission, conférences nationales destinées à dresser bilans et propositions. En France comme ailleurs, les recherches communes portent sur les politiques économiques, les relations professionnelles, les conditions de travail, les nouvelles technologies, la participation, l'identité des acteurs et le syndicalisme lui-même, la protection sociale et la santé... (2). Les partenaires reconnaissent généralement la qualité des résultats scientifiques obtenus et l'utilité des coopérations. Il ne s'agit plus seulement de travaux de syndicats (expertise) ni de la recherche (terrains de recherche), mais véritablement de

Le dialogue entre la temporalité de l'action et celle de la recherche met en cause l'efficacité du travail scientifique comme la pertinence des méthodes prises. Pourtant, l'ensemble des coopérations évoquées permet d'espérer que s'articulent mieux les rythmes et les logiques. Cela exige des acteurs décidés à prendre du recul et à investir dans la connaissance. Cela implique des recherches fondamentales suffisamment solides pour pouvoir apporter une réponse « en temps réel » aux besoins essentiels de la demande sociale, mais aussi une interdisciplinarité naturellement réclamée par les acteurs. Cela suppose enfin que les responsables nationaux ou européens de la recherche soutiennent durablement les coopérations comme un élément central de leurs actions incitatives.

À défaut de rapprochement aujourd'hui nécessaire entre acteurs de sciences sociales, celles-ci pourraient voir discréditées au nom d'une exigence d'efficacité pratique, et courir à la dérive entre modes et goudrons. Serait ainsi alimentée une certaine critique actuelle de la recherche. Et l'on voit que chaque échec de la recherche fait dégrader le soleil noir de l'indifférence.

Alain CHOURAQUI est directeur au CNRS (LEST - Aix-en-Provence).

(1) In « Entreprises et chercheurs », ouvrage collectif, L'Harmattan éd., Paris 1991.

(2) La Coopération syndicats-recherche en Europe, sous la direction d'A. Chouraqui, préface d'A. Touraine, Presses du CNRS, Paris, 1991.

ECHOS

L'argent des syndicats

Les journalistes de l'information (AJIS) organisent mercredi 22 avril un colloque sur le statut syndical et le financement du syndicalisme. Des représentants de Pechiney, du GAN, d'Assurances et de Casino ainsi que des syndicalistes participeront à ce débat.

Inscriptions : 48-05-91-05.

Décentralisation et développement économique local

À l'Assemblée nationale, le 21 avril, René Souchon, président du CRIDEL, et Jean-Pierre Sauter, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, organisent un colloque consacré à la décentralisation et au développement économique local. Y participeront, entre autres, Jean-Pierre Duport, député du DATAR, Maurice Ligot, maire de Cholet, Jean-Pierre Worms, député de Seine-et-Marne, et Michel Hervé, président de l'ANCI.

CRIDEL, 48, rue Albert, 75013 Paris. Tél. : 44-24-06-08.

Le management en réseau

Le cabinet Management et conjonction sociale, qu'anime Henri Vacquin, et le maître spécialisé en gestion marketing de l'ESSEC organisent, le 21 avril à Paris, une journée de réflexion sur « Le management en réseau, de la théorie à la pratique ». Cette manifestation est destinée aux cadres et aux dirigeants d'entreprises. Elle proposera elle-même une mise en relation d'expériences très différentes, par des experts et des praticiens français et étrangers.

Management et conjonction sociale, 17, rue Sausselet-Le Roy, 75017 Paris. Tél. : 47-64-95-08.

Management et dynamisation sociale dans le secteur public

Sous l'égide du CNOF et de l'Association des Consultants, un colloque de Management France est organisé, le 23 avril, sur le thème du « Management et dynamisation sociale dans le secteur public ». Cette journée d'étude, qui s'adresse aux dirigeants et aux opérationnels, vise à montrer comment le public évolue, et par quels moyens il se met progressivement au diapason

des entreprises privées, en modernisant. Outre une table ronde seront exposées les expériences, quatre ateliers prévus sur la formation, l'entretien individuel d'évaluation, le projet de loi et la dynamisation du personnel par l'image.

CNOF, 10, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux. Tél. : 47-67-13-13.

La reconnaissance du fait syndical

François Intravigne, secrétaire général du Syndicat de la métallurgie de France, directeur général de Stratégie, et depuis longtemps réputé pour ses prises de position originales dans le domaine social, organise mardi 14 avril une journée de formation-confrontation au dialogue social et à la reconnaissance du fait syndical. Il animera une réunion à Woippy (Moselle), avec la complicité de plusieurs syndicalistes locaux, pour des directeurs de services humains, des responsables de production, des consultants sociaux et, bien sûr, des syndicalistes. Au programme, « un voyage en pays syndical » pour découvrir le métier de militant, mais aussi le rendu d'expériences novatrices, symbolisées par des accords signés chez AXA, au GAN, chez Elf-Aquitaine, Usinor-Saclor.

Stratégie et avenir, zone Maison-Neuve, 45-48, route de Thionville, 57140 Woippy. Tél. : 87-32-16-54.

DRH en voyage

L'Association des directeurs de la fonction personnel (ANDCP) organise, du 12 au 15 mai, un voyage en Allemagne sur le thème « Rôle du personnel dans la formation ». Les visites à Karlsruhe, Francfort et Düsseldorf permettront de découvrir les expériences de Siemens, Mercedes-Benz et Hoechst. Des rencontres sont prévues avec des représentants du syndicat DGB, de l'Association des directeurs du personnel et du patronat. De plus, l'ANDCP participera au congrès mondial de la fonction du personnel (WFPM) rassemblant 150 000 professionnels.

ANDCP : 29, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : 45-63-55-09.

STAGES

Le marnage des offres de stages est désormais accessible en tapant le mot-clé LEMONDE.

Les personnes intéressées doivent adresser directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le formulaire des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 48-08-99-93.

Les entreprises désireuses de passer des offres doivent adresser leurs offres directement au 45-45-16-20.

GESTION

Lieu : Boulogne-Billancourt. Date : Immédiate. Durée : A convenir. Ind. : 2 500 F. Profil : bac + 2, gestion, commerce, vente ou communication-publicité. Mission : assister les chefs d'opérations, gestion de comptes-rendus et résultats d'opérations, gestion stocks. 00464

COMPTABILITÉ

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 2 mois mini. Ind. : A définir. Profil : bac + 2. Mission : suivi de comptabilité, gestion des stocks, facturation. 00485

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2, comptabilité. Mission : au sein de la division financière, tâches administratives liées à la déclaration DADS 2 (honoraires et courtages). 12703

PERSONNEL

Lieu : Clichy. Date : Immédiate. Durée : A convenir. Ind. : Fixe mensuel + repas + transport. Profil : bac + 2, rédaction, Macintosh. Mission : assister un consultant responsable de projet ressources humaines. 00405

MARKETING

Lieu : Paris-Ville-Poste. Date : Immédiate. Durée : 3/4 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 2/3, ESC BTS connaissances informatiques. Mission : marketing, vente et téléphone, prise de rendez-vous avec clients. 00477

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 5 à définir. Profil : bac + 2, marketing, commerce, bilingue anglais, TTX, Word 5. Mission : assistance commerciale, vente, facturation. 00490

Lieu : Montrouge ou Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois, mi-temps possible. Ind. : 6 000 F/mois brut pour plein temps. Profil : bac + 2, Ecole de commerce, marketing. Mission : promotion immobilière, études de terrain sur 2 secteurs collectifs d'habitat sur différents secteurs. 00488

Lieu : Roissy ou Montrouge. Date : Immédiate. Durée : 3 mois, mi-temps possible. Ind. : 6 000 F brut. Profil : bac + 2, Ecole de commerce, marketing et communication. Mission : développement commercial pour commercialisation de bureaux, accueillir et faire visiter les locaux aux prospects. 00487

Lieu : Paris-Ville-Poste. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 2, BTS, informatique-électronique. Mission : étude de faisabilité, mise au point de produits et services clients. 00476

Lieu : Hauts-de-Seine et R.P. Date : Immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : 1 650 F/mois mini. Profil : bac + 3, anglais. Mission : prise de réservation de groupes, réservation centrale et études marketing. 00478

VENTE

Lieu : Paris. Date : toute l'année. Durée : 1/5 mois. Ind. : 30 % du SMIC. Profil : bac, connaissance de la moto. Mission : contacts commerciaux pour suivi des demandes de la clientèle. 00491

Lieu : Toulouse. Date : 15 avril. Durée : 6 semaines. Ind. : 2 500 F + intéressement. Profil : bac + 2, BTS action commerciale, vente, marketing. Mission : vente d'impressions sur textiles, prospection auprès des entreprises et du secteur associatif (sports et loisirs). 00406

Lieu : Paris. Date : à convenir. Durée : 2 mois mini. Ind. : 30 % du SMIC + intéressement. Profil : bac + 2, BTS action commerciale, être possesseur du permis moto 125 cm³. Mission : action commerciale pour présentation de nouveaux produits, vis-à-vis du réseau constitué de magasins motos et clients de la société. 00476

Lieu : Toute la France. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : 6 000 F + 2 000 F de prime + frais forfétaires. Profil : jeune femme, expérience de la vente, disposer d'un véhicule. Mission : animation et vente de produits minéraux aux clients en pharmacie (5 animations par semaine). 00492

INFORMATIQUE

Lieu : Paris-Ville-Poste. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 2, BTS Informatique. Mission : faire de la programmation pour produits informatiques. 00479

Lieu : Pantin. Date : Immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : A définir. Profil : bac, informatique. Mission : mise au point d'équipements informatiques, formation et démonstration de logiciels de gestion ou P.A.D. 00474

Lieu : Levallois et R.P. Date : Immédiate. Durée : 6 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 4/5, Maie, langage PC, SGBD, méthodes d'analyse. Mission : Etude, analyse, paramétrage d'outils existants et programmation spécifique, suivi de sites, tests. 00483

SECRÉTARIAT

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac, Macintosh. Mission : secrétaire sur des productions audiovisuelles. 00207

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : A définir. Profil : bac, anglais. Mission : secrétaire en anglais. 00481

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : à convenir. Ind. : 1 000 F à 10 000 F. Profil : bac, bureautique, traitement de textes, bilingue anglais. Mission : accueil téléphonique, accueil des clients, recueillir les stagiaires, présenter et vendre les cours, gestion d'un petit service, assister la direction. 00493

Lieu : la Défense. Date : Immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 5 000 F mois. Profil : bac + 2, BTS secrétaire ou équivalent. Mission : frappe et mise en forme de rapports, de schémas, de tableaux, mise à jour des dossiers, facturation. 00402

Lieu : Nanterre, Vincennes, Orly ou Bourg-la-Reine. Date : Immédiate. Durée : à convenir. Ind. : A définir. Profil : bac + 2, connaissance en environnement et consommation. Mission : relations clientèles et suivi administratif (travail sur écran). 00383

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 2 mois. Ind. : 1 200 F. Profil : bac + 2, Macintosh, connaissance en programmation. 00482

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : 200 F mini. Profil : bac + 2, secrétaire. Mission : tâches administratives liées au recrutement. 24863

AUTRES

Lieu : Paris. Date : juillet. Durée : 1 mois. Ind. : 30 à 50 F/h. Profil : expérience en l'animation. Mission : animateur. 00481

Lieu : Paris. Date : Immédiate. Durée : 2 mois mini. Ind. : A définir. Profil : bac, Macintosh, magasiniers, logisticiens. 00483

Lieu : Paris et R.P. Date : Immédiate. Durée : 1 mois. Ind. : 333 F/jour brut + repas + transport. Profil : bac, animation, promotionnelles, grandes surfaces (vendredi et samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h). 00485

Chaque mois dans

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Deux dossiers sur l'actualité économique et géopolitique.

UNIVERSITE DE PARIS X NANTERRE

MAGISTERE

MODELISATION APPLIQUEE

SCIENCES ECONOMIQUES ET GESTION

200, avenue de la République
92001 NANTERRE CEDEX
Tél. (1) 40 97 78 32

Recrutement:

DEUG de Sciences Economiques, MASS ou équivalent
Admissibilités grandes écoles économiques et scientifiques

jusqu'au 4 juillet 1992

35 places au concours

Premier Emploi

LA RÉUSSITE EST COMPLÈTE
QUAND LES COMPÉTENCES
SE COMPLÈTENT

Jean-Yves Terlain, ■ double talent : architecte naval et skipper

La réussite n'est jamais le résultat du hasard. Si SLIGOS est devenue aujourd'hui l'une des toutes premières Sociétés de Services et d'Ingénierie Informatique (SSII) européennes, c'est parce que ses 5800 collaborateurs ont su faire bénéficier ses clients de sa double compétence de concepteur et d'exploitant de systèmes informatiques.

SLIGOS ■ choisit un homme de caractère, Jean-Yves Terlain, à la fois architecte naval et skipper pour illustrer cette double compétence.

Vous aussi avez le tempérament pour exprimer dans ■■■■ future entreprise la diversité de vos talents et vous y affirmer totalement.

Quel que soit votre profil, SLIGOS valorisera vos compétences et assurera leur épanouissement.

SLIGOS Direction des Ressources Humaines

3, place de ■ Pyramide 92067- Paris La Défense - Cedex 49

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE

SLIGOS



Personnel Navigant

Hôtesse - Stewards

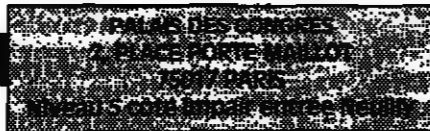
Afin d'offrir un ■■■■ bord ■■■■ haute qualité sur nos lignes en Europe et de Paris ■■■■ Etats-Unis.

Qualifications :

- Age minimum 21 ans (jeunes gens dégagés des obligations militaires)
- Niveau baccalauréat
- Parfaitement bilingue Anglais/Français ■■■■ parlé
- Taille entre 1 ■■■■ et 1 ■■■■ cms
- Excellente présentation.

Si ■■■■ possédez une expérience ■■■■ dans ■■■■ contacts humains, ■■■■ si vous aimez ■■■■ travail d'équipe, l'initiative personnelle, le ■■■■ des responsabilités, nous vous invitons ■■■■ vous présenter à nos :

Journées portes ouvertes



Les 15, 16 ■■■■ 17 avril 1992. Les ■■■■ d'interviews se tiendront chaque jour à 9 h 00, 10 h 30, 12 h 00, 13 h 30 et 15 h 00.

AUCUN RENSEIGNEMENT NE SERA DONNÉ PAR TÉLÉPHONE.

Jeunes ingénieurs, votre premier challenge, la rente

CHEFS DE
SECTEUR
COMMERCIAUX

Spécialisé en génie électrique, vous souhaitez valoriser vos compétences techniques complétées par une formation commerciale.

En relation avec la Direction de l'Agence, vous prenez la responsabilité de votre secteur pour assurer le développement commercial, le suivi d'une clientèle directe et l'animation d'un réseau de distributeurs. Vous disposez d'un appui commercial et technique solide pour vous seconder dans votre travail.

Votre réussite dans cette mission, votre dynamisme et vos ambitions vous ouvriront des perspectives réelles d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV détaillé avec photo et salaire actuel :

SAF - DRH sous réf. : 4002
13/17 rue d'Éparchies
95510 SAINT-OUEN-LAUMÈNE.

Nous progressons,
ensemble.

La Soudure Autogène Française, leader français, est implantée dans le monde entier (54 % de son chiffre d'affaires à l'international). Filiale de l'AIR LIQUIDE, nous concevons, fabriquons ■■■■ commercialisons ■■■■ matériels ■■■■ produits de soudage, coupe de haute technologie.

AGENCE MARSEILLE

EN PREMIÈRE LIGNE DE
NOS PERFORMANCES
INDUSTRIELLES.

KIMBERLY CLARK SOPALIN, filiale française du Groupe international KIMBERLY CLARK Corporation recherche pour l'une de ses principales usines européennes à Rouen, deux

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS
(Débutants ou 1ère expérience)

souhaitant évoluer dans un environnement de production en très grande série nécessitant un haut niveau technologique ■■■■ outils de fabrication.

* INGÉNIEUR MÉTHODES / PROCESS - TRANSFORMATION

En ■■■■ coordination ■■■■ services internes (études, marketing, achats, comptabilité...), vous jouez un ■■■■ majeur dans l'étude et la mise en oeuvre des ■■■■ équipements. Vous ■■■■ responsable de l'optimisation des procédés et des outils de production de notre Atelier de Transformation, dans le respect de nos objectifs ■■■■ qualité, de ■■■■ et ■■■■ coûts. Vous formez ■■■■ équipes d'opérateurs. De réelles qualités de contact sont nécessaires. R&L AT

* INGÉNIEUR ÉLECTRICITÉ, AUTOMATISMES,
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Interlocuteur et soutien technique des études, de la production et de la maintenance pour ■■■■ équipements électriques, l'instrumentation ■■■■ l'informatique industrielle de l'usine, vous participez aux études de faisabilité, aux démarrages des nouveaux équipements ■■■■ l'optimisation ■■■■ outils existants. Vous apportez ■■■■ ces équipes votre assistance en matière de diagnostic et votre connaissance des techniques actuelles ■■■■ de leurs évolutions. R&L RA

Dans ■■■■ deux cas, ■■■■ en relation régulière avec ■■■■ sites industriels de notre Groupe, en France et en Europe, une bonne pratique de l'anglais est à ce titre indispensable.

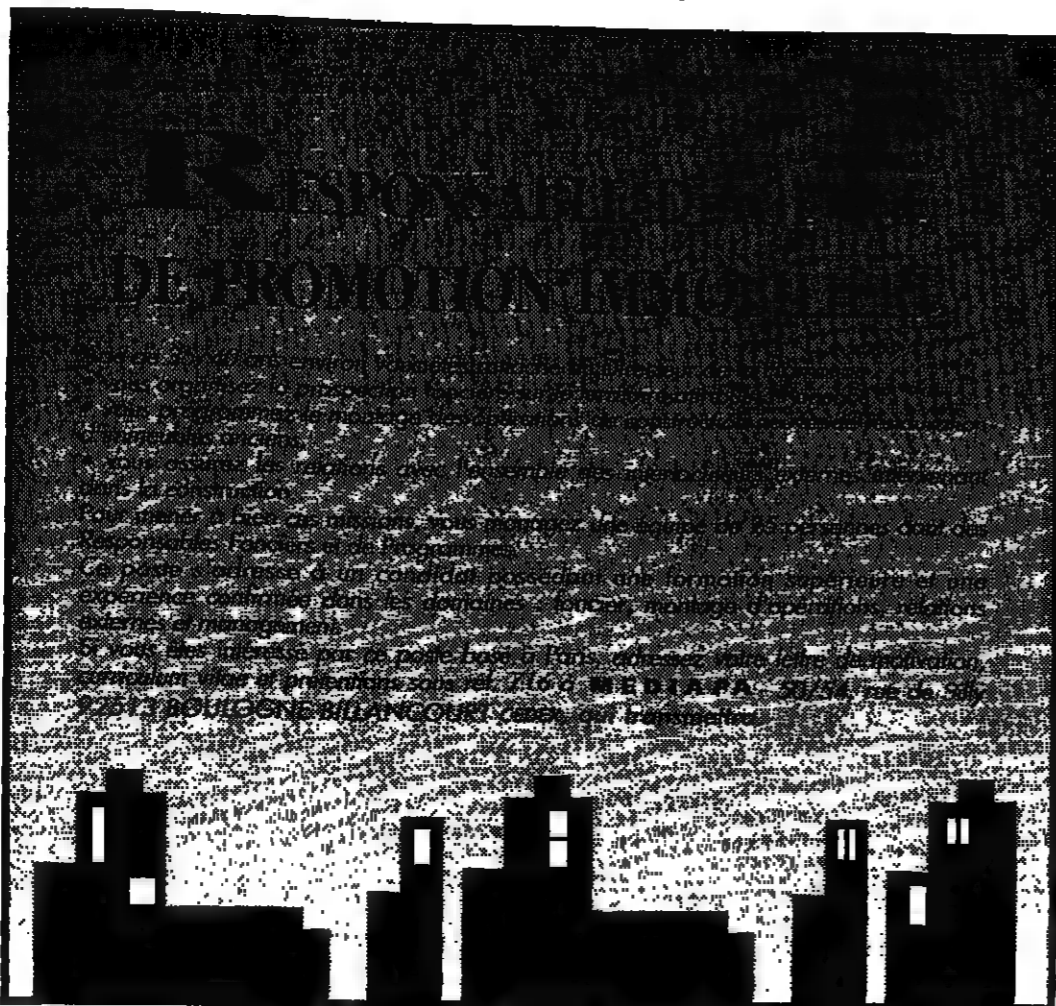
Merci d'adresser votre lettre, C.V. et photo, en précisant la référence de votre choix, à Monsieur François ROBERT



Kimberly-Clark Sopalin

Bureaux de la Colline
92213 Saint-Cloud Cedex36 15
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM
pour découvrir des annonces
qui correspondent à votre profil.



DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EN CHARGE DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Un Groupe solidement implanté, réalisant des produits destinés à des industries de transformation, recherche un candidat de premier plan pour l'intégrer à son Comité de Direction et lui confier la responsabilité commerciale France et exportation (CA actuellement 1,6 milliard).

La réussite dans ce poste implique :

- une formation Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs
- 15 ans d'expérience commerciale dans le domaine des produits industriels
- l'habitude d'animer avec succès des équipes de cadres expérimentés
- une envergure personnelle permettant d'affirmer naturellement tant à l'intérieur du Groupe que vis-à-vis de la Clientèle

Poste à PARIS.

Ordre de grandeur de rémunération : 700.000 F + Intéressement aux résultats.

Ecrire sous réf. 16 A 2375 2M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

etap

GROUPES AMÉRICAIN DU SECTEUR INFORMATIQUE

recherche

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FILIALE FRANÇAISE

Notre client est une entreprise dynamique, se développant rapidement sur le marché du marketing direct aux entreprises, d'une large gamme de produits informatiques (accessoires techniques, non, et fournitures, y compris du matériel et du logiciel).

Le poste implique la pleine responsabilité du compte d'exploitation de la filiale française et la supervision des ventes, du service client, du marketing, de la finance et des activités d'entrepôt et de distribution.

La société emploie actuellement 130 personnes.

De formation supérieure, ayant acquis une expérience dans les domaines du marketing et de la vente, le candidat doit avoir un passé réussi de minimum 5 ans de direction d'entreprise en développement, de 200 à 500 MF.

Il/elle doit être capable de développer une stratégie sur son marché et de la mettre en exécution, tout en s'assurant qu'elle correspond aux engagements de la société concernant l'excellence de son service client et en tenant compte des objectifs de résultats à court et à long terme, sur le marché français.

Rémunération : 700/800 KF + primes et avantages.
Rattachement hiérarchique : Vice-Président Europe.
Lieu de travail : Paris.

Age suggéré : 35-45 ans environ.

Création de poste : non. Anglais impératif.

Envoyer CV sous réf. n° 8810 au :

MONDE PUBLICITÉ, 16/17, rue du Prince-Royal
75016 PARIS

Directeur Général RHONE-ALPES

450 KF+

SOCIÉTÉ DE SERVICES AUX ENTREPRISES

NOTRE PROJET
"le 100% QUALITÉ"
est à l'origine de notre progression,
et nous amène à recruter

MISSION

- Organiser, animer et gérer une structure de 300 personnes.
- Faire évoluer le type de prestations en fonction des attentes des clients.
- Assurer la part de marché sur la région, en préservant la rentabilité.

PROFIL

- Diplômé de l'enseignement supérieur technique ou commercial, le candidat justifiera d'une expérience de l'animation d'équipes importantes dans le domaine des services.
- Un sens aigu de la qualité lié à une réelle écoute des clients représentera un atout décisif.

Envoyer CV, lettre manuscrite + photo sous réf. 92/41/DG
Institut Jacques Coeur - 16, rue Baudin - 93000 LEVALLOIS-PERRET.

Institut Jacques Coeur

BECTON DICKINSON

Nous faisons progresser le monde médical...

Becton Dickinson, 11 000 personnes dont 4 400 en Europe, est l'un des leaders mondiaux du matériel médico-chirurgical. Becton Dickinson Pharmaceutical Systems Europe recherche un pharmacien confirmé pour lui confier le poste de

Directeur Assurance Qualité et Affaires Réglementaires Europe

Sous l'autorité du Président Europe, la Division, membre du Comité de Direction, vous participera à la stratégie et à la politique de Qualité à l'échelle européenne, votre mandat :

- Vous êtes responsable du suivi et du renforcement d'un Système d'Assurance et de gestion de la Qualité au sein de la Division.
- Vous assurez des audits aussi bien internes que chez nos fournisseurs.
- Vous travaillez en étroite collaboration avec les services commerciaux et production pour le traitement des réclamations clients.
- Vous êtes responsable de la formation et de la sensibilisation du personnel à la qualité.
- Vous veillez à l'évolution des dispositions réglementaires nationales ou européennes.

Pharmacien, vous avez un minimum de cinq ans d'expérience en tant que responsable de fabrication ou d'un département Qualité. Vous possédez des qualités de rigueur, d'organisation, travail en équipe, alliez à un esprit créatif, communicatif, et maîtrisez la langue anglaise : vous avez, alors, toutes les chances de réussir ce challenge passionnant au sein d'une véritable équipe multinationale et de contribuer au développement d'une Division à pleine expansion.

Merci d'adresser vos CV et lettre de motivation, photo et prétentions, sous réf. JPSK/QA/RA, à la Direction, Becton Dickinson Pharmaceutical Systems, 4, 38800 Le Pont-de-Clais.

ENTREPRISE DE SANTÉ



Un Avenir brillant pour un

DIRECTEUR TECHNIQUE performant

Pour LE spécialiste de la fabrication et la commercialisation du tube pour la construction, il faut sans cesse anticiper les évolutions technico-économiques.

Homme de challenge, votre volonté d'aboutir conjuguée à votre rigueur souligne votre souci constant d'améliorer notre productivité, de développer notre rentabilité et d'optimiser notre organisation. En un mot, de conforter notre compétitivité et notre performance en vue de la certification ISO 9000.

Manager aguerri doté d'une forte personnalité et d'un charisme certain, vous développerez vos compétences : vous dirigerez et ferez vivre au quotidien notre équipe : qualité et performance.

Résolument tourné vers l'optimisation des ressources techniques et humaines de l'usine de nos collaborateurs, vous brillerez par votre souplesse, votre réactivité, vos capacités d'analyse et d'anticipation.

À vos ordres, Ingénieur AM, INSA ou équivalent. Adécidez d'enrichir une expérience acquise dans la transformation des métaux. Engagez-vous dans l'avenir de notre Groupe pour construire le vôtre. EXMA Direction Ressources Humaines - Groupe Jean d'Huart - 3, rue l'Industrie - 57101 YUTZ



Directeur de la formation

Rattaché au D.G et faisant partie du comité de Direction, vous animerez une équipe de personnes d'environ 150 intervenants extérieurs. En coordination avec les autres départements du CNPP, vous aurez également la responsabilité du développement en France et à l'étranger. Dans notre métier qui implique notamment la prévention des risques industriels, nos interlocuteurs sont des professionnels de la gestion des risques, de la sécurité et de la protection de l'environnement dans les entreprises. Une expérience de la formation continue est nécessaire, ainsi que la connaissance du milieu industriel. Idéalement vous avez un diplôme d'ingénieur, complété par une formation en gestion et vous parlez anglais.

Votre professionnalisme et votre implication vous permettront de réussir dans ce poste basé à VERNON.

Merci d'écrire sous référence 267/M à A.L. CONSEIL 39, rue d'Amsterdam - 75008 Paris.

A.L. conseil

Gestion et des Finances

L'Union Européenne de CIC révèle les talents

L'Union Européenne de CIC a pour objet de promouvoir les talents de ses membres. Elle est composée de 100 membres, dont 50 sont des professionnels de la gestion et des finances. Elle a pour but de leur offrir une formation continue et de leur permettre de développer leurs compétences. Elle organise des séminaires, des ateliers de travail et des conférences. Elle est ouverte à tous les professionnels de la gestion et des finances qui souhaitent rejoindre son réseau.

RESPONSABLE MARCHÉ PROFESSIONNEL

Au sein de notre département Développement, vous serez le responsable du plan annuel "Marché Professionnel" (commerçants, artisans, professions libérales, micro-entreprises...). En relation avec les différents spécialistes, vous définirez les objectifs marketing, concevrez et mettez en œuvre les stratégies d'approches en termes de produits et de services. Vous avez toute latitude pour parfaire votre connaissance du segment de marché (programme d'étude, d'informations...) et pour permettre d'orienter nos prestations. Vous possédez une formation dominante bancaire (ITB, CESA), complétée par une expérience de 5 ans minimum du marché des particuliers et des professionnels dans une banque spécialisée ou de réseau.

Homme d'organisation et de coordination, vous êtes un bon stratège commercial, possédant une pratique des contacts à tout niveau qui vous permettra de réussir dans le poste et d'évoluer au sein du groupe.

■ d'adresser ■
■ candidature (lettre + CV + photo) auprès de l'Union Européenne de CIC, Direction des Ressources Humaines -
■ l'emploi ■ Philippe CHARLIER
■ rue Gaillon - 75017 PARIS
Cedex 02.

CIC

Union
Européenne
de CIC

LA FILIALE
DE CREDIT-BAIL
DE CREDIT
RESEAU CREDIT-BAIL
RECHERCHE UN

analyste crédit

Au sein d'une petite équipe, vous prendrez en charge l'analyse financière des dossiers et les présenterez au comité d'engagement national. Vous assurerez le contrôle et le suivi des dossiers acceptés directement par notre réseau dans le cadre de sa délégation. Vous assisterez le Réseau et les Chargés d'affaires régionaux dans l'élaboration des propositions et le montage des dossiers. Pour ce poste évolutif, nous recherchons un jeune analyste crédit, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, DES option financière, gestion) ayant une première expérience d'une clientèle de PME-PMI dans un établissement de crédit. Une bonne connaissance micro-informatique serait appréciée. Merci d'adresser votre dossier de candidature (prétentions, s/réf. 712, MEDIA PA - 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, qui transmettra.

AUDIT INTERNE

280 KF +

Hay Management Consultants
Hay Group 1er CONSULTANT MONDIAL EN RESSOURCES HUMAINES

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Paris. 180 KF +

Avec plus de 400 MF d'investissement et 2 milliards de CA, trente-deux filiales, une forte croissance, ce groupe coté en Bourse se développe dans la fabrication et la commercialisation de produits pour le bâtiment. Sa réussite tient avant tout à une stratégie d'implication forte des responsables opérationnels liée à une pédagogie ferme et vivante venant du holding. De nouveaux modes de reporting financier sont mis en place; le contrôleur budgétaire que nous recherchons est l'animateur de cette action.

A ce titre, après une période de formation et d'immersion dans les filiales, il contrôle, rassemble et normalise leurs budgets, trouve de nouvelles mises en forme des tableaux de bord et est responsable du développement et du parc micro de la société. Bras droit du Secrétaire général, il participe au reporting consolidé et à la communication financière du groupe et est associé à l'équipe de direction du holding.

Vous avez 25 ans, votre goût des chiffres n'est pas prêt de ternir sans sens de l'humour, précis, pugnace, communicateur imaginatif, avec votre formation (ESC ou équivalent) et votre maîtrise de la micro de gestion (EXCEL...), vous êtes reconnu pour parler René CASIMIR, Directeur AWW, est votre contact personnel et confidentiel; écrivez-lui maintenant (lettre, cv, photo) : 1, rue Auguste-Vacquerie, 75116 PARIS.



Ressources Humaines

europ assistance

Valorisez 5 à 7 années
d'expertise en organisation !

Avec plus de 700 000 interventions par an pour les millions d'abonnés qui font confiance, nous sommes le N°1 mondial. Quelques 300 000 prestataires et 500 correspondants dans le monde nous y aident à tout. Nous sommes à votre service pour intervenir dans des domaines différents, à toute heure, en urgence, dans le monde entier, l'organisation doit évoluer.

Adjoint fonctionnel du Directeur, vous proposerez des actions d'amélioration concrètes dans les domaines aussi variés que l'organisation, les systèmes d'information, la qualité, la rentabilité, les prestations... Vous serez en liaison avec la Direction Informatique pour la mise en place du nouveau schéma directeur.

■ +/- 30 ans, de formation X, ECP, HEC... ■
■ mené ■ bien ■ missions d'organisation complexes au sein d'un grand cabinet de conseil anglo-saxon ou d'un groupe international. Ce poste est un excellent tremplin d'évolution, en France ou à l'étranger. Anglais exigé. ■ Jean-Michel Court, associé de Sirca, 140 rue Hausmann 75008 Paris, en précisant la réf. 419 152 LM.

SIRCA
anticiper la réussite

IMPORTANTE SOCIETE IMMOBILIERE.

Située à Paris

(AMENAGEMENT, CONSTRUCTION, GESTION)
créée pour renforcer sa Direction Gestion, le poste de

DIRECTEUR ADJOINT

Sous l'autorité du Directeur de la Gestion (800 millions de locations pour un patrimoine constitué principalement de logements), vous prendrez en charge le suivi quotidien des activités de la Direction, le contrôle des procédures, l'analyse de la qualité et les missions de représentation auprès des services d'organismes publics et privés. Vous proposerez des actions d'amélioration et vous contribuerez à leur mise en place et à leur suivi.

A 30-35 ans environ, vous justifiez d'une solide formation initiale acquise dans l'enseignement supérieur (Grande École de Commerce ou D.E.S.S.), d'excellentes capacités rédactionnelles et d'une expérience réussie à la fois dans un poste opérationnel et dans un poste de contrôleur de gestion.

Nous offrons le moyen terme de réelles perspectives d'évolution pour un candidat de valeur, qui aura su prouver sa finesse d'analyse, son intelligence des situations, son sens du terrain et sa volonté d'aboutir.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions à M. A. 4045913 ■ PREMIER CONTACT 38, rue de Valenciennes 92532 LEVALLOIS PERRET Cedex ■ taping 3615 PCONTACT.

T O U L O U S E

Groupe familial à dimension humaine : 500 personnes, 380 MF de CA, 8 sites en France, 1 Portugal et 1 USA, recherche pour le siège Holding Toulouse un

Directeur administratif & financier

Véritable bras droit du Président Directeur Général et du Directeur Général, vous prendrez en charge la coordination des fonctions administratives, comptables et financières.

Garant des méthodes et de la fiabilité des informations, vous serez à l'initiative de l'organisation, du contrôle de gestion homogène, du reporting budgétaire et du traitement des réclamations. Vous amènera à donner à la Direction son caractère d'aide à la décision d'une part, et au management des responsables des centres de profit d'autre part.

Votre formation d'ingénieur pour vous imposer dans un milieu industriel ainsi qu'un diplôme d'école supérieure de Commerce pour gérer les livraisons d'une économie de marché seront votre carte de visite.

Une expérience significative sera la justification de votre candidature pour ce poste qui requiert rigueur, esprit d'entreprise, sens du contact, ouverture d'esprit, rapidité d'intégration.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo, lettre de motivation, lettre de recommandation et rémunération actuelle) à : D.A.D., réf. DAF 0462, 21 du Bois Vert, 31120 Portet-sur-Garonne.

Gestion et des Finances

CHARGE D'ETUDES ACTUARIELLES ET FINANCIERES

La Défense - Natio-Vie, filiale assurance du groupe BNP (120 personnes, plus de 5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991), renforce sa direction financière en intégrant un jeune chargé d'études. Il aura la responsabilité des études actuarielles, la mise en place des outils de prévision financière et de leur suivi. De plus, il mènera des études de rentabilité sur des contrats spécifiques. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé actuaire ou d'école d'ingénieurs, ayant une première

expérience professionnelle d'actuaire dans le secteur de l'assurance de la banque. De réelles perspectives d'évolution sont envisagées pour des candidats de valeur qui souhaitent s'investir dans une société jeune et dynamique. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND, indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9981M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.59.



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Consolidation et reporting



Danone, Panzani, La
Kronenbourg, Evian...
BSN est le 3e groupe
alimentaire européen:
66 Mds de F de CA,
59000 personnes,
une implantation
industrielle dans
plus de 20 pays

Au sein de la Direction Générale des Affaires Financières, le Directeur de la Consolidation et du Reporting renforce son équipe et recherche un Cadre Financier. Responsable d'une des branches d'activités du Groupe, vous aurez pour mission :

- la consolidation annuelle et semestrielle,
- le reporting mensuel d'activité et le résultat,
- l'assistance aux filiales françaises et étrangères.

De formation Ecole de Commerce et DECS, vous avez acquis une bonne expérience des principes comptables et des techniques de consolidation, au sein d'un groupe ou d'un audit. La maîtrise de l'anglais est indispensable, une seconde langue serait un plus.

Ce poste basé à Paris offre, à terme, de larges possibilités d'évolution dans le Groupe, en France ainsi qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature en précisant votre rémunération actuelle, sous la réf. S168M, à BSN, Service Recrutement - Cadres, 7 rue de Téhéran, Cedex 08.



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIEME EUROPEEN

DIRECTEUR DES OPERATIONS ET DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Banque internationale - Le siège parisien d'une des premières banques internationales recherche le responsable de ses services opérationnels et administratifs. Ce dirigeant animera l'équipe chargée des opérations : documents d'export, cautions bancaires, paiements en francs, suivi de la trésorerie, administration des SICAV, traitement intermédiaire entre la salle des marchés et le back-office situé en Grande-Bretagne... Il sera, par ailleurs, responsable des systèmes informatiques qui comprennent principalement un réseau local de PC. La supervision

des services généraux lui est également confiée. Ce poste s'adresse à un professionnel confirmé des opérations de banque, justifiant d'au moins cinq années d'expérience acquise de préférence dans un milieu international. Expert dans les techniques de back-office et middle-office, il est un utilisateur averti de l'outil informatique. Il est essentiel qu'il puisse travailler quotidiennement en anglais. Ecrire à Jean PERRIN, en précisant la référence A/S8755M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.51.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

AUDITEUR

Le Département Audit interne de la Direction Développement Organisation des AGF recherche un auditeur confirmé. Au sein d'une équipe regroupant des spécialistes de disciplines très variées (réassurance, informatique, actuariat, exploitation bancaire...), vous mènerez des missions d'audit et de conseil pour l'ensemble du Groupe. Vos compétences comptables et financières ainsi qu'une formation supérieure (école de commerce), appuyées par une première

expérience probante en commissariat aux comptes (3 à 4 ans) faciliteront votre intégration au sein de notre structure. Le caractère international de certaines missions nécessite la maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères (allemand souhaité).

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et rémunération actuelle) sous la réf. MA 3 à Christine LABBE - Département Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

Aux AGF, en France, chaque jour les courbes des grandes évolutions de ce monde, nous anticipons pour offrir des produits plus compétitifs, plus adaptés pour faire progresser le métier de l'Assurance. Nous sommes 20000 personnes. Nous réalisons un C.A. de 55 milliards en France dans plus de 30 pays. Ensemble, nous allons donner de l'avenir à votre avenir.

PARCE QUE DEMAIN SE DÉCIDE AUJOURD'HUI.



BANQUE D'AFFAIRES FRANÇAISE AUDITEUR

Paris - Cette banque d'affaires de tout premier plan recherche, pour renforcer son inspection générale, des auditeurs confirmés et juniors. Ils se verront confier des missions concernant tous les secteurs de la banque : activités de marchés, implantations internationales, affaires financières, grandes entreprises, immobilier, services centraux du siège... Ces postes s'adressent à des candidats âgés d'au moins 25 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, maîtrisant l'anglais et ayant acquis une expérience de 2 à 5

ans, soit au sein de l'inspection d'une banque ou dans un cabinet d'audit, leur ayant permis de cumuler la connaissance de la méthodologie d'audit avec celle des techniques des métiers de la banque. La rémunération, attractive, sera fonction du profil des compétences présentées. Ecrire à Olaf PECH, précisant vos prétentions et la référence A/F9928M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

BANQUE PRIVÉE EN PLEINE CROISSANCE (42 AGENCES, 500 SALARIÉS)
NOUS SOUHAITONS AGIR EN VÉRITABLE PARTENAIRE DES ENTREPRISES DANS CETTE PERSPECTIVE. NOUS RECHERCHONS NOTRE ÉQUIPE DE CADRES ANALYSTES.

NOUS RECHERCHONS :

ANALYSTES DE CREDIT PME - PMI

Agé d'environ 30-35 ans, de formation BAC+4 (ECOFI et/ou ITB), vous justifiez impérativement d'une expérience minimum de 5 ans d'analyse de crédit et exploitation bancaire. De plus, vous avez la pratique des opérations courantes de commerce extérieur. Connaître la langue portugaise serait un plus.

Vous analyserez les risques et les montages complets de dossiers de crédit de notre clientèle PME-PMI. Vous souhaitez exprimer vos qualités relationnelles et votre esprit de synthèse dans une banque dynamique à taille humaine : Nous réussissons ensemble.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à :
BANQUE FRANCO-PORTUGAISE - DRH
8, rue du Heider - 75009 PARIS



BANQUE FRANCO PORTUGAISE
Réussir Ensemble

45000 CARRIERS

Gestion et des Finances

REJOIGNEZ LA 6^{ME} SOCIÉTÉ D'ASSURANCE VIE DU GROUPE GMF

LE GROUPE GMF EST UN DES TOUTS PLUS GRANDS GROUPES FRANÇAIS DE SERVICES PRÉSENT DANS DE NOMBREUX SECTEURS D'ACTIVITÉS : L'ASSURANCE (GMF IARD, GMF VIE, GMF SAVOIR), LA SAUVÉGARDE (GMF BANQUE), L'ASSISTANCE (LA FNAO), LA DISTRIBUTION (LA FNAO), L'AGRICULTURE, LE TOURISME, LA COMMUNICATION.

Jeune Contrôleur de Gestion

H/F

ÉCOLE DE GESTION EXPÉRIENCE 2 A 3 ANS

Diplômé d'une école de gestion, vous avez déjà acquis une expérience significative du contrôle de gestion (2 à 3 ans) et vous maîtrisez la micro. Au sein d'une équipe de 3 personnes, vous participez à :

- la conception et l'analyse des tableaux de bord,
- l'élaboration des budgets et leur suivi,
- au suivi de la comptabilité analytique.

Votre sens de l'analyse, votre rigueur et vos qualités relationnelles vous permettront de réussir dans vos nouvelles fonctions.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et références à GMF VIE Service Ressources Humaines, 27, rue Jean-Jouffroy 75008 Paris.

PARIS 17^e
PUIS A
ERMONT (95)

BANLIEUE BORDELAISE

Industrie de chimie, filiale d'un important groupe allemand leader sur le marché mondial, recherche pour son siège social un

Directeur administratif et financier

A 35 ans minimum, en relation directe avec le PDG, vous aurez d'une part la responsabilité des services administratifs et financiers, et d'autre part, la gestion des ressources humaines.

A ce titre, vous superviserez la comptabilité générale, analytique et budgétaire. Vous serez le lien juridique entre l'entreprise et les procédures contentieuses.

Homme de terrain et de communication, vous serez l'interlocuteur privilégié des instances représentatives du personnel.

Vous devrez impérativement maîtriser la langue anglaise. L'allemand est un plus supplémentaire.

Pour ce poste à grande responsabilité, nous souhaitons rencontrer un candidat à fort potentiel, pouvant justifier d'une expérience similaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre

Service : EPM FIDAL, Brigitte LOOTEN, BP 82, 33704 Mérignac Cedex.

KPMG FIDAL
ROUCHAIRE DE FRANCE

AMDAHL, premier constructeur américain d'ordinateurs compatibles de grande puissance, recherche dans le cadre de son développement, un **Budget and Finance Manager** h/f.

De formation supérieure, vous possédez une expérience de 5 ans minimum, acquise de préférence au sein d'un cabinet d'audit ou en tant que contrôleur de gestion. Vous avez une parfaite maîtrise de la comptabilité.

En tant que Directeur Financier, vous prendrez en charge la préparation, l'analyse et le suivi des budgets.

Vous travaillerez avec notre siège européen, et les équipes locales seront nombreuses. Maîtrise de la langue anglaise donc parfaite.

Rigueur, dynamisme, esprit d'équipe sont les atouts indispensables pour réussir dans une mission évolutive.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à Madame CIFET AMDAHL FRANCE - 1, rond point Victor Hugo 92137 LES MOULINEAUX.

amdahl

La société (2 500 personnes, 1,7 MdF) est constituée de Divisions Régionales et de Filiales présentes en France et à l'Étranger.

Ces structures, opérationnelles et décentralisées, sont des centres de profit. À ce titre, elles assurent leur gestion. La Direction Financière, au siège, centralise, harmonise, contrôle... C'est pour la rejoindre que nous recherchons :

Deux Cadres de Gestion

Filiales France réf : MBF 416 M

Il apporte aux Divisions Régionales comme aux gestionnaires des filiales assistance, son conseil... pour tous problèmes de gestion. Il harmonise les procédures et les méthodes, veille à leur application. Il fournit des informations pour traitement, analyse et interprétation.

Filiales l'Étranger réf : MBE 417 M


Après ces filiales d'importance et de structures inégales, il intervient, concrètement, pour définir et mettre en place des méthodes de gestion. Il veille à leur harmonisation et à leur application. La maîtrise de l'anglais est indispensable. Prévoir des déplacements (1/3 temps).

Pour ces deux postes situés à Paris, nous recherchons des jeunes candidats (ESC, Maîtrise de Gestion) possédant des connaissances comptables (DESCF) et une première expérience en cabinet et/ou en entreprise industrielle.

Merci d'adresser votre candidature (en précisant la référence correspondante) à notre Conseil, SEFOP, 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

SEFOP
MEMBRE DE SYNTHEC

Pour passer vos annonces :

 **46-62-73-02**
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Le Monde des Juristes

JURISTE - FISCALISTE

Cégé Search est le partenaire d'entreprises et tous secteurs d'administrations pour la recherche de leurs collaborateurs et le développement de leur management.

Nous sommes mandatés par Banque Française privée, à taille humaine, en pleine croissance.

Reconnue pour ses compétences son souci d'excellence, elle s'adresse à une clientèle prestigieuse et crée un poste de **JURISTE-FISCALISTE**

Rattaché(e) au Responsable du service juridique, notre futur collaborateur(trice) aura une mission de conseil et d'assistance interne externe (clientèle).

Diplômé(e) d'un DESS en Fiscalité, d'un DJCE (ou équivalent), vous avez une expérience de 5 à 10 ans, acquise de préférence en banque d'affaires (ou en cabinet-conseil), confirmée par une fiscalité patrimoniale et d'entreprise, une bonne pratique du droit bancaire des affaires.

Notre culture d'entreprise conviendrait à un candidat rigoureux, dynamique, autonome, ayant le sens de la relation et animé d'une autorité naturelle.

Veuillez adresser votre dossier complet et votre carte de visite professionnelle sous référence LM/JBF/04-92 à notre conseil CEGE - Département Juristes/Fiscalistes 79, rue de Miromesnil - 75008 PARIS.

cégé

La signature de l'authentique

36 15
IM

LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la revue du Monde, vous recevrez des lettres qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 lettres (formation, expérience, langue...), complétés par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.

36 17
IM CV

L'INTERACTIVITÉ

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 IM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs curriculum-vitae.

LA CONVIVIALITÉ

Pour connaître les statistiques de votre entreprise, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffira d'une simple pression sur la bonne touche.

LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couple avec son service télématique expert, l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos recrutements.

JEUNE C
JURIDIQUE

AVOCAT D'AFFAIRES CONFÉRENT

Specialist in Business Law

L'ingénierie française sourit aux ambitieux



NOTRE METIER EST UNIQUE
C'est l'ingénierie la construction, l'industrie, les infrastructures, les équipements, les projets, des réalisations citées en main : Technip, c'est une grande professionnelle.



EN EUROPE ET DANS LE MONDE
5 000 collaborateurs dans le monde, 26 filiales, plus de 10 milliards de chiffre d'affaires, toutes les activités, nous sommes bien numéro 1.

JEUNE CADRE FISCALISTE ET FINANCIER

Au sein de la Direction Générale des Filiales, nous recherchons une personne pour la gestion fiscale et financière, en France et à l'étranger, par ailleurs, nous recherchons un jeune cadre financier du Groupe. Titulaire d'une formation supérieure dans les domaines de la fiscalité, du commerce ou de la finance (IEP), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en ingénierie, BTP ou cabinet. Poste basé à La Courneuve. Merci d'adresser votre candidature, sous la référence CF/M144, à Technip, Division du Personnel, 23, 92090 Paris-La Courneuve (confidentialité assurée).



VOTRE COMPETENCE : Le droit des marques et des contrats VOTRE AMBITION : Une dimension internationale dans le droit des affaires

Puissant groupe alimentaire français avec de nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche pour la Direction Administrative et Juridique un holding.

JURISTE DE VALEUR

Expérience minimum 5 ans

Son rôle :

- Etre un conseil pour la Direction Générale et les sociétés du groupe dans les domaines de la propriété intellectuelle (droit des marques, droit de la propriété littéraire...), du droit des contrats (notamment de distribution), du droit de la consommation (publicité, promotion, ventes...).
- Participer au développement du Directeur Administratif et Juridique des missions s'ouvrant aux autres volets du droit des affaires.

Son profil :

- DJCE ou DEA en droit des affaires.
- Une expérience acquise dans le domaine de la grande consommation (ou proche) ou sein d'un Groupe important ou d'un Cabinet de conseil.
- Anglais courant.
- Qualités de rigueur, de dynamisme, de dialogue, indispensables de sa fonction et de son développement dans le groupe.

Poste à PARIS.

Rémunération motivante.

Ecrire sous réf. 168 1373 2M
Candidature absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



Banque d'Affaires à vocation internationale, nous recherchons des grandes institutions financières européennes recherche pour la gestion d'un portefeuille d'investissements directs en croissance :

JEUNE COLLABORATEUR JURIDIQUE ET FINANCIER

Chargé du traitement de l'ensemble des aspects juridiques, fiscaux et administratifs liés aux investissements directs (formalités sociales, déclarations fiscales, informations des actionnaires...), votre goût pour la gestion vous permettra de conseiller financièrement les responsables opérationnels des sociétés en portefeuille et d'analyser le Directeur de ses synthèses économiques (analyses de reporting, indicateurs de bord...).

Agé d'environ 30 ans, vous disposez d'une double formation d'une part juridique et fiscale, d'autre part financière ou comptable, vous pouvez justifier d'une expérience d'environ 3 à 4 ans en cabinet (activité juridique et fiscale, ou audit), suivie d'une première prise de fonction dans une entreprise ou une institution financière.

La précision et la qualité des travaux effectués, ainsi que votre sens du relationnel sont les clés de votre réussite tant auprès des clients qu'auprès des Directeurs des sociétés. Pour ce poste basé à Paris, mais nécessitant un anglais courant, la rémunération sera de l'ordre de 350 KF.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence P343M à ERNST & YOUNG CONSEIL 51, rue Louis Blanc Cedex 75, 92037 PARIS 15, qui vous fera parvenir votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG
CONSEIL

Entreprise
Diversité
Construction et
Génie Industriel
Connaissances et expériences
dans le monde entier
nous intervenons
dans la réalisation
d'équipements de
toutes dimensions
dans les grands
secteurs de
l'industrie, de la
construction, de
l'énergie et des
transports.
Aujourd'hui, nous
recherchons notre
Juriste Droit Social.

Juriste Droit Social

Intégré à la Direction des Ressources Humaines du Groupe, vous assurez un véritable rôle de conseil auprès de nos responsables hiérarchiques opérationnels et les représentants de personnel de toutes les entités du groupe.

Vous aurez également en charge tout ce qui est relatif à l'exécution du contrat de travail et la législation sociale.

Vos objectifs :

- Réduire les coûts.
- Contribuer au bon fonctionnement des représentations du personnel : Comités d'Entreprise, Comités de Groupe...
- Garantir également que le Groupe et ses filiales aient une gestion conforme à la réglementation sociale française et européenne et que les conditions économiques optimales.

Enfin, vous serez responsable du développement des compétences juridiques de la Fonction Personnel.

A 30/35 ans, titulaire d'un DESS en droit social, vous justifiez d'une expérience dans une grande entreprise ou dans un organisme professionnel.

Autonome, vous êtes un homme en contact sachant communiquer à tous les niveaux et faire appliquer les directives. Capable de conceptualiser, vous savez rédiger de façon claire et précise. L'anglais serait un plus. Ce poste est basé en Région Parisienne Ouest.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous la référence JM à PARMAT - 2, rue du Général - 91000 Paris, qui vous fera parvenir votre dossier en toute confidentialité.

NEUILLY
FIDAL PEAT INTERNATIONAL
cherche

AVOCAT D'AFFAIRES CONFIRME H/F

Spécialisé en Droit des Sociétés

- poste autonome et vivant suppose :
- une parfaite maîtrise de l'anglais des affaires,
- une expérience d'au moins 5 à 7 ans acquise des responsabilités très autonomes, soit en cabinet, soit dans une société possédant de nombreuses filiales à l'étranger,
- une expérience complémentaire en droit des contrats français et internationaux serait un atout supplémentaire très apprécié.

Ecrire avec CV et prétentions à Mme D'ORNANT chargée d'instruire la recherche en toute confidentialité.



FIDAL PARIS, 47 rue de Villiers
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

Juriste

Avec 1,5 Md F de CA, nous recherchons un leader de la distribution alimentaire. Notre objectif est d'atteindre 3 Md F de CA d'ici 5 ans.

Au sein du service juridique, vous serez chargé plus particulièrement de la gestion de notre patrimoine immobilier.

A 25/27 ans, vous disposez d'une solide formation juridique - DEA/DESS en droit immobilier apprécié - justifiez d'une première expérience professionnelle ou de significatifs en cabinet immobilier, société de promotion immobilière ou étude notariale.

Connaissances en micro-informatique et aisance relationnelle indispensables.

Merci d'adresser votre CV sous la référence 24.145-231, à notre conseil.



48 rue de la République - 75008 Paris.
Pour plus d'informations,
consultez le 3616 ou
l'agence ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG BRUXELLES

Très puissant groupe industriel français fortement exportateur et parmi les leaders mondiaux dans son secteur de pointe, recherche son

Juriste Réseaux Commerciaux Paris Ouest

Votre mission comprend principalement : la rédaction, la négociation et le suivi des accords avec les réseaux commerciaux de la branche de l'exportation, la gestion des bureaux à l'étranger, la fiscalité (marchés et expatriés).

Vous travaillez en étroite relation avec les Directions Export, les réseaux commerciaux, les réseaux juridiques et fiscaux, ainsi qu'avec la Direction Générale.

Agé de 28/35 ans, doté d'un solide bagage juridique en droit des affaires, complété idéalement par Sciences-Po, une ESC ou une Ecole de Gestion, et d'une expérience réussie en entreprise et/ou en cabinet, vous souhaitez exprimer vos qualités de rigueur et de sens de l'entreprise internationale qui valorise la fonction juridique.

Vous pratiquez couramment l'anglais.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél. + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS, sous réf. TV7952MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Nous sommes un cabinet d'avocat-conseil juridique généraliste de 11 personnes implanté à Montpellier depuis près de 10 ans. Nous bénéficions d'une forte réputation sur la région et pour conforter notre position nous recherchons un

Conseil confirmé ■ stagiaire 2/3ème année, futur associé, ■■ compétences juridiques de haut niveau s'accompagnent de connaissances affirmées ■■ droit fiscal.

Homme de contact, vous développerez **TELE** propre portefeuille **de** clients.
Vous **gère** également le traitement d'une bonne partie des dossiers amenés par le dirigeant.

Enfin, **un véritable manager**, **vous** veillerez à la circulation de l'information **en** sein du cabinet, au bon fonctionnement de l'équipe ainsi qu'à l'optimisation **de** la formation **des** collaborateurs.

Merci d'adresser **mon** dossier **à** candidature, CV, lettre manuscrite **et** photo, **au** réf. 149A **à** **l'adresse** Conseil **à** PSYNERGIE, 20 esplanade de l'Europe, 34000 MONTPELLIER. Confidentialité garantie.

PSYNERGIE MONTPELLIER
MARSEILLE
PARIS

Ce Groupe, inventeur du concept et numéro un de la gestion de pétrolière, a pour finalité la mise à disposition des investisseurs de formules d'épargne et de placement originales, innovantes et accessibles au plus grand nombre.

Sous l'autorité du Secrétaire Général, le Responsable du Service Juridique a des responsabilités en la prévention et de la sécurité juridique du Groupe en liaison avec des spécialistes fonctionnels et opérationnels ainsi qu'avec les conseils juridiques. Il participe à l'élaboration des produits ainsi qu'à la rédaction des conventions et contrats et à la préparation juridique des Conseils et Assemblées.

Nous souhaitons confier ce poste à un juriste confirmé, possédant une bonne formation en Droit Général et la pratique du Droit des Affaires. La connaissance des produits financiers et de leur commercialisation serait un plus apprécié.

Eclectique et pragmatique, ayant le sens de l'Entreprise valide par une dizaine d'années d'expérience opérationnelle, il aura le souci constant de la "qualité du service" et un sens relationnel développé tant vis-à-vis de l'ensemble de ses interlocuteurs que de son équipe. L'intérêt de ce poste et les conditions offertes sont de nature à attirer une candidature au premier plan.

Merci d'adresser C.V. complet, avec de motivation, photo et rémunération actuelle, la référence AL à PANEL, 181 avenue Charles de Gaulle, 92011 NEUILLY SUR SEINE, qui garantira toute confidentialité.

FRANÇOIS SANCHEZ CONSULTANTS **PANEL**

recherche :

- 30/35 ans.
- Mission : Commercial fiscal.
- Profil : ENI + 5 ans d'expérience
- Poste : ROUEN

Merci d'adresser votre lettre de candidature et Curriculum-Vitæ en précisant vos prétentions sous la référence 85447 ■ :
PRB Communication
17 rue Bergère - 75008 PARIS

**Rejoignez notre
équipe de
l'Université
d'Entreprise du
Groupe ACCOR**

Trilingue Allemand / Anglais / Français
Spécialisé dans le développement des organisations, Management,
Relations Humaines.

Notre Groupe international ■ convaincu que ■ 1-40 ■
collaborateurs ■ sa principale richesse. C'est pourquoi ■
accordons beaucoup d'importance ■ leur développement.

Confirmé en tant que Consultant ■ Formateur dans le domaine des relations humaines, vous ■ le correspondant privilégié des marques du Groupe dans différents pays européens.

(Les profils jeunes **■■■■■** également examinés).
Poste **■■■■■** à Evry.

Vous êtes immédiatement opérationnel et intéressé à rejoindre une équipe motivée.

Merci d'adresser **■■■■** dossier complet (lettre manuscrite, CV et prétentions) **■■■■** référence LMO/1304 ■■■■ **■■■■** Conseil, Groupe **■■■■** - **■■■■** de Turenne - **■■■■** PARIS.

L'université du service

**GROUPE
PANISSOD S.A.
RECRUTEMENT**

**CABINET CONSEIL
EN STRATEGIE ET MANAGEMENT**
souhaite intégrer pour accompagner son
fort développement (50%/an depuis sa création)

Vous voulez valider et développer vos idées en vous impliquant au sein d'une équipe pluridisciplinaire en stratégie, management et marketing, reconnue pour l'originalité de ses approches, la qualité de ses prestations et son éthique.

Nous voulons intégrer deux consultants ayant, comme nous-mêmes, de nombreuses responsabilités opérationnelles, avec une expérience confirmée du conseil en stratégie et marketing. Capables d'assurer un développement d'affaires.

Si un challenge vous intéresse, nous sommes heureux de vous faire partager nos valeurs et participer à notre projet.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) à : Développement et Management et Entreprises.

M/H/E 29, RUE DE MONTMESNIL - 75008 PARIS

Nous sommes l'une des premières Sociétés Pharmaceutiques Internationales. Notre établissement d'Amboise (450 personnes) regroupe recherche toxicologique et production pharmaceutique. Dans le cadre de nos activités de développement, nous créons le poste de Responsable de la Gestion des Ressources Humaines.

Rattaché au Directeur du Personnel de l'établissement, vous mettez en place les outils de gestion des ressources humaines. Avec l'aide de deux collaborateurs, vous prenez en charge la recrutement, la définition des postes au sein de l'intégration des candidats engagés, la gestion prévisionnelle des emplois, la formation et la communication interne.

Nous recherchons ■■■ professionnel ■■■ ressources humaines de formation supérieure (I.E.P., Ecoles ■■■ Commerce...) et spécialisé ■■■ fonction personnel (D.E.S.S., C.E.L.S.A., I.G.S...) ayant acquis ■■■ expérience de ■■■ ans minimum ■■■ une entreprise anglo- ■■■■■■■■■■ domaine de la recherche, soit dans un envi- ■■■■■■■■■■ caractérisé par ■■■ haut niveau technologique.

Homme de communication, vos qualités relationnelles et votre sens de la diplomatie sont les atouts qui vous permettront de réussir et d'élargir à l'infini votre champ d'action.

La **1^{re}** de l'anglais **Impératrice**
Le poste **basé** **AMBOISE (37)**

Envoyer d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous/réf. **AB** : EGOR BIOMEDICAL, rue de ... - 75008 PARIS.

SCIENCE ET PASSION DE LA VIE

RESPONSABLE DE SOUSCRIPTION Assurance

La Défense - Le GAN, 33 milliards de francs de chiffre d'affaires, est l'un des tout premiers groupes français d'assurance. La direction de la gestion - production entreprises - s'étend et recrute un responsable de secteur. En collaboration avec sa direction, il accompagnera les évolutions de structure dans son secteur, s'investira dans le management participatif, l'animation d'une importante équipe. Il assurera la veille technologique et sera le garant de la qualité dans le travail et dans les relations humaines. Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supé-

rieur Bac + 4 ou 5 - école de commerce ou équivalent - qui bénéficie d'une expérience (idéalement en assurance auto) et de 3 années minimum dans une fonction d'animation d'équipe. Des qualités relationnelles, écoute, animation, et une capacité de mener à bien des projets pourront être mises en valeur au sein de notre groupe. Ecrire à Catherine HAMMEL, en indiquant votre rémunération actuelle ainsi que la référence A/F9963M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.59.



PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

MEDIAVISION/CIRCUIT A

Régie du Cinéma Publicitaire Média en pleine mutation

recherche

dans le cadre de la définition de nouveaux produits
et du renforcement de son activité commerciale,

jeunes chefs de publicité

Si vous avez une forte personnalité, la passion de la vente, un discours bien structuré par une formation supérieure et une expérience (3 ans environ) dans la vente d'espace, vous êtes celui ou celle que nous recherchons.

Les dossiers de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence 4034 et à préciser l'enveloppe traités par

DEVELOPPEMENT

2, rue Dufrenoy - 75116 Paris

MAISON D'EDITION

Leader sur le marché de l'enseignement technique et professionnel recherche son

DIRECTEUR DES EDITIONS 360 KF +

En direct avec la Direction Générale, vous élaborerez l'ensemble de la politique éditoriale.

Avec votre solide expérience du métier d'éditeur et des montages de stratégie éditoriale, vous aurez la responsabilité de la définition et des choix des lignes de produits. Vous aurez à diriger et contrôler l'ensemble de la chaîne de production.

Vous avez une grande pratique de la gestion des budgets éditoriaux, vous managez et animez une équipe éditoriale depuis au moins cinq ans.

Vous êtes diplômés d'université ou d'une grande école, et avez un excellent de l'organisation et de la communication.

Le poste est basé au siège à Paris.

Si vous êtes concernés par la formation technique et professionnelle, envoyez votre C.V. + photo en indiquant la réf. 1712 sur enveloppe et lettre à : CURSUS CONSEIL - 21, rue Vivienne 75002 PARIS.

CURSUS CONSEIL



L'OBSERVATOIRE FRANÇAIS DES CONJONCTURES ÉCONOMIQUES

recrute

4 MACROÉCONOMISTES

1. dans la division « internationale » du département

- * BSAE, Grandes Écoles, Université (DEA + IEP, Magistère + IEP, Doctorat)
- * Anglais exigé, allemand souhaité
- * Excellentes capacités rédactionnelles
- * Habitude du maniement des statistiques
- * Postes à pourvoir : suivi de grands pays industrialisés.

2. dans la division « économie française » du département

- * BSAE, Grandes Écoles (X, Mines, Centrale, Ponts...), ou Université (Doctorat ou Magistère formé aux techniques économétriques)
- * Bonne maîtrise de l'informatique
- * Connaissance de l'anglais indispensable
- * Excellentes capacités rédactionnelles
- * Postes à pourvoir : chargé de la synthèse macroéconomique (prévision, études de politique économique) et de la gestion de l'ensemble du modèle ; responsable d'un domaine (Entreprises, Monétaire, Financier par exemple).

Une expérience professionnelle dans une équipe de modélisation est indispensable pour le premier poste ; le second pourra éventuellement convenir à un débutant.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite et CV en indiquant vos prétentions à :

OFCE, M. le Secrétaire Général
69, quai d'Orsay, 75007 Paris



Directeur Général SQL Solutions France

Filiale conseil à part entière de Sybase, SQL Solutions est une organisation internationale dont la réussite n'est plus à démontrer. Elle fournit un service professionnel de haute qualité dans le monde sans cesse grandissant des bases de données relationnelles et de la technologie « client/serveur ».

Face à la demande de prestation de service et à l'opportunité de marché, SQL Solutions cherche à présent à élargir sa clientèle en France.

Poste basé à Paris

Vous serez pour mission de faire croître et de diriger leur nouveau bureau en France. Vous bénéficierez d'une large autonomie d'action qui vous permettra d'atteindre l'objectif de cet emploi : promouvoir SQL Solutions vers une position de leader sur son marché. Vous serez responsable d'un centre de profit, des relations auprès de nos clients et du développement commercial.

Vous justifiez d'une expérience sans conteste dans le domaine du conseil, qui inclut le développement complet de logiciels pour des applications adaptées à la clientèle, une connaissance technique des bases de données de type relationnel, des outils graphiques, des outils CASE et des tendances de l'industrie.

Vous serez probablement dédié une bonne partie de votre carrière soit dans le conseil de gestion, soit dans une société d'ingénierie logicielle de haute renommée. Vous maîtrisez l'anglais, préalable indispensable lié à la nature internationale de leur activité.

Vous êtes entreprenant et dynamique, alors ce poste vous offre l'unique occasion d'évoluer et de vous épanouir au sein d'une société innovatrice.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae (français et anglais) à :

c/o Ard Van Leeuwen, SYBASE, 381 avenue du Général de Gaulle, BP 948, 92 146 Clamart, France.

36 15
I M

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

La plus importante société HLM
du CL
de la Région Havraise

DIALOGUE

150 personnes - 8 900 logements collectifs et pavillons.
Nous recrutons au HAVRE

RESPONSABLE PATRIMOINE IMMOBILIER

PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION EN FONCTION
DES RÉSULTATS ET DE LA CAPACITÉ D'ANIMATION.

32 ans mini, de formation supérieure, vous avez une expérience analogue dans un OPAC, SA HLM, SEM, etc. ou de direction d'un de ces trois types d'organisme (de moindre importance).

Vos capacités d'animation, de supervision et de gestion dans l'accompagnement social sont aussi importantes que vos compétences de gestion.

En tant que D.G., vous animerez, organiserez et contrôlerez une équipe (45 personnes dont 4 cadres) responsable de la TOTALITÉ du patrimoine et notamment de : la gestion locative (3 agences décentralisées); le service quitance, contentieux et assurances du patrimoine.

Merci d'écrire, sous réf. DIAL/RES/152 M, en indiquant votre salaire actuel, à notre conseil : Richard Bénatouil
GROUPE BBC - 1 bis, place de Voltaire, 75001 Paris.
DISCRETION ABSOLUE et réponse assurée.

Le Monde des Cadres

AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

Établissement Public de l'État, chargé d'aider financièrement et techniquement la lutte contre la pollution de l'eau et l'aménagement des ressources en eau

RECHERCHE

LES COLLABORATEURS SUIVANTS :

- des **INGÉNIEURS** ou universitaires de 3^e cycle pour Nanterre, Châlons-sur-Marne, Compiègne et Caen.
- des **ASSISTANTS TECHNIQUES** en assainissement pour Rouen et Caen.
- 1 **CHEF DE SERVICE** économiste ou financier ou ingénieur mesures ou planification du milieu naturel, 10 années d'expérience, pour Nanterre.
- 1 **TECHNICIEN** possédant un baccalauréat chargé des redevances et prélèvements industriels, pour Nanterre.
- 1 **ASSISTANT** au contrôleur de gestion, DEA ou maîtrise en gestion.

Les candidatures (lettre manuscrite + CV + photographie) devront être adressées à :
Direction des ressources humaines
de l'Agence de l'eau Seine-Normandie,
51, rue Salvador-Allende, 92027 NANTERRE Cedex.



Édition de logiciels financiers
45 Millions de C.A., 70 personnes, filiale du
Groupe GAN-CIC, souhaite renforcer sa direction
technico-commerciale en créant un poste d'

INGENIEUR CONSULTANT

Lors d'une première expérience d'environ 5 ans dans le domaine de la finance (banque, société de bourse, intermédiation financière ...) vous avez su tisser un réseau relationnel de haut niveau que vous souhaitez valoriser.

■ formation supérieure, votre sensibilité à l'approche marketing vous aidera à mettre en œuvre une stratégie commerciale à long terme, indispensable pour la pénétration de produits sophistiqués dont le prix moyen dépasse 10 MF.

■ votre créativité et votre goût pour le travail en équipe vous permettront de mettre en place des outils de communication externe et de développer l'accompagnement clients.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 0N/1 à notre Conseil :

L'EXPANSION ET
LES HOMMES
11, rue Tronchet
75008 PARIS.

L'Expansion et les Hommes

Jeunes Consultants

X, CENTRALE, MINES, SUP'AERO, ESE...

Notre métier : les études d'organisation, les audits, la planification stratégique et la mise en œuvre des systèmes d'information auprès des grandes entreprises et des administrations publiques en France et à l'étranger.

Notre équipe : des consultants issus des écoles d'ingénieurs les plus prestigieuses, formés à des méthodes éprouvées et dotés d'un réel esprit d'entreprise. Ils ont une excellente capacité d'adaptation, un jugement rapide et sûr, l'aptitude à mener des interventions à très haut niveau. Ensemble, ils déploient une stratégie offensive sur un marché concurrentiel.

Jeunes diplômés de grandes écoles, vous possédez des connaissances informatiques et bénéficiez d'une première expérience professionnelle réussie d'au moins deux ans. Notre structure en expansion vous offre une évolution rapide et motivante en travaillant dès le début sur des projets d'envergure.

Merci d'adresser votre candidature sous référence A-301.92 à notre conseil CRITERE 4, rue du Général Larrazac 75017 PARIS.

Critère

Le Monde de la

Fonction Commerciale

Participez à l'évolution des marchés européens !

Chef de zone export emballage alimentaire



1 Md de F de CA dont
20% à l'export. Travail
sur les marchés de
l'emballage alimentaire
en France et des bœufs
pour l'export.
(Le Parfait), VMC est
une entreprise dynamique
et dynamique dans le
domaine de la verrerie
de table.

Président du Comité de Direction Commercial Emballage Alimentaire, vous pilotez la croissance des ventes sur les marchés allemand, espagnol et autrichien dont vous devez exploiter le potentiel d'évolution. Vous animez un réseau d'agents locaux.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs, vous avez acquis une expérience de 3 ans minimum de la vente en milieu industriel et êtes un habile négociateur.

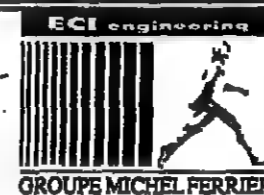
A votre bonne culture économique européenne et votre vision stratégique dans l'analyse des marchés, s'ajoute un esprit créatif apte à faire évoluer nos produits pour satisfaire les besoins d'innovation permanente d'une clientèle de grandes entreprises agro-alimentaires et instaurer une véritable relation de partenariat.

Adapté à l'étranger, vous avez un excellent sens de la communication, parlez couramment l'allemand et une langue européenne.

Pour exercer ce poste, basé à Reims, exigeant une très forte autonomie et ouvrant sur des perspectives d'évolution motivantes, merci d'adresser votre candidature, sous réf. 133M, à Hervé et Millet Conseil, 28 rue de Passy, 75016 Paris.

BOURNE
GROUPE
BOURNE

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET-TROISIEME EUROPEEN



ingénieurs commerciaux (futurs dirigeants)

LYON - ANNECY

ECI engineering compte parmi les leaders dans la conception et la réalisation de bâtiments polyvalents clés en main.

Votre premier objectif sera de développer nos ventes. Une expérience probante d'au moins 5 ans dans la vente, des connaissances techniques (TCE) et un bon relationnel local seront garants de nos résultats.

Vos réalisations et votre fort potentiel vous amèneront à évoluer, à 3 ou 5 ans, vers une fonction de Dirigeant. Toujours soucieux d'améliorer nos parts de marché, vous prendrez alors en charge la gestion, le suivi technique, le management et le développement des équipes de 12 personnes environ, et continuerez à valoriser vos talents de négociateur à profit.

De formation Supérieure Ingénieur (INSA, ESTP, A&M) ou autodidacte confirmé, vous êtes un homme de prospective et de décision prêt à vous investir.

Les candidats intéressés par Lyon sont obligatoirement natifs de la région et bénéficient d'un relationnel de haut niveau en local.

Salaires motivants + véhicule de fonction.

Merci d'adresser votre dossier de candidature précisant la fonction choisie à :
Conseil ALBATROS CONSULTANT - 2, rue CORMONS - 69001 - 1^{er} Chemin du
Vieux Chêne 38240 MEYLAN ZIRST. 076 41 01 51.



EMPLOI

Le mardi, c'est tout un Monde

10 RUBRIQUES D'OFFRES D'EMPLOI

Le Monde des Dirigeants
Le Monde du Premier Emploi
Le Monde de la Gestion et des Finances
Le Monde des Ressources Humaines

Le Monde des Juristes
Le Monde des Cadres
Le Monde des Collectivités Territoriales

Le Monde de la Fonction Commerciale
Le Monde de l'Informatique
Le Monde des Secteurs de Pointe



Le Monde
INITIATIVES

Collectivités territoriales



ADIAM 94

AVIS DE RECRUTEMENT

L'Association Départementale d'Informations et d'Actions Musicales du Val de Marne (94) recherche

UN(E) DÉLÉGUÉ(E) DÉPARTEMENTAL(E) A LA MUSIQUE ET A LA DANSE

Le candidat ou la candidate devra justifier :

- D'un diplôme d'enseignement supérieur, niveau licence ou dérogation pour expérience professionnelle.
- D'une large culture musicale et chorégraphique.
- Connaissance administrative : des institutions musicales, des collectivités, d'une expérience professionnelle de la vie associative.

Le dépôt des candidatures est à effectuer avant le 15 mai 1992 auprès de :

Madame la Présidente de l'ADIAM 94
Domaine Départemental A. Chérioux
4, route de Fontainebleau
94407 Vitry-sur-Seine Cedex

A l'issue d'une pré-sélection par dossier, les candidats seront convoqués pour être entendus par un jury.

Le dossier doit comprendre :

- une lettre de candidature manuscrite accompagnée d'une photographie et d'un curriculum-vitae détaillé.
- une note sur la mission d'un délégué départemental.

communauté urbaine de Lyon

(1,1 million d'habitants, 110 000 personnes)
recrute

RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE ET CONTENTIEUX (Directeur ou Attaché territorial)

En liaison régulière avec l'Exécutif et le Secrétaire Général de la communauté dans une optique d'action préventive et de cohérence des positions prises, vous aurez pour mission de :

- conseiller les services communautaires dans les décisions et actions ayant une incidence juridique,
- gérer l'ensemble des dossiers relatifs au contentieux et aux assurances.

Une équipe de 9 personnes dont deux attachés secondera dans cette mission.

Fonctionnaire territorial ou d'Etat vous disposez de 35 ans environ d'une bonne culture juridique (secrétaire général, secrétaire général adjoint, etc.) et êtes motivés par la modernisation dans une collectivité en premier plan.

Merci d'adresser sous réf. 2090 à CEGOS
Division Recrutement 2, rue du Maréchal Guilmot
69006 LYON.



SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



TORCY MARNE LA VALLÉE
EN SEINE ET MARNE

- 20.000 habitants (étude 20-40000)
- à 10 km de Paris (93, 94 et 77)
- au sein de l'agglomération nouvelle de Marne la Vallée
- Ville jeune dans un département d'avenir (BURDESNEY, le grand stade...)
- une attention particulière à la qualité de vie (nombreux équipements sportifs, un espace culturel, un projet de base de loisirs...)
- un potentiel économique important et des projets ambitieux

Homme ou femme de relation et coordination vous assurerez l'interface entre les élus et les responsables de services. Manager moderne, vous organiserez et motiveriez une équipe de 430 agents qui vous fixerez des objectifs (déclinés sur la base du programme municipal).

Garant de la politique de la ville, vous contribuerez à optimiser le fonctionnement général des directions et tout particulièrement la conduite des finances de la ville.

A 35-40 ans, de formation supérieure juridique et/ou économique, vous avez acquis avec succès des responsabilités identiques au sein d'une commune de préférence.

Vous aimez les challenges, votre sens de l'initiative, votre grande disponibilité vous feront réussir à ce poste qui requiert une bonne capacité d'écoute, une grande rigueur, mais aussi une grande ouverture d'esprit et beaucoup de dynamisme.

Conditions statutaires + avantages conséquents liés à la fonction.

Merci d'adresser votre manuscrite + CV + photo sous la réf. 1747/M à notre conseil LIGHT
Myriam GUILLEMOIS - 6/8 rue André Beck
92366 MEUDON LA FORET Cedex.



- 100.000 habitants

- la proximité immédiate de Paris

- une politique particulièrement dynamique en faveur de l'enfance, la jeunesse, le logement et l'urbanisme...

recherche

CHARGE D'ETUDES (H/F)

En tant que service Organisation et Méthodes vous avez en charge des études d'organisation informatique, et en assurez la mise en œuvre pour l'ensemble des secteurs d'activité :

- recueil et analyse des besoins
- élaboration du cahier des charges en collaboration avec les services utilisateurs
- suivi du projet et mise en œuvre avec les services et les intervenants externes
- assistance aux utilisateurs

A 30 ans environ, vous avez un niveau de formation Bac + 2 minimum (type IAE, Gestion, systèmes d'information...). Une première expérience vous a familiarisé avec les environnements informatiques.

Votre goût des relations humaines et votre capacité de coordination sur le terrain ainsi que votre rigueur et votre sens de l'analyse vous permettront de réussir dans ce poste.

Merci d'adresser sous réf. 1746 M, lettre manuscrite + CV + photo et rémunération souhaitée à notre conseil LIGHT
Myriam GUILLEMOIS Immeuble "Le dynasteur"
6-8 rue André Beck - 92366 MEUDON LA FORET Cedex.



LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS
RECRUTE PAR VOIE DE MUTATION OU DE DÉTACHEMENT
STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES DOMANIALES ET JURIDIQUES
Service Juridique

UN CHEF DE SERVICE JURIDIQUE (cadre d'emploi des attachés)

Vous aurez pour mission de permettre à l'activité des services départementaux de se dérouler dans une sécurité juridique optimale en garantissant les trois prestations du service :

- conseil ; contentieux ; assurance et responsabilité.

Vous impulseriez le travail d'une équipe constituée de cadres A et B complétée par un secrétariat de 3 agents.

En favorisant la mise en commun des compétences, vous créerez une dynamique permettant la responsabilisation de chaque agent du service.

Vous faciliterez la mise en cohérence des sources de sécurité juridique en promouvant la participation du service aux actions de formation interne.

Vous contribuerez à la dynamisation des échanges avec le milieu du droit (relations avec l'université, recours aux avocats).

QUALITÉS REQUISES

- Diplôme demandé : Doctorat en Droit Public ou diplôme attestant d'études juridiques au-delà de la maîtrise.
- Expérience de juriste dans une collectivité décentralisée.
- Expérience de travail en équipe constituée de juristes et animation d'équipes.
- Disposer d'un réseau actuel de relations dans le monde de l'Université et/ou du Barreau.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et copies des diplômes sous la référence

1/6/DADJ/JURIDIQUE/A avant le 30/4 1992 à :

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS
BP 193 - 93403 BOBIGNY Cedex



AMIENS

VILLE D'ART ET D'HISTOIRE

Capitale de la Région Picardie

136 000 habitants - 1 heure de Paris

Organise les 26 et 27 mai 1992

Un concours de recrutement D'UN ANIMATEUR DU PATRIMOINE

Les candidats doivent détenir l'un des diplômes suivants :

- Diplôme national d'aptitude aux fonctions de Conservateur de Musées délivré par l'École du Patrimoine.
- Licence d'Histoire de l'Art.
- Licence d'Histoire.
- Licence d'Urbanisme.
- Diplôme de l'École des Chartes.
- Diplôme supérieur de l'École du Louvre.
- Diplôme délivré par l'Université pédagogique d'Architecture.

Retrait des dossiers avant le 27 avril 1992
au Service Ressources Humaines - Mairie d'Amiens
entre 8 h et 18 h.

Pour tous renseignements,
s'adresser au 22 97 42 67 ou au 22 97 41 70.

AGENCE D'URBANISME

DIRECTEUR

L'AGENCE D'URBANISME de la Région Mulhousienne recrute son Directeur.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez suivi une formation spécifique d'urbanisme et vous bénéficiez d'une expérience professionnelle significative dans ce domaine.

Si vous êtes aujourd'hui un urbaniste généraliste confirmé, nous vous proposons de construire l'outil qui permettra de maîtriser le futur de l'agglomération.

Vous créerez une véritable entreprise. Pour réussir cette mission, vous avez l'expérience de la gestion. Vous possédez un tempérament de manager avec une forte capacité de mobiliser et mener une équipe.

Poste à pourvoir dans les meilleurs délais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avant le 15 avril :

Monsieur Jean-Marie BOCKEL -
Président de l'Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne - BP 3089 -
68062 MULHOUSE CEDEX.

MULHOUSE

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

Secteurs de Pointe



L'ENVIE DE COMPRENDRE
N'EST RIEN
SANS LA FORCE D'APPRENDRE

Comprendre, apprendre, innover : HEWLETT-PACKARD a bâti sa réussite sur des hommes et des femmes qui considèrent que rien n'est jamais acquis, parce que la réussite technologique passe par l'innovation permanente.

A Lyon - Isle d'Abeau, ils sont ainsi plus de 300 à concevoir et fabriquer aujourd'hui l'informatique de demain. Au sein de la direction mondiale de la division ordinateurs personnels, ce site industriel affiche une croissance ininterrompue depuis sa création en 1985. Ce succès, nous le devons à l'exigence d'équipes de professionnels de haut niveau.

Ingénieurs Grandes Ecoles, vous êtes généralistes, électroniciens, informaticiens, vous avez une première expérience d'au moins 3 ans, vous possédez l'envie de comprendre et la force d'apprendre... nous contribuons à notre expansion.

• Ingénieurs de développement pour les moniteurs vidéo • Ingénieurs spécification mémoire de masse et alimentation • Acheteurs composants OEM • Ingénieur en informatique industrielle • Ingénieur industrialisation mécanique • Ingénieur organisation industrielle.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi à Béatrice JOUANNEAU Service Recrutement - HEWLETT-PACKARD France - Boulevard Steve Biko 38090 Villefontaine.



**HEWLETT
PACKARD**

Secteurs de Pointe

Rôle d'un important groupe pétrolier international, CHEVRON CHEMICAL SA (1,5 Md de CA, 600 personnes) fabrique et commercialise des produits pour l'industrie et l'automobile.

INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE

ADDITIFS CARBURANTS

Au sein de l'équipe "Fuel Additives" et après une formation approfondie à notre laboratoire (Le Havre) et au centre de recherche européen du groupe (Rotterdam) vous contribuerez au développement de notre présence sur le marché des additifs carburants sur un plan :

- Commercial :
 - analyse du marché et de la concurrence
 - assistance de la force commerciale par des apports techniques
 - suivi des développements produits
 - planification et approvisionnements des productions

Vous êtes l'interface entre les laboratoires de développement et la clientèle pour définir leurs besoins, les évolutions à apporter aux produits et répercuter les éléments techniques de notre politique commerciale (présentation de nouveaux produits, promotions).

De formation ingénieur chimiste ou mécanicien, vous avez une première expérience dans le domaine du raffinage ou des essais sur les carburants et une bonne maîtrise de l'anglais. Votre compétence technique et votre volonté d'évoluer dans une direction produits vous permettront de donner sa pleine dimension à ce poste et de bénéficier des perspectives d'évolution d'un groupe reconnu sur le plan mondial.

Poste basé à Neuilly/Seine.

Pour un premier contact confidentiel, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. ATS 0104, à notre conseil QUIEL - 160, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.



École Supérieure d'Ingénieurs en Électrotechnique et Électronique

Le Groupe ESIEE, centre d'enseignement supérieur scientifique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, offre, dans le cadre d'une nouvelle phase de son développement, des opportunités de carrière dans son réseau en France et à Singapour à des :

PROFESSEURS-CHERCHEURS

JEUNES DOCTEURS

engagés dans la démarche pédagogique et tentés par la recherche en partenariat industriel

PROFESSEURS, INGÉNIEURS CONFIRMÉS

expérimentés dans la conduite d'équipes de Recherche.

Compétence ou expertise démontrée dans une grande École d'Ingénieurs, ou Université, Entreprise Industrielle, Laboratoire de Recherche dans une spécialité relevant des domaines suivants :

- PHYSIQUE DU SOLIDE & SCIENCES DES MATÉRIAUX
- ÉLECTRONIQUE INDUSTRIELLE, MICROÉLECTRONIQUE
- SYSTÈMES INFORMATIQUES
- RÉSEAUX ET SYSTÈMES D'EXPLOITATION
- TRAITEMENT DU SIGNAL

Ils participeront à des programmes pédagogiques et de Recherche, notamment à plusieurs contrats européens : ESPRIT, EUREKA/PROMETHEUS, BRUTEURAM, en bénéficiant d'un important parc de matériel et d'un environnement de qualité dans la cité scientifique Descartes à Marne-la-Vallée près de Paris.

Les candidats, pour des postes à plein temps ou à temps partiel, doivent être capables d'intervenir dans un contexte international. Maîtrise de l'anglais obligatoire.



Adresser lettre de candidature, références et curriculum vitae au :
Directeur du Groupe ESIEE - B.P. 99 - Cité Descartes - 93162 Noisy-le-Grand Cedex
Tél : (1) 45.92.65.10 - Fax : (1) 45.92.66.22
Limite des candidatures : 30 mai 1992
Décision : 31 juillet 1992
Entrée en fonction : 1^{er} septembre 1992



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



Lilly : les hommes, la science, la vie

Dans le cadre de nos projets d'expansion et de développement sur notre site de Fegersheim, nous recherchons des

INGÉNIEURS ET PHARMACIENS

Lilly France, 1^{ère} filiale du groupe américain Eli Lilly, aime les hommes et les femmes qui veulent vivre avec passion leur carrière professionnelle. Des produits phares, des investissements conséquents et une politique de Ressources Humaines favorable à l'épanouissement de chacun sont autant de facteurs qui vous feront découvrir l'industrie pharmaceutique à son meilleur niveau.

Responsable de projets tournés vers le développement de nouvelles applications en production pour une ou plusieurs lignes de produits, vous assurez le suivi des process, le développement de la documentation : procédures, dossiers de validation... et apporterez les conseils techniques nécessaires sur le terrain. De formation pharmacien, ingénieur chimiste ou ingénieur généraliste (ENSAM, ENSAIS...),

maîtrisant l'anglais, vous êtes débutant ou possédez une première expérience de 2 à 3 ans. Votre esprit d'équipe et vos aptitudes à communiquer, vous permettent de vous intégrer dans un univers performant, prêt à vous offrir des perspectives de carrière au sein de son groupe.

Merci d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV et photo sous réf. IP, à J.J. Hinecker Département des Ressources Humaines - Lilly France - rue du Colonel Lilly 67640 Fegersheim.



UN GRAND DE LA SANTÉ

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITES

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en FRANCE pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

L'ÉTABLISSEMENT TECHNIQUE D'ANGERS, dans le cadre du développement de ses activités "véhicules robotisés" crée le poste :

Ingénieur essais automaticien mécanicien

Ingénieur Grandes Ecoles, option automatisme-robotique, vous souhaitez valoriser une première expérience de 2 à 5 ans pleinement réussie au sein d'un B.E. ou d'un service essais d'un constructeur automobile ou d'un équipementier.

Nous vous proposons de donner un nouvel élan à votre carrière en vous confiant la responsabilité de notre nouvelle activité "véhicules robotisés". Vous interviendrez dans la définition et la négociation technique de nos contrats d'essais avec des clients publics et privés diversifiés. Vous assurerez l'animation et le suivi technique, financier et calendrier de ces essais en pilotant une petite équipe.

Une veille technologique permanente vous permettra de développer de nouvelles procédures d'essais et de participer à la définition des investissements. À terme, véritable expert dans votre domaine, vous élargirez votre culture technique et développerez vos aptitudes au management de projets dans le cadre de votre présence au sein de groupes de professionnels nationaux et internationaux.



SI CETTE OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE VOUS INTÉRESSE, NOUS VOUS REMERCIONS D'ADRESSER CV DÉTAILLÉ, LETTRE MANUSCRITE, PHOTO ET PRÉTENTIONS, SOUS RÉF. LM 6788 À NOTRE CONSEIL : MIREILLE PROUST CONSULTANTS 10, RUE DE LA GARE - BP 1352 - 49013 ANGERS CEDEX 01.



IL NOUS MANQUE ENCORE UNE ÉNERGIE, LA VOTRE !

Notre société (7 200 personnes, 4 milliards FF de CA) est leader mondial sur le marché des générateurs et accumulateurs de haute technologie destinés aux applications spatiales et à la défense. Nous recherchons pour notre établissement de Poitiers des :

INGENIEURS QUALITE

qui participent à de grands programmes de coopération internationale (Ariane, satellites, missiles, ...).

Véritables experts Qualité, ils interviennent à tous les stades des projets : analyses des besoins du client, études, qualification, fabrication, mise en service... ils sont les interlocuteurs des clients pour tous les problèmes de qualité et de sûreté de fonctionnement. Ils se déplacent en Europe et aux États-Unis et parlent couramment l'anglais.

Nous recherchons des ingénieurs (mécanique, électrochimie, électronique) ayant une formation spécifique en Qualité (UTC, ENSAM, Master en Qualité Totale) et une expérience qualité de un à quatre ans acquise dans les secteurs high tech, idéalement l'Aéronautique ou l'Armement.

SAFT

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre + CV) sous la réf. 731. à : EUROSELECTION - 3, rue Troyon - 75017 PARIS

Le Groupe Bertrand Faure

8 milliards de F de C.A., 12 000 collaborateurs en France et à l'étranger est l'un des premiers spécialistes mondiaux de la conception et de la fabrication et de la livraison en "Juste à Temps" du siège automobile.

Il recherche pour sa Direction Produit Recherche et Développement basée à 15 Km au Sud de Paris

Un responsable suivi projets

Pour toutes les affaires concernant l'Europe du Nord et plus particulièrement l'Allemagne, où le Groupe est fortement implanté, il sera chargé d'assurer le bon avancement des projets, Recherche et Développement.

• Organisation et préparation des réunions projet.

• Coordination activités entre les différents services impliqués.

• Suivi des plannings, des chiffrages de prototypes etc...

Le poste requiert :

- Une formation d'ingénieur généraliste
- Un sens aigu de l'organisation et de la négociation
- Et bien entendu une bonne pratique de la langue allemande.

Ce poste vous intéresse ? Merci de nous adresser votre dossier de candidature à Groupe Bertrand Faure DRH BP 213 - 91882 MASSY CEDEX

BERTRAND FAURE

Responsable Industrialisation Moyens Spécifiques



Nous recherchons pour notre unité de production de 8000 (80), 600 personnes, un Responsable Industrialisation Moyens Spécifiques.

Ingénieur de formation Mécanique ou Electro-Mécanique, vous avez acquis, par une première expérience de 5 à 8 ans, une solide maîtrise du développement de biens d'équipement qui vous permettra de participer de façon décisive à la mise en place de solutions innovantes pour les moyens spécifiques d'industrialisation.

Cette mission effectuée, vous évoluerez vers un poste de Chef de Groupe études produit.

Esprit d'innovation, dynamisme, capacité relationnelle et force de motivation, seront vos atouts pour réussir avec nous dans ce poste qui offre de grandes opportunités d'évolution professionnelles, dans un cadre de qualité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération sous la référence 22101 à notre Conseil RESOUDRE - 50, rue Sainte Croix de la Bretonnerie 78004 PARIS.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Secteurs de Pointe

Ingénierie de Centrales Énergétiques - Belfort

GEC ALSTHOM

GEC ALSTHOM est un chef de file au sein de grands consortiums internationaux dans la conception et l'installation de centrales énergétiques. La demande en production d'énergie étant en forte croissance, les deux groupes d'ingénierie cherchent à renforcer leur organisation en ayant à l'esprit deux impératifs : intégrer des compétences pour aujourd'hui, préparer les structures de demain.

INGENIEURS DE PROJET

Ils travaillent pour la réalisation de centrales énergétiques sur les procédés, les spécifications et installations d'équipements électromécaniques. Des opportunités sont aussi ouvertes dans les spécialités de contrôle-commandes et de calculs scientifiques. Ils assurent également la coordination des interfaces techniques entre les différents partenaires du projet. Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des ingénieurs généralistes, mécanique ou électricité SUPELEC, CENTRALE, MINES, ENSI... débutants ou disposant d'une première expérience en ingénierie.

INGENIEUR GENIE CIVIL

Il prend en charge le suivi de l'ingénierie du génie civil et des structures depuis le devis jusqu'aux travaux de réalisation. Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Civil très solide sur le plan de la conception des projets et du suivi de travaux dans le domaine industriel.

La maîtrise de l'anglais est impérative pour toutes ces fonctions. Nous tenons à votre disposition une description détaillée du fonctionnement de l'entreprise ainsi que des postes proposés. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la réf. choisie à :

EGOR TECHNOLOGIES
17, avenue Malignon - 75008 PARIS

EGOR

PARIS AG-EN-PROVINCE BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIUM DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA PORTUGAL SWEDEN UNITED KINGDOM

Schlumberger Industries

SYSTEMES DE
TÉLÉMESURE,
MARCHÉS
EUROPÉENS

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans le domaine des équipements et des services d'acquisition, de transmission et de traitement des données liées à la gestion de l'énergie.

Notre Centre de Vélizy, spécialisé dans l'acquisition de mesures et l'enregistrement magnétique pour des applications aéronautiques et spatiales, recherche dans le cadre de son expansion européenne un

INGÉNIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
ALLEMAGNE - FRANCE

Au sein de notre DÉPARTEMENT TÉLÉMESURE qui développe des produits et des systèmes destinés principalement aux essais en vol et aux contrôles opérationnels de satellites, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille de clients, sur l'Allemagne et la France. Vous serez chargé de leur proposer des produits standards et des développements spécifiques de haute technologie (électronique rapide, informatique temps réel, traitement du signal).

Ingénieur généraliste ou en électronique, vous avez acquis une expérience significative dans la fonction commerciale ou technique. Vous parlez couramment l'allemand et l'anglais. Des qualités de communication et de négociation seront indispensables pour votre réussite et votre évolution.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, en précisant la référence AC/0703, à la Direction du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
1, rue Nieuport
BP 54 - 78141 VELIZY Cedex

CABINET D'ÉTUDES
SCIENTIFIQUES TECHNIQUES

recherche

dans le cadre de son expansion
pour son service de Recherche Appliquée :

4 CHARGÉS DE MISSION
H/F
en innovation industrielle

Vous serez chargé, en liaison avec notre hiérarchie, de créer un dynamisme pour favoriser l'exploitation et la valorisation de la recherche des PME-PMI et d'assurer le suivi des projets de recherche communautaire auprès de notre clientèle.

Vous avez 30/35 ans environ, une culture scientifique, un bon esprit de synthèse, des capacités rédactionnelles (indispensables), beaucoup d'imagination et de bon sens. Anglais apprécié.

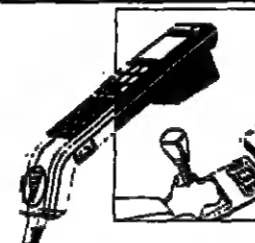
Vous avez la volonté de faire profiter de vos compétences vos employeurs dans un minimum de temps d'adaptation pour justifier une rémunération annuelle de 180 à 250 KF.

Lettre manuscrite + CV + photographie indispensable.
Les candidatures incomplètes ne seront pas étudiées.

Réf. n° 8463

LE MONDE PUBLICITÉ

15-17, rue du Col-P.-Avia - 75002 Paris Cedex 15

RÉPONDRE À NOS APPELS D'OFFRES :
C'est situer d'emblée sa carrière dans les communications de demain

Alcatel Radiotéléphone (1500 personnes, 1,6 milliard de Francs de CA), filiale du N°1 mondial des télécommunications, notre croissance est à la mesure du marché des communications mobiles. Leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés, notre maîtrise est totale : de la conception à la commercialisation de nos produits. Dans ce contexte fortement concurrentiel, et afin d'optimiser notre réponse aux très nombreux appels d'offres, nous renforçons aujourd'hui nos équipes opérationnelles.

Ingénieurs d'Affaires

Interface entre nos équipes commerciales et la recherche et développement, vous intervenez en amont pour élaborer les réponses aux appels d'offres.

Pour cela, vous étudiez les besoins des clients, constituez les dossiers en définissant le ou les scénarios de réalisation, établissez le devis et élaborez enfin le document de synthèse. Par ailleurs, vous serez amenés à appuyer nos commerciaux en phase de prospection ou lors de la négociation des contrats.

A terme, vous pourrez évoluer vers le suivi complet d'affaires.

Ingénieurs Electronique ou Télécom avec de bonnes facultés de communication, après une expérience de 2 à 4 ans en conduite de projet, vous souhaitez vous orienter vers une fonction associant compétences techniques, approche marketing et action commerciale. L'anglais courant est indispensable pour des déplacements en France et à l'étranger.

ALCATEL
RADIOTÉLÉPHONE
La passion de communiquer

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à
Jean Philippe BLONDE - Alcatel Radiotéléphone - 32, Av. Kléber - 92707 Colombes Cedex.

GROUPE P.M.I.

Spécialisé en
machines spéciales
pour la métallurgie
et la mécanique

plusieurs unités de production :
chaudronnerie, mécanique,
automatismes

réparties en France (350 personnes)
CHERCHE

pour son unité pilote des environs
de Paris (100 personnes) :

UN DIRECTEUR

A & M ou équivalent.
Expérience indispensable.

Adresser CV, références, prétentions, photo

Sous n° 8506 au

MONDE PUBLICITÉ, 15/17, r. du Col-P.-Avia
75015 PARIS

Placoplatre
Signe la qualité

Au sein du Groupe BPB INDUSTRIES, leader européen des produits du plâtre, BPB FRANCE, 2500 personnes, 3 milliards de Francs de CA recherche pour sa Division PLACOPLATRE (1 000 personnes, 1,7 milliard de CA) un :

CHEF DE PROJET ENGINEERING

Futur opérationnel : Production / Services Techniques

Au sein de la Direction Technique, et en liaison avec un bureau d'études et une équipe d'ingénieurs et de techniciens spécialisés, vous coordonnerez les études et la réalisation de nouvelles installations industrielles, dans le cadre de process fortement automatisés.

Fort de vos résultats dans ce poste, nous vous proposerons rapidement une fonction opérationnelle à large responsabilité de management au sein de notre Groupe.

30/35 ans, ingénieur de formation, votre expérience professionnelle a conforté votre potentiel technique (mécanique, électricité, automatisme) et votre sens de l'animation des hommes. Anglais souhaité.

Pour ce poste, basé en REGION PARISIENNE, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence A20403 à notre Conseil Madame Favereau - 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

BPB
FRANCE

GRENOBLE

THOMSON CONSUMER
ELECTRONIC COMPONENTS

Dans le cadre de la mise en œuvre du Centre de DESIGN commun à TCE et SGS THOMSON notamment pour la conception des circuits intégrés VIDEO, TCEC recherche

CONCEPTEURS
EXPERIMENTES EN ANALOGIQUE

Ils auront en charge la responsabilité de projets complets. Ingénieurs électroniciens ayant plus de 4 ans d'expérience, ils ont une approche concrète de la conception de circuits. Une expérience dans le domaine des circuits TV ou Vidéo serait très appréciée.

CONCEPTEURS : LOGIQUE/DIGITAL

pour le DESIGN de circuits logiques en techno CMOS ou BICMOS, DIGITAL SIGNAL PROCESSING (DSP), Vidéo/Audio. Expérience similaire 2 à 3 ans souhaitée.

JEUNES INGENIEURS DE LAY-OUT

Electroniciens débutants ou BAC + 3 intéressés par la réalisation du lay-out des circuits intégrés. Outils : CADENCE, GDT, VALID.

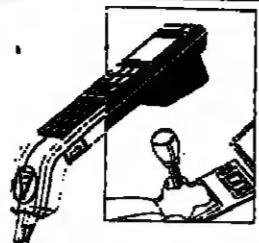
Par ailleurs, nous recherchons des candidatures de jeunes ingénieurs électroniciens, qui soient dynamiques, positifs et concrets, ayant une bonne formation de base en conception et une affinité pour les produits analogiques.

MENWAY
CONSULTANTS

Merci d'adresser vos candidatures à
Nol COMUNOD
MENWAY Consultants
25, rue Pierre Semard - 38000 GRENOBLE.
L'ETHIQUE DU RECRUTEMENT

مكتبة الشاه

Secteurs de Pointe



Alcatel Radiotéléphone - 1500 personnes, 1,6 milliard de CA - est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite.

Responsable Gestion des Configurations Logicielles contribuez à la réussite de nos projets européens

Notre service **Outils et Méthodes Logicielles** participe dès l'amont à la mise en place et aux choix de méthodes et outils destinés aux projets menés par nos équipes de développement. Vous aurez la responsabilité du **Plan de Gestion de Configuration Logicielle** pour chaque projet, de sa mise en place, ainsi que du support et de la formation de nos équipes. Vous assurerez la veille technologique dans votre discipline pour optimiser et actualiser en permanence notre compétitivité. Diplômé(e) d'une Grande Ecole ou de l'Université

(éventuellement spécialisé(e) en Génie Logiciel), vous avez acquis une expertise du domaine, au cours d'une expérience d'au moins cinq ans du **développement informatique de systèmes embarqués**. Vous avez participé à des projets importants où la méthodologie et la qualité étaient déterminantes. Vous possédez aujourd'hui la rigueur et l'expertise que nous attendons. Notre contexte international vous permet d'évoluer à terme en bénéficiant de vos succès. La pratique de l'anglais courant est indispensable.

ALCATEL
RADIOTELEPHONE
La passion de communiquer

Merci d'adresser votre candidature sous référence **M/307/92** à notre conseil :
INFORAMA CARRIERES - 50, Rue Marcel Dassault - 92100 BOULOGNE.



La maintenance : un élément essentiel des performances du VAL

Présent en Europe, en Amérique et en Asie, MATRA TRANSPORT est leader mondial dans le domaine des métros automatiques. Mis en service en 1983, le VAL de Lille est un système de transport moderne, sûr, rapide. Toulouse, Orly, Chicago, Taipei, Jacksonville... ont également choisi le VAL.

Pour notre Direction Exploitation et Maintenance, nous recherchons un

RESPONSABLE INGENIERIE DE MAINTENANCE

Vous avez la responsabilité de l'ingénierie de maintenance, essentiellement dans ses aspects méthodes.

D'une part, vous êtes chargé de la définition et du suivi de l'ensemble des dossiers de maintenance et des documents génériques : manuels, plans, gammes de maintenance...

D'autre part, vous participez à l'élaboration des réponses aux appels d'offre, vous coordonnez des activités d'assistance technique sur les affaires en cours, vous assurez le suivi des projets après la mise en service.

Vous avez complété votre formation d'ingénieur par une expérience significative (7 à 10 ans) dans un poste similaire et/ou vous possédez une expérience de maintenance opérationnelle sur site dans un environnement de préférence ferroviaire.

Vous offrez une parfaite maîtrise de l'anglais à des qualités de rigueur, d'organisation et d'adaptabilité. Pour ce poste basé à LILLE, des déplacements sur les sites sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. RIM à notre Direction des Ressources Humaines

MATRA TRANSPORT
48/56 rue Barbès - BP 531
92542 Montrouge Cedex



IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

*L'innovation en électronique
et informatique*

DIGILOG

**GROUPE
DIGITONE**

Société d'Électronique et d'Informatique Technique, spécialisée dans les applications avancées des domaines du Traitement du Signal, du Traitement de l'Image, des Télécommunications et des Systèmes de Contrôle/Commande et de l'Intelligence Artificielle (Spécialisation Réseaux de neurones) recherche :

INGENIEURS D'ETUDE LOGICIEL

Diplômés grandes écoles, Formation électronique appréciée, débutants ou quelques années d'expérience. Postes à PARIS, AIX EN PROVENCE et TOULON.

INGENIEURS D'AFFAIRES

Débutants ou quelques années d'expérience, ayant une formation dans le domaine des Systèmes de Défense (Vieille Radar, Infra Rouge, Sonar, Sous-Systèmes de Lancement d'Armes, Systèmes tactiques, Systèmes d'information et de communication...). Postes à PARIS et TOULON.

INGENIEURS EN TRAITEMENT DE SIGNAL

Débutants ou quelques années d'expérience, pour études, simulations, développement et mise en œuvre dans le domaine du Radar et du Sonar. Postes à TOULON.

INGENIEURS SYSTEMES

Expérimentés, chargés de la conduite et du dépouillement d'essais de systèmes de défense. Postes à TOULON.

RESPONSABLE SYSTEME (logiciel et matériel)

Adjoint au Directeur de l'Établissement Pénin. 5 années d'expérience environ.

Merci d'envoyer lettre manuscrite avec CV, prétentions et précision sur localisation souhaitée à
**DIGILOG - Direction du Personnel - 21, rue Frédéric Joliot - Pôle d'activités des Milles
13852 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 3.**

IMMOBILIER DE BUREAU

INGENIEUR

RESPONSABLE MAINTENANCE - TRAVAUX NEUFS

Une des premières banques françaises recherche le responsable d'une équipe qui a un rôle de maître d'ouvrage (maintenance et travaux neufs) pour un ensemble d'immeubles de bureaux dotés d'équipements techniques complexes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole, minimum 35 ans :

- ayant d'excellentes qualités de communication et un sens marqué du "service"
- gestionnaire rigoureux et bon animateur
- disposant de connaissances techniques polyvalentes (bâtiment, électricité, climatisation) acquises dans une société d'ingénierie ou dans un poste équivalent dans le domaine de l'immobilier d'entreprise.

Poste à PARIS.

Ecrire sous réf. 16 A 2381 2M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



TOTAL

Groupe français largement ouvert sur le monde, TOTAL est actif dans plus de 80 pays sur tous les segments de la chaîne pétrolière (exploration et production de pétrole et de gaz, transport, raffinage et distribution) ainsi que dans le secteur chimique. Aujourd'hui pour rejoindre notre pôle Mines Nucléaire nous recherchons deux JEUNES INGENIEURS.

INGENIEUR MINES - Réf. 92 E06

Après une première approche terrain dans une mine d'uranium, vous rejoindrez notre bureau d'Études Mines. Votre mission s'articulera autour du développement et de l'amélioration des productions, de la reconstruction de sites miniers, ainsi que la préparation de nouveaux projets en France ou à l'étranger. Ceci compte tenu des aspects techniques, économiques et d'environnement. Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs (Mines de Paris ou équivalent) vous avez environ 30 ans et une première expérience si possible dans une activité minière.

INGENIEUR MINERALURGIE - Réf. 92 E05

Après une immersion en unité de production, vous rejoindrez notre bureau d'Études Traitement du Minéral. Votre mission sera centrée sur l'amélioration des traitements de minerais et la conception de nouveaux projets tant en France qu'à l'étranger sous trois aspects : technique, économique et d'environnement. De formation Ingénieur, dominante Physique Chimie, à environ 30 ans, vous avez une première expérience professionnelle si possible dans une activité similaire.

Ces deux postes largement ouverts sur l'international (sous forme de missions et, à terme, d'affectations de longue durée) nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais. Dans un premier temps, basés à JOUAC (Limousin) ils sont un véritable tremplin pour prendre des responsabilités opérationnelles au sein du groupe qui édifieront de votre part de réelles capacités d'encadrement d'équipes.

Si ces perspectives vous intéressent adressez votre dossier de candidature à Christophe EON, Service Recrutement, TOTAL TOUR TOTAL, Cedex 47, 92069 PARIS LA DEFENSE.



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

Filiale de
BOSCH TELECOM

INGENIEURS LOGICIEL

(34 constructeur européen en télécommunications), JS TELECOM conseil, fabrique, et commercialise des systèmes de télécommunications.

Au sein de notre Division Développement (110 personnes) et dans un contexte européen car en étroite coopération avec notre maison-mère, vous participerez au développement de logiciels destinés à de nouveaux produits (téléphonie privée, téléphonie publique).

Selon votre expérience antérieure acquise dans le domaine des logiciels temps réel et/ou Télécoms, nous vous proposerons l'une de ces 2 activités :

- le développement d'applications logicielles, de l'analyse à l'intégration,
- l'encadrement technique et l'animation d'une équipe dans le cadre de la conduite de développements.

Environnements : VAX, SUN, MICROSOFT
Langages : PASCAL C.

Ingénieur de formation, vous savez allier rigueur et créativité et avez le sens du travail en équipe

Des déplacements en Allemagne sont à prévoir.

L'anglais est indispensable et l'allemand apprécié.

JS TELECOM
Bosch Telecom

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. LM 2207 à JS TELECOM - Catherine HUSSON - 36/38 rue de la Princesse - 78430 LOUVIENNES.

l'Informatique

Avec Alcatel Alsthom Recherche,
prenez de la hauteur.

Centre de Recherches d'Alcatel Alsthom, Alcatel Alsthom Recherche prépare l'avenir de toutes les activités du Groupe : Communications, Énergie et Transport. Les produits du Groupe intègrent de plus en plus de composants informatiques tant matériels que logiciels. Alcatel Alsthom Recherche souhaite intégrer des ingénieurs informaticiens spécialisés dans les domaines suivants :

SÉCURITÉ INFORMATIQUE

La sécurité dans les réseaux est un sujet qui vous attire. De bon niveau technique en informatique, et éventuellement en télécom, vous êtes familier avec les normalisations ou vous souhaitez aborder ce sujet. Vous travaillerez sur des problèmes de méthodologie, de modélisation ou de gestion de la sécurité. Vous aurez de nombreux contacts avec les sociétés du groupe Alcatel Alsthom.

ARCHITECTURE SYSTEMES TEMPS RÉEL DISTRIBUÉS

Dans le cadre d'un projet définissant et réalisant des architectures support pour des systèmes distribués temps réel sûrs de fonctionnement, vous suivrez l'évolution des technologies des systèmes d'exploitation et des noyaux temps réel. Vous étudierez l'application de ces technologies pour les systèmes développés au sein d'Alcatel Alsthom. Vous proposerez des solutions architecturales en utilisant les techniques les plus récentes.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Vous disposez de compétences pointues dans le domaine des techniques orientées objet, de l'intelligence artificielle, des interfaces homme-machine. L'innovation vous passionne et vous avez le souci du débouché concret. Vous travaillerez sur l'expérimentation et la validation de techniques informatiques de pointe dans des cadres applicatifs industriels concrets (futurs systèmes de maintenance de turbines à gaz, supervision intelligente des réseaux de télécommunication, intelligence embarquée dans les TGV du futur...). Vous aurez matière à valoriser votre haute technicité et serez amené à avoir de nombreux contacts au sein du groupe Alcatel Alsthom.

TECHNOLOGIES OBJET

Dans le cadre de la mise en place d'un support de Génie logiciel, vous suivrez l'évolution des technologies orientées objet et proposerez des solutions d'extension et d'amélioration. De plus, vous étudierez l'application de ces technologies aux systèmes développés notamment dans le domaine des télécommunications. La maîtrise de C++ est indispensable.

BASES DE DONNÉES ET TEMPS RÉEL

Dans le cadre d'un projet européen, vous participerez à l'extension des fonctionnalités d'un SGBD orienté objet pour des systèmes temps réel. La connaissance de la technologie des SGBD, des techniques orientées objet et du Temps Réel est nécessaire.

ALCATEL
ALSTHOM
RECHERCHE

Adressez votre candidature sous réf. M 04 en précisant le domaine choisi à Dominique ANTOINE, Alcatel Alsthom Recherche, Route de Nozay - 91460 Marcoussis.

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

Le service "Offre sur mesure" a pour mission de proposer des solutions répondant aux besoins des grands clients de FRANCE TELECOM.

CHEFS DE PROJETS ET CONCEPTEURS
DE RESEAUX D'ENTREPRISE

Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, de nationalité CEE, vous maîtrisez l'anglais et justifiez d'une expérience minimum réussie de 5 à 6 ans dans le domaine des télécoms d'entreprise : réseaux de PABX, réseaux locaux d'entreprise (LAN MAN, WAN) et réseaux haut débit, réseaux numériques (X25, NUMERIS, TELETEL), administration de réseaux, support méthodologique en gestion de projet/qualité, CAO réseaux et analyse des modèles économiques.

En relation avec les pôles de compétences internes de FRANCE TELECOM et avec ses partenaires, vous assurerez la conception, en effectuant la gestion, de projets de réseaux d'entreprise, planning, objectifs coût et qualité, cohésion des équipes, et en suivrez la réalisation.

Les postes à pourvoir sont actuellement basés à Saint-Quentin-en-Yvelines (78), avec des déplacements fréquents en clientèle.

L'importance de notre Groupe offre de réelles perspectives de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous réf. CP/M (chef de projet) ou CO/M (concepteur), lettre manuscrite et CV, en précisant votre rémunération actuelle, à :

SM Conseil 38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

FRANCE
TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

Nous sommes l'un des cinq premiers groupes mondiaux de télécommunications (CA : 115 Mds de F. 165 000 personnes). La Direction du Système d'Information développe son pôle national d'expertise technique : l'OCISI (Organisme Central d'Intégration et de Soutien Informatiques). Dans ce cadre, nous recherchons :

INGENIEURS
INFORMATIENS

A 30 ans environ, Ingénieurs Grandes Ecoles ou équivalent, de nationalité CEE, vous justifiez d'une expérience réussie de 3 ans minimum en ingénierie (conception, développement, intégration ou qualification) de système complet - matériel plus logiciel - de préférence dans un environnement client/serveur (X25, SAA ou DCM, UNIN, OS/2). A votre professionnalisme, vous alliez des qualités d'autonomie et de communication.

Nous vous proposons d'intégrer une équipe dynamique où vous développerez la qualité technique du Système d'Information de FRANCE TELECOM.

Les 5 postes à pourvoir sont basés en région parisienne (Saint-Quentin-en-Yvelines - 78).

L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière aux candidats à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous réf. INC/M, lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle à :

SM Conseil 38 RUE DE LISBONNE 75008 PARIS

Les Hôpitaux
Universitaires
de STRASBOURG

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg s'engagent aujourd'hui dans une étape primordiale, en vue de l'optimisation de leurs ressources matérielles, scientifiques et humaines.

Dans le cadre de cette stratégie de développement, nous proposons un poste d'

Ingénieur en organisation

Cet ingénieur possèdera une bonne connaissance de la gestion de production, et possible hospitalière, des problèmes d'organisation classiques ou liés à l'informatisation, des grands systèmes informatiques, de la micro-informatique ainsi que des techniques statistiques et d'analyse de la valeur.

Rattaché au Directeur du système d'information et de l'organisation, il assurera un rôle de conseil méthodologique, de conseil en organisation, en concevant et proposant les solutions adaptées aux évolutions de l'organisation hospitalière. Il exercera une fonction de formateur institutionnel, en transmettant sa connaissance des outils d'étude d'organisation et son savoir-faire dans ce domaine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, copie de diplômes...) à : Monsieur le Directeur des Ressources Humaines HÔPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG - BP 426 - 67091 STRASBOURG CEDEX.

MAÎTRISONS LA NATURE...
COMPRENDONS LA VOTRE

Siège européen du 2ème constructeur mondial pour le conditionnement d'air, les métiers et la passion de nos 1200 collaborateurs sont l'élaboration, la fabrication et la commercialisation de matériel de climatisation et de réfrigération. Notre croissance nous amène à structurer notre département informatique en recrutant un

DIRECTEUR INFORMATIQUE

A 35 - 40 ans, vous avez valorisé vos compétences et votre formation en gestion des systèmes d'information et d'organisation par une expérience de 4 à 5 ans minimum à la tête d'un service informatique.

Vous avez une vue globale de la fonction et de son organisation et saurez proposer et mettre en œuvre une stratégie cohérente de traitement de l'information pour l'ensemble de notre zone d'activité (Europe - Moyen-Orient - Afrique). Vous participerez ainsi directement à l'amélioration de l'efficacité globale de notre Groupe.

Homme d'écoute, vous saurez mettre en place les solutions humaines et techniques correspondant aux besoins des utilisateurs.

Votre expérience, acquise de préférence en milieu international, vous permet de communiquer aisément en anglais.

Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature à :

SOCIÉTÉ TRANE - Cyril PAGNIEZ
1, rue des Amériques - 88190 GOLBEY.

TRANE
toute la clim.